

ORGANISATION DES NATIONS UNIES

**RAPPORT FINANCIER
ET ÉTATS FINANCIERS VÉRIFIÉS
de l'exercice biennal terminé le 31 décembre 1989
et
RAPPORT DU COMITÉ
DES COMMISSAIRES AUX COMPTES**

Volume I

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

DOCUMENTS OFFICIELS : QUARANTE-CINQUIÈME SESSION

SUPPLÉMENT N° 5 (A/45/5)



NATIONS UNIES

New York, 1990

Best Copy Available

NOTE

Les cotes des documents de l'Organisation des Nations Unies se composent de lettres majuscules et de chiffres. La simple mention d'une cote dans un texte signifie qu'il s'agit d'un document de l'Organisation.

Le volume II contient le document intitulé "Centre du commerce international — Rapport financier et états financiers vérifiés de l'exercice biennal terminé le 31 décembre 1989 et Rapport du Comité des commissaires aux comptes".

Le volume III contient le document intitulé "Université des Nations Unies — Rapport financier et états financiers vérifiés de l'exercice biennal terminé le 31 décembre 1989 et Rapport du Comité des commissaires aux comptes".

TABLE DES MATIERES

	<u>Page</u>
SIGLES	x
LETTRES D'ENVOI	xii
I. RAPPORT FINANCIER POUR L'EXERCICE BIENNAL TERMINE LE 31 DECEMBRE 1989	1
II. RAPPORT DU COMITE DES COMMISSAIRES AUX COMPTES	30
III. OPINION DES COMMISSAIRES AUX COMPTES	65
IV. CERTIFICAT ATTESTANT L'EXACTITUDE DES ETATS FINANCIERS	66
V. ETATS FINANCIERS DE L'EXERCICE BIENNAL TERMINE LE 31 DECEMBRE 1989	67
<u>Etat I</u> Fonds général de l'Organisation des Nations Unies : Etat des ouvertures de crédits pour l'exercice biennal 1988-1989 au 31 décembre 1989	68
Tableau 1.1 Fonds général de l'Organisation des Nations Unies : Crédits ouverts par programme et par principal objet de dépense pour l'exercice biennal 1988-1989 au 31 décembre 1989	70
<u>Etat II</u> Fonds général de l'Organisation des Nations Unies : Etat des recettes et des dépenses et excédent budgétaire pour l'exercice biennal 1988-1989 terminé le 31 décembre 1989	79
Tableau 2.1 Fonds général de l'Organisation des Nations Unies : Tableau récapitulatif des recettes pour l'exercice biennal 1988-1989 terminé le 31 décembre 1989	80
Tableau 2.2 Fonds général de l'Organisation des Nations Unies : Tableau récapitulatif des activités productrices de recettes de l'Organisation des Nations Unies : Montant des recettes et des dépenses de l'exercice biennal 1988-1989 terminé le 31 décembre 1989	81
<u>Etat III</u> Fonds général de l'Organisation des Nations Unies : Etat de l'actif et du passif au 31 décembre 1989	82
Tableau 3.1 Fonds général de l'Organisation des Nations Unies : Contributions mises en recouvrement non acquittées au 31 décembre 1989	83
Tableau 3.2 Fonds général de l'Organisation des Nations Unies - Fonds de péréquation des impôts : Etat des recettes et des dépenses pour l'exercice biennal 1988-1989 terminé le 31 décembre 1989 et Etat de l'actif et du passif au 31 décembre 1989	86

TABLE DES MATIERES

		Page
<u>Etat IV</u>	Fonds des immobilisations de l'Organisation des Nations Unies : Actif et passif au 31 décembre 1989	88
<u>Etat V</u>	Projets pluriannuels : Fonds "Travaux de construction en cours" de l'Organisation des Nations Unies et Fonds du Système intégré de gestion (SIG) : Etat de l'actif et du passif au 31 décembre 1989	89
<u>Etat VI</u>	Fonds de roulement de l'Organisation des Nations Unies : Etat de l'actif et du principal du Fonds au 31 décembre 1989	90
Tableau 6.1	Fonds de roulement de l'Organisation des Nations Unies : Avances destinées à couvrir divers achats et opérations amortissables pour l'exercice biennal 1988-1989 terminé le 31 décembre 1989	91
<u>Etat VII</u>	Compte spécial de l'Organisation des Nations Unies : Etat de l'actif et du passif au 31 décembre 1989	92
Tableau 7.1	Compte spécial de l'Organisation des Nations Unies : Contributions volontaires : situation au 31 décembre 1989	93
Tableau 7.2	Compte spécial de l'Organisation des Nations Unies : Dépôts bancaires porteurs d'intérêts au 31 décembre 1989	94
<u>Etat VIII</u>	Compte spécial "Produit de la vente des obligations de l'ONU" : Etat de l'actif et du passif au 31 décembre 1989	95
<u>Etat IX</u>	Compte spécial de la Force d'urgence des Nations Unies (1956) : Etat récapitulatif des recettes et des dépenses pour la période allant du 5 novembre 1956 au 31 décembre 1989 et état de l'actif et du passif au 31 décembre 1989	96
Tableau 9.1	Compte spécial de la Force d'urgence des Nations Unies (1956) : Contributions mises en recouvrement non acquittées au 31 décembre 1989	99
<u>Etat X</u>	Force d'urgence des Nations Unies (1973) et Force des Nations Unies chargée d'observer le dégagement : Etat récapitulatif des recettes et des dépenses au 31 décembre 1989 pour la période allant du 1er décembre 1987 au 31 mai 1989 et état récapitulatif de l'actif et du passif au 31 décembre 1989	102
Tableau 10.1	Force des Nations Unies chargée d'observer le dégagement : Dépenses engagées au 31 décembre 1989 pour la période allant du 1er décembre 1987 au 30 novembre 1988	104

TABLE DES MATIERES

	<u>Page</u>
Tableau 10.2	Force des Nations Unies chargée d'observer le dégagement : Dépenses engagées au 31 décembre 1989 pour la période allant du 1er décembre 1988 au 30 novembre 1989 105
Tableau 10.3	Force des Nations Unies chargée d'observer le dégagement : Dépenses engagées au 31 décembre 1989 pour la période allant du 1er décembre 1989 au 31 mai 1990 106
Tableau 10.4	Force d'urgence des Nations Unies (1973) et Force des Nations Unies chargée d'observer le dégagement : Tableau des contributions non acquittées au 31 décembre 1989 107
<u>Etat XI</u>	Force intérimaire des Nations Unies au Liban : Etat récapitulatif des recettes et des dépenses pour la période allant du 1er août 1987 au 31 janvier 1990; situation au 31 décembre 1989 110
Tableau 11.1	Force intérimaire des Nations Unies au Liban : Dépenses engagées au 31 décembre 1989 pour la période allant du 1er août 1987 au 31 janvier 1988 112
Tableau 11.2	Force intérimaire des Nations Unies au Liban : Dépenses engagées au 31 décembre 1989 pour la période allant du 1er février 1988 au 31 janvier 1989 113
Tableau 11.3	Force intérimaire des Nations Unie au Liban : Dépenses engagées au 31 décembre 1989 pour la période allant du 1er février 1989 au 31 janvier 1990 114
Tableau 11.4	Etat des contributions à la Force intérimaire des Nations Unies au Liban : Contributions non acquittées au 31 décembre 1989 115
<u>Etat XII</u>	Groupe d'observateurs militaires des Nations Unies pour l'Iran et l'Iraq : Etat récapitulatif des recettes et des dépenses pour la période allant du 9 août 1988 au 31 mars 1990, situation au 31 décembre 1989 et état de l'actif et du passif au 31 décembre 1989 118
Tableau 12.1	Groupe d'observateurs militaires des Nations Unies pour l'Iran et l'Iraq : Dépenses engagées au 31 décembre 1989 pour la période allant du 9 août 1988 au 30 septembre 1989 120
Tableau 12.2	Groupe d'observateurs militaires des Nations Unies pour l'Iran et l'Iraq : Dépenses engagées au 31 décembre 1989 pour la période allant du 1er octobre 1989 au 31 mars 1990 121
Tableau 12.3	Etat des contributions au Groupe d'observateurs militaires des Nations Unies pour l'Iran et l'Iraq : Contributions non acquittées au 31 décembre 1989 122

TABLE DES MATIERES

	Page
<u>Etat XIII</u>	
Compte <u>ad hoc</u> pour l'Opération des Nations Unies au Congo : Etat récapitulatif des recettes et des dépenses pour la période allant du 14 juillet 1969 au 31 décembre 1989 et état de l'actif et du passif au 31 décembre 1989	125
Tableau 13.1	
Compte <u>ad hoc</u> pour l'Opération des Nations Unies au Congo : Contributions mises en recouvrement non acquittées au 31 décembre 1989	127
<u>Etat XIV</u>	
Mission de vérification des Nations Unies en Angola : Etat récapitulatif des recettes et des dépenses pour la période allant du 3 janvier 1989 au 2 janvier 1990, situation au 31 décembre 1989 et état de l'actif et du passif au 31 décembre 1989	129
Tableau 14.1	
Mission de vérification des Nations Unies en Angola : Dépenses engagées au 31 décembre 1989 pour la période allant du 3 janvier 1989 au 2 janvier 1990	131
Tableau 14.2	
Etat des contributions à la Mission de vérification des Nations Unies en Angola : Contributions non acquittées au 31 décembre 1989	132
<u>Etat XV</u>	
Groupe d'assistance des Nations Unies pour la période de transition : Etat au 31 décembre 1989 des recettes et des dépenses pour la période allant du 1er avril 1989 au 31 mars 1990 et état de l'actif et du passif au 31 décembre 1989	137
Tableau 15.1	
Groupe d'assistance des Nations Unies pour la période de transition : Dépenses engagées au 31 décembre 1989 pour la période allant du 1er août 1989 au 31 mars 1990 ..	139
Tableau 15.2	
Etat des contributions au Groupe d'assistance des Nations Unies pour la période de transition : Contributions non acquittées au 31 décembre 1989	140
<u>Etat XVI</u>	
Groupe d'observateurs des Nations Unies en Amérique centrale : Etat récapitulatif au 31 décembre 1989 des recettes et des dépenses pour la période allant du 7 novembre 1989 au 6 mai 1990 et état de l'actif et du passif au 31 décembre 1989	143
Tableau 16.1	
Groupe d'observateurs des Nations Unies en Amérique centrale : Dépenses engagées au 31 décembre 1989 pour la période allant au 7 novembre 1989 au 6 mai 1990 ..	144
Tableau 16.2	
Etat des contributions au Groupe d'observateurs des Nations Unies en Amérique centrale : Contributions non acquittées au 31 décembre 1989	145

TABLE DES MATIERES

	<u>Page</u>
<u>Etat XVII</u>	
Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre : Etat récapitulatif des recettes et des dépenses pour la période allant du 27 mars 1964 au 31 décembre 1989 et état de l'actif et du passif au 31 décembre 1989	150
Tableau 17.1 Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre : Etat récapitulatif des dépenses pour la période allant du 27 mars 1964 au 31 décembre 1989	152
Tableau 17.2 Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre : Contributions annoncées non versées au 31 décembre 1989	153
<u>Etat XVIII</u>	
Activités de coopération technique : Etat des recettes et des dépenses pour l'exercice biennal 1988-1989 terminé le 31 décembre 1989, état de l'actif et du passif au 31 décembre 1989, état comparatif des recettes et des dépenses pour les exercices biennaux 1988-1989 et 1986-1987 et état comparatif de l'actif et du passif au 31 décembre 1989 et au 31 décembre 1987	154
Tableau 18.1 Activités de coopération technique : Tableau par année des recettes et des dépenses pour l'exercice biennal 1988-1989 terminé le 31 décembre 1989	158
Tableau 18.2 Activités de coopération technique financées par des fonds d'affectation spéciale : Etat des recettes et des dépenses et solde inutilisé pour l'exercice biennal 1988-1989 terminé le 31 décembre 1989	159
Tableau 18.3 Activités de coopération technique financées par le budget ordinaire de l'Organisation des Nations Unies : Dépenses engagées pour l'exercice biennal 1988-1989, terminé le 31 décembre 1989	167
<u>Etat XIX</u>	
Organisation des Nations Unies : Fonds généraux d'affectation spéciale : Etat récapitulatif des recettes et des dépenses pour l'exercice biennal 1988-1989 terminé le 31 décembre 1989 et état récapitulatif de l'actif et du passif au 31 décembre 1989	168
Tableau 19.1 Organisation des Nations Unies : Fonds généraux d'affectation spéciale : Etat récapitulatif des recettes et des dépenses et solde inutilisé pour l'exercice biennal 1988-1989 terminé le 31 décembre 1989	170

Tableau 19.1.1	Organisation des Nations Unies : Fonds généraux d'affectation spéciale : Tableau récapitulatif des recettes et des dépenses de certains fonds d'affectation spéciale pour l'exercice biennal 1988-1989 terminé le 31 décembre 1989 et tableau récapitulatif de l'actif et du passif au 31 décembre 1989	180
Tableau 19.1.2	Fonds généraux d'affectation spéciale de Nations Unies - Assistance d'urgence : Etat récapitulatif des contributions annoncées non versées au 31 décembre 1989 ..	183
<u>Etat XX</u>	Comptes spéciaux pour les dépenses d'appui aux programmes : Etat des recettes et des dépenses pour l'exercice biennal 1988-1989 terminé le 31 décembre 1989 et état récapitulatif de l'actif et du passif au 31 décembre 1989	187
Tableau 20.1	Comptes spéciaux pour les dépenses d'appui aux programmes - Ressources pour le remboursement des dépenses de coopération technique ventilées par organisme : Etat des recettes et des dépenses pour l'exercice biennal 1988-1989 terminé le 31 décembre 1989 et état des recettes et des dépenses au 31 décembre 1989	189
Tableau 20.1.1	Comptes spéciaux pour les dépenses d'appui aux programmes - Ressources pour le remboursement des dépenses de coopération technique - Commissions régionales : Etat des recettes et des dépenses pour l'exercice biennal 1988-1989 terminé le 31 décembre 1989 et état de l'actif et du passif au 31 décembre 1989	191
<u>Etat XXI</u>	Organisation des Nations Unies : Fonds fiduciaires : Etat des recettes et des dépenses pour l'exercice biennal 1988-1989 terminé le 31 décembre 1989 et état de l'actif et du passif au 31 décembre 1989	193
Tableau 21.1	Organisation des Nations Unies : Fonds fiduciaires : Etat des recettes et des dépenses pour l'exercice biennal 1988-1989 terminé le 31 décembre 1989 et état de l'actif et du passif au 31 décembre 1989	195

TABLE DES MATIERES

Page

ANNEXES

I. Notes relatives aux états financiers	196
II. Analyse comparative du déficit à court terme de l'Organisation des Nations Unies au 31 décembre 1989 et au 31 décembre 1987	220
III. Notes explicatives sur les contributions qui demeurent à recevoir	223
IV. Fonds général, fonds de roulement et comptes spéciaux de l'Organisation des Nations Unies : Changements intervenus dans la situation financière pendant l'exercice biennal 1988-1989 terminé le 31 décembre 1989	226

SIGLES

AIEA	Agence internationale de l'énergie atomique
APNU	Administration postale de l'Organisation des Nations Unies
BID	Banque interaméricaine de développement
CEA	Commission économique pour l'Afrique
CEE	Commission économique pour l'Europe
CEPALC	Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes
CESAO	Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale
CESAP	Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique
CFPI	Commission de la fonction publique internationale
CNUCED	Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement
CNUEH	Centre des Nations Unies pour les établissements humains
FINUL	Force intérimaire des Nations Unies au Liban
FNUAP	Fonds des Nations Unies pour la population
FNUOD	Force des Nations Unies chargée d'observer le dégellement
FUNU	Force d'urgence des Nations Unies
GANUPT	Groupe d'assistance des Nations Unies pour la période de transition
GOMNUII	Groupe d'observateurs militaires des Nations Unies pour l'Iran et l'Iraq
INSTRAW	Institut international de recherche et de formation pour la promotion de la femme
ONUC	Opération des Nations Unies au Congo
ONUCA	Groupe d'observateurs des Nations Unies en Amérique centrale
ONUDI	Organisation des Nations Unies pour le développement industriel
ONUST	Organisme des Nations Unies chargé de la surveillance de la trêve
ONUVER	Mission d'observation des Nations Unies chargée de la vérification du processus électoral au Nicaragua
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement

PNUE	Programme des Nations Unies pour l'environnement
UNAVEM	Mission de vérification des Nations Unies en Angola
Unesco	Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
UNITAR	Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche
UNRWA	Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient

LETTRES D'ENVOI

Le 31 mars 1990

Monsieur le Président,

Conformément à l'article 11.4 du règlement financier, j'ai l'honneur de vous soumettre les états financiers de l'Organisation des Nations Unies pour l'exercice biennal 1988-1989 terminé le 31 décembre 1989, que j'approuve par la présente lettre. Ces états financiers ont été établis et certifiés corrects par le Contrôleur.

Des copies de ces états financiers sont également communiquées au Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires.

Veillez agréer, Monsieur le Président, les assurances de ma très haute considération.

Le Secrétaire général

Javier PEREZ de CUELLAR

Monsieur Eufemio C. Domingo
Président du Comité des commissaires
aux comptes
Organisation des Nations Unies
New York

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de vous transmettre ci-joint les états financiers de l'Organisation des Nations Unies pour l'exercice biennal 1988-1989 terminé le 31 décembre 1989, qui ont été soumis par le Secrétaire général. Le Comité des commissaires aux comptes les a examinés, et l'opinion des commissaires aux comptes est jointe auxdits états.

Je vous prie de bien vouloir trouver également ci-joint le rapport du Comité sur les comptes de l'Organisation des Nations Unies pour la période considérée.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, les assurances de ma très haute considération.

Le Vérificateur général des comptes
du Ghana,

Président du Comité des commissaires
aux comptes de l'Organisation des
Nations Unies

(Signé) O. T. PREMPEH

Monsieur le Président
de l'Assemblée générale
des Nations Unies
New York, N. Y.

I. RAPPORT FINANCIER POUR L'EXERCICE BIENNAL TERMINE
LE 31 DECEMBRE 1989

Introduction

1. Le Secrétaire général a l'honneur de présenter ci-après son rapport financier sur les comptes de l'Organisation des Nations Unies pour l'exercice biennal 1988-1989 terminé le 31 décembre 1989. Les comptes se rapportent à toutes les activités de l'Organisation autres que celles qui relèvent de programmes spéciaux qui font l'objet de rapports distincts des chefs de secrétariat intéressés à l'Assemblée générale 1/. Les comptes se composent de 21 états financiers, complétés par des tableaux, des notes et des annexes. Les comptes ont été soumis le 31 mars 1990 au Comité des commissaires aux comptes, conformément à l'article 11.4 du règlement financier.

2. Le présent rapport financier a été conçu pour être lu conjointement avec les comptes, mais il peut également être examiné isolément. Au moment de sa rédaction, la vérification des états financiers n'était pas achevée. Quand elle le sera, les états financiers vérifiés ainsi que le rapport du Comité des commissaires aux comptes et le rapport connexe du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires seront soumis à l'Assemblée générale à sa quarante-cinquième session. Dans le souci de limiter la documentation, certains tableaux relatifs à des fonds d'affectation spéciale et à des activités de coopération technique ne figurent pas dans les comptes qui seront publiés. Ces tableaux ont toutefois été communiqués au Comité consultatif et au Comité des commissaires aux comptes sous pli distinct et peuvent être consultés sur demande.

3. Le présent rapport résume, en termes financiers, les résultats des activités de l'Organisation des Nations Unies pendant l'exercice biennal 1988-1989. Après un bref aperçu général des activités de l'Organisation, le rapport présente les informations financières relatives au Fonds général de l'Organisation des Nations Unies (par. 10 à 16), aux opérations de maintien de la paix (par. 17 à 23), aux activités de coopération technique (par. 24), aux activités financées sur les fonds généraux d'affectation spéciale (par. 25 à 27), à l'appui aux programmes (par. 28 et 29) et aux fonds fiduciaires (par. 30). Les annexes I et III donnent des informations financières complémentaires; l'annexe II est une annexe technique qui contient entre autres des informations dont la communication à l'Assemblée générale est prescrite par le règlement financier.

Aperçu général

4. La crise financière profonde qui frappe l'Organisation des Nations Unies depuis plusieurs années a continué à se manifester pendant toute la durée de l'exercice biennal 1988-1989. Des rapports sur ce sujet ont été présentés à l'Assemblée générale à ses quarante-troisième et quarante-quatrième sessions 2/, et elle devrait, à sa quarante-cinquième session, continuer d'examiner ce problème. Dans le même temps, les années 1988 et 1989 ont été marquées par une nette reprise de l'activité de l'Organisation des Nations Unies dans le domaine du maintien de la paix. Quatre nouvelles opérations, le Groupe d'observateurs militaires des Nations Unies pour l'Iran et l'Iraq (GOMNUII), la Mission de vérification des Nations Unies en Angola, le Groupe d'assistance des Nations Unies pour la période de transition (GANUPT) et le Groupe d'observateurs des Nations Unies en Amérique centrale (ONUCA) - chacune faisant l'objet de contributions distinctes des Etats Membres de l'Organisation - ont été lancées au cours de l'exercice biennal; ces opérations sont donc désormais au nombre de six. En outre, le nombre des missions

spéciales, qui sont financées par prélèvement sur le budget ordinaire, est passé de deux à quatre, avec la création de la Mission de bons offices des Nations Unies en Afghanistan et au Pakistan (désormais désignée sous le nouveau nom de Bureau du représentant du Secrétaire général en Afghanistan et au Pakistan) et la Mission d'observation des Nations Unies chargée de la vérification du processus électoral au Nicaragua (ONUVEN). Ainsi, avec la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre, qui est financée au moyen de contributions volontaires, on comptait, à la fin de 1989, 11 opérations de maintien de la paix ou missions spéciales, contre cinq seulement au début de l'exercice, le 1er janvier 1988. Les dépenses totales au titre du maintien de la paix se sont élevées à 847 millions de dollars pendant l'exercice 1988-1989, contre 364 millions de dollars pendant l'exercice précédent, soit une augmentation de 133 % 3/.

5. Au cours de l'exercice considéré, les activités financées par prélèvement sur les fonds généraux d'affectation spéciale et les activités de coopération technique ont notablement augmenté. Les dépenses imputées sur les fonds généraux d'affectation spéciale ont augmenté de près de 90 % pendant l'exercice, pour atteindre 324 millions de dollars, en raison des activités relevant de deux fonds importants, le Fonds d'affectation spéciale d'urgence pour l'Afghanistan et le Fonds des Nations Unies pour la lutte contre l'abus des drogues. Les dépenses de coopération technique ont également atteint des niveaux record pendant l'exercice, puisque, après avoir progressé de 15 % par rapport à l'exercice précédent, elles se sont élevées à 444 millions de dollars. On trouvera à la figure 1 ci-dessous une comparaison des dépenses totales au cours des deux derniers exercices biennaux. La figure 2 donne la répartition en pourcentage des dépenses par type d'activité de l'Organisation. On constate à la lecture de ces diagrammes que le budget ordinaire ne finance qu'à peine 50 % des activités de l'Organisation des Nations Unies au sens restreint 4/ et que, par grand secteur, les activités politiques et de maintien de la paix, qui absorbent 31 % des ressources, viennent au premier rang.

6. Alors que l'activité de l'Organisation connaît une progression marquée, le fait que certaines contributions n'aient pas été reçues a donné naissance à des difficultés pratiques. Pour ne considérer que le budget ordinaire, les quotes-parts non acquittées sont passées de 353 millions de dollars à 461 millions de dollars au cours de l'exercice, soit une augmentation de 30 %. Quant aux quotes-parts non acquittées au titre des opérations de maintien de la paix, elles demeurent un sujet de préoccupation. A la fin de 1989, le montant non acquitté des contributions au titre des six opérations de maintien de la paix en cours, qui ont un budget distinct, a atteint 495 millions de dollars. Les recettes ont progressé plus rapidement que les versements pour les nouvelles opérations de maintien de la paix, et on constate des signes encourageants d'amélioration en ce qui concerne le versement des contributions au titre de la Force intérimaire des Nations Unies au Liban (FINUL) et de la Force des Nations Unies chargée d'observer le dégagement (FNUOD), mais le financement d'ensemble des opérations de maintien de la paix reste peu satisfaisant, et le montant des contributions non acquittées oblige toujours, comme dans le passé, à différer le remboursement des sommes dues aux Etats qui participent sur le terrain à ces opérations. On reviendra sur cette question dans la section relative au Fonds général (par. 10 à 16) ainsi que dans la section relative aux opérations de maintien de la paix (par. 17 à 23).

Figure 1

Ensemble des dépenses, deux derniers exercices

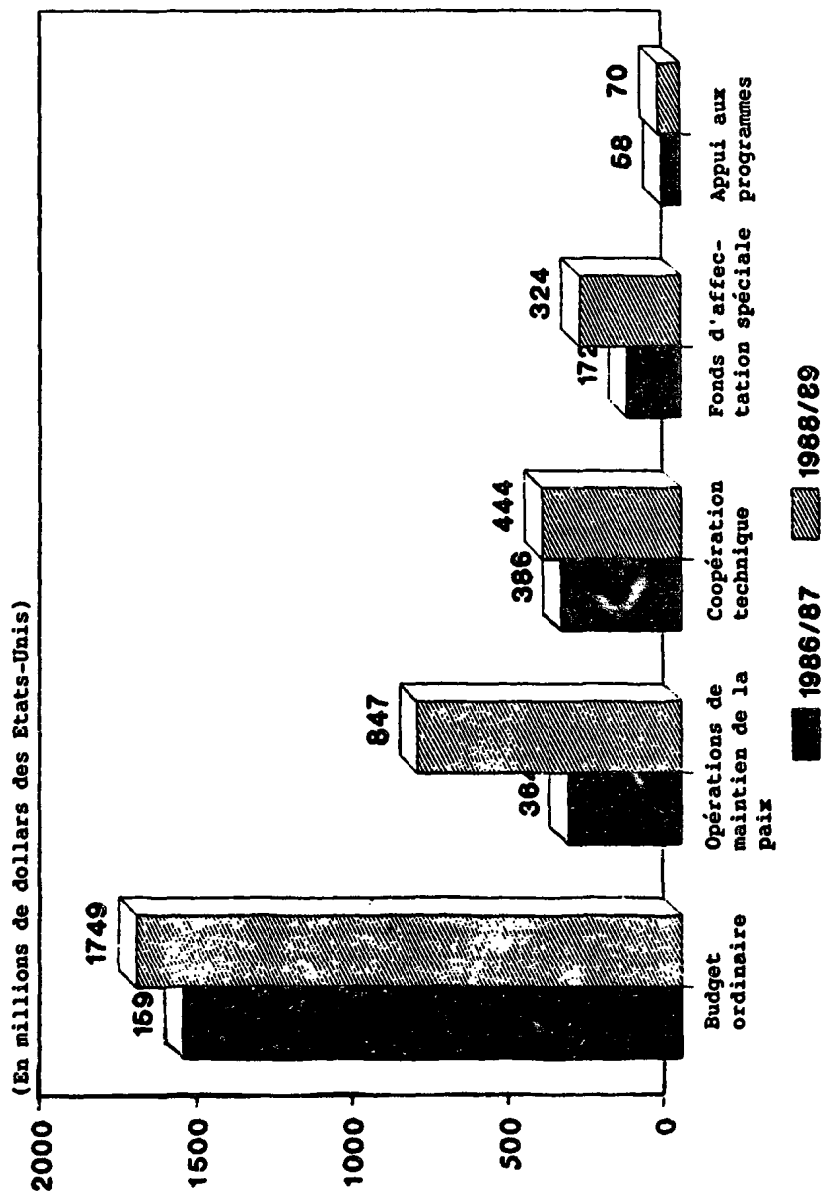
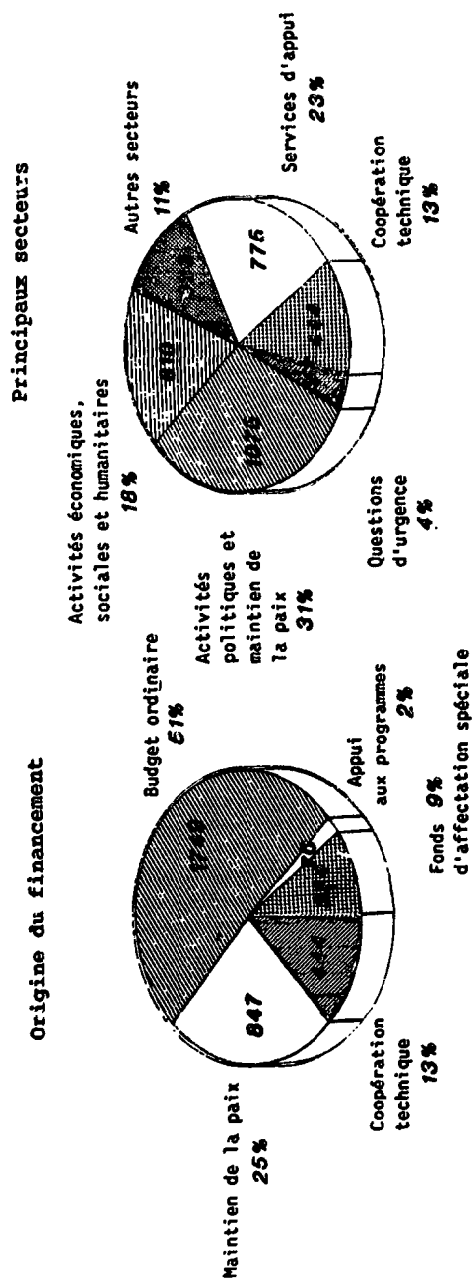


Figure 2

Dépenses de l'exercice 1988-1989, tous fonds confondus



7. Au 31 décembre 1989, l'encaisse ne permettait pas de faire face à tous les engagements non réglés et aux sommes à payer au titre du Fonds général, des missions de maintien de la paix et des activités de coopération technique, comme le montre le tableau ci-après :

	<u>Encaisse</u>	<u>Engagements non réglés et sommes à payer</u>
	(Millions de dollars des Etats-Unis)	
Fonds général	(1,4)	92,9
Autres fonds ou comptes liés au Fonds général	48,6	-
	47,2	92,9
Projets pluriannuels	18,9	0,4
Missions de maintien de la paix	342,1	533,7
Activités de coopération technique	110,4 a/	144,9
Fonds généraux d'affectation spéciale	208,4	17,5
Comptes spéciaux pour les dépenses d'appui aux programmes	31,4	2,3
Fonds fiduciaires	39,5	1,6

a/ D'autres fonds peuvent être, au besoin, prélevés sur les ressources du PNUD et du FNUAP.

8. L'encaisse indiquée au tableau précédent représente les disponibilités du Siège et des bureaux extérieurs et celles relatives aux projets hors Siège, les comptes bancaires porteurs d'intérêt, les placements et les lettres de crédit (voir tableau ci-après). Le solde négatif du Fonds général correspond à des chèques émis non encore encaissés par les bénéficiaires dont le montant sera couvert par des virements des comptes porteurs d'intérêt avant que ces chèques ne soient présentés pour encaissement.

		<u>Comptes</u> <u>porteurs</u>	<u>Lettres</u>		
	<u>Disponibilités</u>	<u>d'intérêt</u>	<u>de crédit</u>	<u>Placements</u>	<u>Total</u>
	(Millions de dollars des Etats-Unis)				
Fonds général	(2,3)	0,9	-	-	(1,4)
Autres fonds ou comptes liés au Fonds général	-	48,6	-	-	48,6
Projets pluriannuels	0,3	18,6	-	-	18,9
Missions de maintien de la paix	10,5	331,6	-	-	342,1
Activités de coopération technique	62,5	47,9	-	-	110,4
Fonds généraux d'affectation spéciale	0,8	205,1	1,6	0,9	208,4
Comptes spéciaux pour les dépenses d'appui aux programmes	-	31,4	-	-	31,4
Fonds fiduciaires	0,4	36,7	-	2,4	39,5

9. Pour compléter cet aperçu général de la situation financière d'ensemble de l'Organisation, on trouvera à l'annexe I un état récapitulatif des recettes et des dépenses pour l'exercice 1988-1989 ainsi qu'un état de l'actif et du passif au 31 décembre 1989. Cette annexe donne un aperçu d'ensemble des activités de l'Organisation. Comme le principe retenu est celui de la comptabilité par fonds, on ne trouvera pas de colonne "Total" donnant un solde général tous fonds confondus. Chaque fonds, ou groupe de fonds, défini aux fins des états financiers, a une existence propre et un objectif clairement défini, et son solde ne peut être utilisé que pour les activités aux fins desquelles il a été créé. Aussi serait-il trompeur d'agréger les colonnes, car cela pourrait donner à entendre, à tort d'ailleurs, que le Secrétaire général a toute latitude de puiser dans un fonds pour en alimenter un autre. Il a cependant une certaine marge de manoeuvre dans l'emploi des soldes du Fonds de roulement et du Compte spécial, comme il est indiqué plus en détail ci-après sous la rubrique "Fonds général de l'Organisation des Nations Unies".

Fonds général de l'Organisation des Nations Unies

10. Le Fonds général de l'Organisation des Nations Unies regroupe toutes les recettes et les dépenses imputées au budget ordinaire, ainsi que les éléments d'actif et de passif autres que ceux qui sont spécifiquement portés à d'autres fonds, comme les fonds d'affectation spéciale. Les états I, II et III (voir sect. V ci-après) récapitulent, respectivement, les crédits ouverts au budget ordinaire, les recettes et les dépenses et l'excédent, ainsi que l'actif et le passif du Fonds général. Le Fonds des immobilisations de l'ONU, qui saisit les dépenses relatives à des projets de caractère pluriannuel (comme les travaux de

contruction en cours), le Fonds de roulement de l'ONU, le Compte spécial de l'ONU et le Compte spécial "Produits de la vente des obligations de l'ONU" (désormais entièrement remboursées) sont étroitement liés au Fonds général mais font l'objet de comptes distincts. Ces fonds sont présentés dans les états IV à VIII et décrits plus loin, à l'annexe II, qui apporte des informations techniques complémentaires.

11. Pour l'exercice biennal 1988-1989, le montant définitif des crédits ouverts s'est élevé à 1 772 300 000 dollars (résolution 44/193 de l'Assemblée générale, en date du 21 décembre 1989). Le montant définitif des dépenses imputées sur ce total s'est élevé à 1 748 700 000 dollars, ce qui laisse un solde de 23,6 millions de dollars, soit 1,3 % des crédits ouverts. En dépit de l'incidence, estimée à 13,75 %, des fluctuations monétaires et de l'inflation depuis l'exercice précédent, le montant total des dépenses n'a dépassé que de 1,2 % celui des crédits ouverts pour l'exercice 1986-1987 (1 727 800 000 dollars). C'est la preuve que l'Organisation a réalisé d'importantes économies à la fois par le jeu des mesures d'austérité prises au cours de l'exercice 1986-1987 et par suite de l'application de la résolution 41/213 de l'Assemblée. Le Comité consultatif a été saisi, au début de 1990, d'un rapport analysant les disparités notables entre le montant définitif des crédits ouverts, pour 1988-1989, à la quarante-quatrième session, et les dépenses finales. Sur la base de ce rapport, le Comité consultatif a approuvé la demande du Secrétaire général tendant à ce que certains transferts soient opérés entre chapitres du budget-programme de façon qu'à chaque chapitre le montant des crédits ouverts ne soit dépassé. Ces transferts sont indiqués à l'état I. Le tableau 1.1 fait apparaître les dépenses par grand programme et par objet de dépense. Comme les années précédentes, les dépenses de personnel absorbent l'essentiel du budget ordinaire. La figure 3 fait apparaître les dépenses, en 1988-1989, par objet de dépense et par grande activité.

12. Outre les économies faites sur les dépenses imputées au budget ordinaire, les recettes diverses ont été supérieures de 2,5 millions de dollars au montant prévu. C'est ce que reflètent l'état II et les tableaux annexes. La somme des économies réalisées sur les dépenses et de l'excédent de recettes pourra être portée en diminution des quotes-parts des Etats Membres au titre de l'année 1991, à moins que l'Assemblée générale ne prenne, à sa quarante-cinquième session, la décision de suspendre l'application de certains articles de règlement financier, comme elle l'a fait dans le passé. La suspension des articles du règlement financier relatifs à la répartition des excédents budgétaires a été l'un des moyens par lesquels l'Organisation a pu compenser le déficit de trésorerie résultant du paiement tardif ou du non-paiement des contributions de certains Etats Membres.

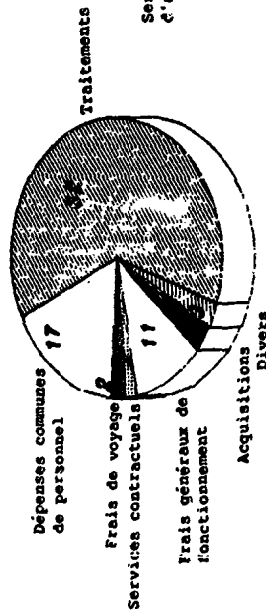
13. L'état III est un bilan, faisant apparaître l'actif et le passif du Fonds général au 31 décembre 1989. Les quotes-parts non acquittées sont comptabilisées à l'actif, quelles que soient les perspectives de recouvrement effectif. Il ressort de l'état III que les quotes-parts non acquittées atteignaient à la fin de 1989 un niveau si élevé (461 millions de dollars) qu'elles dépassaient considérablement le solde cumulé des excédents budgétaires (262 millions de dollars). Ainsi, le Fonds général n'avait plus d'encaisse, avait épuisé le Fonds de roulement (100 millions de dollars) et devait 71 millions de dollars au Compte spécial. Heureusement, le solde de ce dernier (alimenté par des contributions volontaires des Etats Membres et par les intérêts versés sur celles-ci) dépasse actuellement 120 millions de dollars (comme le montre l'état VII). Après déduction du prêt déjà accordé au Fonds général, l'encaisse du Compte spécial est de 49 millions de dollars. Cette encaisse, qui représente trois semaines de fonctionnement de l'Organisation, est la seule source de liquidités dont dispose le Secrétaire général pour commencer les opérations en 1990, dans l'attente du versement des quotes-parts des Etats pour l'exercice 1990-1991.

Figure 3

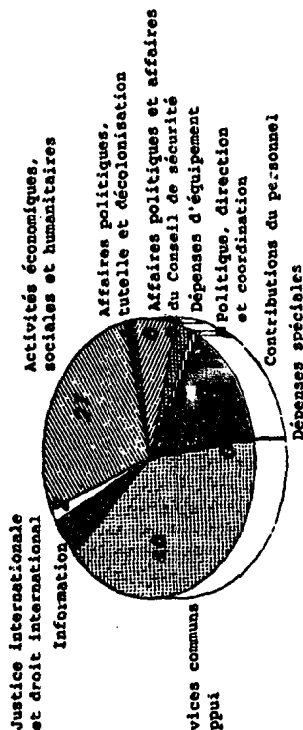
Budget ordinaire : dépenses de l'exercice 1988-1989

(Total : 1 milliard 749 millions de dollars des Etats-Unis)

**Dépenses, par principal objet de dépense
(Pourcentage)**



**Dépenses, par grande activité
(Pourcentage)**



14. Malgré la publicité accordée aux difficultés financières de l'Organisation, le montant des quotes-parts non acquittées a augmenté de 108 millions de dollars en 1988-1989. La figure 4 indique la composition du solde au 31 décembre 1989. Elle montre également que, si 38 Etats Membres (24 % du nombre total) ont réduit, voire éliminé, leurs arriérés au cours de l'exercice biennal, en revanche 63 autres Etats Membres (40 % du nombre total) devaient à l'Organisation une somme plus importante à la fin de l'exercice qu'au début. Cinquante-huit Etats Membres seulement (36 % du nombre total) étaient à jour dans le paiement de leurs contributions à la fois au début et à la fin de l'exercice biennal.

15. La figure 5 illustre le manquement persistant de certains Etats Membres aux obligations financières qui leur incombent en vertu de la Charte des Nations Unies, en comparant les montants des contributions non acquittées aux trois principales sources de financement, à savoir le Fonds de roulement, le Compte spécial et les économies budgétaires qui n'ont pas encore été restituées aux Etats Membres. On peut constater que des économies budgétaires importantes ont été réalisées au cours de l'exercice biennal 1986-1987, ce qui a permis de compenser en partie les contributions non acquittées, mais la situation n'est pas aussi bonne à la fin de 1989, et les perspectives pour 1990 paraissent plutôt sombres, à moins que l'on enregistre une amélioration sensible du taux de recouvrement des contributions.

16. La détérioration de la position financière est également mise en évidence dans l'annexe III aux comptes, qui est reproduite plus loin en tant qu'annexe III et dans laquelle on indique les changements intervenus dans la situation financière du Fonds général, du Fonds de roulement et des comptes spéciaux au cours de l'exercice biennal, avec les chiffres correspondants pour l'exercice 1986-1987.

Opérations de maintien de la paix

17. Les comptes font apparaître la situation financière de neuf opérations de maintien de la paix non inscrites au budget ordinaire, et dont deux ont pris fin. Parmi les sept opérations restantes, six sont financées sur la base d'un barème des quotes-parts spécial et la septième par des contributions volontaires.

18. Les activités de maintien de la paix auxquelles il a été mis fin sont la Force d'urgence des Nations Unies (FUNU) (1956) et l'Opération des Nations Unies au Congo (ONUC). Les états IX et XIII et les tableaux correspondants indiquent le solde disponible au titre de ces opérations à la fin de 1989. Les comptes relatifs aux deux opérations restent ouverts car certaines dettes antérieures ne peuvent pas être liquidées, plusieurs Etats Membres n'ayant pas acquitté leur quote-part. Les seules modifications apportées aux soldes de ces comptes correspondent à la réévaluation de certaines sommes à payer libellées dans des monnaies autres que le dollar des Etats-Unis, sur la base des taux de change actualisés.

Figure 4

Budget ordinaire : quotes-parts

Répartition des arriérés
(En millions de dollars des Etats-Unis) Evolution des arriérés des Etats Membres

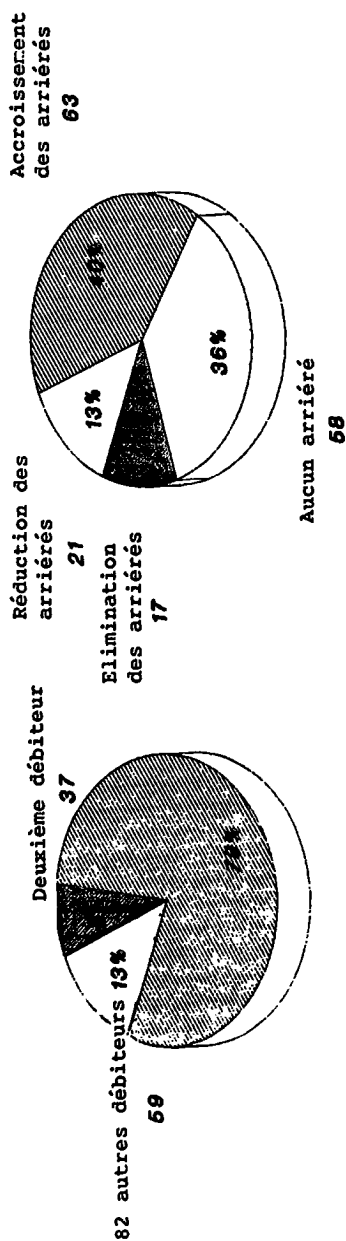
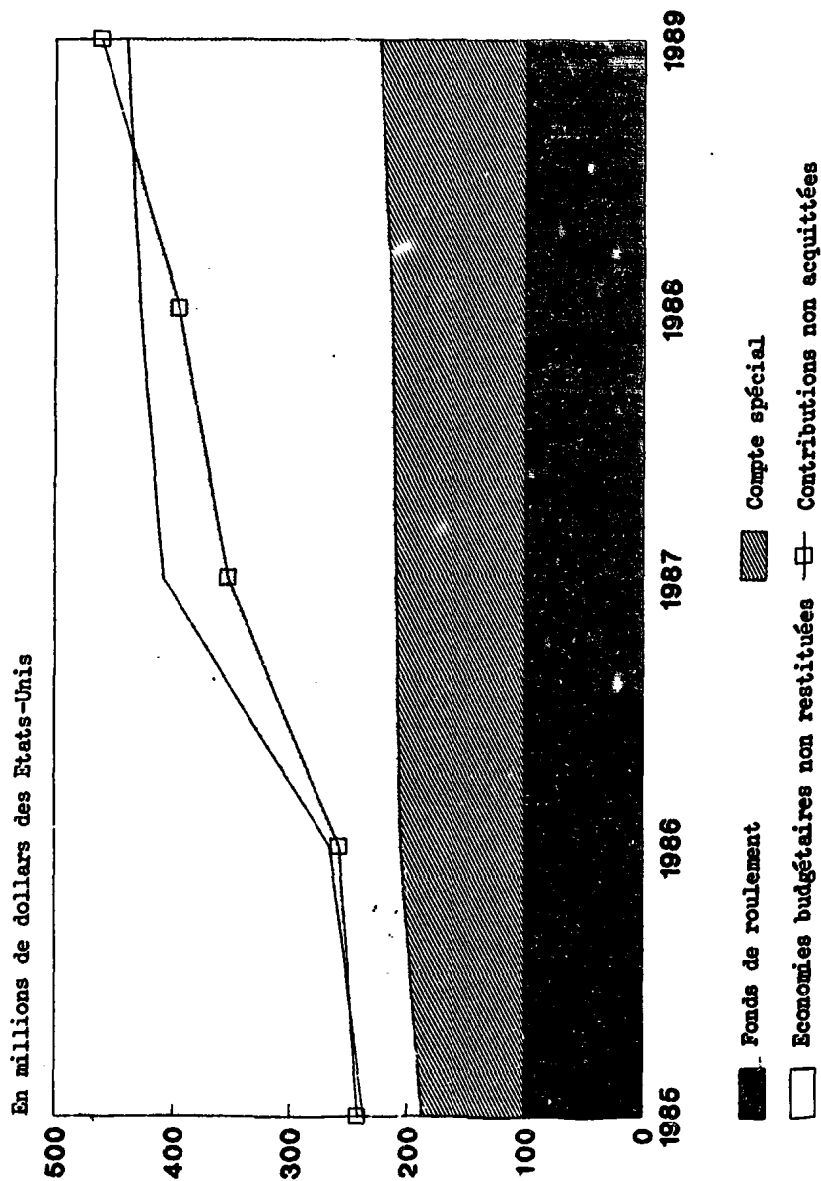


Figure 5

Fonds général : fonds disponibles par rapport aux contributions non acquittées



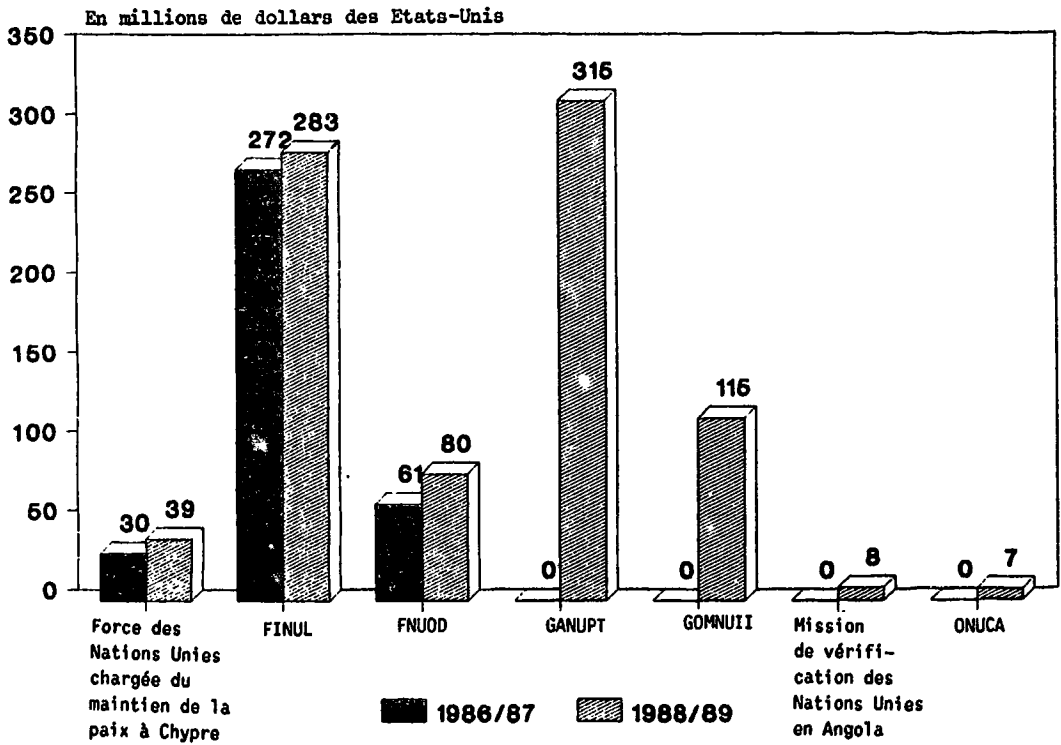
19. On a récapitulé dans le tableau ci-après les opérations de maintien de la paix actuellement financées à l'aide de contributions mises en recouvrement, en indiquant le mandat initial correspondant défini par le Conseil de sécurité et les résolutions de l'Assemblée générale relatives à leur financement (la plus ancienne et la plus récente) :

Etat	Opération	Mandat défini par le Conseil de sécurité	Résolution relative au financement	Date de création
X.	Force d'urgence des Nations Unies (1973) combinée avec la Force des Nations Unies chargée d'observer le dégagement (FNUOD)	340 (1973)	3101 (XXVIII)	25 octobre 1973
		350 (1974)	3211 (XXIX)	31 mai 1974
			44/187	
XI.	Force intérimaire des Nations Unies au Liban (FINUL)	425 (1978)	S-8/2 44/188	19 mars 1978
XII.	Groupe d'observateurs militaires des Nations Unies pour l'Iran et l'Iraq (GOMNUII)	619 (1988)	42/233 44/192	9 août 1988
XIV.	Mission de vérification des Nations Unies en Angola	626 (1988)	43/231 44/190	3 janvier 1989
XV.	Groupe d'assistance des Nations Unies pour la période de transition (GANUPT)	629 (1989)	43/232 44/191	1er avril 1989
XVI.	Groupe d'observateurs des Nations Unies en Amérique centrale (ONUCA)	644 (1989)	44/44	7 novembre 1989

20. La figure 6 ci-après indique les coûts afférents à ces opérations de maintien de la paix pour les exercices biennaux 1986-1987 et 1988-1989. L'importance du budget du GANUPT apparaît nettement, d'autant plus que cette opération n'a démarré que le 1er avril 1989.

Figure 6

Opérations de maintien de la paix : comparaison des dépenses



21. Toutes les opérations de maintien de la paix ont été perturbées par des retards dans le versement des quotes-parts, et des Etats Membres ont parfois indiqué qu'ils n'avaient pas l'intention de participer à leur financement. Il y a eu cependant quelques initiatives encourageantes qui ont permis, dans certains cas, de réduire les arriérés au cours de l'exercice biennal. Une comparaison des quotes-parts au titre des opérations de maintien de la paix en cours, qui n'avaient pas été acquittées au 31 décembre 1989 et au 31 décembre 1987 fait apparaître les résultats suivants :

	<u>1989</u>	<u>1987</u>
(En millions de dollars des Etats-Unis)		
FUNU (1973)/FNUOD	33,8	50,8
FINUL	317,8	311,7
GOMNUII	22,4	-
Mission de vérification des Nations Unies en Angola	1,6	-
GANUPT	79,1	-
ONUCA	40,4	-
	<u>495,1</u>	<u>362,5</u>

On notera que les arriérés au titre de la FUNU (1973)/FNUOD ont été sensiblement réduits durant l'exercice biennal, et que l'augmentation enregistrée pour la FINUL a été plus faible que les années précédentes. Dans le cas du GANUPT, on a recouvré plus de 80 % du montant des contributions dues. Le montant des décaissements ayant été inférieur à celui du budget, le GANUPT disposait d'une encaisse suffisante à la fin de l'exercice biennal, mais celle-ci devra servir à régler les engagements et les dépenses de liquidation en 1990. En ce qui concerne l'ONUCA, les quotes-parts non acquittées s'expliquent par le fait que l'opération n'a démarré que vers la fin de 1989.

22. Les quotes-parts n'ayant pas été payées, notamment pour les missions de maintien de la paix les plus anciennes, certains engagements contractés envers les pays qui fournissent des contingents n'ont pas pu être réglés et figurent de ce fait parmi les sommes à payer. En outre, l'Assemblée générale a approuvé une suspension temporaire des alinéas b) et d) de l'article 5.2 et des articles 4.3 et 4.4 du règlement financier pour certaines opérations de maintien de la paix; des montants qui auraient normalement dû être restitués aux Etats Membres ont donc été conservés dans un compte d'attente. Les sommes correspondantes pour la FUNU (1973)/FNUOD et la FINUL au 31 décembre 1989 sont indiquées ci-après :

	<u>Sommes à payer</u>	<u>Montants inscrits à un compte d'attente</u>
(En millions de dollars des Etats-Unis)		
FUNU (1973)/FNUOD	21,5	60,5
FINUL	256,0	54,1

23. La Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre constitue un cas particulier dans la mesure où elle est financée par des contributions volontaires. Les comptes (voir l'état XVII) font apparaître un solde positif modeste, compte tenu des engagements comptabilisés, mais une note explicative signale que les engagements en question se limitent aux fonds disponibles et que des engagements d'un montant supplémentaire de 170 millions de dollars n'ont pas pu être comptabilisés à la fin de 1989, les fonds disponibles étant insuffisants. Les engagements non comptabilisés ont augmenté de 13 millions de dollars au cours de l'exercice biennal.

Activités de coopération technique

24. Les comptes relatifs aux activités de coopération technique de l'ONU sont présentés dans l'état XVIII. Ces activités sont financées à raison d'environ 75 % par le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP), le reste étant réparti entre divers fonds d'affectation spéciale et le budget ordinaire (le programme ordinaire de coopération technique). Un tableau complémentaire récapitule les opérations financières se rapportant aux fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique, et on peut obtenir sur demande des renseignements plus détaillés sur la façon dont chaque bureau utilise les fonds provenant du budget ordinaire, du PNUD et du FNUAP. La figure 7 indique la répartition des dépenses de coopération technique par source de financement et par unité administrative. Les dépenses totales consacrées à la coopération technique ont augmenté de 15 % au cours de l'exercice biennal, principalement à cause de l'expansion des activités financées par le FNUAP.

Activités financées par des fonds généraux d'affectation spéciale

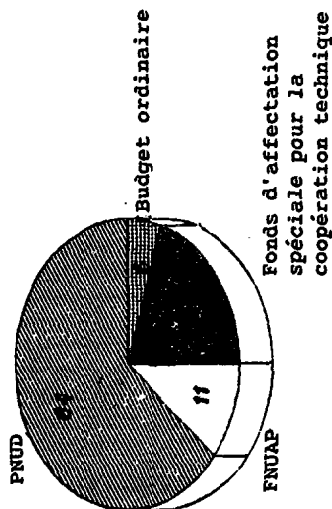
25. L'état XIX présente un bilan récapitulatif pour 113 fonds généraux d'affectation spéciale qui sont placés sous la responsabilité directe du Secrétaire général. Ces fonds ont été constitués pour renforcer ou compléter le programme de travail de base de l'Organisation ou pour contribuer à des activités d'assistance humanitaire ou de secours. Pour certaines activités extrabudgétaires, les chefs des secrétariats des organismes concernés sont tenus de présenter des rapports à l'Assemblée générale (par l'intermédiaire du Comité des commissaires aux comptes). Elles comprennent les fonds de contributions volontaires administrés par le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient, le Fonds du Programme des Nations Unies pour l'environnement et la Fondation des Nations Unies pour l'habitat et les établissements humains. Ces activités ne sont pas reprises dans les comptes de l'Organisation des Nations Unies.

26. Les activités financées par des fonds d'affectation spéciale ont enregistré une progression sensible durant l'exercice biennal 1988-1989, notamment dans le domaine de l'aide d'urgence et dans le secteur économique et social. Les contributions versées au cours de l'exercice aux divers fonds d'affectation spéciale se sont élevées au total à 454 millions de dollars, dont 401 millions de dollars par des gouvernements. En ce qui concerne les dépenses, les deux fonds d'affectation spéciale les plus importants ont été le fonds d'affectation spéciale d'urgence pour l'Afghanistan (88 millions de dollars) et le Fonds des Nations Unies pour la lutte contre l'abus des drogues (75 millions de dollars). Le fonds d'affectation spéciale d'urgence pour le Kampuchea (48 millions de dollars) et le Fonds d'affectation spéciale pour l'assistance en cas de catastrophe (36 millions de dollars) ont également été très actifs. Des données détaillées sur ces fonds et

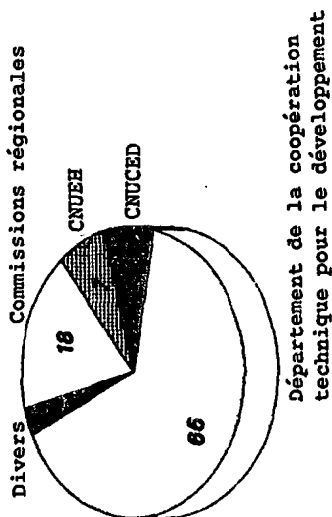
Figure 7

Activités de coopération technique : dépenses de l'exercice biennal 1988-1989
(444 millions de dollars des Etats-Unis, au total)

Dépenses par source de financement
(en pourcentage du total)



Dépenses par unité administrative
(en pourcentage du total)



deux autres fonds qui ont enregistré des recettes supérieures à 10 millions de dollars (Programme d'enseignement et de formation des Nations Unies pour l'Afrique australe et le Fonds d'affectation spéciale de l'Institut pour la Namibie) sont présentées dans un tableau distinct joint à l'état financier. On trouvera dans un document interne des renseignements similaires sur tous les fonds généraux d'affectation spéciale qui ont été constitués par l'ONU, avec une description succincte de leur genèse et de leur objet. Des exemplaires de ce document ont été communiqués au Comité des commissaires aux comptes et au Comité consultatif, et on peut s'en procurer auprès de la Division de la comptabilité du Bureau de la planification des programmes, du budget et des finances.

27. Les figures 8 et 9 récapitulent les dépenses qui ont été imputées sur les fonds d'affectation spéciale au cours des exercices biennaux 1986-1987 et 1988-1989 par objet de dépense et par secteur d'activité, respectivement.

Comptes spéciaux pour les dépenses d'appui aux programmes

28. L'expression "dépenses d'appui aux programmes" désigne les montants que l'Organisation perçoit au titre de certaines fonctions qu'elle assure en matière d'appui fonctionnel et administratif à des activités de coopération technique et à des activités financées à l'aide de fonds d'affectation spéciale, et d'appui à des structures administratives telles que le PNUD et l'UNICEF. Le volume des activités extrabudgétaires ayant augmenté, il a fallu renforcer les services administratifs d'appui de façon à ne pas trop grever le budget ordinaire. Les sources de financement correspondant aux dépenses d'appui aux programmes peuvent se résumer comme suit :

	<u>Montants</u>		<u>Pourcentage</u>	
	1988-1989	1986-1987	1988-1989	1986-1987
Coopération technique	60,8	51,3	74,2	75,1
Services administratifs	18,4	15,3	22,5	22,4
Fonds généraux d'affectation spéciale	<u>2,7</u>	<u>1,7</u>	<u>3,3</u>	<u>2,5</u>
	81,9	68,3	100,0	100,0

29. L'état XX récapitule les recettes et les dépenses au titre de l'appui aux programmes, et des tableaux annexes présentent les comptes pour les dépenses d'appui aux programmes pour les activités de coopération technique, par principal bureau.

Fonds fiduciaires

30. Les fonds fiduciaires ont pour la plupart trait à des plans d'assurance maladie et d'assurance-vie contractés par l'ONU avec la participation du personnel. Les réserves accumulées dans ces fonds sont destinées à assurer la stabilisation des taux de cotisation et à prémunir contre d'éventuels événements négatifs futurs. Etant donné leur nature, ces fonds fiduciaires ne figurent pas dans les états de dépenses totales de l'Organisation des Nations Unies. Ils font l'objet de l'état XXI.

Figure 8

Fonds généraux d'affectation spéciale : principaux postes de dépenses

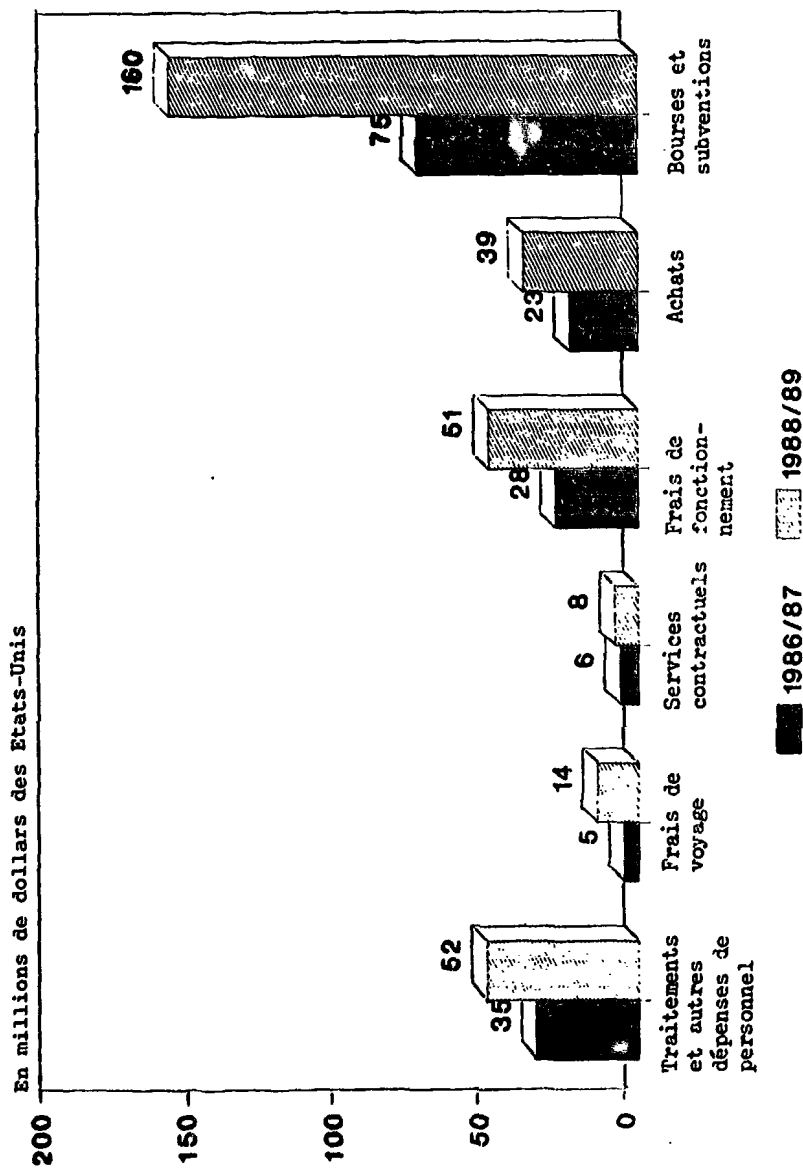
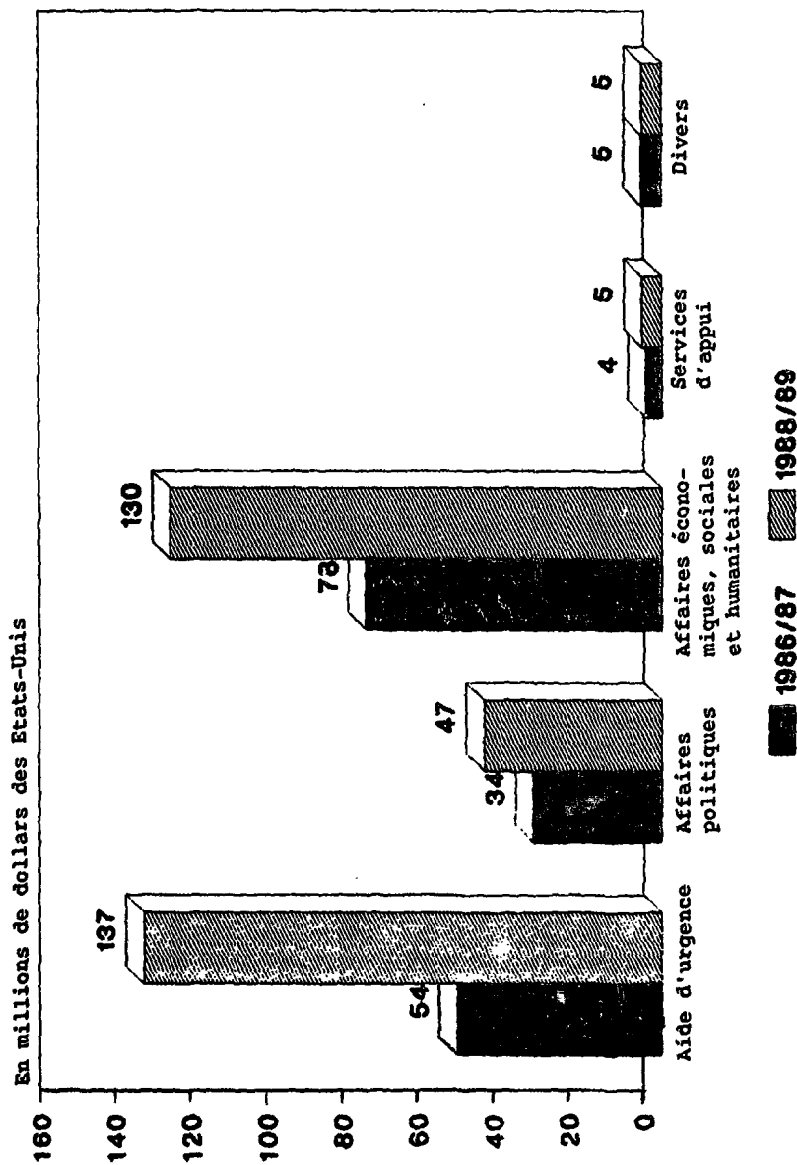


Figure 9

Fonds généraux d'affectation spéciale : dépenses par secteur d'activité



Notes

1/ Les chefs de secrétariat font rapport à l'Assemblée générale sur les comptes des fonds de contributions volontaires du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient, du Fonds du Programme des Nations Unies pour l'environnement, de la Fondation des Nations Unies pour l'habitat et les établissements humains, de l'Université des Nations Unies et de l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche. En outre, le Centre du commerce international, organisme commun de l'Organisation des Nations Unies et du GATT, fait l'objet d'un rapport financier distinct.

2/ Voir les documents A/C.5/43/29, A/C.5/44/27, A/43/932 et A/44/857 et Corr.1 sur la crise financière.

3/ Pour éviter que certains montants ne soient comptés deux fois, certains chiffres, dans le présent rapport, ont été ajustés, comme il est indiqué à l'annexe II.

4/ Comme il est indiqué à la note 1/ ci-dessus, les comptes de l'Organisation des Nations Unies au sens propre ne comprennent pas les fonds de contributions volontaires du HCR, de l'UNRWA, du PNUÉ, d'Habitat, de l'UNU et de l'UNITAR.

Annexe I

ORGANISATION DES NATIONS UNIES - ENSEMBLE DES FONDs g/

I. Etat des recettes et des dépenses de l'exercice biennal 1988-1989 terminé le 31 décembre 1989

(En millions de dollars des Etats-Unis)

	Fonds général	Autres Fonds ou comptes liés au Fonds général h/	Projets pluriannuels c/	Missions de maintien de la paix d/	Activités de coopération technique	Fonds généraux d'affectation spéciale	Comptes spéciaux pour les dépenses d'appui aux programmes	Fonds fiduciaires
Recettes								
Crédits ouverts	1 772,3 g/	-	-	1 062,6 g/	-	-	-	-
Contributions annoncées	-	-	-	74,2	75,0	401,4	-	-
Allocations et subventions	-	-	-	-	448,2	14,1	74,6 g/	0,1
Autres recettes	2,5 g/	18,6	3,5	39,5	8,6	38,6	7,3	49,2
Total, recettes	1 774,8	18,6	3,5	1 176,3 h/	531,8 h/	454,1	81,9	49,3
Dépenses	1 748,7	-	-	915,3 h/	530,0 g/	331,7 g/	70,4	38,3
Excédent des recettes sur les dépenses pour l'exercice indiqué	26,1	18,6	3,5	261,0	1,8	122,4	11,5	11,0
A ajouter : Ajustements afférents à l'exercice antérieur	-	-	-	1,1	-	-	0,1	-
Excédent net des recettes sur les dépenses	26,1 g/	18,6	3,5	262,1 g/	1,8	122,4	11,6	11,0

II. Etat de l'actif et du passif au 31 décembre 1989

(En millions de dollars des Etats-Unis)

Actif								
Encaisse	(1,4)	48,6	18,9	342,1	110,4	207,5	31,4	39,8
Placements	-	-	-	-	-	0,9	-	2,4
Contributions non acquittées	461,1 g/	0,3	-	620,3 g/	5,1	124,9	-	-
Sommes à recevoir	41,8	0,1	6,0	6,9	10,6	5,0	4,0	0,5
Allocations non dépensées	-	-	-	-	322,5	3,3	-	-
A recevoir d'autres fonds	21,8	170,4	5,2	1,1	5,7	4,7	1,5	1,2
Immobilisations	-	261,3	-	-	-	-	-	-
Autres éléments d'actif	43,7 g/	48,1	7,4	71,1 g/	97,2	37,9	5,3	-
Total, actif	567,0	528,8	37,5	1 041,5	551,5	384,2	42,2	43,9
Passif								
Sommes à payer	29,0	-	0,3	339,3	76,7	1,5	1,0	1,5
Engagements non réglés - exercice en cours	62,9	-	0,1	173,6	68,4	16,0	1,3	-
Engagements non réglés - exercices antérieurs	-	-	-	20,8	-	-	-	-
Engagements provisionnels sur les exercices à venir	16,3	-	-	-	21,8	-	-	-
Dû au Fonds de péréquation des impôts	3,3	-	-	-	-	-	-	-
Dû à d'autres fonds	189,8	4,4	2,4	8,8	2,5	2,0	1,6	0,1
Réserves	-	-	-	-	-	32,5	8,8	-
Obligations non remboursées	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres éléments de passif	3,1	-	-	64,5	355,2	120,0	-	-
Total, passif	385,4	4,4	2,8	467,0	524,6	180,0	12,7	1,6
Solde								
Solde au 1er janvier 1988	202,1	479,0	53,6	162,4 g/	25,1 g/	117,7 g/	19,0	30,9 g/
A ajouter : Excédents net des recettes sur les dépenses	26,1	18,6	3,5	262,1	1,8	122,4	11,6	11,0
Montant net prélevé sur les réserves	(3,1)	-	-	-	-	(39,2)	(1,1)	0,4
Autres crédits (débits)	26,5 g/	26,8 g/	(22,4) g/	(10,0) g/	-	(8,7)	-	-
Solde au 31 décembre 1989	261,6	524,4	34,7	414,5	26,9	204,2	29,5	42,3
Total, passif et solde	567,0	528,8	37,5	1 041,5	551,5	384,2	42,2	43,9
Etat	I à III	IV et VI à VIII	V	IX à XVII	XVIII	XIX	XX	XXI

(Voir notes page suivante)

(Notes de l'annexe I)

a/ Tous les fonds qui font l'objet du présent rapport financier.

b/ A savoir : le Fonds des immobilisations, le Fonds de roulement, le Compte spécial et le Compte "Produit de la vente des obligations de l'ONU".

c/ A savoir : le Fonds "Travaux de construction en cours" et le Fonds du Système intégré de gestion (SIG).

d/ A savoir : la Force d'urgence des Nations Unies (FONU), 1956 et 1973, la Force des Nations Unies chargée d'observer le dégagement (FNUOD), la Force intérimaire des Nations Unies au Liban (FINUL), l'Opération des Nations Unies au Congo (ONUC), le Groupe d'observateurs militaires des Nations Unies pour l'Iran et l'Iraq (COMNUII), la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre, la Mission de vérification des Nations Unies en Angola, le Groupe d'assistance des Nations Unies pour la période de transition (GANUPT) et le Groupe d'observateurs des Nations Unies en Amérique centrale (ONUCA).

e/ Comprend les contributions non acquittées, qu'elles soient ou non recouvrables.

f/ Certains montants sont comptés deux fois; voir annexe II ci-après.

g/ Représente l'excédent du montant effectif des recettes autres que celles provenant des contributions du personnel, pour l'exercice biennal 1988-1989 (67,5 millions de dollars) sur le montant estimatif approuvé pour l'exercice biennal (65 millions de dollars), soit 2,5 millions de dollars.

h/ Dont 31,3 millions de dollars au titre du programme ordinaire de coopération technique financé par les crédits ouverts au chapitre 24 du budget ordinaire. Ce montant est compris dans les chiffres donnés dans la colonne "Fonds général".

i/ Dont 16,6 millions de dollars correspondant à une contribution non acquittée, portée dans un compte spécial en application de la résolution 3049 C (XXVII) de l'Assemblée générale.

j/ Dont 36 millions de dollars et 19,6 millions de dollars représentant des contributions non acquittées au titre de la FONU (1973) et de la FINUL respectivement, et portées dans un compte spécial en application de la résolution 36/116 A de l'Assemblée générale.

k/ Dont 60,5 millions de dollars au titre de la FONU (1973) et 54,1 millions de dollars au titre de la FINUL inscrits à des comptes d'attente en attendant une décision de l'Assemblée générale.

l/ Le solde au 1er janvier 1988 a été corrigé d'un montant de 1,1 million de dollars viré au Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique, résultant de la restructuration des activités financées par le Fonds d'affectation spéciale du Bureau du Coordonnateur pour les secours en cas de catastrophe.

m/ Le solde au 1er janvier 1988 a été corrigé pour tenir compte d'un solde de 300 000 dollars au titre du plan d'assurance maladie.

n/ Dont 15,9 millions de dollars correspondant à des économies réalisées au titre du règlement des engagements pour des exercices antérieurs, plus une somme de 16,4 millions de dollars représentant une réduction des crédits ouverts pour l'exercice 1988-1989 et une somme de 4,2 millions de dollars représentant une augmentation du montant révisé des recettes diverses de l'exercice 1988-1989.

o/ Dont un montant de 27,3 millions de dollars transféré du Fonds "Travaux de construction en cours" au Fonds des immobilisations, un montant de 3,4 millions de dollars représentant l'amortissement, en 1988, des obligations émises par l'ONU et (3,9 millions de dollars) virés du Compte spécial, à la demande du donateur, pour réduire un arriéré de contributions au budget ordinaire.

p/ Y compris un virement de 27,3 millions de dollars du Fonds "Travaux de construction en cours" au Fonds des immobilisations et un montant de 500 000 dollars au titre de recettes diverses inscrites au Fonds général, moins des montants s'élevant au total à 5,4 millions de dollars virés du Fonds général du Compte des dépenses d'appui aux programmes et du Compte des opérations de maintien de la paix, pour le financement du Système intégré de gestion (SIG).

q/ Représente le montant de l'excédent des recettes sur les dépenses (23,6 millions de dollars) rétrocédé aux Etats Membres au 1er janvier 1988 au titre du mandat en vigueur à cette date pour la FUNU et la FNUOD (16,1 millions de dollars), et pour la FINUL (7,5 millions de dollars), moins des économies de 200 000 dollars pour la FUNU et la FNUOD et de 13,4 millions de dollars pour la FINUL, réalisées au titre du règlement d'engagements correspondant à des périodes antérieures.

Annexe II

ANNEXE TECHNIQUE

1. La présente annexe comprend :

- a) Une note sur les comptages doubles dans les états financiers;
- b) Un complément d'informations sur certains fonds et comptes étroitement liés au Fonds général;
- c) Des éléments d'information que le Secrétaire général est tenu de faire figurer dans son rapport financier concernant les contributions au budget ordinaire en monnaies autres que le dollar des Etats-Unis, les pertes de numéraire et d'effets à recevoir, les pertes de biens, et les versements à titre gracieux.

Note sur les comptages doubles

2. Trois cas de comptages doubles se présentent dans les états financiers :

- a) Des dépenses relatives au programme ordinaire de coopération technique, se montant à 31,3 millions de dollars, figurent à la fois à l'état I (état des couvertures de crédits pour l'exercice biennal) et à l'état XVIII (activités de coopération technique). Aux fins du présent rapport financier, ces dépenses ne sont portées qu'une fois (au titre du budget ordinaire) au tableau des dépenses données à la figure 1. Cependant, dans un souci de précision, on a fait figurer ces dépenses au paragraphe 24, où sont examinées les activités de coopération technique;
- b) Les états X (FUNU (1973)/FNUOD) et XI (FINUL) récapitulent les recettes et les dépenses pour les périodes correspondant aux mandats successifs de ces forces au 1er janvier 1988, premier jour de l'exercice biennal. Cela signifie que certaines opérations financières ayant eu lieu pendant l'exercice biennal 1986-1987 sont enregistrées à nouveau dans les états financiers pour l'exercice 1988-1989. Le rapport financier donne les chiffres corrigés de ce comptage double;
- c) Les comptes spéciaux pour les dépenses d'appui aux programmes portent, en recette, des montants provenant en partie de prélèvements sur des fonds d'affectation spéciale et sur les comptes des activités de coopération technique. Le taux traditionnellement retenu pour le calcul de ces prélèvements (connu aussi sous le nom de "frais généraux") est de 13 %. Les états financiers XVIII (coopération technique) et XIX (fonds généraux d'affectation spéciale) indiquent sous la rubrique "Dépenses d'appui aux programmes" des dépenses qui, en fait, correspondent à des montants virés au compte spécial pour les dépenses d'appui au programme (état XX) où ces montants figurent en recette. Aux fins du rapport financier, les dépenses d'appui aux programmes figurent sous cette rubrique, et ne figurent donc pas également comme dépenses dans les comptes des activités de coopération technique ou des fonds d'affectation spéciale, le comptage double étant ainsi éliminé.

3. Le comptage double, dont on rend compte ici et qui est éliminé du texte et des chiffres figurant dans le présent rapport, existe cependant dans les états financiers ainsi que dans l'état relatif à l'ensemble des fonds, donné à l'annexe I.

Fonds et comptes étroitement liés au Fonds général

4. On trouvera ci-après des renseignements additionnels sur les fonds et comptes suivants :

a) Fonds de péréquation des impôts : Ce fonds a été créé conformément à la résolution 973 (X) de l'Assemblée générale, en date du 15 décembre 1955. Les recettes provenant de l'application du barème des contributions du personnel inscrites au budget ordinaire ou au budget des opérations de maintien de la paix sont d'abord créditées au Fonds de péréquation des impôts. Les Etats Membres qui exonèrent de l'impôt sur le revenu les émoluments que l'Organisation des Nations Unies verse à leurs ressortissants travaillant pour l'Organisation sont crédités d'une part du Fonds de péréquation des impôts, qui est calculée au prorata de leur quote-part et vient donc en déduction de leur contribution. Les Etats Membres qui imposent le revenu de leurs ressortissants travaillant à l'Organisation ne sont pas crédités du montant correspondant; au contraire, leur part du Fonds de péréquation des impôts est utilisée à rembourser les fonctionnaires ressortissants de ces Etats des impôts qu'ils ont dû acquitter sur les émoluments que leur verse l'Organisation. Les fonctionnaires dont la rémunération est financée par prélèvement sur des fonds extrabudgétaires et qui doivent s'acquitter de l'impôt sur le revenu sont remboursés par prélèvement sur le fonds extrabudgétaire correspondant. On trouvera au tableau 3.2 les comptes du Fonds de péréquation des impôts.

b) Fonds des immobilisations : L'état IV fait apparaître la valeur totale des terrains et bâtiments appartenant à l'Organisation. Le détail des coûts afférents à ces immobilisations figure dans une note explicative.

c) Projets pluriannuels : L'état V est celui des fonds correspondant aux travaux de construction en cours à Addis-Abeba et à Bangkok, ainsi qu'aux travaux de construction achevés pendant l'exercice biennal à Nairobi et à Santiago. Cet état indique également les dépenses engagées jusqu'à présent au titre du Système intégré de gestion (SIG).

d) Fonds de roulement : L'état VI est celui du Fonds de roulement. Conformément à la résolution 42/228 de l'Assemblée générale, en date du 21 décembre 1987, le Fonds de roulement a été porté à 100 millions de dollars pour l'exercice biennal 1988-1989. Au 31 décembre 1989, le Fonds de roulement avait avancé 99,2 millions de dollars au Fonds général. Cette avance sera remboursée quand la situation de trésorerie du Fonds général se sera améliorée. Le solde du Fonds de roulement (800 000 dollars) n'est pas disponible en liquide.

e) Compte spécial de l'Organisation des Nations Unies : Conformément aux résolutions 2053 A (XX) du 15 décembre 1965 et 3049 A (XXVII) du 19 décembre 1972 de l'Assemblée générale, le Compte spécial a été alimenté par des contributions volontaires d'Etats Membres et de donateurs privés pour permettre à l'Organisation de surmonter ses difficultés financières et de résorber son déficit à court terme. Comme l'indique l'état VII, au 31 décembre 1989, le principal se montait à 123,5 millions de dollars, y compris les intérêts échus. Sur ce montant, 3,6 millions de dollars ont été avancés à la FUNU (1956) et à l'ONUC et 71,2 millions de dollars au Fonds général, ce qui laisse une encaisse de 48,6 millions de dollars qui se compose de placements à court terme dont le tableau 7.2 donne la liste.

f) Compte spécial "Produit de la vente des obligations de l'ONU" : Ce compte a été ouvert en application de la résolution 1738 (XVI) de l'Assemblée générale, en date du 20 décembre 1961, par laquelle l'Assemblée générale autorisait le Secrétaire général à émettre des obligations de l'Organisation des Nations Unies jusqu'à concurrence d'un montant équivalant à 200 millions de dollars, et à utiliser le produit de cette vente à des fins qui, normalement, se rattachent à celles du Fonds de roulement. Le Secrétaire général avait été également prié d'inscrire chaque année au budget ordinaire de l'Organisation une somme suffisante pour couvrir le service des intérêts afférents à ces obligations et le remboursement des annuités du principal venant à échéance. La valeur totale des obligations vendues en application de cette résolution s'est élevée à 169,9 millions de dollars, montant qui a été utilisé pour la FUNU (1956) et l'ONUC. Comme l'indique l'état VIII, les dernières annuités du principal et les derniers paiements d'intérêt ont été versés aux détenteurs de ces obligations au cours de l'exercice biennal 1988-1989, l'émission étant ainsi entièrement amortie.

Éléments d'information que le Secrétaire général est tenu de faire figurer dans son rapport financier

Contributions au budget ordinaire reçues en monnaies autres que le dollar des États-Unis

5. Par sa résolution 40/248 du 18 décembre 1985, l'Assemblée générale a, comme lors d'exercices biennaux précédents, autorisé le Secrétaire général à accepter qu'une partie des contributions des États Membres pour les années civiles 1986, 1987 et 1988 soit versée dans des monnaies autres que le dollar des États-Unis. Dans sa résolution 43/223, l'Assemblée générale lui a donné une autorisation analogue pour 1989. En conséquence, compte tenu des besoins effectifs de l'Organisation des Nations Unies en diverses monnaies, le Secrétaire général a accepté dans ces monnaies les paiements suivants, pour les exercices biennaux 1986-1987 et 1988-1989 :

	1988-1989	1986-1987
	(Equivalent en dollars des États-Unis)	
Schillings australiens	5 528 347	-
Dollars de la Barbade	147 121	142 497
Francs CFA	121 966	-
Livres égyptiennes	740 817	1 168 357
Birr	135 815	122 105
Deutsche marks	120 331	183 901
Dollars guyanais	3 356	225 320
Roupiés indiennes	601 900	179 727
Dinars irakiens	1 735 354	1 709 524
Shekels	3 105 335	3 010 416
Roupiés pakistanaises	897 298	832 392
Escudos portugais	200 000	35 000
Livres sterling	-	259 877
Leones	-	368
Livres syriennes	1 052 399	106 070
Dollars de la Trinité-et-Tobago	375 406	277 778
Roubles	7 291 700	3 990 000
	22 057 145	12 233 332

Inscription de pertes de numéraire et d'effets à recevoir au compte des profits et pertes

6. Conformément à la règle de gestion financière 110.14, le Contrôleur ou, dans les cas appropriés, le Secrétaire général a autorisé, après enquête approfondie dans chaque cas, à passer par profits et pertes des montants allant de 11 dollars à 41 343 dollars, leur total s'élevant à 184 255 dollars pour l'exercice considéré. Pour l'exercice 1986-1987, ce total était de 841 873 dollars. Chaque cas a été soigneusement examiné et il a été établi a) qu'il n'y avait pas lieu de considérer un fonctionnaire de l'Organisation comme responsable de la perte, b) qu'aucun effort n'avait été épargné pour recouvrer le montant en question et c) que de nouveaux efforts pour le recouvrer seraient vains. Les montants passés par profits et pertes étaient les suivants :

	<u>Dollars des Etats-Unis</u>	
	<u>1988-1989</u>	<u>1986-1987</u>
Fonds général et activités connexes	122 408	440 560
Opérations de maintien de la paix	2 791	58 204
Activités de coopération technique	12 321	128 109
Fonds généraux d'affectation spéciale	46 735	215 000
Total	<u>184 255</u>	<u>841 873</u>

Inscription de pertes de biens au compte des profits et pertes

7. Un montant de 2 704 979 dollars correspondant aux pertes de biens subies au Siège et dans les bureaux hors Siège au cours de l'exercice biennal 1988-1989 a été passé par profits et pertes par le Contrôleur, conformément à la règle de gestion financière 110.15. De ce fait, le solde des biens figurant dans la comptabilité matières est redevenu conforme aux quantités réelles. Un état détaillé des montants passés par profits et pertes a été fourni au Comité des commissaires aux comptes conformément à l'alinéa b) de la règle de gestion financière 111.10.

Versements à titre gracieux

8. Quatre versements à titre gracieux, d'un montant de 53 350 dollars, ont été faits au cours de l'exercice biennal 1988-1989, conformément à l'article 10.3 du règlement financier. Un état détaillé de ces versements a été communiqué au Comité des commissaires aux comptes.

Annexe III

FONDS GENERAL, FONDS DE ROULEMENT ET COMPTES SPECIAUX DE
L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES

Changements intervenus dans la situation financière pendant
l'exercice biennal 1988-1989 terminé le 31 décembre 1989

(En millions de dollars des Etats-Unis)

	1989	1987
<hr/>		
Origine des fonds :		
Solde inutilisé des crédits ouverts (voir état I)	23,6	129,1
Excédent des recettes sur les montants estimatifs révisés (voir état II)	2,5	9,9
Economies réalisées lors du règlement d'engagements d'exercices antérieurs (voir état II)	15,9	10,7
Montant à virer au crédit des Etats Membres en déduction de leur quote-part de 1990 (voir état III)	20,6	-
Montant à virer au crédit des Etats Membres en déduction de leur quote-part de 1989 (voir état II)	(3,1)	-
Financement de budgets révisés d'exercices biennaux antérieurs (voir état III)	-	4,4
Augmentation du compte spécial :		
Contributions volontaires (voir état VII)	(3,9) a/	10,0
Revenu des placements (voir état VII)	18,4	12,0
	<hr/>	<hr/>
Total, fonds reçus	74,0	176,1
 Utilisation des fonds :		
Augmentation des contributions non acquittées (voir état III)	107,9	110,9
Dépenses non comptabilisées d'années antérieures (voir état III)	-	2,5
	<hr/>	<hr/>
Total, fonds utilisés	107,9	113,4
	<hr/>	
Total partiel	(33,9)	62,7

	1989	1987
Augmentation (diminution) nette des autres éléments d'actif ou de passif		
(Augmentation) diminution des comptes débiteurs	(18,3)	12,2
Augmentation (diminution) des recettes comptabilisées d'avance	(13,5)	13,2
Augmentation (diminution) des autres éléments de passif	<u>46,6</u>	<u>(30,5)</u>
Augmentation de l'encaisse et des placements	(19,1)	57,6
Encaisse et placements en début d'exercice (1er janvier 1988)	<u>66,3</u>	<u>8,7</u>
Encaisse et placements en fin d'exercice (31 décembre 1989)	<u>47,2</u>	<u>66,3</u>

a/ La contribution de la France a été imputée à sa quote-part par budget ordinaire.

II. RAPPORT DU COMITE DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Introduction

1. Comme il y est tenu aux termes de la résolution 74 (I) de l'Assemblée générale, en date du 7 décembre 1946, le Comité des commissaires aux comptes a procédé à la vérification des comptes de l'Organisation des Nations Unies, y compris les fonds d'affectation spéciale et les comptes spéciaux gérés par l'Organisation ou en son nom, pour l'exercice biennal terminé le 31 décembre 1989.
2. Cette vérification a été effectuée conformément à l'article XII du règlement financier de l'Organisation des Nations Unies et à l'annexe audit règlement, ainsi qu'aux normes communes de vérification des comptes adoptées par le Groupe de vérificateurs extérieurs des comptes de l'Organisation des Nations Unies, des institutions spécialisées et de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA). Les opérations de vérification ont été effectuées au Siège de l'ONU, à New York, et dans les bureaux hors Siège de l'Organisation à Addis-Abeba, Bagdad, Bangkok, Genève, La Haye, Lusaka, Nairobi, Rome, Santiago et Vienne. En outre, les opérations de vérification ont porté sur les activités de maintien de la paix et les activités de coopération technique entre les pays suivants : Cameroun, Egypte, Honduras, Inde, Indonésie, Iraq, Israël, Jamaïque, Jordanie, Liban, Malaisie, Malawi, Népal, Pakistan, République arabe syrienne, Soudan et Zimbabwe.
3. Durant l'exercice biennal, nous nous sommes entretenus avec les membres du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires et avons participé aux délibérations du Groupe de vérificateurs extérieurs des comptes. Le Comité des commissaires aux comptes est en outre demeuré en liaison permanente avec le Corps commun d'inspection et a travaillé en coopération et en coordination étroites avec la Division de vérification intérieure des comptes.
4. Au cours de l'exercice considéré, le Comité des commissaires aux comptes a, comme par le passé, fait rapport sur les résultats de vérification spécifiques et rédigé des notes de gestion contenant des observations et recommandations détaillées à l'intention de l'Administration. Cette façon de faire a permis d'entretenir en permanence le dialogue avec l'Administration.
5. Par sa résolution 44/183, en date du 19 décembre 1989, l'Assemblée générale a prié le Comité des commissaires aux comptes et le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires de continuer à inclure dans leurs examens des organisations et des programmes, y compris les opérations de maintien de la paix, les questions concernant l'efficacité et l'efficacité des procédures et contrôles financiers, le système comptable et les domaines connexes de l'administration et de la gestion, conformément à l'article 12.5 du règlement financier de l'Organisation des Nations Unies, et de recommander les mesures à prendre, le cas échéant, pour renforcer le contrôle financier et le contrôle de la gestion.
6. Au cours de l'exercice biennal 1988-1989, nos vérifications ont donc été axées sur la gestion des liquidités, le contrôle budgétaire, les systèmes des états de paie et des données relatives au personnel, les procédures d'achat - certains contrats de louage de services, les frais de voyage et certains aspects des opérations informatisées. Nous avons également examiné les activités de maintien de la paix, les activités de coopération technique, les fonds d'affectation spéciale, les activités productrices de recettes, les méthodes comptables et les

systèmes d'établissement des rapports financiers. Enfin, le Comité a contrôlé l'application par l'Administration des recommandations faites dans son rapport sur l'exercice biennal 1986-1987 1/.

7. Le présent rapport contient deux parties : la première est un examen de nos conclusions et recommandations concernant les états financiers, la deuxième porte sur les questions relatives à la gestion.

8. On trouvera ci-après un exposé des principales questions soulevées par la vérification des comptes de l'exercice biennal 1988-1989. Ces questions ont été examinées avec l'Administration, dont les réponses ont été mentionnées chaque fois que cela a été nécessaire.

Résumé des recommandations

9. Pour remédier aux faiblesses qui ont été relevées, nous recommandons que l'Administration prenne les mesures rectificatives suivantes, qui sont présentées par ordre de priorité décroissant :

a) Il convient d'accorder la plus haute importance au rapport sur l'exécution du budget en vue d'éviter tout dépassement de crédits. Le perfectionnement des techniques utilisées pour évaluer la part du crédit représentée par les traitements, notamment dans le rapport final sur l'exécution du budget, permettrait de réduire au minimum la fréquence des virements entre chapitres du budget (voir par. 52);

b) Les produits finaux devraient être précisés ou quantifiés dans le budget-programme et dans le rapport sur l'exécution du programme (voir par. 161);

c) Il faudrait intensifier les consultations entre services et organisations lors de l'établissement des prévisions de ressources extrabudgétaires (voir par. 71);

d) Il conviendrait d'élaborer des directives régissant les heures supplémentaires (conditions et rémunération) et de rationaliser l'horaire de travail du service de la sécurité et de la sûreté du Siège, afin de réduire au minimum le travail coûteux effectué avant ou après les horaires réguliers (voir par. 120);

e) Des dépenses ne doivent être engagées que si elles sont couvertes par une attribution de crédit. Il est nécessaire de repérer les dépassements de crédit et de prendre des mesures correctives (voir par. 57);

f) Le Bureau du Coordonnateur des programmes d'assistance humanitaire et économique des Nations Unies concernant l'Afghanistan devra communiquer à la Section de la comptabilité du Service des finances de l'Office des Nations Unies à Genève tous les documents concernant les annonces de contribution confirmées afin que celles-ci soient comptabilisées dans les comptes appropriés et vérifier la concordance de ces comptes avec ceux du Service (voir par. 81).

Résumé des conclusions

10. Nos conclusions et observations sont analysées de manière approfondie dans les pages qui suivent. Elles sont résumées ci-après.

Contrôle budgétaire

11. Dans 10 chapitres du budget, les dépenses ont dépassé le crédit ouvert, contrairement aux dispositions de l'article 4.1 du règlement financier et règles de gestion financière de l'Organisation des Nations Unies. Pour remédier à cette situation, des virements ont été effectués entre chapitres du budget (voir par. 47 à 52).

12. Des dépenses ont été engagées au niveau du centre de responsabilité dans quatre chapitres du budget sans qu'il y ait eu d'ouverture de crédit correspondant, en violation du règlement financier et règles de gestion financière (voir par. 53 et 54).

13. Dans 47 des 154 centres de responsabilité, les dépenses engagées ont dépassé les attributions de crédit, au mépris de la règle 106.1 du règlement financier et des sections 5.022 et 5.024 du manuel financier (voir par. 55 à 59).

14. Des dépenses trop élevées ont été engagées par l'Office des Nations Unies à Vienne sur la base d'une estimation qui ne concernait que le solde inutilisé des allocations (voir par. 60 et 61).

15. Dans 10 centres de responsabilité, les avis d'attribution de crédit ont tardé à être comptabilisés (voir par. 62 et 63).

16. Au Siège et à l'Office des Nations Unies à Vienne, les engagements non liquidés au 31 décembre 1987 ont été comptabilisés comme sommes à payer pour l'exercice biennal 1988-1989, ce qui fait que les dépenses de cet exercice ont été minorées (voir par. 64 à 68).

17. Un examen des activités financées en grande partie à l'aide de fonds extrabudgétaires a permis de constater que pour 24 des 34 chapitres du budget, l'utilisation effective de ces fonds a été minimale (voir par. 69 à 71).

Comptes et rapports financiers

18. Le solde débiteur des liquidités du Fonds général n'a pas été suffisamment mis en évidence ni présenté comme il convient dans les états financiers, d'où une sous-estimation des disponibilités et des exigibilités à court terme (voir par. 73 à 77).

19. Le Bureau du Coordonnateur pour l'Afghanistan n'ayant pas communiqué au Service des finances de l'Office des Nations Unies à Genève tous les documents concernant les annonces de contribution, les contributions annoncées non acquittées ont été minorées (voir par. 78 à 81).

Gestion des liquidités

20. L'efficacité de la gestion des liquidités à la FINUL a été compromise par les retards intervenus dans l'émission des avis d'encaissement concernant les ventes de bons ainsi que par l'habitude de garder des sommes importantes en espèces (voir par. 82 à 87).

21. Plusieurs chèques personnels payés ou reçus en paiement de biens dans un bureau extérieur de l'ONUST n'ont pas été honorés par les banques (voir par. 88 à 93).

Etats de paie, dépenses de personnel et questions relatives au personnel

22. Au Siège, des fonctionnaires à la retraite ont été rengagés, contrairement aux dispositions des instructions administratives ST/AI/213/Rev.1 et ST/AI/295 (voir par. 94 à 97).

23. A la Commission économique pour l'Afrique (CEA), plusieurs postes ont été transférés sans l'accord préalable requis du Siège (voir par. 98 à 100).

24. L'Administration a suivi une procédure inadéquate pour licencier un fonctionnaire avant l'âge de son départ automatique à la retraite, si bien qu'il a obtenu une promotion et que ses émoluments ont dépassé ceux qu'il aurait touchés s'il avait été autorisé à demeurer en fonctions jusqu'à l'âge de 60 ans (voir par. 101 à 107).

25. A l'Office des Nations Unies à Genève, les procédures de contrôle des congés de maladie sont longues et imparfaites (voir par. 108 à 111).

26. Au Siège, les agents du service de sécurité dont le jour normal de congé tombe un jour férié de l'Organisation des Nations Unies ont reçu une compensation au titre des heures supplémentaires lorsqu'ils ont travaillé le jour ou les deux jours suivant immédiatement le jour férié, bien qu'aucun règlement ne le prévoit (voir par. 112 à 120).

27. Au Groupe des télex de l'Office des Nations Unies à Genève, les heures supplémentaires ont sensiblement augmenté en 1988, ce qui tient dans une large mesure à des procédures inadéquates et à une mauvaise utilisation des ordinateurs. La situation s'est améliorée et les heures supplémentaires ont diminué en 1989 (voir par. 121 et 122).

Opérations informatisées et systèmes de traitement électronique des données

28. Le logiciel utilisé pour établir les états de paie de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI), qui sert aussi pour l'Office des Nations Unies à Vienne, est dépassé; il faut souvent procéder à des ajustements manuels, ce qui est inefficace et fait perdre du temps (voir par. 123 à 129).

Gestion des biens et des achats

29. Aucune entrée ne figure sur le grand livre auxiliaire (compte collectif) de la Division de la comptabilité pour la période allant du 30 juin 1988 au 31 décembre 1989, concernant les achats et les cessions de biens, bien qu'on constate des décaissements pour l'achat de biens durables et qu'il ait été recommandé d'en sortir certains de l'inventaire (voir par. 130 à 134).

30. Comme la comptabilité-matières à l'Office des Nations Unies à Genève et à Vienne n'est pas fiable, il est difficile de déterminer si l'on peut satisfaire une demande de matériel à l'aide de matériel existant ou s'il faut procéder à des achats (voir par. 135 à 137).

31. Le matériel de la Cour internationale de Justice qui a été remplacé parce que son entretien était très coûteux a été attribué à d'autres sections du Greffe. Les frais d'entretien resteront élevés (voir par. 138 à 140).

32. En ce qui concerne les achats, la procédure d'adjudication a constitué l'exception et non la règle : au Siège, la majorité des commandes ont été passées en choisissant la proposition la plus basse, parce que les prix offerts étaient fixés ou lorsque l'on a considéré que l'adjudication ne donnerait pas de résultats satisfaisants (voir par. 141 à 148).

33. A la FINUL et au GANUPT, une gestion des achats et des pratiques insatisfaisantes ont créé des problèmes d'appui logistique (voir par. 149 et 150).

Gestion du programme

34. Certains produits finaux financés à l'aide de ressources extrabudgétaires ne sont pas mentionnés dans le rapport sur l'exécution du programme, contrairement à ce que stipule la règle 105.1 a) du Règlement et règles régissant la planification des programmes, les aspects du budget qui ont trait au programme, le contrôle de l'exécution et les méthodes d'évaluation [ST/SGR/PPRME Rules/1 (1987)] (voir par. 151 à 158).

35. La nature des activités financées à l'aide de ressources extrabudgétaires n'est pas clairement indiquée dans le budget-programme et l'allocation des ressources n'est pas précisée au niveau des produits. De ce fait, l'Assemblée générale et les donateurs ne peuvent savoir ce qui est fait de ces ressources pour atteindre certains des objectifs de l'Organisation des Nations Unies (voir par. 159 à 162).

Activités de coopération techniques et exécution de projets

36. Une planification insatisfaisante, une mauvaise coordination et des retards se sont traduits par de faibles taux d'exécution de 157 des 1 271 projets en cours d'exécution par le Département de la coopération technique pour le développement (voir par. 163 à 167).

37. Les comptes relatifs à plusieurs projets dont les activités avaient pris fin n'ont pas été soldés après l'expiration de la période de 12 mois autorisée aux termes de la sous-section 6.1 de la section 30107 du manuel de programmation et de planification du PNUD (voir par. 168 à 171).

38. Des ressources particulièrement élevées ont été consacrées à l'établissement de rapports sur l'exécution du plus grand projet en cours d'exécution par la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) (voir par. 172 à 176).

Recettes générales

39. Les loyers demandés aux agences de presse utilisant des bureaux à Genève n'ont pas été révisés depuis 15 ans, d'où une perte de recettes pour l'Organisation (voir par. 177 et 178).

40. Une partie seulement des loyers encaissés par la CEA pour la location de bureaux a été comptabilisée comme recettes générales. Le reste est affecté au paiement de diverses dépenses : personnel temporaire (remplaçants et surnuméraires), frais généraux de fonctionnement, consommation d'eau et d'énergie, primes d'assurance et diverses dépenses dépassant le plafond des crédits ouverts (voir par. 179 et 180).

Activités productrices de recettes

41. La comptabilité et les opérations du Groupe commercial de Genève demandent à être améliorées (voir par. 181 à 183).

42. Le Département des services de conférence a continué à vendre des publications à crédit à certains clients en dépit de leurs arriérés, qui ne cessaient de croître (voir par. 184 à 186).

Experts et consultants

43. Parce qu'il était pressé par le temps, le Département de la coopération technique pour le développement s'est souvent vu contraint d'engager le seul expert ou consultant proposé ou celui pour lequel des gouvernements avaient exprimé une préférence (voir par. 187 à 191).

Participation aux coûts des services conjoints et services communs

44. Les critères retenus pour répartir les coûts des services conjoints ou communs du Centre international de Vienne sont souvent inadéquats, ce qui fait qu'une part trop élevée des dépenses est imputée à l'Office des Nations Unies à Vienne (voir par. 192 à 203).

Partie I : Etats financiers

Contrôle budgétaire

45. Dans le cadre de notre vérification pour l'exercice biennal 1988-1989, nous avons examiné les procédures de contrôle budgétaire appliquées pour l'établissement et l'exécution du budget-programme, y compris le contrôle des attributions de crédit, le suivi de l'exécution du budget, le but étant de s'assurer que les dépenses ont été effectuées conformément aux intentions de l'Assemblée générale et que les crédits n'ont pas été dépassés.

46. Notre vérification a montré que bien que les procédures suivies pour les différentes phases du budget se soient améliorées dans l'application du mécanisme des attributions de crédit pour le contrôle des dépenses, il subsiste des carences fréquemment observées au Siège et dans les bureaux extérieurs. On trouvera dans les paragraphes ci-après quelques exemples significatifs, dont certains ont un aspect chronique et donnent à penser qu'il existe un défaut inhérent à l'exécution du budget.

Dépassement de dépenses

47. L'article 4.1 du Règlement financier et des règles de gestion financière dispose que par le vote des crédits, l'Assemblée générale autorise le Secrétaire général, dans la limite des crédits ouverts, à engager des dépenses et à effectuer des paiements aux fins pour lesquelles ces crédits ont été ouverts.

48. Notre examen du montant définitif des crédits ouverts pour l'exercice biennal 1988-1989, qui sont indiqués dans la résolution 44/193 de l'Assemblée générale, du 21 décembre 1989, nous a permis de constater dans 10 des 34 chapitres du budget vérifiés (soit 29,4 %) des excédents de dépenses allant de 9 396 dollars (1,2 %) à 1 504 807 dollars (14,7 %). En outre, 38 des 154 centres de responsabilité (soit 24,7 %) avaient dépassé le plafond des crédits ouverts de montants pouvant se chiffrer à 277 dollars ou atteindre 1 510 976 dollars.

49. Il est manifeste que les procédures de contrôle des dépenses engagées au titre des crédits ouverts n'ont pas été appliquées de manière efficace et que l'Administration a désormais coutume de procéder à des virements de crédits d'un chapitre à l'autre avant la clôture des comptes, afin qu'aucun chapitre n'indique de dépassement de dépenses.

50. Il ressort des observations qui précèdent qu'il est nécessaire d'améliorer encore le mécanisme d'examen pour assurer que les dépenses restent dans les limites des ressources prévues. L'Administration voit dans ces écarts une conséquence directe de la difficulté de prévoir avec une précision absolue les dépenses des derniers six mois de l'exercice. Certains excédents ont été utilisés pour remédier à l'insuffisance des crédits ouverts. Les virements ont cependant été approuvés par le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires.

51. Si le Comité soulève cette question, c'est essentiellement parce qu'il est préoccupé par l'exécution du budget-programme, décomposé en différents niveaux pour le contrôle des ouvertures de crédits. Car si la pratique ne s'améliore pas, le contrôle budgétaire perdrait tout son sens.

52. Le Conseil et l'Administration ont convenu qu'il fallait accorder la plus haute importance au rapport sur l'exécution du budget si l'on voulait éviter les dépassements de crédits. Un affinement des techniques utilisées pour évaluer la part du crédit représentée par les traitements, notamment dans le rapport final sur l'exécution du budget, permettrait de minimiser la fréquence des virements entre chapitres.

Dépenses engagées sans être couvertes par une ouverture de crédit

53. Notre examen du rapport sur l'exécution du budget au niveau du centre de responsabilité de quatre chapitres a révélé que des dépenses ont été engagées sans qu'un crédit ait été ouvert.

54. Même lorsque certaines de ces dépenses ont été ajustées en conséquence, il n'en demeure pas moins que la coordination entre les agents certificateurs, la Division du budget et la Division de la comptabilité n'est pas assez étroite pour assurer que les dépenses se situent dans les limites des crédits ouverts par l'Assemblée générale. Ces dépenses remontant à la première partie de l'exercice biennal (1988), des mesures correctives auraient pu être prises plus tôt si les rapports sur l'exécution du budget avaient fait l'objet d'une analyse approfondie et qu'une coordination suffisante ait été établie avec la Division de la comptabilité.

Dépenses dépassant les attributions de crédit

55. Aux termes de la règle 106.1 du Règlement financier et des règles de gestion financière, il ne peut être contracté d'engagements prévisionnels ni engagé ou effectué de dépenses imputables sur quelque fonds que ce soit sans l'autorisation écrite du Contrôleur. En outre, la section 5.022 du manuel financier dispose qu'en application des pouvoirs qui lui ont été délégués par le Contrôleur, la Division du budget émet des attributions de crédit autorisant le département ou le service responsable à engager des dépenses. La section 5.024 précise en outre que dans les centres de responsabilité, les autorisations budgétaires portent sur des groupes d'objets de dépenses compatibles.

56. Il ressort d'une analyse des dépenses engagées, par groupes d'objets de dépenses compatibles dans le rapport sur l'exécution du budget au 31 décembre 1989, qu'il y avait eu dépassement de dépenses pour tous les 25 groupes d'objets de dépenses dans 47 des 154 centres de responsabilité. Les groupes où ces dépassements ont été les plus marqués sont les suivants : postes inscrits au tableau d'effectifs, communications, frais de voyage du personnel, autres dépenses relatives au personnel, fourniture et équipement et frais généraux de fonctionnement.

57. Conformément au règlement et aux règles relatives au contrôle des dépenses, nous recommandons qu'aucune dépense ne soit engagée si elle n'est pas couverte par une affectation de crédits correspondante. Il convient donc de déterminer quelles sont les causes fréquentes de dépassement des affectations et de prendre des mesures correctives.

58. L'Administration a répondu que cela se produit lorsque les comptes sont clos après l'approbation du rapport final sur l'exécution et que les départements ont des délais très restreints pour comptabiliser les engagements et les décaissements sur la base des engagements contractuels effectifs et non des estimations.

59. Pour remédier à ce problème chronique qui se pose à la fin de l'exercice biennal, les instructions concernant le rapport final sur l'exécution du budget pourraient être établies en coopération avec la Division de la comptabilité de façon à prévoir une prolongation des délais impartis à la comptabilisation des engagements pendant les derniers mois d'un exercice biennal, afin que les départements disposent de suffisamment de temps pour s'entendre avec la Division du budget.

Dépassements des crédits alloués

60. L'examen de la situation des attributions de crédit de l'Office des Nations Unies à Vienne à la fin de 1988 et de 1989 montre qu'environ 50 % des engagements non réglés de l'exercice biennal 1986-1987, soit au total 6 848 988 dollars, n'avaient toujours pas été réglés au 31 décembre 1988 et avaient ensuite été annulés. Cette procédure révèle une nette tendance à contracter des engagements excédant les crédits et elle soulève des doutes quant à l'exactitude des dépenses comptabilisées. En outre, l'un des engagements non réglés à la date susmentionnée a été comptabilisé dans les sommes à payer au lieu d'être reconduit.

61. A l'Office des Nations Unies à Vienne également, la plupart desdits engagements ont fait l'objet de documents d'engagement de dépenses visant les "dépenses prévues" des services communs ou conjoints fournis par l'AIEA ou l'ONUDI en vertu d'accords interinstitutions. Etant donné que ces comptes sont généralement soldés avec un certain retard, l'Office des Nations Unies à Vienne doit réserver des fonds pour couvrir ces engagements. Le montant exact des dépenses n'étant pas encore connu, l'Office a contracté des engagements jusqu'à concurrence des attributions existantes dont le montant est calculé d'après les estimations présentées au moment de l'établissement du deuxième rapport sur l'exécution : l'évolution ultérieure n'est donc pas reflétée dans les attributions finales et certains engagements ont dû être annulés par la suite.

Avis d'attributions de crédit non enregistrés

62. Notre vérification a révélé que des avis d'attributions de crédit n'avaient pas été enregistrés par 10 centres de responsabilité relevant de quatre chapitres du budget. Nous avons également constaté que tous ces avis d'attributions de crédit avaient tardé à être enregistrés. D'où un manque de cohérence et d'exactitude dans les montants des attributions indiqués dans les rapports sur l'exécution du budget et sur les attributions de crédit, ce qui rend ces rapports moins fiables.

63. Nous avons recommandé que les attributions de crédit figurant dans les rapports sur l'exécution du budget soient révisées afin de redresser les erreurs et les omissions, et l'Administration a accepté cette recommandation.

Comptabilisation d'engagements non réglés comme sommes à payer

64. L'article 4.4 du règlement financier stipule que les engagements de dépenses concernant les exercices précédents qui restent valables, mais qui ne peuvent pas être réglés pendant la période supplémentaire d'un an, doivent être considérés comme imputables sur les crédits de l'exercice en cours. Or nous avons constaté qu'au 31 décembre 1989, des engagements non réglés concernant l'exercice précédent avaient été reclassés dans les sommes à payer. Une situation similaire a été observée à l'Office des Nations Unies à Vienne, où un engagement non réglé de 416 000 dollars avait été comptabilisé en novembre 1987 pour assurer la couverture des dépenses relatives au service d'imprimerie de l'AIEA. Les travaux d'imprimerie n'ayant pas été achevés à la fin de 1988, l'engagement non réglé a été inscrit dans les sommes à payer. A la fin de l'exercice biennal 1988-1989, un montant de 370 624 dollars était toujours comptabilisé dans les sommes à payer, alors que les dépenses qu'on prévoyait encore ne s'élevaient qu'à 40 000 dollars.

65. En raison de cette pratique, les montants imputables sur les crédits de l'exercice en cours (1988-1989) ont été sous-estimés. En fait, dans ce cas particulier, les dépenses n'ont jamais été rangées dans la période appropriée, ainsi que le prévoient les principes comptables en vigueur.

66. L'Administration a répondu que, depuis l'introduction de nouvelles procédures concernant les plafonds budgétaires, les prévisions révisées et le fonds pour imprévus, il est devenu pratiquement impossible d'obtenir une autorisation budgétaire pour effectuer, au cours d'un nouvel exercice biennal, une dépense importante en remplacement d'un engagement non réglé concernant un exercice précédent. Lorsque le budget du nouvel exercice biennal ne permet pas de couvrir des engagements valables, mais non acquittés, les seules solutions possibles sont soit d'abandonner le projet, avec les conséquences juridiques que cela risque d'entraîner, soit de convertir les crédits ouverts pour l'exercice précédent en sommes à payer. Dans quelques cas exceptionnels, cette dernière solution a été retenue.

67. Nous considérons que l'article du règlement financier est catégorique; il ne permet pas la conversion arbitraire d'engagements non réglés d'un exercice précédent en sommes à payer. Si aucune nouvelle autorisation budgétaire ne s'applique à un engagement non réglé, cela ne peut être interprété que comme une décision de l'Assemblée générale d'annuler l'engagement. En effectuant cette conversion, l'Administration s'est arrogé un pouvoir qui n'appartient qu'à l'Assemblée générale et un mécanisme important de contrôle budgétaire institué par l'Assemblée n'a pas été respecté.

68. Nous recommandons la stricte application des dispositions pertinentes du règlement financier. Nous recommandons également que le compte soit soldé et qu'on s'efforce d'obtenir la réimputation de tous les engagements non réglés qui restent valables.

Divergences dans les prévisions de ressources extrabudgétaires

69. Conformément à la règle 104.1 du règlement et règles régissant les aspects du budget qui ont trait aux programmes, une estimation des ressources nécessaires doit être donnée dans le budget-programme biennal. Le montant définitif des prévisions de ressources extrabudgétaires est indiqué pour 24 des 34 chapitres du budget (soit 70,6 %) où le financement est assuré à la fois par le budget ordinaire et par des ressources extrabudgétaires, la part de ces dernières allant jusqu'à 97 % du total des ressources pour le chapitre 21 - Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés. Toutefois, en ce qui concerne l'utilisation effective des fonds au 31 décembre 1989, selon le rapport récapitulatif sur l'utilisation des attributions de crédit, c'est dans les chapitres dont les activités sont financées en grande partie par des ressources extrabudgétaires que celles-ci ont été le moins utilisées.

70. Il est exact, comme l'a fait valoir l'Administration, que le montant des contributions volontaires ne peut pas être prévu avec exactitude. Toutefois, les écarts considérables constatés par rapport aux projections permettent de conclure que les instructions concernant l'établissement du budget-programme pour l'exercice biennal 1988-1989 n'ont pas été appliquées avec suffisamment de rigueur. Cela est particulièrement vrai du formulaire 4 (prévisions de ressources extrabudgétaires).

71. Nous avons recommandé d'intensifier les consultations avec les organisations et d'améliorer les procédures d'examen des estimations soumises, et l'Administration a souscrit à cette recommandation. Elle a fait observer que les projections actuelles concernant le montant des ressources extrabudgétaires étaient effectivement fragiles et a convenu que l'approche suggérée pourrait atténuer le problème dans une certaine mesure. Elle espère mettre au point des méthodes qui permettraient un traitement plus satisfaisant des ressources extrabudgétaires dans le projet de budget-programme.

1. Comptes et rapports financiers

72. Ainsi qu'il y a été invité par l'Assemblée générale dans sa résolution 44/183, le Comité des commissaires aux comptes présente dans les pages qui suivent certaines observations à prendre en considération pour la mise au point en cours du cadre de comptabilité générale utilisable pour l'établissement des états financiers, eu égard aux règles et règlements financiers pertinents ainsi qu'aux principes comptables généralement admis.

Informations adéquates et présentation inappropriée du disponible en banque

73. Dans le bilan, l'encaisse est présentée comme un élément des disponibilités à court terme avec un solde négatif de 1 415 000 dollars à cause d'un solde débiteur brut de 17 429 000 dollars et d'un solde créditeur brut de 18 844 000 dollars.

74. L'Administration a attribué cette situation aux arrangements de "solde nul" conclus avec les principales banques, selon lesquels les fonds sont virés de manière à couvrir les chèques au fur et à mesure de leur encaissement. Les soldes créditeurs représentent le total des chèques dont le montant n'a pas encore été débité des comptes "à solde nul". Les fonds virés pour couvrir ces chèques au moment de leur encaissement proviennent du Fonds général et du Compte spécial.

Etant donné la relation particulière qui existe entre le Fonds général et le Compte spécial ainsi que l'ampleur du solde créditeur brut de l'encaisse, des informations suffisantes auraient dû être fournies dans les états financiers les concernant. Selon le principe de la comptabilité par fonds, le Fonds général est censé être une entité budgétaire et comptable distincte.

75. En ce qui concerne la présentation des états financiers, un solde négatif de l'encaisse doit devenir un poste du passif. En outre, les soldes débiteur et créditeur bruts des différents postes de l'encaisse ne peuvent pas simplement faire l'objet d'une compensation mutuelle afin de parvenir à un solde net dans l'état financier, car ce solde net est alors le produit des soldes de différents comptes bancaires, dont certains n'ont absolument aucun lien avec les autres.

76. En raison de cette présentation d'un solde créditeur net de l'encaisse dans l'état financier, le total des disponibilités à court terme a été minoré de 18 844 602,97 dollars. Parallèlement, le total des exigibilités à court terme du Fonds général a été minoré du même montant. Nous jugeons préférable d'indiquer les soldes bruts dans l'état financier, c'est-à-dire d'indiquer les soldes débiteurs dans les disponibilités à court terme et les soldes créditeurs dans les exigibilités à court terme.

77. L'Administration a estimé qu'il est approprié de grouper tous les soldes de l'encaisse, après avoir déduit les chèques non payés, pour simplifier la présentation. A cet égard, elle s'est référée à la présentation de l'encaisse aux paragraphes 7 et 8 du rapport financier du Secrétaire général (voir sect. I du présent document).

Sous-estimation des contributions non acquittées

78. La vérification des états financiers concernant le Fonds d'affectation spéciale d'urgence pour l'Afghanistan du Bureau du Coordonnateur des programmes d'assistance humanitaire et économique des Nations Unies concernant l'Afghanistan a montré qu'au 31 décembre 1989, le total des contributions annoncées, mais non acquittées, s'élevait à 3 913 836 dollars. Or un contrôle des documents d'annonce de contributions a révélé qu'il existait des contributions non acquittées de plusieurs donateurs s'élevant à 35 millions de dollars, qui n'avaient pas été passées en écritures au 31 décembre 1989. Certaines de ces contributions, représentant au total 6 millions de dollars, ont été versées en 1990. En outre, en raison de cette sous-estimation des contributions non acquittées, certaines recettes comptabilisées d'avance n'ont pas été indiquées dans les comptes.

79. Le Bureau du Coordonnateur a affirmé que toutes ses activités avaient pour objet d'obtenir des contributions en espèces et d'assurer que les dépenses et les allocations de fonds ne dépassent pas l'encaisse disponible. Toutefois, nous avons noté que le Bureau du Coordonnateur maintenait des informations complètes et à jour concernant les annonces de contributions "fermes" ou "indicatives" et les encaissements.

80. Toutefois, ces informations et les documents d'annonce de contributions correspondants ne sont pas communiqués à l'Office des Nations Unies à Genève, qui est chargé de comptabiliser les opérations du Fonds d'affectation spéciale d'urgence pour l'Afghanistan. La Section de la comptabilité du Service des finances de l'Office des Nations Unies à Genève a affirmé qu'elle s'en remettait au Bureau du Coordonnateur à Genève pour obtenir des informations complètes ainsi que la documentation d'appui pertinente afin d'assumer cette responsabilité.

81. Nous recommandons donc qu'à l'avenir, les contributions confirmées, mais non acquittées, soient comptabilisées dans les comptes appropriés, grâce à la fourniture de tous les documents nécessaires au Service des finances de l'Office des Nations Unies à Genève et que le Bureau du Coordonnateur vérifie régulièrement la concordance de ses comptes avec ceux du Service.

Gestion des liquidités

Dépôts partiels en banque de fonds reçus

82. Lors de l'examen des opérations de la FINUL, nous avons observé les procédures suivantes, qui empêchent une gestion efficace des liquidités en maintenant continuellement une encaisse importante :

a) Des avis d'encaissement n'étaient pas émis à la fin de la journée concernant le total des ventes de bons de repas et d'essence. En fait, on laissait le produit de ces ventes s'accumuler pendant des périodes allant de 3 à 27 jours ouvrables avant que des avis d'encaissement soient émis concernant ces montants;

b) Nous avons relevé des cas où la totalité des fonds recueillis n'était pas déposée dans le compte en banque de la FINUL; des sommes importantes ont été conservées et déposées en banque généralement une semaine plus tard;

c) Le caissier échangeait parfois une partie de cette encaisse contre des chèques personnels de personnes qui avaient besoin immédiatement d'argent liquide.

83. L'Administration a expliqué que les avis d'encaissement étaient émis toutes les semaines, et non tous les jours, en raison du manque de personnel. Les recettes provenant de la vente de bons n'étaient pas versées intégralement au compte en banque, car les sommes conservées permettaient à la FINUL de disposer de petites coupures pour payer les traitements du personnel local qui sont payés en espèces deux fois par mois. Cela est dû au fait que les petites coupures sont parfois difficiles à obtenir. D'après cette explication, il semblerait que les petites coupures obtenues grâce à la vente des bons soient utilisées pour payer les traitements du personnel local.

84. On nous a affirmé que les autres sommes qui n'étaient pas versées promptement au compte en banque étaient des sommes encaissées les lundis ; or c'est le mardi que les sommes encaissées la semaine précédente étaient versées à la banque. (Selon cet arrangement, les sommes encaissées les lundis sont gardées en espèces pendant une semaine.) Ces versements hebdomadaires ont été introduits parce qu'il était difficile de parvenir jusqu'à la banque. Toutefois, afin de pouvoir déposer les sommes plus rapidement dans un compte en banque, on envisage actuellement d'utiliser les services d'autres banques.

85. En ce qui concerne l'échange de sommes encaissées contre des chèques, on nous a expliqué que le caissier y avait recours afin de fournir rapidement de l'argent liquide à ceux qui en avaient besoin dans des situations d'urgence. L'Administration a également estimé qu'en raison de la situation unique dans laquelle le Groupe de la caisse de la FINUL devait fonctionner, il était nécessaire de disposer à tout moment d'une certaine somme en liquide, au cas où le caissier ne pourrait pas se rendre à la banque, pour faire face aux besoins immédiats et urgents de liquidités.

86. Bien que nous soyons conscients des difficultés que rencontre le Groupe de la caisse de la FINUL pour fonctionner, nous avons conseillé la prudence en ce qui concerne le décaissement de fonds afin de ne pas encourager des prélèvements non autorisés sur les fonds de la FINUL. Nous estimons également que les besoins immédiats de liquidités de la FINUL pour faire face à des situations d'urgence devraient pouvoir être satisfaits au moyen des comptes d'avance temporaires et de faux frais. Nous avons recommandé que la gestion des liquidités soit améliorée.

87. L'Administration nous a informés des mesures correctives qu'elle avait prises pour renforcer le contrôle exercé sur la vente de bons. Elle a expliqué que toutes les sommes en espèces n'étaient pas déposées intégralement en banque à cause de la difficulté pratique d'obtenir de la banque de petites coupures en dollars, dont on avait besoin pour payer les traitements et des indemnités du personnel local qui percevait ses émoluments en espèces. Toutefois, le Comité estime que les dispositions de la règle de gestion financière 108.3 devraient être respectées.

Chèques impayés

88. Au cours de notre vérification de la concordance des comptes à la Chemical Bank à New York, nous avons noté que 39 chèques émis par un certain nombre de fonctionnaires, soit pour être encaissés comme chèques personnels, soit pour payer des articles achetés à l'Institut des services de l'ONUST, avaient été refusés par la banque. Ces chèques, d'un montant total de 17 285,70 dollars, avaient été versés à la banque entre juin et septembre 1989.

89. Notre vérification de l'encaissement de chèques par des fonctionnaires recrutés sur le plan international qui sont payés par le Siège de l'ONU et qui ont leur compte en banque personnel à New York ou dans les environs a montré que, pour les mois de mars, mai et août 1989, 36 chèques encaissés par des fonctionnaires, d'un montant total de 22 655 dollars, ont été refusés par leur banque. Il fallait attendre un ou deux mois pour qu'un chèque refusé soit remplacé.

90. Notre vérification a montré que, sur le total de 17 285,70 dollars, seuls 7 903,70 dollars avaient été récupérés, ce qui laissait un solde débiteur de 9 382 dollars. Certains des fonctionnaires intéressés avaient déjà eu plusieurs chèques refusés (l'un d'entre eux en avait même eu huit).

91. Nous avons également observé que, lorsque ces montants ont été récupérés, on n'a pas tenu compte des pertes d'intérêts correspondantes ni de la charge supplémentaire qu'ont représentée pour les ressources de l'ONUST l'ajustement des comptes et l'obtention de chèques de remplacement. Par conséquent, le remboursement d'aucuns frais n'a été demandé aux fonctionnaires intéressés, en dehors des frais bancaires pour les chèques refusés.

92. Afin d'introduire de la discipline dans le système d'encaissement de chèques personnels et dans les paiements par chèque d'achats effectués à l'Institut des services de l'ONUST, nous avons recommandé qu'on envisage d'infliger des sanctions pécuniaires qui permettraient à la fois de récupérer certains coûts et de dissuader l'émission de chèques sans provision. Le recouvrement des 9 382 dollars demeurant impayés a également été recommandé.

93. L'Administration nous a dit qu'elle s'efforçait de recouvrer promptement les montants des chèques sans provision. Deux circulaires ont été publiées récemment sur cette question et les fonctionnaires doivent désormais payer à l'Organisation 5 dollars chaque fois qu'un chèque est refusé. Les nouvelles instructions prévoient également d'éventuelles mesures disciplinaires.

Partie II : Questions relatives à la gestion

Etats de paie, dépenses de personnel et questions relatives au personnel

Rengagement de fonctionnaires à la retraite

94. L'instruction administrative ST/AI/213/Rev.1 en date du 18 juillet 1984 prévoit notamment que des fonctionnaires âgés de plus de 60 ans peuvent faire l'objet d'une nomination pour une période de courte durée ou de durée déterminée s'il n'y a pas d'autre candidat qualifié disponible, notamment pour des conférences et autres périodes de courte durée, conformément aux dispositions pertinentes (série 300) du Règlement du personnel, à condition que la période de service accomplie ne dépasse pas six mois au cours d'une période de 12 mois consécutifs.

95. Lors de notre examen des nominations pour une période de courte durée ou en vertu d'un contrat de louage de services auxquelles le Secrétariat a procédé en 1988 et 1989, nous avons constaté, en considérant les formules de notification administrative et les états de paie pertinents, que 12 anciens fonctionnaires avaient été rengagés pour une période de service qui avait dépassé six mois au cours d'une période de 12 mois consécutifs. Certains de ces fonctionnaires avaient en outre été engagés entre-temps en vertu d'un autre contrat de louage de services. Nous avons par ailleurs constaté que deux anciens fonctionnaires avaient été rengagés dans les trois mois suivant leur départ à la retraite contrairement aux dispositions de l'instruction administrative ST/AI/213/Rev.1, selon laquelle aucun ancien fonctionnaire ne sera rengagé, pour une période de courte durée ou de durée déterminée, dans les trois mois suivant son départ à la retraite à l'âge de 60 ans ou après cet âge.

96. L'Administration a indiqué que le Bureau du Sous-Secrétaire général à la gestion des ressources humaines avait approuvé des arrangements spéciaux prévoyant le recrutement d'anciens fonctionnaires afin d'assurer la mise en oeuvre des programmes compromis par l'affectation de fonctionnaires au GANUPT ou de pourvoir directement des postes au GANUPT. De même, des procédures seront établies pour assurer que toute demande de nomination, de prorogation ou d'approbation d'un contrat de louage de services adressée au Bureau de la gestion des ressources humaines soit accompagnée des justificatifs voulus et qu'une copie de ces justificatifs soit transmise au Groupe des dossiers du personnel afin d'être incorporée dans les dossiers administratifs des intéressés.

97. Considérant que la recommandation du Groupe d'experts intergouvernementaux de haut niveau chargé d'examiner l'efficacité du fonctionnement administratif et financier de l'Organisation des Nations Unies selon laquelle il conviendrait d'appliquer rigoureusement le départ obligatoire à la retraite à l'âge de 60 ans conformément à la résolution 35/210 de l'Assemblée générale en date du 17 décembre 1980 2/ n'a pas été appliquée, nous recommandons de revoir la pratique consistant à rengager des fonctionnaires retraités.

98. La CEA a procédé aux transferts de poste indiqués ci-après, bien qu'ils n'aient pas été prévus dans les tableaux d'effectifs approuvés par l'Assemblée générale, ni autorisés par le Siège :

a) Deux postes alloués au Bureau de la coopération économique ont été utilisés par la Division de l'administration et des services de conférence;

b) Le traitement de cinq fonctionnaires affectés à des centres multinationaux de programmation et d'exécution de projets (MULPOC) a été imputé au budget du Bureau de la coopération économique tandis que le traitement d'un fonctionnaire affecté à ce bureau a été payé par le MULPOC de Tanger;

c) Deux postes attribués à la Division de recherche et de planification socio-économiques ont été utilisés pour des fonctionnaires d'autres divisions;

d) Trois postes attribués à la Division commune CEA/FAO de l'agriculture ont été utilisés respectivement par la Section du budget et des finances, par la Division du commerce international et des finances et par la Division de l'industrie et des établissements humains, tandis que la Division commune CEA/FAO de l'agriculture a utilisé trois postes d'autres divisions.

99. L'Administration a indiqué que les tableaux d'effectifs qui seraient présentés dans le projet de budget pour l'exercice biennal 1990-1991 tiendraient compte de ces modifications.

100. Le Comité considère que ces postes n'auraient pas dû être transférés sans l'accord préalable du Siège ou de l'Assemblée générale et insiste sur la nécessité de respecter rigoureusement les dispositions relatives au transfert de postes.

Licenciement d'un fonctionnaire

101. En février 1985, un fonctionnaire a été promu à la classe D-2 et transféré du Siège à Vienne pour une affectation temporaire au secrétariat d'une conférence. Par cette promotion, l'Administration avait l'intention de favoriser le départ à la retraite anticipé de l'intéressé. D'après un memorandum du Secrétaire général adjoint à l'administration et à la gestion alors en poste, le fonctionnaire "était disposé" à prendre sa retraite à la fin de son affectation temporaire s'il n'y avait "pas d'autre poste lui convenant".

102. De l'avis de l'Administration, les services accomplis par le fonctionnaire à Vienne n'ont pas donné satisfaction. "Durant la phase cruciale" des préparatifs de la conférence, il a pris 10 semaines de congé, prétendument pour cause de maladie, sans avoir reçu l'autorisation des services médicaux. Il a en outre passé plusieurs semaines à New York, soi-disant pour un voyage officiel au Siège, sans l'autorisation préalable ni l'approbation ultérieure du Bureau de la gestion des ressources humaines.

103. En avril 1987, son affectation temporaire au secrétariat de la conférence ayant pris fin, le fonctionnaire n'a pas accepté de prendre sa retraite comme prévu et a continué d'être inscrit sur les états de paie bien qu'aucun poste lui convenant n'ait pu être trouvé.

104. En septembre 1988, il a été mis fin à l'engagement de l'intéressé en application des dispositions de l'alinéa a) de l'article 9.1 du Règlement du personnel, c'est-à-dire dans "l'intérêt de la bonne marche de l'administration de l'Organisation". Le fonctionnaire a reçu une indemnité de licenciement supérieure de 50 % au montant prévu par le Règlement du personnel. Il a reçu en outre l'équivalent de six mois de traitement - trois mois correspondant à la période de préavis plus trois mois correspondant aux jours de congé annuel accumulés - soit au total une somme représentant deux ans de traitement.

105. Comme l'intéressé avait 58 ans au moment de son départ à la retraite, jusqu'à son soixantième anniversaire les conditions qui lui ont été faites revenaient à lui verser le traitement intégral d'un fonctionnaire de la classe D-2 plus sa pension de retraite anticipée.

106. L'Administration a indiqué que le mémorandum susmentionné, qui expliquait quelles étaient les conséquences d'une promotion à un poste temporaire, n'avait pas été communiqué au fonctionnaire et que, partant, celui-ci n'avait peut-être pas bien compris qu'on pouvait mettre un terme à son engagement. Dans ces circonstances, la procédure suivie avait l'avantage d'éviter un litige et n'entraînait pas de dépenses additionnelles pour l'Organisation.

107. Le Comité comprend bien que l'Administration ait voulu se séparer de l'intéressé sans attendre qu'il n'atteigne l'âge normal de la retraite mais juge inadéquate la procédure suivie. Il aurait fallu, avant que la promotion prenne effet, en expliquer clairement au fonctionnaire les implications et les conditions, et le lui confirmer par écrit de façon à éviter tout risque de litige. Le Comité ne voit pas en quoi la procédure de licenciement adoptée constitue un avantage. Les circonstances ne justifiaient pas qu'on décide d'accorder l'indemnité maximum. Il n'est guère encourageant pour le personnel de voir qu'un fonctionnaire licencié reçoit des indemnités de départ supérieures au montant qu'il aurait perçu s'il avait continué à travailler jusqu'à l'âge normal du départ à la retraite.

Contrôle des congés de maladie

108. A Genève, les certificats médicaux doivent être approuvés par le Service médical. Avant de prendre sa décision, celui-ci contacte généralement le médecin qui a délivré le certificat. Une fois approuvé, celui-ci est transmis au Bureau du personnel et une copie est adressée au service concerné. Ce n'est que dans 1 % des cas environ que le Service médical refuse d'approuver le congé de maladie, ou en réduit la durée, et il s'agit le plus souvent d'absences supérieures à 10 jours.

109. Cette procédure est longue et imparfaite. A cause notamment du temps que prend l'échange de correspondance entre le Service médical et le médecin qui a délivré le certificat, il arrive fréquemment que le Bureau du personnel soit informé du congé de maladie avec beaucoup de retard et ne puisse prendre les mesures nécessaires en temps voulu.

110. Nous avons fait à cet égard des propositions détaillées en vue d'améliorer l'efficacité des procédures et de réduire les tâches administratives sans nuire à l'efficacité du contrôle médical; nous avons notamment suggéré que le Service médical limite ses vérifications aux cas de congés répétés ou excédant une certaine durée.

111. L'Administration a jugé nos recommandations "intéressantes", considérant qu'elles "permettraient effectivement de rationaliser les procédures et d'alléger la tâche du Service médical". A l'automne 1989, le Siège a été prié de donner son avis sur les procédures proposées, mais il ne s'est pas encore prononcé. Le Comité estime nécessaire de prendre une décision rapidement.

Compensation abusive au titre des heures supplémentaires

112. Aux termes de l'alinéa i) de l'appendice B du Règlement du personnel, on entend par heures supplémentaires au Siège les heures de travail faites en sus de la journée ou de la semaine de travail réglementaires, ou les heures de travail

faites un jour férié, à condition que ledit travail ait été dûment autorisé. Aux termes de l'alinéa iii), la semaine de travail réglementaire au Siège comprend les cinq jours de travail exigés des fonctionnaires au cours de sept jours civils consécutifs.

113. En examinant le relevé des heures supplémentaires consignées pour septembre et décembre 1988 et pour juillet 1989 au Bureau du Chef du Service de la sécurité et de la sûreté, nous avons constaté que certains agents de sécurité dont le jour normal de congé tombe un jour férié demandent le paiement d'heures supplémentaires pour le travail réglementaire fait le jour ou les deux jours suivant immédiatement le jour férié. Cette pratique s'est traduite par des dépenses additionnelles de 10 212,64 dollars uniquement au titre des heures supplémentaires.

114. L'Administration a expliqué que certains agents du Service de sécurité ont des horaires différents de ceux des autres fonctionnaires, dont la semaine de travail réglementaire va du lundi au vendredi. Les agents du Service de sécurité dont le jour de congé tombe un jour férié ont droit à un autre jour de congé de façon à maintenir à 10 le total annuel des jours fériés à l'ONU.

115. Accorder une compensation au titre des heures supplémentaires à un agent qui travaille le jour ou les deux jours suivant le jour férié coïncidant avec son jour normal de congé ne se justifie pas. On ne peut pas considérer ces heures de travail comme des heures faites en sus de la semaine de travail réglementaire ou comme des heures de travail faites un jour férié car l'agent ne travaille pas plus de cinq jours consécutifs. Nous recommandons donc de mettre fin à cette pratique et de prendre le cas échéant des mesures afin de recouvrer les sommes indûment perçues par les intéressés.

116. Le Service de la sécurité et de la sûreté établit ses horaires de travail de façon que les postes soient pourvus et occupés en permanence. Ses effectifs sont suffisants pour lui donner une marge de manoeuvre minimum pendant un certain temps. Il arrive cependant que le service ne puisse être assuré comme prévu en raison de l'absence de quelques agents (absentéisme, congés annuels, compensation). Dans ces cas-là, les agents disponibles qui le souhaitent sont amenés à faire des heures supplémentaires.

117. C'est ainsi que certains agents ont pu faire plus de 40 heures supplémentaires en un mois pour remplacer tel de leur collègue absent. De trop longues heures supplémentaires peuvent avoir des effets défavorables sur la santé des fonctionnaires et l'efficacité de leur travail et compromettre à plus long terme leur aptitude à exercer les fonctions qui leur sont confiées.

118. Nous avons constaté que les agents du Service de la sécurité et de la sûreté avaient fait, durant les mois de septembre et décembre 1988 et le mois de juillet 1989, 3 305,5 heures supplémentaires, ce qui représente 23,43 % de l'ensemble des heures supplémentaires effectuées, et une dépense additionnelle de 69 008,73 dollars.

119. L'Administration a expliqué que les mois de septembre à décembre correspondaient aux sessions de l'Assemblée générale, c'est-à-dire aux périodes de pointe pour le Service de la sécurité et de la sûreté. Certaines sessions extraordinaires nécessitent des agents de sécurité supplémentaires. Les fonctionnaires ayant accumulé plus de 60 jours de congé annuel doivent utiliser les jours excédentaires avant la fin de l'année, sous peine de les perdre. Les agents de sécurité ont été encouragés à prendre leurs congés annuels en juillet 1989 dans la mesure où les congés sont limités durant les sessions de l'Assemblée générale.

120. Nous avons recommandé à l'Administration d'établir des directives régissant les heures supplémentaires (conditions et rémunération) et de rationaliser les horaires de travail afin de réduire au minimum le travail coûteux effectué avant ou après les horaires réguliers.

Heures supplémentaires effectuées au Groupe des téléx de l'Office des Nations Unies à Vienne

121. Les heures supplémentaires ont également sensiblement augmenté en 1988 au Groupe des téléx de l'Office des Nations Unies à Vienne, représentant 28 % des heures normales de travail. Cela tient dans une large mesure à des procédures inadéquates et à une mauvaise utilisation des ordinateurs. Les messages envoyés par téléx sont dactylographiés d'abord par l'unité technique, puis de nouveau par le Groupe des téléx. On aurait pu éviter cela en étendant le réseau informatique à tous les services administratifs de l'Office et de l'ONUDI. Plusieurs unités techniques ont acheté des ordinateurs, mais ceux-ci n'ont pu être reliés au réseau, les matériels n'étant pas compatibles.

122. L'Administration a répondu que, comme elle s'était engagée à le faire, elle avait amélioré le logiciel. Ce programme d'améliorations, achevé en 1989, avait immédiatement contribué à réduire les heures supplémentaires. Le Comité reviendra sur cette question en temps utile.

Activités et systèmes informatiques

Système de paie

123. Les états de paie du personnel de l'ONUV sont établis à l'aide du logiciel de paie de l'ONUDI, qui est dépassé. L'ONUDI l'a obtenu de l'AIEA qui s'en servait déjà il y a une vingtaine d'années. Depuis, il a été remanié et amélioré à diverses reprises, mais il n'a jamais été revu de façon approfondie.

124. Le calcul de la paie représente déjà en lui-même un volume de travail considérable pour les services administratifs. La tâche de ces derniers est encore alourdie par les ajustements et les vérifications auxquels il leur faut procéder en raison des lacunes du programme qui compromettent la fiabilité des données et des résultats.

125. Ainsi, en septembre 1989, la Section de la comptabilité et des paiements de l'ONUDI, qui gère 1 800 comptes, a dû émettre un document dans 525 cas. Dans 334 d'entre eux (soit 67 % du total), il a fallu entrer des données à la main en direct. Dans 87 des cas restants (25 %), il a fallu procéder à des ajustements manuels.

126. Le programme principal de l'ONUDI n'est pas capable de calculer les indemnités d'installation, les indemnités pour frais d'études, les primes de rapatriement ni les allocations-logement non plus que les sommes dues à titre rétroactif, si bien qu'en mars 1989, par exemple, 1 100 comptes sur 1 800 ont dû être ajustés à la main. En outre, il ne permet pas d'obtenir directement des statistiques. On ne peut qu'en extraire les données enregistrées et établir les statistiques voulues à la main.

127. L'ONUV a fait valoir qu'à sa connaissance il n'y avait pas d'erreurs dans les traitements versés à ses fonctionnaires, qui étaient payés en temps voulu, et a déclaré ne pas être en mesure de présenter des observations détaillées sur les conclusions des vérificateurs.

128. Nous avons recommandé à l'ONUV d'envisager la possibilité de revoir le système de fond en comble et d'étudier d'autres progiciels de paie, en s'inspirant de l'expérience acquise par l'ONUG ou la FAO dans ce domaine et en demandant conseil au Centre international de calcul (CIC) à Genève.

129. Nous insistons à nouveau sur le caractère urgent de cette question sur laquelle nous reviendrons au cours de nos prochaines vérifications.

Gestion des biens et des achats

Gestion des biens

Inventaire - Compte collectif

130. En examinant le grand livre auxiliaire où ont été portés, pour mémoire, les mouvements de biens durables pour la période allant du 1er janvier 1988 au 31 décembre 1989, nous avons constaté que les achats et cessions de biens effectués entre le 30 juin 1988 et le 31 décembre 1989 (soit sur une période représentant les trois quarts de l'exercice) n'avaient pas été enregistrés.

131. Les écritures passées en comptabilité centrale montrent que 17 648 896,89 dollars ont été décaissés au cours de l'exercice pour l'achat de biens durables. D'autre part, d'après un échantillon de pièces justificatives, le Comité de contrôle du matériel du Siège a recommandé de céder et de sortir des inventaires divers biens dont la valeur totale était estimée à 820 683,91 dollars.

132. La Division de la comptabilité n'a pas pu passer les écritures nécessaires dans le grand livre auxiliaire du fait que le Groupe de gestion des biens durables ne lui a pas remis les inventaires dont il aurait eu besoin pour ce faire.

133. Les fonctionnaires compétents ont indiqué que la mise en place des procédures nécessaires était à l'étude, dans le cadre de l'implantation du système intégré de gestion. Sur notre recommandation, ils étudieront la possibilité de mettre au point, à la Division de la comptabilité, un système qui permette de saisir toutes les opérations concernant les biens durables. Il n'en reste pas moins que pour les achats décentralisés et les sorties (ventes ou autres formes de cession) de biens durables, la Division continuera de dépendre d'autres unités, notamment du Bureau des services généraux, pour obtenir les informations nécessaires à l'enregistrement des écritures pour mémoire dans les livres tenus au Siège.

134. Nous tenons à souligner que les états émanant du Bureau des services généraux et d'autres unités doivent être établis indépendamment des comptes tenus par la Division de la comptabilité, afin de disposer de deux sources d'informations indépendantes et de pouvoir comparer les données.

Procédures de contrôle des biens

135. Il ressort de la vérification des procédures de contrôle des biens en vigueur à l'ONUG et à l'ONUV que la comptabilité matières n'est pas fiable. Le travail considérable que sa tenue représente est effectué en pure perte si les utilisateurs ne mettent pas à jour les états pertinents en suivant en permanence les mouvements de matériel.

136. Dans ces conditions, il est difficile de garder la trace des existants réels. Partant, quand une demande de matériel est présentée, il est difficile également de déterminer si elle peut être satisfaite à l'aide du matériel existant ou s'il faut procéder à un achat.

137. Le sondage au hasard que nous avons effectué a par ailleurs montré la nécessité de rapprocher les opérations d'inventaire. Compte tenu néanmoins du nombre d'articles à recenser, aussi bien à l'Office des Nations Unies à Genève ou à Vienne qu'au Siège, et de l'importance des effectifs requis pour une telle opération, il est impossible de procéder à un moment donné à un récolement matériel exhaustif. En revanche, il serait possible d'effectuer plus souvent des inventaires partiels, par unité ou par section. Une autre solution serait de décentraliser partiellement cette tâche en confiant la responsabilité des biens soit au chef de l'unité administrative concernée (section ou groupe, par exemple), soit à chacun des fonctionnaires ayant du matériel à sa disposition, en faisant signer un reçu aux intéressés. L'Administration a reconnu le bien-fondé des critiques formulées par les vérificateurs et effectue actuellement l'étude recommandée par eux sur la décentralisation des inventaires. Cela étant, en ce qui concerne l'ONUG, c'est la Section des achats, des transports et des services intérieurs de la Division de l'administration qui restera responsable en dernier ressort de l'exactitude des comptes (autrement dit du contrôle et de l'information).

Entretien et remplacement du matériel de bureau

138. De 1982 à 1985, la Cour internationale de Justice a fait l'acquisition de 13 machines de traitement de textes pour les travaux de secrétariat. Les frais d'entretien de ce matériel se sont élevés à près de 5 000 dollars par machine au cours de l'exercice biennal 1988-1989. En raison sans doute de l'âge du matériel, 96 pannes se sont produites au cours de l'exercice.

139. Le Greffe de la Cour a décidé de remplacer les machines qui sont dépassées, inefficaces et coûteuses à entretenir. En 1987, quatre d'entre elles ont été remplacées par un système de traitement de textes centralisé, et les vieilles machines ont été attribuées à d'autres sections qui en avaient besoin.

140. Nous recommandons de mettre au point un plan de gestion du matériel de bureautique qui prenne en considération les besoins du Greffe conformément aux politiques et directives adoptées par l'ONU pour le remplacement de ce type de matériel. Etant donné que l'entretien coûte relativement cher et que les pannes sont fréquentes, il serait préférable de mettre hors service les anciennes machines plutôt que de les attribuer à d'autres départements de la Cour.

Gestion des achats

Caractère exceptionnel de la procédure d'adjudication

141. Nous avons examiné 565 (71 %) des 791 commandes passées au cours de l'exercice biennal 1988-1989 et entrant dans le cadre des procédures d'adjudication ou d'appel d'offres. Nous avons constaté que 115 d'entre elles, soit 20 %, avaient effectivement donné lieu à adjudication ou appel d'offres, les 450 autres (80 %) ayant été passées comme suit :

Critère retenu	Nombre	Pourcentage
Proposition la plus basse	90	16,00
Prix ou tarif fixé	8	1,40
Normalisation	21	4,00
Nécessités du service	18	3,20
Achat de spécialités	75	13,30
Fourniture de services	29	5,10
Médicaments et fournitures médicales	1	0,20
Conviction que la procédure d'adjudication ne donnerait pas des résultats satisfaisants	177	31,10
Non précisé	31	5,50

142. Nous avons recommandé de respecter rigoureusement la règle de gestion financière 110.18 chaque fois que la situation le permet et de faire appliquer la règle générale dans la majorité des cas en contrôlant comme il convient l'octroi de dérogations à la procédure d'adjudication ou d'appel d'offres.

143. L'Administration a fait observer que les marchés passés sans appel d'offres - 80 % du total - l'avaient été conformément aux dispositions a) à h) de la règle de gestion financière 110.19 qui autorise certaines dérogations.

144. Il n'en reste pas moins que, dans certains cas, les services demandeurs ont eux-mêmes envoyé des avis d'appel d'offres ou des demandes de prix à des fournisseurs éventuels, en contravention avec les dispositions du Manuel financier qui attribue au Service des activités commerciales, des achats et des transports la responsabilité générale de l'achat et de la distribution de fournitures et de matériel au Siège. Nous estimons, comme l'Administration, que les services intéressés peuvent s'adresser à des fournisseurs éventuels pour obtenir une estimation des prix qui leur permette de déterminer l'importance et le montant effectif de la commande prévue, mais qu'ils ne doivent en aucun cas leur adresser eux-mêmes officiellement des appels d'offres ou des demandes de prix.

145. Par ailleurs, dans 31 cas, on n'a pu trouver trace des conclusions écrites ou autres documents sur la base desquels le marché avait été passé.

146. Le critère d'attribution du contrat est l'une des rubriques qui doivent obligatoirement être remplies sur les bons de commande émis par le système de gestion des achats. Après enquête, l'Administration a déterminé que les originaux de certains avis d'adjudication avaient été transmis à la Division de la comptabilité sans qu'une copie ait été versée au dossier concernant l'achat en question ou dans tout autre dossier. Nous avons recommandé de respecter

rigoureusement la règle de gestion financière 110.24 qui stipule que tout fonctionnaire habilité des services d'achat appelé à prendre une décision est tenu de la motiver par écrit, ses observations devant être placées dans le dossier que le Service des activités commerciales, des achats et des transports conserve sur l'affaire.

147. Aux termes de l'alinéa a) de la règle de gestion financière 110.19, les marchés peuvent être passés sans appel d'offres ni publicité préalable ou avis officiel d'adjudication uniquement dans le cas où la dépense à engager est inférieure à 10 000 dollars (montant porté à 20 000 dollars par le Secrétaire général adjoint par intérim à l'administration et à la gestion dans un memorandum daté du 25 avril 1989), et après analyse des propositions d'entreprises concurrentes. Or, les 90 commandes passées aux fournisseurs les moins-disants portaient sur des montants égaux ou supérieurs aux plafonds de 10 000 et 20 000 dollars. La même anomalie a été observée dans le cas de travaux d'impression confiés à l'extérieur par le Département des services de conférence. La Cour internationale de Justice, quant à elle, confie l'impression de ses arrêts au même imprimeur depuis 1954, sans émettre d'avis d'adjudication ou d'appel d'offres. L'Administration a fait valoir que, pour diverses raisons d'ordre pratique, il n'était pas toujours possible d'appliquer l'alinéa a) de la règle 110.19 de manière aussi systématique que le voudraient les vérificateurs.

148. Le Comité des commissaires aux comptes note que, selon les déclarations de l'Administration, celle-ci étudie actuellement la possibilité d'automatiser les appels à soumission, pour pouvoir appliquer plus souvent la procédure d'adjudication sans avoir besoin pour autant de ressources supplémentaires. De l'avis du Comité, il est très important d'appliquer plus rigoureusement la disposition pertinente pour assurer une utilisation optimale des fonds.

Carences du système de contrôle interne du Groupe de la réception et du contrôle des marchandises

149. En examinant les procédures suivies par le Groupe de la réception et du contrôle des marchandises de la FINUL et du GANUPT, nous avons noté que si les dates prévues pour la livraison des marchandises ou l'achèvement des travaux étaient bien indiquées dans les propositions reçues des fournisseurs, cette information n'était pas reproduite sur la copie des bons de commande envoyés au Groupe. Nous avons de nouveau relevé des cas où des commandes de matériel militaire avaient été approuvées après coup. Les spécifications du matériel commandé étaient formulées en termes vagues, le manque de précision rendant le contrôle qualité difficile. En outre, faute d'un entrepôt où il pourrait stocker le matériel avant contrôle, le Groupe a dû laisser certains articles à l'air libre. A cela s'ajoute le fait que le Groupe n'est pas doté des outils indispensables à l'exercice de ses fonctions (bascules, par exemple). Enfin, l'identification des fournitures a posé des problèmes et subi des retards du fait que les références utilisées par la FINUL n'étaient pas indiquées dans les dossiers des achats et des livraisons tenus par le Siège.

150. L'Administration nous a informés que, conformément à notre recommandation, elle avait pris des mesures correctives et modifié les procédures de contrôle et de stockage des fournitures pour remédier aux carences relevées par nous.

Gestion des programmes

Planification et contrôle de l'exécution des programmes

Omission d'observations sur les produits dans les rapports sur l'exécution des programmes

151. En vertu de la règle 104.5 de la circulaire du Secrétaire général ST/SGB/PPBME Rules/1 (1987), toutes les activités de l'Organisation, qu'elles soient financées au titre du budget ordinaire ou à l'aide de ressources extrabudgétaires, sont programmées dans le budget-programme. Les produits mentionnés dans les textes explicatifs du budget-programme, qui serviront de référence pour le contrôle de l'exécution, l'établissement des comptes-rendus et l'évaluation, doivent être classés dans une des catégories standard de produits finals indiquées dans la règle en question.

152. En vertu de l'alinéa a) de la règle 105.1 de cette même circulaire, à la fin de l'exercice biennal le Groupe central de contrôle détermine quels ont été les produits finals effectivement exécutés, par rapport aux engagements pris dans les textes explicatifs relatifs aux programmes qui figurent dans le budget-programme approuvé, et fait rapport à ce sujet à l'Assemblée générale, par l'intermédiaire du Comité du programme et de la coordination. Ces rapports sont établis pour toutes les activités prévues au budget-programme.

153. L'article 1.1, aux termes duquel le règlement "régit la planification la programmation, le contrôle et l'évaluation de toutes les activités entreprises par l'Organisation des Nations Unies, quelle que soit leur source de financement", de même que les règles 104.4 et 104.5 exigent de manière très explicite que, quelle que soit leur source de financement, toutes les activités de l'Organisation soient programmées, étant entendu que le contrôle de l'exécution doit être effectué par le Groupe central de contrôle qui doit en rendre compte à l'Assemblée générale.

154. Malgré cela, certains produits d'activités financées à l'aide de fonds extrabudgétaires, notamment les produits de projets de coopération technique faisant partie des activités opérationnelles prévues dans le budget-programme de l'exercice 1988-1989, ne sont pas mentionnés dans le rapport sur l'exécution du programme que le Groupe central de contrôle présentera à l'Assemblée générale. Dans son projet de rapport, le Groupe déclarait que, dans l'ensemble, ces activités ne pouvaient être considérées comme des produits programmés au sens des articles 4.4 et 5.1 du règlement régissant la planification des programmes.

155. Nous avons fait observer qu'en vertu de l'alinéa 1 c) de la règle 104.4 les projets de coopération technique constituaient l'une des catégories de produits finals qui doivent être mentionnées dans le budget-programme au titre des éléments de programme. Les activités opérationnelles doivent donc être supervisées par le Groupe central de contrôle, qui doit en rendre compte à l'Assemblée générale, conformément à l'alinéa a) de la règle 105.1.

156. L'Administration a reconnu qu'en effet le rapport sur l'exécution du programme de l'exercice biennal 1988-1989 ne couvrait pas les activités opérationnelles programmées, qu'elles aient été financées au titre du budget ordinaire ou à l'aide de ressources extrabudgétaires. Elle a convenu qu'il s'agissait là d'une grave lacune et que les produits des activités opérationnelles étaient régis par la règle 104.4.

157. On pouvait également lire dans le projet de rapport sur l'exécution du programme qu'un nombre considérable de produits découlant d'activités touchant aux stupéfiants ou aux droits de l'homme, ou d'activités juridiques, n'entraient dans aucune des catégories de produits mentionnées dans la règle 104.4. Partant, ces produits étaient rangés dans une catégorie "Divers" qui représentait 16,8 % de la totalité des produits exécutés au cours de l'exercice contre 31,8 % pour l'exercice biennal précédent.

158. Le paragraphe 2 de l'article 104.4 précise que, même dans le cas d'activités consistant à fournir des services, il faut définir ces derniers en précisant leur nature et leur quantité et établir, chaque fois que possible, des catégories types. En conséquence, les activités concernant les stupéfiants ou les droits de l'homme et les activités juridiques doivent être considérées comme des services pour lesquels il faut établir dans le budget-programme des catégories qui serviront de référence pour le contrôle de l'exécution, les comptes rendus et l'évaluation. Il nous paraît donc indispensable d'appliquer rigoureusement les dispositions mentionnées plus haut.

Omission de renseignement sur les produits prévus et l'allocation des ressources

159. Nous avons également noté que la nature des produits des activités financées à l'aide de ressources extrabudgétaires n'est pas clairement indiquée dans le budget-programme. Celui-ci ne donne pas non plus de renseignements sur l'allocation des ressources au niveau des produits ce qui empêche de rapprocher les ressources utilisées des produits exécutés alors qu'une grande partie des ressources extrabudgétaires a peut-être servi à financer des activités opérationnelles ou des activités auxquelles on n'a pas rattaché de produits.

160. Dans ces conditions, il est impossible de suivre et d'évaluer convenablement la part de financement des grands programmes de l'Organisation qui est assurée par les ressources extrabudgétaires. De ce fait, l'Assemblée générale et les donateurs ne peuvent savoir précisément ce qui est fait de ces ressources pour atteindre certains des objectifs de l'Organisation.

161. Nous avons recommandé d'examiner de façon détaillée comment l'Administration applique la circulaire ST/SGB/PPRME Rules/1 (1987), notamment les dispositions relatives à la planification des programmes et au contrôle de l'exécution de toutes les activités de l'Organisation financées partiellement ou intégralement à l'aide de ressources extrabudgétaires. Chaque fois que possible, il faudrait définir clairement dans le budget-programme le produit final précis attendu de ces activités. Celles qui n'ont pas de produit final quantifiable devraient être décrites de manière précise dans le budget-programme et dans le rapport sur l'exécution du programme qui est présenté à l'Assemblée générale. La façon dont les ressources sont utilisées pour atteindre les objectifs des programmes est un autre point tout aussi important. Pour contrôler efficacement l'utilisation des fonds, par référence aux produits exécutés, il faudrait allouer les crédits budgétaires et les ressources extrabudgétaires non seulement au niveau des programmes et des sous-programmes, mais également au niveau des produits.

162. L'Administration a souscrit sans réserve à la recommandation que nous avons faite en ce qui concerne la nécessité d'établir des rapports exhaustifs sur l'exécution du programme et a reconnu l'importance de ces rapports pour la rédaction du projet de budget-programme. Elle a reconnu qu'il faudrait y mentionner les produits financés totalement ou partiellement à l'aide de ressources extrabudgétaires. Elle a indiqué qu'en la matière les éléments déterminants

étaient, d'une part, la définition des produits et, d'autre part, la présentation dans le budget-programme d'activités qu'il est difficile de traduire en produits quantifiables. Selon l'Administration, ces questions sont abordées dans le cadre de l'élaboration du budget-programme de l'exercice biennal 1992-1993. En ce qui concerne l'évaluation du coût des produits, elle s'est déclarée incapable de prendre position sur notre recommandation du fait que cette question soulève des problèmes techniques et politiques extrêmement complexes.

Activités de coopération technique et exécution de projets

Faible taux d'exécution des projets

163. Nous avons noté que sur les 1 271 projets en cours d'exécution par le Département de la coopération technique pour le développement, 157 avaient eu un taux de réalisation inférieur à 50 % au cours de l'année, ce qui est peu.

164. Ce faible taux d'exécution a plusieurs causes : réception tardive des formules de nomination des boursiers émanant des gouvernements; retards apportés par les gouvernements à l'approbation des candidats à des postes d'experts ou de consultants; réception tardive des demandes de matériel; mauvaise coordination entre les fonctionnaires du Siège et ceux des bureaux extérieurs ou des organismes nationaux chargés de l'exécution. Or, pas plus le personnel de l'agent d'exécution que les fonctionnaires du Siège ne peuvent recruter les agents nécessaires à l'exécution des projets, placer les boursiers ou acheter le matériel requis tant que toutes les démarches préliminaires n'ont pas été accomplies à l'échelon des bureaux extérieurs, soit par les pouvoirs publics, soit par le conseiller technique principal. Il arrive aussi que les gouvernements bénéficiaires expriment une préférence pour certains sous-traitants ou certains types de matériel qui ne sont pas immédiatement disponibles. Autre facteur de retard, les bourses sont parfois accordées à des nationaux qui ne connaissent pas suffisamment bien la langue du pays ou n'ont pas les qualifications voulues pour entrer dans une université donnée.

165. Il ressort de ces exemples qu'une planification soigneuse s'impose avant même le stade de l'approbation du projet. Mais le succès d'une bonne planification dépend de la rapidité avec laquelle l'organisme de financement allouera les crédits nécessaires. Il est certes possible de recenser des fournisseurs ou candidats éventuels, mais aucun engagement ne peut être pris tant que les modalités de financement du projet n'ont pas été approuvées. De même, plus on tarde à approuver le descriptif du projet, moins il est probable que les candidats présélectionnés seront disponibles le moment venu.

166. Nous avons recommandé qu'en collaboration avec le conseiller technique principal les divisions techniques contrôlent de près l'exécution des projets pour s'assurer que les activités se déroulent comme prévu. Il faut en outre instaurer une coordination plus étroite avec les organismes publics chargés de l'exécution, le but étant de définir clairement les objectifs et les cibles du projet ainsi que les activités prévues, d'identifier les points sensibles pour le respect du calendrier d'exécution et de s'assurer que les organismes nationaux associés au projet reçoivent toute l'aide dont ils ont besoin pour atteindre les résultats souhaités.

167. L'Administration a fait valoir que les projets ne pouvaient être exécutés efficacement et dans les délais prévus qu'avec l'entière collaboration des gouvernements bénéficiaires qui, pour assurer le respect du calendrier fixé, doivent répondre en temps voulu aux agents d'exécution, qui ont besoin de leur accord pour procéder aux achats et aux recrutements nécessaires.

Non-clôture dans les délais requis des comptes relatifs aux projets

168. A la sous-section 6.1 de la section 30107 du Programme and Planning Manual (manuel de programmation et de planification) du PNUD, il est stipulé que, dans tous les cas, le compte ouvert pour un projet doit être soldé dans l'année qui suit le mois où les activités se sont terminées. Sur les 35 comptes de projet que nous avons examinés, 25 n'avaient pas été soldés dans le délai de 12 mois. Or, certains des projets en question étaient achevés depuis 1986 ou même avant. Cela étant, aucune opération financière n'a été portée sur ces comptes en 1989.

169. A notre avis, il est indispensable pour une saine gestion des projets que les comptes relatifs à ces derniers soient rapidement apurés. En conséquence, nous recommandons d'effectuer un examen exhaustif de tous les projets dont l'exécution est achevée, afin de déterminer s'il y a lieu d'y apporter une dernière modification et de prendre toute mesure que l'on jugera nécessaire. Il faudrait en outre que le Service de la gestion financière et du contrôle budgétaire du Département de la coopération technique pour le développement ainsi que les divisions techniques continuent d'affiner les procédures de compte rendu et le processus de contrôle en général.

170. L'Administration a souligné qu'avant de solder les comptes des projets, il fallait d'abord s'assurer que tout le matériel commandé avait été livré, que tous les engagements des années antérieures avaient été liquidés, que tous les rapports techniques avaient été émis, que la cession du matériel avait été effectuée et que l'état des dépenses effectives avait été établi.

171. Se référant aux 25 projets mentionnés plus haut, l'Administration a donné les explications suivantes : dans neuf cas, la dernière révision était en cours, dans cinq cas, la dernière révision était terminée et devait être approuvée, dans trois cas la dernière révision avait été publiée par erreur au cours de l'année alors que les projets n'ont été achevés qu'en 1990 et, quant aux autres, ils devraient être achevés en 1990.

Financement du comité chargé du contrôle

172. En examinant les dossiers de quelques-uns des 110 projets en cours d'exécution par la CNUCED, nous avons remarqué que, dans le cas du plus important, les ressources consacrées à l'établissement de rapports, en liaison avec les fonctions de contrôle et de conseil confiées aux organes de contrôle compétents, étaient particulièrement élevées.

173. L'exécution du projet préliminaire ayant causé quelques inquiétudes, le PNUD avait subordonné l'approbation du projet RAF/86/046 (un projet d'appui au secteur des transports dans les pays de la SADCC) à la constitution d'un comité directeur.

174. Pour permettre à ce comité de s'acquitter de ses tâches de suivi et de supervision, il faut établir des rapports qui représentent une charge supplémentaire considérable, aussi bien en termes de temps que de ressources, d'autant qu'il faut également établir des rapports pour les participants aux examens tripartites, pour les responsables de la mission d'évaluation à mi-parcours et pour chacun des représentants résidents du PNUD. La présentation de ces rapports aux organes de contrôle suppose non seulement des services d'appui administratif et de secrétariat importants mais, bien entendu, tout un travail de rédaction qui occupe en permanence une quinzaine des 20 à 30 consultants internationaux présents sur le terrain, et une vingtaine d'administrateurs des

bureaux extérieurs. A l'heure actuelle, par exemple, on est en train de condenser un rapport de 600 pages en un document de 40 pages, auquel seront annexés 35 autres documents qui sont en cours d'élaboration pour une session du Comité directeur, neuf documents, soit 150 pages environ, devant être envoyés par câble aux participants à un examen tripartite.

175. Il nous semble indispensable de réduire la production de rapports et de simplifier les procédures de contrôle et de supervision, afin de ne pas entraver l'exécution des projets.

176. L'Administration s'est félicitée de la constitution du Comité directeur, dont les retombées ont "convaincu les responsables du projet à Genève que ce qui peut apparaître comme un excès de zèle dans le contrôle et la supervision des procédures d'exécution a des effets bénéfiques certains".

Recettes générales

Loyers pratiqués à Genève

177. Conformément à la recommandation 36 du Groupe d'experts intergouvernementaux de haut niveau 3/, les Etats Membres et autres entités occupant des bureaux dans les locaux de l'Organisation devraient verser un loyer établi sur la base des prix du marché. Les loyers demandés pour des bureaux au Palais des Nations ont été fixés le 1er juillet 1988, au prix de 1,40 franc suisse par mètre carré et par jour, prix qui comprend les charges. Or, nous avons noté que, depuis 1975, les agences de presse ne paient que 0,60 franc suisse par mètre carré et par jour, y compris les charges. Il en est même une qui ne paie que 0,30 franc suisse. Si les agences de presse avaient elles aussi payé 1,40 franc suisse, l'Organisation aurait encaissé quelque 250 000 dollars de plus au cours de l'exercice biennal 1988-1989.

178. Nous estimons que rien ne justifie l'écart considérable entre les loyers demandés aux agences de presse et ceux demandés aux autres utilisateurs, tels que les institutions spécialisées et divers organismes des Nations Unies. L'ONUG a fait observer que les agences de presse occupaient des bureaux "à titre gracieux au Siège", alors que celles de Genève devaient payer une partie du coût des locaux occupés par elles. Selon l'Office, la raison de cette différence est que les agences de presse de Genève couvrent aussi les activités d'organismes internationaux n'appartenant pas au système des Nations Unies. Notre propos n'est pas ici de faire des observations sur la politique générale de l'ONU à l'égard des agences de presse, bien qu'en raison de la crise financière la décision de mettre des installations à leur disposition mériterait peut-être d'être revue, mais il ne fait aucun doute que l'augmentation générale des prix enregistrée depuis 15 ans appelle un ajustement des loyers.

Loyers non comptabilisés au compte des recettes générales

179. A propos des loyers, on notera également que les institutions spécialisées et autres entités qui occupent des bureaux dans les locaux du secrétariat de la CEA versent à celui-ci un loyer fixe auquel s'ajoute une somme forfaitaire destinée à couvrir les charges. Contrairement aux accords passés, qui prévoient une révision annuelle des loyers sur la base du coût effectif des services (électricité, eau, nettoyage, sécurité, climatisation, etc.), pas plus les charges que les loyers n'ont été révisés depuis 1982. Le secrétariat de la CEA n'a même pas essayé d'aligner les loyers sur les prix du marché, comme l'Assemblée générale l'a pourtant demandé par sa résolution 41/213 du 19 décembre 1986. Une partie des

loyers seulement est comptabilisée au compte des recettes générales. L'autre partie est affectée au paiement de diverses dépenses : personnel temporaire (remplaçants et surnuméraires), frais généraux de fonctionnement, consommation d'eau et d'énergie, primes d'assurance, achats de fournitures et diverses dépenses dépassant le plafond des crédits ouverts par l'Assemblée générale.

180. L'Administration a reconnu qu'en s'abstenant de réviser les loyers depuis 1982, la CEA a peut-être loué à perte. Pour accroître les recettes, il faudrait commencer par revoir tous les loyers demandés par toutes les commissions économiques régionales et autres bureaux hors Siège. Par ailleurs, l'Administration a accepté de comptabiliser dorénavant comme recettes générales tous les loyers encaissés, y compris la part correspondant au remboursement des charges.

Activités productrices de recettes

Activités du Groupe commercial à Genève

181. A l'heure actuelle, il n'est pas établi de compte d'exploitation distinct pour les opérations du Groupe commercial à Genève, qui ne sont pas non plus comptabilisées purement et simplement avec les autres recettes et dépenses ordinaires de l'Organisation, sous un code approprié. La pratique suivie ne permet donc pas de se faire une image fidèle des activités du Groupe et ne donne pas les renseignements nécessaires à une saine gestion.

182. Par ailleurs, les librairies ne sont pas gérées comme des commerces normaux. Celle du Palais des Nations est très souvent fermée au cours de la journée, ce qui se traduit par un manque à gagner. Le comptoir de vente n'est ouvert qu'un tiers environ des jours ouvrables.

183. Le Groupe commercial de Genève a fait des propositions pour remédier à cette situation, une première fois en 1986, puis de nouveau en 1989, mais le Siège n'a toujours pas pris position. Dans l'intervalle, cette source de revenu non négligeable reste inexploitée. Le Comité des commissaires aux comptes a recommandé de prendre une décision et a l'intention de revenir sur cette question.

Créances arriérées

184. Le classement chronologique des créances égales ou supérieures à 5 000 dollars nées de la vente de publications par le Département des services de conférence montre qu'au 31 décembre 1989 les créances âgées de plus de deux ans s'élevaient au total à 1 203 778,20 dollars. Une analyse approfondie a révélé que certains clients continuaient d'être fournis à crédit en dépit de leurs arriérés, qui ne cessaient donc de croître.

185. Les ventes à crédit représentent 65,47 % du total. Si les clients en retard de paiement ne règlent pas leurs dettes, il est douteux que la totalité des créances puisse être recouvrée et il faudra peut-être en passer une partie par profits et pertes.

186. Nous avons recommandé d'intensifier les efforts de recouvrement des créances - qu'elles soient anciennes ou récentes - et de revoir la politique de crédit. L'Administration a souscrit à notre recommandation.

Consultants, experts et personnel temporaire

Experts et consultants

187. Nous avons examiné le processus de recrutement des experts et consultants à la lumière des dispositions du Policies and Procedures Handbook (Manuel des politiques et procédures) du Département de la coopération technique pour le développement relatives au personnel engagé au titre de la coopération technique, qui stipulent que les qualifications des candidats doivent être minutieusement contrôlées et évaluées. Il faut donc, au moment où l'on établit le plan du projet, prévoir à cet effet des délais suffisants. Sauf en cas de véritable urgence, il n'est pas nécessairement dans l'intérêt du programme de recruter précipitamment des experts et consultants. Une telle procédure ne saurait se substituer à une planification prévisionnelle adéquate.

188. Nous avons, lors de nos opérations de contrôle, examiné 69 contrats et avons constaté que 35 d'entre eux (soit 50,72 %) faisaient suite à des demandes à caractère urgent, ce qui a contraint le Service de recrutement et d'administration pour l'assistance technique à n'examiner qu'une seule candidature. Il en va de même chaque fois qu'un gouvernement exprime une préférence pour une personne ou une société en particulier.

189. Nous avons recommandé que les services organiques présentent leurs demandes de recrutement au moins quatre mois à l'avance pour les contrats de longue durée et un mois à l'avance pour les contrats de courte durée, de façon que le Service de recrutement et d'administration ait largement le temps d'examiner et d'évaluer un plus grand nombre de candidatures et puisse en recommander plus d'une au gouvernement.

190. En outre, même si le gouvernement exprime une préférence pour un candidat donné, nous recommandons que le Service de recrutement et d'administration examine, comme le veut la procédure, trois à six candidatures qui seront recommandées dans l'ordre de préférence du gouvernement; de la sorte, si le candidat sélectionné se trouvait dans l'impossibilité d'accepter le contrat qui lui était offert, il pourrait être immédiatement remplacé.

191. L'Administration a indiqué qu'elle mettrait tout en oeuvre pour soumettre, chaque fois que possible, plusieurs candidatures au gouvernement.

Participation aux coûts

Participation aux coûts des services conjoints et services communs

192. Nous avons constaté, en examinant la participation aux coûts des services conjoints et des services communs du Centre international de Vienne, que les critères retenus sont souvent inadéquats de sorte que la part imputée à l'Office des Nations Unies à Vienne est excessive. Ainsi, pour ce qui est du coût des réunions conjoints et des services communs de planification et de coordination de l'Office et de l'ONUDI, la part de l'Office s'élève à 75 % et celle de l'ONUDI à 25 %; or, les statistiques relatives aux réunions tenues en 1989 montrent que l'Office a utilisé 49,8 % des séances prévues et l'ONUDI 50,2 %. En 1990, ces chiffres s'établiront respectivement à 56,5 % et 43,5 %. Nous estimons donc qu'il faut revoir les pourcentages de participation aux coûts. Nous avons été informés que l'Office était prêt à en proposer la révision lors des prochaines négociations. Le Comité se penchera de nouveau sur la question en temps opportun.

193. L'Office et l'ONUDI exploitent également en commun des services de traduction et de documentation. Nous avons noté que l'on a recruté du personnel temporaire en bien plus grand nombre que par le passé, la production du service de traduction ayant augmenté en 1988 et 1989. Il nous apparaît que les postes permanents d'administrateur et d'agent des services généraux ne sont pas en nombre suffisant pour faire face à l'accroissement continu de la charge de travail et qu'il serait justifié de créer 12 nouveaux postes de traducteur et de dactylographe. Nous évaluons à 800 000 dollars par an les économies qui résulteraient de la création de ces postes, dans la mesure où l'on aurait à recruter moins de personnel temporaire. L'Office a indiqué que cette proposition avait été faite au Siège, qui devait l'examiner. Le Comité souligne l'importance qu'il y a à se prononcer rapidement sur la question.

Situation de trésorerie

194. A la demande de l'Assemblée générale, formulée dans la résolution 44/183, le Comité a examiné la situation de trésorerie de l'Organisation, qui s'établit comme suit :

	Solde au 31 décembre 1989 (en milliers de dollars des Etats-Unis)		Ratio du montant total de l'actif et du passif	
	1989	1987	1989	1987
Fonds général	261,6	202,1	1,85	1,85
Fonds des immobilisations	256,9	229,6	1,00	1,00
Projets pluriannuels	34,7	53,6	1,36	4,69
Fonds de roulement	100,0	100,0	-	-
Compte spécial	44,8	48,7	-	-
Compte spécial "Produit de la vente des obligations de l'ONU"	44,0	40,6	-	12,82
FUNU	6,9	6,1	1,16	1,14
FNUOD	72,2	74,5	2,82	2,98
FINUL	91,1	57,9	1,28	1,17
GOMNUII	53,6	-	3,27	-
ONUC	35,7	35,3	1,73	1,72
Mission de vérification des Nations Unies en Angola	1,0	-	1,54	-
GANUPT	133,1	-	2,14	-
ONUCA	33,2	-	5,46	-
Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre	7,7	8,6	1,87	2,78
Activités de coopération technique	27,0	24,0	1,05	1,05
Fonds généraux d'affectation spéciale	200,5	118,0	2,10	2,04
Comptes spéciaux pour les dépenses d'appui au programme	29,5	19,0	3,33	2,74
Fonds fiduciaire	42,3	30,6	26,24	11,70
Total	1 475,8	1 048,6		

Inscription de pertes de numéraire, d'effets à recevoir
et de biens aux comptes des profits et pertes

195. Conformément à la règle de gestion financière 111.10 b), le Comité a reçu un état détaillé des pertes de numéraire, de marchandises et d'autres avoirs qui ont été passés par profits et pertes pendant l'exercice biennal 1988-1989. Les pertes de numéraire et d'effets à recevoir s'élevaient à 184 255 dollars et celles de biens à 2 664 580 dollars. Toutes ont été comptabilisées conformément aux règles de gestion financière 110.14 et 110.5.

196. S'agissant des pertes de biens, une distinction a été établie selon les motifs d'inscription aux comptes des profits et pertes : obsolescence, usure et pertes à proprement parler. Nous avons constaté que 71 % du montant total des pertes de biens, soit 1 884 280 dollars, concernaient la FINUL.

Versements à titre gracieux

197. L'Administration a informé le Comité qu'en vertu de la règle de gestion financière 110.13, quatre versements à titre gracieux, d'un montant total de 53 349,56 dollars, ont été effectués au cours de l'exercice biennal 1988-1989.

Cas de fraude ou de présomption de fraude

198. Le Comité a été informé des cas de fraude ou de présomption de fraude ci-après, recensés pendant l'exercice biennal 1988-1989.

Remboursement de l'impôt sur le revenu

199. Il s'agit de 139 cas de remboursement de l'impôt sur le revenu aux fonctionnaires de l'ONU pour les années 1983 et 1984. Il a été établi que, dans 23 d'entre eux, une explication satisfaisante a été fournie au sujet de la disparité constatée. Des 116 cas restants, 50 portaient sur un montant total de 171 621,63 dollars, qui a été recouvré. A l'intérieur de cette dernière catégorie, cinq cas ont été jugés comme relevant de l'application des dispositions du paragraphe 8 de la circulaire ST/IC/86/67; ils portaient sur un montant de 7 266,84 dollars, récupéré en totalité.

200. Par ailleurs, 61 cas, d'un montant total de 130 675,73 dollars, font encore l'objet d'un examen comptable. De ce montant, 87 901,42 dollars ont été recouverts.

Avances de caisse et négociation frauduleuse de chèques

201. Deux cas de présomption de fraude concernaient des avances de caisse et des chèques. Dans l'un, le fonctionnaire mis en cause a utilisé à son profit les fonds avancés, d'un montant supérieur à 14 000 dollars. Dans l'autre, des chèques tirés sur un compte d'avances temporaires au titre d'un projet, d'un montant total de 5 000 dollars, ont été frauduleusement négociés. Le premier cas fait encore l'objet d'une enquête; dans le second, un recours a été déposé auprès de la banque concernée.

Malversation de fonds destinés à des services de consultance

202. Un fonctionnaire qui avait demandé que l'on recrute un consultant a par la suite approuvé le contrat de louage de services pertinent, certifié les services et reçu et négocié en personne la plupart des chèques après qu'ils ont été endossés par le bénéficiaire. Les produits censés être fournis ne l'ont été qu'après qu'une enquête a été entamée et leur utilité fait toujours l'objet d'une évaluation. Cette affaire n'est toujours pas classée. Des estimations préliminaires chiffrent les pertes subies par l'Administration à quelque 77 000 dollars.

Fausse factures

203. Cette affaire concerne des fausses factures d'un montant évalué à 24 000 dollars qu'un entrepreneur a présentées à l'Administration. La somme en question a été récupérée.

Vol de biens appartenant à l'Organisation

204. Un fonctionnaire a falsifié des coupons d'essence dans le but de s'approprier des quantités non négligeables de carburant pour son usage personnel; l'on a en outre trouvé en sa possession cinq batteries d'automobile qui étaient propriété de l'Administration. L'autre cas signalé concerne le vol de rames de papier, pour un montant qui n'a pas encore été établi de façon précise.

Heures et présence

205. Un cas de fraude a été découvert concernant des abus de congé, un fonctionnaire s'étant vu accorder 26 jours ouvrables de congé de maladie sur la base de faux certificats médicaux. Les congés indûment obtenus seront récupérés par déduction du nombre de jours de congé annuel à prendre.

Etats financiers

206. Les états III et IX à XVII font apparaître les montants des contributions non acquittées par des Etats Membres. La plupart d'entre elles sont dues depuis plusieurs années, ainsi qu'il est expliqué dans les rapports établis par le Comité pour l'exercice biennal 1986-1987 et les exercices antérieurs. Ces montants, sous réserve des notes explicatives fournies par l'Administration dans l'annexe II aux états financiers, se répartissent comme suit :

Montant au 31 décembre 1989
(sauf indication contraire)
en millions de dollars des
Etats-Unis

a) Fonds général	461,0
b) FUNU	43,0 (1956)
c) FNUOD	33,7 (mai 1990)
d) FINUL	317,7 (janvier 1990)
e) GOMNUII	22,4 (mars 1990)
f) ONUC	75,4
g) Mission de vérification des Nations Unies en Angola	1,5
h) GANUPT	79,1 (mars 1990)

Montant au 31 décembre 1989
(sauf indication contraire)
en millions de dollars des
Etats-Unis

i) ONUCA	40,4 (6 mai 1990)
j) Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre	7,0

207. L'opinion donnée par le Comité sur les états financiers s'entend sous réserve du recouvrement de ces avoirs.

Observations relatives à des questions soulevées dans le rapport
sur les comptes de l'exercice biennal 1986-1987

208. L'Administration a pris des mesures en ce qui concerne la plupart des questions soulevées dans notre rapport pour l'exercice biennal 1986-1987 1/. Dans le présent rapport, nous avons formulé ou rappelé les observations ou recommandations pertinentes en ce qui concerne les domaines où de nouvelles mesures doivent être prises.

Application de la règle financière 114.1

209. Au paragraphe 24 de sa résolution 44/183, l'Assemblée générale prie le Comité d'examiner les instructions administratives publiées en application du règlement financier et des règles de gestion financière de l'Organisation, notamment de la règle 114.1, et de lui présenter un rapport indiquant si elles sont adéquates et efficaces.

210. Nous avons constaté, en examinant les pertes de numéraire et de biens imputables à des fraudes ou présomptions de fraude mettant en cause des fonctionnaires de l'Organisation au cours de l'exercice biennal 1988-1989, que ces affaires allaient de la falsification de documents à des fins personnelles au vol de biens appartenant à l'Organisation. Dans certains cas, les sommes détournées ont été pleinement récupérées. Toutefois, en raison de la lenteur des procédures administratives, le nombre des cas restant à examiner et à trancher est très élevé.

Rapports sur la vérification d'autres comptes

211. Conformément aux directives de l'Assemblée générale selon lesquelles le Comité des commissaires aux comptes vérifie les comptes de certains autres organismes et présente des rapports distincts à leur sujet, le Comité a communiqué à l'Assemblée générale des rapports sur la vérification des comptes des organes, organismes ou fonds ci-après :

Programme des Nations Unies pour le développement 4/

Fonds des Nations Unies pour l'enfance 5/

Contributions volontaires gérées par le Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés 6/

Fonds des Nations Unies pour la population 7/

Programme des Nations Unies pour l'environnement 8/

Centre du commerce international 9/

Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient 10/

Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche 11/

Université des Nations Unies 12/

Fondation des Nations Unies pour l'habitat et les établissements humains 13/

212. En outre, le Comité a examiné les comptes de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies et son rapport y relatif sera inclus dans le rapport du Comité mixte de la Caisse 14/.

Remerciements

213. Le Comité des commissaires aux comptes tient à remercier le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, les directeurs généraux des Offices des Nations Unies à Genève et à Vienne, le Secrétaire général de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, les secrétaires exécutifs des commissions régionales et le Greffier de la Cour internationale de Justice, ainsi que leurs collaborateurs et les membres de leur personnel, de l'aide et du concours qu'ils lui ont apportés.

Le Vérificateur général des comptes du Ghana

(Signé) O. T. PREMPEH

Le Président de la Commission de vérification
des comptes des Philippines

(Signé) Eufemio C. DOMINGO

Le Président de la Cour des comptes fédérale
de la République fédérale d'Allemagne

(Signé) Heinz Günter ZAVELBERG

Notes

1/ Documents officiels de l'Assemblée générale, quarante-troisième session, Supplément No 5 (A/43/5), vol. I, chap. II.

2/ Ibid., quarante et unième session, Supplément No 49 (A/41/49), p. 22.

3/ Ibid., p. 17.

4/ Ibid., quarante-cinquième session, Supplément No 5A (A/45/5/Add.1).

5/ Ibid., Supplément No 5B (A/45/5/Add.2), chap. II.

6/ Ibid., Supplément No 5E (A/45/5/Add.5), chap. I.

7/ Ibid., Supplément No 5G (A/45/5/Add.7), chap. II.

8/ Ibid., Supplément No 5F (A/45/5/Add.6), chap. II.

9/ Ibid., Supplément No 5 (A/45/5), vol. II, chap. II.

10/ Ibid., Supplément No 5C (A/45/5/Add.3), chap. I.

11/ Ibid., Supplément No 5D (A/45/5/Add.4), chap. II.

12/ Ibid., Supplément No 5 (A/45/5), vol. III, chap. II.

13/ Ibid., Supplément No 5H (A/45/5/Add.8), chap. II.

14/ Ibid., Supplément No 9 (A/45/9/Add.9), chap. II.

III. OPINION DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Nous avons examiné les états financiers ci-après, numérotés de I à XXI, dûment identifiés, ainsi que les tableaux y relatifs, de l'Organisation des Nations Unies pour l'exercice biennal terminé le 31 décembre 1989. Nous avons notamment effectué un examen général des procédures comptables et procédé aux vérifications par sondage des écritures comptables et autres pièces justificatives que nous avons jugées nécessaires en l'occurrence.

A la suite de cet examen, notre opinion est que, sous réserve des observations formulées aux paragraphes 206 et 207 de notre rapport, les états financiers représentent bien la situation financière au 31 décembre 1989 et les résultats des opérations comptabilisées pour l'exercice terminé à cette date.

Les états financiers ont été préparés selon les principes comptables établis, qui ont été appliqués de la même manière que pour l'exercice précédent, et les opérations étaient conformes au règlement financier et aux autorisations des organes délibérants.

Le Vérificateur général des comptes du Ghana

(Signé) O. T. PREMPEH

Le Président de la Commission de vérification
des comptes des Philippines

(Signé) Eufemio C. DOMINGO

Le Président de la Cour des comptes fédérale
de la République fédérale d'Allemagne

(Signé) Heinz Günter ZAVELBERG

IV. CERTIFICAT ATTESTANT L'EXACTITUDE DES ETATS FINANCIERS

Le 31 mars 1990

Je certifie que les états financiers de l'Organisation des Nations Unies figurant en annexe et numérotés de I à XXI sont exacts.

Le Contrôleur

(Signé) Luis Maria GOMEZ

V. ETATS FINANCIERS DE L'EXERCICE BIENNAL TERMINE LE 31 DECEMBRE 1989

Etat I

FONDS GENERAL DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES

Etat des ouvertures de crédits pour l'exercice biennal 1988-1989 au 31 décembre 1989

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

Titre et chapitre du budget	Montant des crédits ouverts en vertu de la résolution 44/193	Virements entre chapitres	Montant ajusté des crédits ouverts	Dépenses		Solde inutilisé
				Décaissements	Engagements non réglés au 31 déc. 1989	
Titre I. Politique, direction et coordination d'ensemble						
Chapitre 01A Politique, direction et coordination d'ensemble	17 142,0	-	17 142,0	15 212,3	779,5	1 150,2
01B Direction exécutive et administration	31 284,3	-	31 284,3	30 176,5	558,8	549,0
Total, titre I	48 426,3	-	48 426,3	45 388,8	1 338,3	1 699,2
Titre II. Affaires politiques et affaires du Conseil de sécurité; maintien de la paix						
Chapitre 02A Affaires politiques et affaires du Conseil de sécurité; maintien de la paix	99 975,3	-	99 975,3	91 691,2	5 928,8	2 355,3
02B Affaires de désarmement	10 499,2	-	10 499,2	10 100,1	251,0	148,1
Total, titre II	110 474,5	-	110 474,5	101 791,3	6 179,8	2 503,4
Titre III. Affaires politiques, tutelle et décolonisation						
Chapitre 03 Affaires politiques, tutelle et décolonisation	27 964,8	(763,5)	27 201,3	25 335,7	673,9	1 191,7
Total, titre III	27 964,8	(763,5)	27 201,3	25 335,7	673,9	1 191,7
Titre IV. Activités économiques, sociales et humanitaires						
Chapitre 04 Organes directeurs (activités économiques et sociales)	1 847,7	-	1 847,7	1 538,9	204,6	104,2
05A Bureau du Directeur général au développement et à la coopération économique internationale	4 378,3	60,2	4 438,5	4 381,7	56,8	-
05B Bureau des commissions régionales	780,8	9,4	790,2	781,0	9,2	-
06A Département des affaires économiques et sociales internationales	40 422,1	-	40 422,1	39 709,2	571,8	141,1
06B Centre pour le développement social et les affaires humanitaires	10 216,7	248,7	10 465,4	10 252,4	213,0	-
07 Département de la coopération technique pour le développement	21 881,5	-	21 881,5	21 244,5	266,6	370,4
09 Sociétés transnationales	10 423,1	217,5	10 640,6	10 131,0	509,6	-
10 Commission économique pour l'Europe	31 627,9	317,1	31 945,0	31 561,7	383,3	-
11 Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique	34 895,1	-	34 895,1	33 283,4	1 073,0	538,7
12 Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes	40 696,8	-	40 696,8	38 896,4	1 127,5	672,9
13 Commission économique pour l'Afrique	48 081,0	(1 017,7)	47 063,3	43 687,7	1 607,4	1 768,2
14 Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale	34 255,8	-	34 255,8	31 989,3	1 696,6	569,9
15 Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement	73 060,9	-	73 060,9	70 553,4	1 121,4	1 386,1
16 Centre du commerce international	12 453,2	-	12 453,2	12 453,2	-	-
17 Centre pour la science et la technique au service du développement	3 894,8	-	3 894,8	3 747,1	131,5	16,2
18 Programme des Nations Unies pour l'environnement	10 214,9	-	10 214,9	9 831,3	283,6	100,0
19 Centre des Nations Unies pour les établissements humains (Habitat)	7 523,9	148,4	7 672,3	7 500,6	171,7	-
20 Contrôle international des drogues	7 896,0	-	7 896,0	7 294,6	347,2	254,2
21 Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés	37 042,9	-	37 042,9	36 087,2	518,7	441,0
22 Bureau du Coordonnateur des Nations Unies pour les secours en cas de catastrophes	7 283,6	16,4	7 300,0	7 126,3	173,7	-
23 Droits de l'homme	16 112,5	-	16 112,5	15 742,9	138,1	231,5
24 Programme ordinaire de coopération technique	32 759,0	-	32 759,0	27 507,7	3 762,1	1 489,2
Total, titre IV	487 748,5	-	487 748,5	465 297,5	14 367,4	8 083,6

Etat I (suite)

Titre et chapitre du budget	Montant des crédits ouverts en vertu de la résolution 44/193	Virements entre chapitres	Montant ajusté des crédits ouverts	Dépenses			Solde inutilisé
				Décaissements	Engagements non réglés au 31 déc. 1989	Total	
Titre V. Justice internationale et droit international							
Chapitre 25 Cour internationale de Justice	13 056,9	-	13 056,9	12 460,9	374,9	12 843,8	213,1
26 Activités juridiques	16 062,4	-	16 062,4	14 536,7	434,4	14 971,1	1 091,3
Total, titre V	29 119,3	-	29 119,3	27 005,6	809,3	27 814,9	1 304,4
Titre VI. Information							
Chapitre 27 Information	77 224,7	763,5	77 988,2	74 785,6	3 202,5	77 988,1	0,1
Total, titre VI	77 224,7	763,5	77 988,2	74 785,6	3 202,5	77 988,1	0,1
Titre VII. Services communs d'appui							
Chapitre 28 Administration et gestion	381 045,3	(827,7)	380 217,6	352 486,1	19 884,7	372 370,8	7 846,8
29 Services de conférence et bibliothèque	332 020,9	163,8	332 182,7	323 793,4	8 399,3	332 192,7	-
Total, titre VII	713 074,2	(663,9)	712 410,3	676 279,5	28 284,0	704 563,5	7 846,8
Titre VIII. Dépenses spéciales							
Chapitre 30 Obligations émises par l'Organisation des Nations Unies	3 523,4	-	3 523,4	3 523,3	-	3 523,3	0,1
Total, titre VIII	3 523,4	-	3 523,4	3 523,3	-	3 523,3	0,1
Titre IX. Contributions du personnel							
Chapitre 31 Contributions du personnel	255 810,3	663,9	256 482,2	256 482,2	-	256 482,2	-
Total, titre IX	255 810,3	663,9	256 482,2	256 482,2	-	256 482,2	-
Titre X. Dépenses d'équipement							
Chapitre 32 Travaux de construction, transformation et amélioration des locaux et gros travaux d'entretien	18 939,7	-	18 939,7	8 893,6	9 044,0	17 937,6	1 002,1
Total, titre X	18 939,7	-	18 939,7	8 893,6	9 044,0	17 937,6	1 002,1
TOTAL GENERAL	<u>1 772 313,7</u>	<u>-</u>	<u>1 772 313,7</u>	<u>1 684 703,1</u>	<u>63 899,2</u>	<u>1 748 602,3</u>	<u>23 631,4</u>

Tableau 1.1

FORMES GÉNÉRALES DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES

Crédits ouverts par programme et par principal objet de dépense pour l'exercice biennal 1988-1989 au 31 décembre 1989

(En milliers de dollars des États-Unis)

Titre et chapitre du budget et programme	Crédits révisés	Dépenses							Total	Solde inutilisé
		Traitements et dépenses communes de personnel	Frais de voyage	Services contractuels	Dépenses de fonctionnement	Achats	Bourses, subventions, divers			
TITRE I										
Politique, direction et coordination d'ensemble										
CHAPITRE 1A										
Politique, direction et coordination d'ensemble										
Programme										
Assemblée générale	4 476,3	1 429,3	1 050,1	1 090,8	29,8	-	-	3 600,0	876,3	
Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires	1 844,4	903,5	660,9	194,4	7,9	10,6	-	1 777,3	67,1	
Comité des contributions	261,0	-	250,6	-	-	-	-	250,6	10,4	
Comité des commissaires aux comptes de l'ONU (et son secrétariat)	3 196,9	612,1	11,9	2 560,9	5,7	6,3	-	3 196,9	-	
Comité mixte de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies	2 029,0	-	40,2	-	43,6	-	1 827,9	1 911,7	117,3	
Conseil mondial de l'alimentation (y compris son secrétariat)	4 824,2	3 671,4	378,5	-	597,1	18,0	91,5	4 756,5	67,7	
Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien	34,9	-	25,8	-	-	-	-	25,8	9,1	
Comité du programme et de la coordination	475,3	-	473,0	-	-	-	-	473,0	2,3	
Total, chapitre 1A	17 142,0	6 616,3	2 891,0	3 846,1	684,1	34,9	1 919,4	15 991,8	1 150,2	
CHAPITRE 1B										
Direction exécutive et administration										
Programme										
Le Secrétaire général	1 223,4	509,8	365,3	-	348,3	-	-	1 223,4	-	
Cabinet du Secrétaire général	7 847,2	6 591,4	491,9	31,9	382,0	196,1	-	7 693,3	153,9	
Bureau du Secrétaire général adjoint aux affaires politiques, aux affaires de l'Assemblée générale et aux services de secrétariat	2 578,7	2 393,4	20,5	9,3	0,3	-	-	2 423,5	155,2	
Division des droits des Palestiniens	2 780,3	1 881,1	671,3	3,7	224,2	-	-	2 780,3	-	
Division des affaires du Conseil économique et social et des services de secrétariat	3 453,5	3 388,6	8,9	34,5	9,5	12,0	-	3 453,5	-	
Bureau du Secrétaire général adjoint aux affaires politiques spéciales	2 762,9	2 439,8	169,7	-	30,5	-	-	2 640,0	122,9	
Bureau de la recherche et de la collecte d'informations	4 425,2	4 340,7	60,5	-	0,1	-	-	4 401,3	23,9	
Bureau du Directeur général de l'Office des Nations Unies à Genève	3 019,9	2 938,0	56,5	-	18,5	6,9	-	3 019,9	-	
Bureau du Directeur général de l'Office des Nations Unies à Vienne	1 926,0	1 864,2	34,4	-	9,7	17,7	-	1 926,0	-	
Bureau du Coordonnateur de l'aide à la reconstruction et au développement du Liban	266,0	142,2	33,5	-	57,2	17,3	-	250,2	15,8	
Coordonnateur des programmes d'assistance humanitaire et économique des Nations Unies concernant l'Afghanistan	324,7	314,1	-	-	0,8	-	-	314,9	9,8	
Représentant personnel du Secrétaire général en ce qui concerne l'application de la résolution 598 (1987) du Conseil de sécurité sur l'Iran et l'Iraq	270,0	86,0	100,5	-	23,2	-	-	209,7	60,3	
Situation en Afghanistan	372,2	-	47,2	-	322,6	-	-	369,8	2,4	
Mission en Bulgarie et en Turquie	34,3	-	14,1	13,9	1,5	-	-	29,5	4,8	
Total, chapitre 1B	51 284,3	26 889,3	2 074,3	93,3	1 428,4	250,0	-	30 735,3	549,0	
Total, titre I	48 426,3	33 505,6	4 965,3	3 939,4	2 112,5	284,9	1 919,4	46 727,1	1 699,2	

Tableau 1.1 (suite)

Titre et chapitre du budget et programme	Crédits révisés	Dépenses							Total	Solde inutilisé
		Traitements et dépenses communes de personnel	Frais de voyage	Services contractuels	Dépenses de fonctionnement	Achats	Bourses, subventions, divers			
TITRE II										
Affaires politiques et affaires du Conseil de sécurité; maintien de la paix										
CHAPITRE 2A										
Affaires politiques et affaires du Conseil de sécurité; maintien de la paix										
Programme										
Organes directeurs	343,1	-	23,6	190,3	-	-	-	213,9	129,2	
Département des affaires politiques et des affaires du Conseil de sécurité	10 995,6	10 222,2	106,7	1,0	57,6	75,4	235,6	10 698,5	297,1	
Bureau du Représentant spécial du Secrétaire général pour le droit de la mer	6 710,8	4 949,9	509,0	49,8	960,1	30,8	-	6 499,6	211,2	
Missions spéciales	66 246,7	43 164,4	4 100,3	11,5	12 551,0	4 701,7	-	64 528,9	1 717,8	
Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient	15 679,1	15 679,1	-	-	-	-	-	15 679,1	-	
Total, chapitre 2A	99 975,3	74 015,6	4 739,6	252,6	13 568,7	4 807,9	235,6	97 620,0	2 355,3	
CHAPITRE 2B										
Affaires de désarmement										
Programme										
Organes directeurs	406,0	276,5	103,7	-	-	-	2,0	382,2	23,8	
Département des affaires de désarmement	10 093,2	7 824,6	323,1	331,5	125,4	90,1	1 274,2	9 968,9	124,3	
Total, chapitre 2B	10 499,2	8 101,1	426,8	331,5	125,4	90,1	1 276,2	10 351,1	148,1	
Total, titre II	110 474,5	82 116,7	5 166,4	584,1	13 694,1	4 898,0	1 511,8	107 971,1	2 503,4	
TITRE III										
Affaires politiques, tutelle et décolonisation										
CHAPITRE 3										
Affaires politiques, tutelle et décolonisation										
Programme										
Organes directeurs	2 365,8	0,5	812,1	2,4	51,4	-	1 285,3	2 151,7	214,1	
Département des questions politiques spéciales, de la coopération régionales, de la décolonisation et de la tutelle	6 133,7	5 824,2	178,4	0,1	58,4	44,2	-	6 105,3	28,4	
Namibie	13 819,9	5 621,6	1 555,1	163,0	1 060,7	39,9	4 621,9	13 062,2	757,7	
Centre contre l'apartheid	3 782,4	3 486,3	20,2	43,2	19,0	22,2	-	3 590,9	191,5	
Asie du Sud-Est : affaires politiques et humanitaires	1 099,5	864,8	212,9	-	21,8	-	-	1 099,5	-	
Total, chapitre 3	27 201,3	15 797,4	2 778,7	208,7	1 211,3	106,3	5 907,2	26 009,6	1 191,7	
Total, titre III	27 201,3	15 797,4	2 778,7	208,7	1 211,3	106,3	5 907,2	26 009,6	1 191,7	
TITRE IV										
Activités économiques, sociales et humanitaires										
CHAPITRE 4										
Organes directeurs (activités économiques et sociales)										
Programme										
Organes directeurs généraux	343,6	6,4	292,4	44,8	-	-	-	343,6	-	
Réunions et conférences spéciales	776,7	492,8	273,2	2,6	-	-	-	768,6	8,1	
Prévention du crime et lutte contre la délinquance	136,1	-	124,9	-	-	-	-	124,9	1,2	
Planification, projections et politiques en matière de développement	397,6	-	306,9	-	-	-	-	306,9	90,7	
Ressources naturelles	9,7	-	9,7	-	-	-	-	-	-	
Population	64,0	-	63,6	-	-	-	-	63,6	0,4	
Développement social	62,0	-	61,1	-	-	-	-	61,1	0,9	
Statistiques	68,0	-	65,1	-	-	-	-	65,1	2,9	
Total, chapitre 4	1 847,7	499,2	1 196,9	47,4	-	-	-	1 743,5	104,2	

Tableau 1.1 (suite)

Titre et chapitre du budget et programme	Crédits révisés	Dépenses							Total	Solde inutilisé
		Traitements et dépenses communes de personnel	Frais de voyage	Services contractuels	Dépenses de fonctionnement	Achats	Bourses, subventions, divers			
TITRE IV										
Activités économiques, sociales et humanitaires										
CHAPITRE 5A										
Bureau du Directeur général au développement et à la coopération économique internationale										
Programme										
Direction exécutive et administration	4 438,5	4 055,7	276,1	4,4	88,4	13,9	-	4 438,5	-	
Total, chapitre 5A	4 438,5	4 055,7	276,1	4,4	88,4	13,9	-	4 438,5	-	
CHAPITRE 5B										
Bureau des commissions régionales à New York										
Programme										
Direction exécutive et administration	790,2	747,4	23,3	-	11,3	8,2	-	790,2	-	
Total, chapitre 5B	790,2	747,4	23,3	-	11,3	8,2	-	790,2	-	
CHAPITRE 6A										
Département des affaires économiques sociales internationales										
Programme										
Direction exécutive et administration	2 000,6	1 809,2	103,0	6,2	58,6	20,3	-	1 997,3	3,3	
Questions et politiques de développement	11 220,1	10 640,1	64,4	127,3	119,7	268,6	-	11 220,1	-	
Population	4 912,4	4 682,8	42,4	124,6	57,9	19,0	-	4 906,7	5,7	
Statistiques	15 757,4	14 932,8	68,4	376,5	255,4	27,8	-	15 660,9	96,5	
Energie	2 001,1	1 932,2	27,0	-	0,7	20,9	-	1 980,8	20,3	
Planification et coordination des programmes	2 476,4	2 365,6	59,7	-	9,7	26,1	-	2 461,1	15,3	
Administration et services communs	2 054,1	1 869,9	-	-	184,2	-	-	2 054,1	-	
Total, chapitre 6A	40 422,1	38 232,6	364,9	614,6	686,2	382,7	-	40 281,0	141,1	
CHAPITRE 6B										
Centre pour le développement social et les affaires humanitaires										
Programme										
Direction exécutive et administration	807,2	414,1	62,5	174,3	33,1	81,3	41,9	807,2	-	
Développement social et affaires humanitaires	9 658,2	9 184,7	322,2	136,0	15,3	-	-	9 658,2	-	
Total, chapitre 6B	10 465,4	9 598,8	384,7	310,3	48,4	81,3	41,9	10 465,4	-	
CHAPITRE 7										
Département de la coopération technique pour le développement										
Programme										
Direction exécutive et administration	3 285,0	3 083,3	86,9	-	-	-	-	3 170,2	114,8	
Questions et politiques de développement	480,6	475,1	-	-	-	-	-	475,1	5,5	
Ressources naturelles et énergie	3 114,8	3 033,4	19,4	-	-	-	-	3 052,8	62,0	
Administration et finances publiques	3 005,2	2 933,3	28,2	-	-	-	-	2 961,5	43,7	
Energie	1 554,7	1 492,6	6,8	-	-	-	-	1 499,4	55,3	
Gestion des activités de coopération technique	8 930,1	8 794,8	46,2	-	-	-	-	8 841,0	89,1	
Administration et services communs	1 511,1	1 401,8	0,5	90,8	18,0	-	-	1 511,1	-	
Total, chapitre 7	21 881,5	21 214,3	180,0	90,8	18,0	-	-	21 511,1	370,4	
CHAPITRE 9										
Sociétés transnationales										
Programme										
Organes directeurs	86,3	-	86,3	-	-	-	-	86,3	-	
Sociétés transnationales	10 554,3	9 787,1	404,8	83,6	222,9	55,9	-	10 554,3	-	
Total, chapitre 9	10 640,6	9 787,1	491,1	83,6	222,9	55,9	-	10 640,6	-	

Tableau 1.1 (suite)

Titre et chapitre du budget et programme	Crédits révisés	Traitements et dépenses communes de personnel	Frais de voyage	Services contractuels	Dépenses			Total	Solde inutilisé
					Dépenses de fonctionnement	Achats	Bourses, subventions, divers		
CHAPITRE 10									
Commission économique pour l'Europe									
Programme									
Direction exécutive et administration	2 113,2	1 970,0	119,0	5,6	7,5	3,1	-	2 113,2	-
Alimentation et agriculture (y compris les produits forestiers)	1 792,1	1 771,1	16,1	-	-	4,9	-	1 792,1	-
Questions et politiques de développement	4 711,2	4 578,1	41,5	52,8	-	38,8	-	4 711,2	-
Environnement	2 549,5	2 514,2	25,7	6,4	-	3,2	-	2 549,5	-
Etablissements humains	1 163,0	1 147,3	9,5	-	-	6,2	-	1 163,0	-
Développement industriel	3 217,4	3 171,8	26,7	13,4	-	5,5	-	3 217,4	-
Commerce international	2 538,1	2 489,6	48,0	-	0,4	0,1	-	2 538,1	-
Science et technologie	952,5	952,5	-	-	-	-	-	952,5	-
Statistiques	3 721,7	3 662,4	26,7	24,1	-	7,5	-	3 721,7	-
Transports	3 017,3	2 944,3	54,3	13,1	-	5,6	-	3 017,3	-
Energie	2 972,1	2 930,4	24,7	12,0	-	5,0	-	2 972,1	-
Administration et services communs	3 196,9	2 713,9	-	-	167,1	315,9	-	3 196,9	-
Total, chapitre 10	31 945,0	30 854,6	392,2	127,4	175,0	395,8	-	31 945,0	-
CHAPITRE 11									
Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique									
Programme									
Organes directeurs	521,3	150,4	338,8	-	32,1	-	-	521,3	-
Direction exécutive et administration	2 103,4	1 991,4	115,4	-	-	-	-	2 106,8	76,6
Agriculture	931,4	913,1	13,2	5,1	-	-	-	931,4	-
Affaires de la mer	133,2	123,6	6,0	3,6	-	-	-	133,2	-
Planification, projections et politiques en matière de développement	2 001,1	1 941,4	33,9	25,8	-	-	-	2 001,1	-
Environnement	382,9	367,8	15,1	-	-	-	-	382,9	-
Etablissements humains	497,1	493,2	3,9	-	-	-	-	497,1	-
Développement industriel	1 193,4	1 172,3	15,3	5,8	-	-	-	1 193,4	-
Commerce international	1 632,8	1 591,3	34,3	7,2	-	-	-	1 632,8	-
Transports maritimes, ports et voies navigables intérieures	1 034,2	1 012,8	21,4	-	-	-	-	1 034,2	-
Ressources naturelles et énergie	1 615,5	1 544,8	18,8	51,9	-	-	-	1 615,5	-
Population	1 062,3	1 018,2	22,5	21,6	-	-	-	1 062,3	-
Science et technologie	745,9	737,0	8,1	-	-	-	-	745,9	-
Développement social et affaires humanitaires	1 108,0	1 090,7	16,6	0,7	-	-	-	1 108,0	-
Statistiques	1 499,4	1 444,3	17,8	37,3	-	-	-	1 499,4	-
Transports, communications et tourisme	1 092,5	1 078,0	13,3	1,2	-	-	-	1 092,5	-
Energie	714,6	695,2	11,2	8,2	-	-	-	714,6	-
Services de conférence	4 391,1	4 216,7	3,8	2,0	-	-	-	4 222,5	168,6
Gestion des activités de coopération technique	826,6	757,9	12,6	-	-	-	-	770,5	66,1
Administration et services communs	11 086,1	7 358,6	30,9	-	2 634,1	843,1	-	10 866,7	219,4
Construction	232,3	212,6	11,7	-	-	-	-	224,3	8,0
Total, chapitre 11	34 895,1	29 912,1	764,6	170,4	2 666,2	843,1	-	34 356,4	538,7
CHAPITRE 12									
Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes									
Programme									
Sessions de la Commission	490,1	137,4	308,1	6,8	23,4	-	-	475,9	22,2
Direction exécutive et administration	2 652,7	2 465,7	142,2	-	-	-	-	2 607,9	44,8
Alimentation et agriculture	604,0	579,8	14,7	-	-	-	-	594,5	9,5
Questions et politiques de développement	5 384,3	5 206,2	78,1	-	-	-	-	5 384,3	-
Environnement	183,7	179,6	2,4	-	-	-	-	182,0	1,7
Etablissements humains	211,0	188,2	20,3	-	-	-	-	208,5	2,5
Développement industriel	1 023,9	1 012,9	9,8	-	-	-	-	1 021,7	2,2
Commerce international	3 763,0	3 414,8	119,6	-	-	-	-	3 534,4	228,6
Ressources naturelles et énergie	957,5	925,7	18,9	-	-	-	-	942,6	14,9
Population	1 210,8	1 184,4	24,7	-	-	-	-	1 219,1	11,8
Science et technologie	177,4	171,6	2,2	-	-	-	-	173,8	3,6
Développement social et affaires humanitaires	1 497,7	1 412,8	36,3	-	-	-	-	1 449,1	48,6
Statistiques	1 773,8	1 739,6	34,2	-	-	-	-	1 773,8	-
Transports	823,1	791,4	31,1	-	-	-	-	822,5	0,6
Energie	390,1	387,9	2,2	-	-	-	-	390,1	-
Relations extérieures et services d'information	480,0	381,7	2,1	9,5	48,7	-	-	442,0	46,0
Services de conférence	4 075,1	3 485,2	0,2	143,3	206,1	148,3	-	3 983,1	92,0
Services de bibliothèque et de communication	804,7	804,8	2,3	-	88,6	-	-	895,7	-
Gestion des activités de coopération technique	660,6	645,2	4,4	-	-	-	-	649,6	11,0
Administration et services communs	13 406,2	8 228,3	44,8	186,1	4 281,0	533,1	-	13 273,3	132,9
Total, chapitre 12	40 696,8	32 453,4	895,6	245,7	4 647,8	681,4	-	40 023,9	672,9

Tableau 1.1 (suite)

Titre et chapitre du budget et programme	Crédits révisés	Dépenses						Total	Solde inutilisé
		Traitements et dépenses communes de personnel	Frais de voyage	Services contractuels	Dépenses de fonctionnement	Achats	Bourses, subventions, divers		
CHAPITRE 13									
Commission économique pour l'Afrique									
Programme									
Sessions de la Commission	406,5	313,3	-	27,4	61,7	-	-	402,4	4,1
Direction exécutive et administration	2 592,9	2 455,4	107,9	-	-	-	-	2 563,3	29,6
Alimentation et agriculture	1 565,5	1 510,4	47,1	-	-	-	-	1 565,5	-
Affaires de la mer	10,1	10,1	-	-	-	-	-	10,1	-
Questions et politiques de développement	0 602,1	7 290,4	324,2	122,3	302,1	55,0	-	8 062,8	619,3
Environnement	301,3	366,7	14,6	-	-	-	-	301,3	-
Etablissements humains	309,3	375,9	13,4	-	-	-	-	309,3	-
Développement industriel	2 360,4	2 279,8	88,6	-	-	-	-	2 360,4	-
Commerce international	2 025,6	1 947,2	70,4	-	-	-	-	2 025,6	-
Ressources naturelles et énergie	1 642,7	1 505,9	56,8	-	-	-	-	1 642,7	-
Population	1 120,5	1 062,0	57,7	-	-	-	-	1 120,5	-
Administration et finances publiques	706,8	749,2	34,6	-	-	-	-	703,0	3,0
Science et technologie	729,2	697,2	32,0	-	-	-	-	729,2	-
Développement social et affaires humanitaires	1 433,1	1 399,8	33,3	-	-	-	-	1 433,1	-
Statistiques	1 890,0	1 866,7	15,1	9,0	-	-	-	1 890,0	-
Transports	2 239,0	2 120,0	111,0	-	-	-	-	2 239,0	-
Energie	306,8	209,5	17,3	-	-	-	-	306,8	-
Services de conférence	4 144,6	3 803,6	171,0	-	24,5	-	-	3 999,9	164,7
Gestion des activités de coopération technique	922,9	703,7	26,3	-	-	-	-	810,0	112,9
Administration et services communs	13 263,4	8 309,1	6,1	-	3 697,6	440,2	-	12 461,0	802,4
Construction	141,0	100,1	1,5	-	-	-	-	109,6	32,2
Total, chapitre 13	47 063,3	39 308,8	1 237,7	150,7	4 085,9	504,0	-	45 295,1	1 768,2
CHAPITRE 14									
Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale									
Programme									
Sessions de la Commission	80,3	80,3	-	-	-	-	-	80,3	-
Direction exécutive et administration	2 673,9	2 495,1	56,0	-	-	-	-	2 551,1	122,8
Alimentation et agriculture	1 135,7	1 133,6	12,1	-	-	-	-	1 135,7	-
Questions et politiques de développement	1 305,5	1 338,4	23,5	-	-	-	-	1 361,9	23,6
Etablissements humains	711,7	688,5	0,0	-	-	-	-	696,5	15,2
Développement industriel	1 759,6	1 737,9	21,7	-	-	-	-	1 759,6	-
Commerce international	396,3	309,7	6,6	-	-	-	-	396,3	-
Ressources naturelles et énergie	399,7	364,4	6,6	-	-	-	-	371,0	28,7
Population	1 249,3	1 241,6	7,7	-	-	-	-	1 249,3	-
Finances publiques	201,2	252,2	6,9	-	-	-	-	259,1	22,2
Science et technologie	577,5	555,4	14,7	-	-	-	-	570,1	7,4
Développement social et affaires humanitaires	1 145,3	1 083,5	0,5	-	-	-	-	1 092,0	53,3
Statistiques	1 400,9	1 431,6	17,3	-	-	-	-	1 440,9	20,0
Transports	1 144,5	1 106,6	21,2	-	-	-	-	1 127,8	16,7
Energie	1 150,0	1 167,3	22,7	-	-	-	-	1 190,0	6,0
Services d'information	474,7	474,7	-	-	-	-	-	474,7	-
Services de conférence	3 053,0	3 005,0	-	-	-	-	-	3 005,0	148,0
Gestion des activités de coopération technique	624,2	615,3	-	-	-	-	-	615,2	9,0
Administration et services communs	13 090,4	10 440,3	10,1	162,4	2 434,5	546,1	-	13 001,4	97,0
Total, chapitre 14	34 255,0	30 299,3	243,6	162,4	2 434,5	546,1	-	33 685,9	569,9
CHAPITRE 15									
Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement									
Programme									
Direction exécutive et administration	10 041,4	9 260,1	522,1	-	-	-	-	9 782,2	259,2
Programmes spéciaux en faveur des pays en développement les moins avancés, sans littoral et insulaires	4 628,4	4 400,7	79,7	114,3	-	-	-	4 594,7	33,7
Coopération économique entre pays en développement	4 594,8	4 430,3	140,4	-	-	-	-	4 578,7	10,1
Commerce des produits de base	8 094,0	7 280,9	178,9	0,3	39,8	-	430,0	7 937,9	156,1
Commerce des articles manufacturés et semi-finis	7 057,9	7 980,7	63,3	-	-	-	-	7 644,0	213,9
Commerce entre pays à systèmes économiques et sociaux différents	2 200,8	2 114,7	65,7	-	-	-	-	2 180,4	20,4
Questions monétaires, questions financières et développement	8 101,8	7 654,9	167,0	225,2	-	-	-	8 047,9	133,9
Programmes spéciaux concernant les assurances et la facilitation du commerce	1 359,3	1 204,3	30,0	-	-	-	-	1 237,1	122,2
Transfert de technologie	3 227,6	3 129,6	84,1	13,9	-	-	-	3 227,6	-
Transports maritimes, ports et transport multimodal	5 174,5	5 004,1	155,4	15,0	-	-	-	5 174,5	-
Services de conférence	4 777,1	4 673,6	67,0	35,7	-	-	-	4 777,1	-
Gestion des activités de coopération technique	141,8	129,2	-	-	-	-	-	129,2	12,6
Administration et services communs	12 701,5	8 300,0	17,3	26,5	3 669,0	350,7	-	12 363,5	410,0
Total, chapitre 15	73 060,9	65 173,1	1 573,3	430,9	3 708,8	350,7	430,0	71 674,8	1 306,1

Tableau 1.1 (suite)

Titre et chapitre du budget et programme	Crédits révisés	Dépenses						Total	Solde inutilisé
		Traitements et dépenses communes de personnel	Frais de voyage	Services contractuels	Dépenses de fonctionnement	Achats	Bourses, subventions, divers		
CHAPITRE 16									
Centre du commerce international									
Programme									
Promotion des échanges commerciaux	12 453,2	-	-	-	-	-	12 453,2	12 453,2	-
Total, chapitre 16	12 453,2	-	-	-	-	-	12 453,2	12 453,2	-
CHAPITRE 17									
Centre pour la science et la technique au service du développement									
Programme									
Organes directeurs	215,6	-	199,4	-	-	-	-	199,4	16,2
Direction exécutive et administration	509,8	480,4	29,4	-	-	-	-	509,8	-
Science et technique	3 075,1	2 848,8	134,2	91,6	0,5	-	-	3 075,1	-
Administration et services communs	94,3	3,3	-	-	62,3	20,7	-	94,3	-
Total, chapitre 17	3 894,8	3 332,5	363,0	91,6	62,8	20,7	-	3 878,6	16,2
CHAPITRE 18									
Programme des Nations Unies pour l'environnement									
Programme									
Organes directeurs	1 271,1	1 023,5	49,7	13,3	172,1	-	-	1 258,6	12,5
Direction exécutive et administration	2 326,6	1 965,5	222,0	73,5	7,9	10,0	-	2 278,9	47,7
Environnement	3 067,8	2 577,3	66,6	-	3,6	-	-	3 067,5	-
Services de conférence	1 642,3	1 642,3	-	-	-	-	-	1 642,3	-
Administration et services communs	1 907,4	1 038,0	17,5	13,7	638,2	160,2	-	1 867,6	39,8
Total, chapitre 18	10 214,9	8 646,6	375,8	100,5	821,8	170,2	-	10 114,9	100,0
CHAPITRE 19									
Centre des Nations Unies pour les établissements humains									
Programme									
Organes directeurs	25,0	11,6	1,1	-	12,3	-	-	25,0	-
Direction exécutive et administration	1 614,1	1 541,9	37,1	-	29,5	5,6	-	1 614,1	-
Activités relatives aux établissements humains	4 785,1	4 586,2	112,6	86,3	-	-	-	4 785,1	-
Administration et services communs	1 248,1	850,8	14,4	-	307,7	75,2	-	1 248,1	-
Total, chapitre 19	7 672,3	6 980,5	165,2	86,3	349,5	80,8	-	7 672,3	-
CHAPITRE 20									
Contrôle international des drogues									
Programme									
Organes directeurs	3 491,9	2 560,0	585,0	188,7	24,4	7,4	-	3 374,5	117,4
Contrôle des stupéfiants	4 404,1	3 779,2	111,3	152,9	129,9	94,0	-	4 267,3	136,8
Total, chapitre 20	7 896,0	6 347,2	697,1	341,6	154,3	101,4	-	7 641,8	254,2
CHAPITRE 21									
Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés									
Programme									
Organes directeurs	22,2	-	21,9	-	-	-	-	21,9	0,3
Direction exécutive et administration	3 904,3	3 510,2	194,8	11,2	89,2	11,9	-	3 817,3	87,0
Protection internationale des réfugiés et assistance aux réfugiés	26 441,8	21 801,9	1 219,0	5,5	2 785,3	314,0	50,6	26 176,3	265,5
Relations avec l'extérieur, information et appel de fonds	859,6	843,5	-	-	-	-	-	843,5	16,1
Administration, gestion et services généraux	5 815,0	4 815,5	72,8	308,6	372,2	-	173,8	5 742,0	72,1
Total, chapitre 21	37 042,9	30 971,1	1 508,5	325,3	3 246,7	325,9	224,4	36 401,9	441,0

Tableau 1.1 (suite)

Titre et chapitre du budget et programme	Crédits révisés	Dépenses						Total	Solde inutilisé	
		Traitement et dépenses communes de personnel	Frais de voyage	Services contractuels	Dépenses de fonctionnement	Achats	Bourses, subventions, divers			
CHAPITRE 22										
Bureau du Coordonnateur des Nations Unies pour les secours en cas de catastrophe										
Programme										
Direction exécutive et administration	1 161,0	1 111,0	45,5	-	4,5	-	-	1 161,0	-	
Coordination des secours, planification préalable et prévention des catastrophes	5 560,0	4 438,3	269,0	-	140,7	-	720,0	5 560,0	-	
Administration et services communs	571,0	535,3	3,7	-	15,6	16,4	-	571,0	-	
Total, chapitre 22	7 300,0	6 084,6	318,2	-	160,8	16,4	720,0	7 300,0	-	
CHAPITRE 23										
Droits de l'homme										
Programme										
Organes directeurs	4 376,9	1 723,8	2 196,3	104,3	243,3	12,1	9,1	4 288,9	88,0	
Direction exécutive et administration	1 777,0	1 746,2	22,7	-	2,1	-	-	1 769,0	8,0	
Activités dans le domaine des droits de l'homme	9 950,6	9 468,1	131,0	128,4	95,6	-	-	9 823,1	135,5	
Total, chapitre 23	16 112,5	12 936,1	2 350,0	232,7	341,0	12,1	9,1	15 881,0	231,5	
CHAPITRE 24										
Programme ordinaire de coopération technique										
Programme										
Direction exécutive et administration	30,0	-	-	-	-	-	20,3	20,3	9,7	
Alimentation et agriculture	459,5	400,0	58,7	-	-	-	-	459,5	-	
Questions et politiques de développement	6 497,1	4 250,4	767,6	91,9	139,8	48,4	1 199,0	6 497,1	-	
Environnement	194,5	158,4	28,5	-	-	-	-	186,9	7,6	
Droits de l'homme	952,5	-	-	-	-	-	938,4	938,4	14,1	
Établissements humains	1 919,1	738,6	136,1	3,6	23,8	38,6	756,4	1 697,3	221,8	
Développement industriel	834,0	745,9	88,1	-	-	-	-	834,0	-	
Commerce international	1 675,9	1 406,6	247,2	-	-	-	0,7	1 654,5	21,4	
Coopération économique entre pays en développement	27,9	1,1	-	-	-	-	26,8	27,9	-	
Commerce entre pays à systèmes économiques et sociaux différents	208,1	-	-	-	-	-	208,3	208,3	-	
Transfert de technologie	10,6	-	-	-	-	-	10,6	10,6	-	
Transports maritimes et ports	195,0	-	-	-	-	-	175,9	175,9	19,1	
Ressources naturelles	1 461,6	246,8	25,7	-	-	-	373,2	645,7	815,9	
Sociétés transnationales	620,0	76,8	-	-	-	-	541,0	617,8	2,2	
Administration et finances publiques	3 124,0	1 896,2	326,9	-	58,9	21,7	720,3	3 124,0	-	
Science et technique	384,1	179,5	28,9	-	-	-	81,9	290,3	93,8	
Développement social	2 138,8	1 040,0	301,1	-	16,7	3,9	776,9	2 138,8	-	
Statistiques	3 107,7	1 134,6	340,9	-	22,5	5,4	1 476,4	2 979,8	127,9	
Transports, communications et tourisme	1 185,3	802,9	101,7	-	-	-	125,0	1 029,6	155,7	
Énergie	7 079,0	4 236,9	968,1	42,4	120,7	104,6	1 588,3	7 079,0	-	
Administration et services communs	654,1	654,1	-	-	-	-	-	654,1	-	
Total, chapitre 24	32 759,0	18 069,6	3 419,7	127,9	300,4	222,8	9 029,4	31 269,0	1 489,2	
Total, titre IV	487 748,5	406 914,6	17 229,5	3 870,5	24 320,7	4 821,6	22 908,0	479 664,9	8 083,6	
TITRE V										
Justice internationale et droit international										
CHAPITRE 25										
Cour internationale de Justice										
Programme										
Cour internationale de Justice	11 136,0	7 809,5	69,4	3 077,6	6,5	-	-	10 983,2	172,8	
Administration et services communs	1 920,9	-	-	401,5	1 402,1	77,0	-	1 860,6	40,3	
Total, chapitre 25	13 056,9	7 809,5	69,4	3 479,3	1 408,6	77,0	-	12 843,8	213,1	
CHAPITRE 26										
Activités juridiques										
Programme										
Organes directeurs	1 913,1	-	1 316,7	457,0	-	-	0,1	1 772,8	155,3	
Direction exécutive et administration	2 586,7	2 393,3	67,3	39,0	47,5	36,5	0,3	2 563,9	24,8	
Bureau des affaires juridiques	11 560,6	9 417,5	79,1	759,7	68,0	31,6	276,7	10 633,4	927,2	
Total, chapitre 26	16 060,4	11 810,8	1 443,1	1 255,7	116,3	68,1	277,1	14 972,1	1 093,3	
Total, titre V	29 119,3	19 620,3	1 512,5	4 735,0	1 524,9	145,1	277,1	27 814,9	1 304,4	

Tableau 1.1 (suite)

Titre et chapitre du budget et programme	Crédits révisés	Dépenses						Total	Solde inutilisé
		Traitements et dépenses communes de personnel	Frais de voyage	Services contractuels	Dépenses de fonctionnement	Achats	Bourses, subventions, divers		
TITRE VI									
Information									
CHAPITRE 27									
Information									
Programme									
Réunions et conférences spéciales	62,8	2,9	19,5	40,0	0,4	-	-	62,8	-
Direction exécutive et administration	2 521,1	2 270,3	99,0	109,2	17,5	-	17,0	2 521,0	0,1
Auditions publiques sur les activités des sociétés transnationales en Namibie	63,9	10,2	31,1	16,9	5,7	-	-	63,9	-
Services d'information	71 402,6	52 102,9	1 314,4	9 144,2	5 769,4	2 354,6	710,1	71 402,6	-
Administration et services communs	3 937,8	1 632,3	5,0	-	912,6	1 387,9	-	3 937,8	-
Total, chapitre 27	77 988,2	56 026,6	1 469,0	9 310,3	6 704,6	3 742,5	735,1	77 988,1	0,1
Total, titre VI	77 988,2	56 026,6	1 469,0	9 310,3	6 704,6	3 742,5	735,1	77 988,1	0,1
TITRE VII									
Services communs d'appui									
CHAPITRE 28									
Administration et gestion									
Programme									
Bureau du Secrétaire général adjoint à l'administration et à la gestion	7 874,6	5 475,3	24,7	1 329,5	42,3	747,9	-	7 619,7	254,9
Bureau de la planification des programmes, du budget et des finances	20 230,1	19 529,1	110,7	32,6	230,1	100,5	-	20 003,0	227,1
Bureau de la gestion des ressources humaines	28 013,8	24 616,6	731,5	841,1	699,4	412,2	290,8	27 591,6	422,2
Bureau des services généraux (New York)	178 832,9	66 389,9	140,2	5 471,9	85 220,6	12 771,8	4 241,2	174 235,6	4 597,3
Services de vérification interne des comptes	4 885,9	4 551,5	140,1	-	13,7	33,2	-	4 746,5	139,4
Administration et services communs (Genève)	83 650,0	57 594,5	31,7	-	22 712,6	1 498,4	1 799,9	83 637,1	20,9
Dépenses diverses	15 260,2	13 829,0	76,6	0,3	844,6	60,5	10,9	14 829,9	430,3
Activités administratives financées en commun	13 910,3	10 101,8	1 308,3	392,2	1 231,3	132,9	480,1	13 654,2	256,1
Division des services administratifs et des services communs (Vienne)	24 157,7	11 090,4	28,4	4,4	6 875,0	866,5	4 010,1	22 890,8	1 266,9
Services communs (Nairobi)	3 394,1	1 554,0	8,6	-	1 556,4	43,4	-	3 162,4	231,7
Total, chapitre 28	380 217,6	214 740,1	2 408,8	8 072,0	119 426,0	16 674,9	10 849,0	372 370,8	7 846,8
CHAPITRE 29									
Services de conférence et bibliothèque									
Programme									
Direction exécutive et administration	4 880,1	2 025,7	49,5	-	534,6	1 877,6	392,7	4 880,1	-
Services de traduction	107 397,9	101 167,1	315,9	2 170,4	0,2	-	3 731,3	107 392,9	-
Services d'interprétation et des séances officielles	58 160,4	57 444,6	715,3	0,4	0,1	-	-	58 160,4	-
Services de rédaction et des documents officiels	65 564,5	64 153,0	329,5	-	-	5,1	1 071,9	65 564,5	-
Services de publication	57 078,2	45 475,1	47,9	14,7	7 984,1	1 976,7	1 555,7	57 078,2	-
Bibliothèques	22 192,7	17 763,7	26,5	16,6	2 369,8	360,6	1 656,5	22 192,7	-
Administration du Département (Service administratif)	16 923,9	13 379,6	37,8	60,4	880,8	2 565,0	0,3	16 923,9	-
Total, chapitre 29	332 192,7	301 408,8	1 522,4	2 270,5	11 768,6	6 785,0	8 837,4	332 192,7	-
Total, titre VII	712 410,3	516 148,9	4 131,2	10 342,5	131 194,6	23 459,9	19 286,4	704 563,5	7 846,8
TITRE VIII									
Dépenses spéciales									
CHAPITRE 30									
Obligations émises par l'Organisation des Nations Unies									
Programme									
Obligations émises par l'Organisation des Nations Unies	3 523,4	-	-	-	3 523,3	-	-	3 523,3	0,1
Total, chapitre 30	3 523,4	-	-	-	3 523,3	-	-	3 523,3	0,1
Total, titre VIII	3 523,4	-	-	-	3 523,3	-	-	3 523,3	0,1

Tableau 1.1 (suite)

Titre et chapitre du budget et programme	Crédits révisés	Dépenses							Total	Solde inutilisé
		Traitements et dépenses communes de personnel	Frais de voyage	Services contractuels	Dépenses de fonctionnement	Achats	Bourses, subventions, divers			
TITRE IX										
Contributions du personnel										
CHAPITRE 31										
Contributions du personnel										
Programme										
Contributions du personnel	256 482,2	256 482,2	-	-	-	-	-	256 482,2	-	
Total, chapitre 31	256 482,2	256 482,2	-	-	-	-	-	256 482,2	-	
Total, titre IX	256 482,2	256 482,2	-	-	-	-	-	256 482,2	-	
TITRE X										
Dépenses d'équipement										
CHAPITRE 32										
Travaux de construction, transformation et amélioration des locaux et gros travaux d'entretien										
Programme										
Transformation et amélioration des locaux	9 547,3	-	-	-	-	8 990,6	-	8 990,6	556,7	
Gros travaux d'entretien	9 392,4	-	-	-	-	8 947,0	-	8 947,0	445,4	
Total, chapitre 32	18 939,7	-	-	-	-	17 937,6	-	17 937,6	1 002,1	
Total, titre X	18 939,7	-	-	-	-	17 937,6	-	17 937,6	1 002,1	
TOTAL GENERAL	1 772 313,7	1 386 212,3	37 252,6	32 990,5	184 286,0	55 395,9	52 545,0	1 748 682,3	23 631,4	

Etat II

FONDS GENERAL DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES

Etat des recettes et des dépenses et excédent budgétaire pour l'exercice biennal 1988-1989
terminé le 31 décembre 1989

(En dollars des Etats-Unis)

	1989	1987
I. <u>Etat des recettes et des dépenses</u>		
Crédit ouvert par l'Assemblée générale	1 772 313 700 a/	1 727 801 200
<u>A déduire</u> : Dépenses (état I)	1 748 682 326	1 598 659 580
Solde inutilisé des crédits ouverts (état I)	23 631 374	129 101 620
<u>A ajouter</u> : Excédent des recettes (montants effectifs) sur les recettes prévues :		
Montants effectifs des recettes (tableau 2.1)	67 566 160	
<u>A déduire</u> : Recettes prévues (montants révisés)	65 036 500 b/	9 926 557
<u>Excédent des recettes sur les dépenses</u>	26 161 034	139 028 177
II. <u>Excédent budgétaire</u>		
Excédent à porter au crédit des Etats Membres au 1er janvier 1988	3 100 000	-
<u>A ajouter</u> : Economies réalisées lors du règlement d'engagements d'exercices antérieurs (1986-1987)	15 852 935	10 690 759
Excédent des recettes sur les dépenses	26 161 034	139 028 177
	45 113 969	149 718 936
<u>A déduire</u> : Montant à déduire lors du calcul des contributions dues par les Etats Membres pour 1989	3 100 000	
Montants inscrites à un compte d'attente en application de la résolution 42/216 de l'Assemblée générale	15 852 935	146 618 936
Excédent à porter au crédit des Etats Membres au 31 décembre 1989 (état III)	26 161 034	3 100 000

a/ Voir la résolution 44/193 A de l'Assemblée générale, en date du 21 décembre 1989.

b/ Voir la résolution 44/193 B de l'Assemblée générale, en date du 21 décembre 1989.

Les notes d'accompagnement font partie intégrante des états financiers.

Tableau 2.1

FONDS GENERAL DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES

Tableau récapitulatif des recettes pour l'exercice biennal 1988-1989
terminé le 31 décembre 1989

(En dollars des Etats-Unis)

	Montants estimatifs révisés approuvés pour l'exercice biennal 1988-1989 a/	Montants effectifs Au 31 décembre 1989 Au 31 décembre 1987	
<u>Chapitre des recettes</u>			
Recettes générales :			
Recettes provenant de la location des locaux	10 035 100	9 879 038	7 014 283
Remboursement au titre de services fournis aux institutions spécialisées et à d'autres organismes	11 978 400	11 744 909	10 791 265
Avances	-	-	200 000
Intérêts bancaires	7 143 000	8 995 245	6 797 538
Vente de matériel usagé	313 500	430 885	235 296
Remboursement de dépenses d'exercices antérieures	1 754 100	1 936 131	1 359 834
Contributions d'Etats non membres	5 619 000	5 619 033	3 154 840
Services de télévision et services analogues	857 200	787 390	818 069
Remboursement, à l'occasion de retraits de participants, de la cotisation versée par l'Organisation à la Caisse commune des pensions du personnel	-	(8 846)	(2 418)
Remboursement par les institutions spécialisées de leur participation aux dépenses relatives à la Commission de la fonction publique internationale	4 651 100	4 614 873	4 282 357
Remboursement par les institutions spécialisées de leur participation aux dépenses relatives au Corps commun d'inspection	3 576 100	3 560 055	3 374 193
Recettes accessoires b/	9 307 500	8 684 260	1 336 325
Total partiel	55 235 000	56 242 973	39 361 582
Activités productrices de recettes (tableau 2.2)	9 801 500	11 323 187	10 183 375
Total général (état II)	65 036 500	67 566 160	49 544 957

a/ Voir la résolution 44/193 B de l'Assemblée générale, en date du 21 décembre 1989.

b/ Dont un montant de 5 millions de dollars représentant une contribution volontaire du Japon au titre de la Mission de bons offices des Nations Unies en Afghanistan et au Pakistan et un montant de 1 758 248 dollars représentant un gain net au change.

FONDS GENERAL DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES

Tableau récapitulatif des activités productrices de recettes de l'Organisation des Nations Unies

**Montant des recettes et des dépenses de l'exercice biennal 1988-1989
terminé le 31 décembre 1989**

En dollars des Etats-Unis)

Activités productives de recettes placées sous la direction du Service de gestion commerciale									
	Vente de timbres-poste de 1'000 s/	Exploitation du garage	d'articles pour cadeaux de 1'000	Risque à journaux	Beverages et vente de médailles	Total	Vente de publications	Services destinés aux visiteurs	Total général
Recettes :									
Chiffre d'affaires brut	29 982 265	2 127 663	8 087 332	112 251	112 259	40 421 770	10 359 555	4 217 634	54 998 959
A déduire :									
Coût des articles vendus	3 096 072	-	3 632 797	-	24 588	6 753 457	2 633 237	-	9 386 694
Chiffre d'affaires net	26 886 193	2 127 663	4 454 535	112 251	87 671	33 668 313	7 726 318	4 217 634	45 112 265
Dépenses :									
Traitements et dépenses communes	12 282 475	791 699	1 066 590	-	-	14 140 764	5 155 780	4 843 272	24 139 716
Frais d'exploitation	4 741 208	25 160	94 515	-	-	4 861 283	1 321 974	83 514	6 267 171
Achats	119 067	-	-	-	-	119 067	358 317	38 190	515 574
Autres dépenses :									
Publicité	1 545 198	-	-	-	-	1 545 198	742 827	209 767	2 497 792
Commission du concessionnaire	-	-	-	-	-	-	23 943	-	23 943
Total des dépenses	18 687 948	816 859	1 161 505	-	-	20 666 312	7 602 841	5 175 043	33 444 196
Excédent des recettes sur les dépenses	8 198 245	1 310 804	3 293 030	112 251	87 671	13 062 001	123 477	(957 409)	12 168 069
A déduire :									
Traitements des fonctionnaires du Service de gestion commerciale directement chargés de la supervision et de l'entretien des activités visées au présent chapitre, et dépenses communes de personnel correspondantes									
Recettes effectives						844 882	-	-	844 882
Montant estimatif approuvé après révision (1.988-1989)	6 723 800	1 254 700	3 308 400	131 200	32 600	11 650 700	123 477	(957 409)	11 323 187
A déduire :									
Montant estimatif approuvé après révision au titre des traitements et dépenses communes de personnel du Service de gestion commerciale									
Montants approuvés après révision (1.988-1989)						833 200			
							273 700	(1 089 700)	9 801 500 s/

a/ Conformément à la résolution 39/239 A de l'Assemblée générale, le montant de 315 776 dollars, représentant une partie des recettes provenant de la vente de la série de timbres consacrée à "l'Afrique en crise", a été placé sur un compte spécial.

b/ voir la résolution 44/193 B de l'Assemblée générale, en date du 21 décembre 1989.

Etat III

FONDS GENERAL DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES

Etat de l'actif et du passif au 31 décembre 1989

(En dollars des Etats-Unis)

		1989	1987
Actif			
Encaisses		(1 415 343)	1 286 756
Contributions mises en recouvrement non acquittées	(tableau 3.1 et note 4)	461 063 337 <u>a/</u>	353 221 134
Sommes à recevoir	(note 5)	41 820 252	49 353 778
A recevoir d'autres fonds de l'ONU	(note 6)	21 748 454	8 325 987
Charges différées	(notes 1 j) et 7)	27 127 757	9 644 480
Total, disponibilités à court terme		550 344 457	421 832 143
Compte spécial pour des contributions mises en recouvrement non acquittées (résolution 3049 C (XXVII) de l'Assemblée générale)		16 636 846	16 636 846
Total, actif		566 981 303	438 468 989
Passif			
Sommes à recevoir	(note 8)	29 043 995	21 338 991
Engagements non réglés	(état I)	63 899 218	48 431 776
Engagements non réglés pour les exercices à venir	(note 9)	16 259 457	3 198 485
Dû au Fonds de péréquation des impôts	(tableau 3.2)	3 304 226	-
Dû au Fonds de roulement	(état VI)	99 245 044	91 830 395
Dû au Compte spécial de l'ONU	(état VII)	71 211 645	39 887 935
Dû à d'autres fonds de l'ONU	(note 6)	19 352 064	15 084 171
Recettes comptabilisées d'avance	(note 10)	3 066 180	16 619 031
Total, passif		305 381 829	236 390 784
Solde inutilisé			
Montant inscrit à un compte d'attente en application de :			
La résolution 2947 A et B de l'Assemblée générale	(note 11)	3 937 960	3 937 960
La résolution 36/116 B de l'Assemblée générale	(note 11)	45 480 086	45 480 086
La résolution 40/241 B de l'Assemblée générale	(note 11)	10 531 982	10 531 982
La résolution 42/216 A de l'Assemblée générale : au 1er janvier 1988	(note 11)	139 028 177	-
A ajouter : Economies réalisées lors du règlement d'engagements d'exercices antérieurs	(note 11)	15 852 935	139 028 177
Montant total inscrit à un compte d'attente		214 831 140	198 978 205
Excédent disponible à porter au crédit des Etats Membres	(état II)	26 161 034	-
Montant servant à couvrir des dépenses correspondant à des crédits ouverts pour 1990		20 607 300 <u>b/</u>	3 100 000 <u>g/</u>
Total, solde inutilisé		261 599 474	202 078 205
Total, passif et solde inutilisé		566 981 303	438 468 989

a/ Contributions comptabilisées conformément aux articles 5.4 et 5.6 du règlement financier, qu'elles soient ou non recouvrables (voir annexes I et II).

b/ A porter au crédit des Etats Membres conformément à la résolution 44/204 C de l'Assemblée générale, comme suit :

Diminution du montant révisé des crédits ouverts pour l'exercice biennal 1988-1989	16 432 600
Augmentation des recettes prévues, autres que les contributions du personnel, pour l'exercice biennal 1988-1989	4 174 700
	<u>20 607 300</u>

g/ Montants crédités au titre des contributions des Etats Membres en 1989 conformément à la résolution 40/239 A de l'Assemblée générale.

Tableau 3.1

FONDS GENERAL DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES

Contributions mises en recouvrement non acquittées au 31 décembre 1989

Etats Membres	Contributions dues au 1er janvier 1988	Montant net des contributions mises en recouvrement en 1988 et 1989	Contributions acquittées en 1988 et 1989	Contributions non acquittées au 31 décembre 1989			Total
				Années précédentes	1988	1989	
Afghanistan	-	147 121	147 121	-	-	-	-
Afrique du Sud	30 754 378	6 547 995	-	30 754 378	3 186 163	3 361 832	37 302 373
Albanie	-	147 121	147 121	-	-	-	-
Algérie	-	2 134 390	2 134 390	-	-	-	-
Allemagne, République fédérale d'	-	120 176 560	120 176 560	-	-	-	-
Angola	72 454	147 121	217 321	-	-	2 254	2 254
Antigua-et-Barbuda	128 911	147 121	106 032	22 879	72 413	74 708	170 000
Arabie saoudite	-	14 644 197	14 644 197	-	-	-	-
Argentine	2 252 429	9 420 280	6 688 700	-	53 322	4 930 687	4 984 009
Australie	-	23 749 588	23 749 588	-	-	-	-
Autriche	-	10 886 894	10 886 894	-	-	-	-
Bahamas	-	221 828	221 828	-	-	-	-
Bahrein	-	294 240	294 240	-	-	-	-
Bangladesh	111 848	219 533	331 381	-	-	-	-
Barbade	-	147 121	147 121	-	-	-	-
Belgique	-	17 285 476	17 285 476	-	-	-	-
Belize	-	147 121	147 121	-	-	-	-
Bénin	216 086	147 121	164 616	51 464	72 413	74 708	198 585
Bhoutan	-	147 121	147 121	-	-	-	-
Bolivie	72 454	147 121	140 000	-	4 867	74 708	79 575
Botswana	-	147 121	147 121	-	-	-	-
Brésil	7 812 235	20 970 366	21 560 886	-	-	7 221 715	7 221 715
Bruni Darussalam	-	588 482	588 482	-	-	-	-
Bulgarie	759 301	2 279 215	2 444 515	-	-	594 001	594 001
Burkina Faso	156 335	147 121	179 312	-	49 436	74 708	124 144
Burundi	142 497	147 121	106 770	35 727	72 413	74 708	182 848
Cameroon	-	147 121	72 413	-	-	74 708	74 708
Canada	-	45 264 184	45 264 184	-	-	-	-
Cap-Vert	72 454	147 121	144 867	-	-	74 708	74 708
Chili	507 176	1 104 547	1 211 723	-	-	400 000	400 000
Chine	-	11 622 494	11 622 494	-	-	-	-
Chypre	-	294 240	294 240	-	-	-	-
Colombie	72 161	1 987 270	2 059 431	-	-	-	-
Comores	131 105	147 121	161 231	-	42 287	74 708	116 995
Congo	132 696	147 121	162 977	-	42 132	74 708	116 840
Costa Rica	-	294 240	194 239	-	-	1	1
Côte d'Ivoire	76 123	294 240	186 216	-	34 732	149 415	184 147
Cuba	872 144	1 324 080	1 210 000	-	293 859	672 365	966 224
Danemark	-	10 368 531	10 368 531	-	-	-	-
Djibouti	72 454	147 121	144 867	-	-	74 708	74 708
Dominique	227 784	147 121	286 369	-	13 828	74 708	88 536
Egypte	189 150	1 029 840	740 816	-	-	478 174	478 174
El Salvador	192 687	147 121	157 087	35 600	72 413	74 708	182 721
Emirats arabes unis	1 304 166	2 722 871	2 607 597	-	-	1 419 440	1 419 440
Equateur	165 431	441 361	351 818	-	30 851	224 123	254 974
Espagne	-	29 267 742	29 267 742	-	-	-	-
Etats-Unis d'Amérique	252 837 616	431 196 125	318 902 273	-	148 844 843	216 286 625	365 131 468
Ethiopie	-	147 121	147 121	-	-	-	-
Fidji	-	147 121	147 121	-	-	-	-
Finlande	-	7 430 717	7 430 717	-	-	-	-
France	4 357 157	92 819 085	97 176 242	-	-	-	-
Gabon	-	441 361	441 361	-	-	-	-
Gambie	218 229	147 121	286 271	-	4 371	74 708	79 079
Ghana	-	147 121	147 121	-	-	-	-
Grèce	-	6 174 459	6 174 459	-	-	-	-
Grenade	114 795	147 121	125 700	29 254	52 254	74 708	156 216
Guatemala	328 427	294 240	209 386	119 041	144 825	149 415	413 281
Guinée	-	147 121	147 121	-	-	-	-
Guinée-Bissau	92 683	147 121	239 804	-	-	-	-
Guinée équatoriale	171 908	147 121	129 357	42 551	72 413	74 708	189 672

Tableau 3.1 (suite)

Etats Membres	Contributions dues au 1er janvier 1988	Montant net des contributions mises en recouvrement en 1988 et 1989	Contributions acquittées en 1988 et 1989	Contributions non acquittées au 31 décembre 1989			Total
				Années précédentes	1988	1989	
Guyana	-	147 121	21 897	-	50 516	74 708	125 224
Haïti	-	147 121	72 413	-	-	74 708	74 708
Honduras	3 768	147 121	76 181	-	-	74 708	74 708
Hongrie	1 219 574	3 161 936	3 265 657	-	-	1 115 853	1 115 853
Iles Salomon	-	147 121	72 413	-	-	74 708	74 708
Inde	50 425	5 298 621	5 347 939	-	-	1 107	1 107
Indonésie	135 013	2 134 390	2 269 403	-	-	-	-
Iran (République islamique d')	7 571 884	9 716 816	5 418 760	2 153 124	4 562 006	5 154 810	11 669 940
Iraq	-	1 765 442	1 765 442	-	-	-	-
Irlande	-	2 648 163	2 648 163	-	-	-	-
Islande	-	441 361	441 361	-	-	-	-
Israël	3 122 529	3 161 936	3 105 456	17 073	1 593 082	1 568 854	3 179 009
Italie	-	57 252 707	57 252 707	-	-	-	-
Jamahiriya arabe libyenne	941 898	3 974 540	2 042 764	-	781 867	2 091 807	2 873 674
Jamaïque	-	219 533	219 533	-	-	-	-
Japon	-	163 512 508	163 512 508	-	-	-	-
Jordanie	-	147 121	147 121	-	-	-	-
Kampuchea démocratique	195 293	147 121	145 500	49 793	72 413	74 708	196 914
Kenya	476	147 121	-	476	72 413	74 708	147 597
Koweït	-	4 266 484	4 266 484	-	-	-	-
Lesotho	-	147 121	147 121	-	-	-	-
Liban	-	147 121	72 413	-	-	74 708	74 708
Libéria	147 977	147 121	101 104	46 873	72 413	74 708	193 994
Luxembourg	-	810 307	810 307	-	-	-	-
Madagascar	31 187	147 121	121 896	-	-	56 412	56 412
Malaisie	-	1 545 909	1 545 909	-	-	-	-
Malawi	-	147 121	72 413	-	-	74 708	74 708
Maldives	72 454	147 121	144 867	-	-	74 708	74 708
Mali	57 460	147 121	31 446	26 014	72 413	74 708	173 135
Malte	-	147 121	147 121	-	-	-	-
Maroc	-	660 895	660 895	-	-	-	-
Maurice	-	147 121	147 121	-	-	-	-
Mauritanie	72 267	147 121	72 413	-	72 267	74 708	146 975
Mexique	426 630	13 467 233	13 893 863	-	-	-	-
Mongolie	51 864	147 121	198 985	-	-	-	-
Mozambique	-	147 121	74 708	-	-	72 413	72 413
Myanmar	-	147 121	147 121	-	-	-	-
Népal	-	147 121	147 121	-	-	-	-
Nicaragua	226 663	147 121	144 500	82 163	72 413	74 708	229 284
Niger	142 497	147 121	142 497	-	72 413	74 708	147 121
Nigéria	50 855	2 869 992	2 015 571	-	-	905 276	905 276
Norvège	-	8 019 197	8 019 197	-	-	-	-
Nouvelle-Zélande	-	3 530 885	3 530 885	-	-	-	-
Oman	36 227	294 240	330 467	-	-	-	-
Ouganda	-	147 121	-	-	72 413	74 708	147 121
Pakistan	-	882 719	880 233	-	-	2 486	2 486
Panama	228 969	294 240	88 071	140 898	144 825	149 415	435 138
Papouasie-Nouvelle-Guinée	-	147 121	72 413	-	-	74 708	74 708
Paraguay	214 948	368 948	287 361	-	72 412	224 123	296 535
Pays-Bas	-	24 926 549	24 926 549	-	-	-	-
Pérou	1 007 146	955 132	517 000	490 146	506 889	448 243	1 445 278
Philippines	161 897	1 396 493	1 387 991	-	-	170 399	170 399
Pologne	5 609 853	8 818 033	14 427 886	-	-	-	-
Portugal	-	2 648 163	2 648 163	-	-	-	-
Qatar	154 906	663 189	631 326	-	-	186 769	186 769
République arabe syrienne	463 917	588 481	1 052 398	-	-	-	-
République centrafricaine	197 139	147 121	202 171	-	67 381	74 708	142 089
République démocratique allemande	3 617 300	19 193 450	22 810 750	-	-	-	-
République démocratique populaire lao	72 454	147 121	219 575	-	-	-	-
République dominicaine	651 666	441 361	433 600	218 066	217 238	224 123	659 427

Tableau 3.1 (suite)

Etats Membres	Contributions dues au 1er janvier 1988	Montant net des contributions mises en recouvrement en 1988 et 1989	Contributions acquittées en 1988 et 1989	Contributions non acquittées au 31 décembre 1989			Total
				Années précédentes	1988	1989	
République socialiste soviétique de Biélorussie	419 695	4 927 379	5 118 277	-	-	228 797	228 797
République socialiste soviétique d'Ukraine	2 453 034	18 607 264	20 175 162	-	-	885 136	885 136
République-Unie de Tanzanie	72 454	149 326	147 072	-	-	74 708	74 708
Roumanie	3 998 102	2 795 284	2 759 600	1 238 502	1 375 844	1 419 440	4 033 786
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	-	71 500 421	71 500 421	-	-	-	-
Rwanda	-	147 121	147 121	-	-	-	-
Sainte-Lucie	227 921	147 121	336 541	-	-	38 501	38 501
Saint-Kitts-et-Nevis	122 497	147 121	212 497	-	-	57 121	57 121
Saint-Vincent-et-Grenadines	36 227	147 121	108 640	-	-	74 708	74 708
Samoa	-	147 121	131 940	-	-	15 181	15 181
Sao Tomé-et-Principe	188 328	147 121	103 100	85 228	72 413	74 708	232 349
Sénégal	64 125	147 121	129 083	-	7 455	74 708	82 163
Seychelles	-	147 121	147 121	-	-	-	-
Sierra Leone	205 768	147 121	165 587	40 181	72 413	74 708	187 302
Singapour	-	1 545 909	1 545 909	-	-	-	-
Somalie	-	147 121	141 340	-	-	5 781	5 781
Soudan	887	147 121	73 300	-	-	74 708	74 708
Sri Lanka	-	147 121	72 413	-	-	74 708	74 708
Suède	-	18 091 196	18 091 196	-	-	-	-
Suriname	-	147 121	114 708	-	-	32 413	32 413
Swaziland	-	147 121	147 121	-	-	-	-
Tchad	44 204	147 121	16 275	27 929	72 413	74 708	175 050
Tchécoslovaquie	324 722	9 999 583	10 324 305	-	-	-	-
Thaïlande	-	1 398 788	1 398 788	-	-	-	-
Togo	64 942	147 121	140 767	-	-	71 296	71 296
Trinité-et-Tobago	157 132	663 189	820 321	-	-	-	-
Tunisie	63 000	441 361	479 253	-	-	25 108	25 108
Turquie	55 007	4 862 629	4 917 636	-	-	-	-
Union des Républiques socialistes soviétiques	10 544 762	148 493 760	156 398 043	-	-	2 640 479	2 640 479
Uruguay	-	588 482	289 651	-	-	298 831	298 831
Vanuatu	4 229	147 121	151 350	-	-	-	-
Venezuela	-	8 603 090	8 603 090	-	-	-	-
Viet Nam	236 733	147 121	309 146	-	-	74 708	74 708
Yémen	-	147 121	144 926	-	-	2 195	2 195
Yémen démocratique	-	147 121	147 121	-	-	-	-
Yougoslavie	2 361 961	6 767 527	4 155 202	-	1 537 747	3 436 539	4 974 286
Zaïre	-	147 121	147 121	-	-	-	-
Zambie	-	147 121	146 621	-	-	500	500
Zimbabwe	3 000	295 087	298 087	-	-	-	-
Total général	353 221 134	1 534 631 995 a/	1 426 789 792	35 707 360	164 873 494	260 482 483	461 063 337

a/ Les contributions nettes mises en recouvrement auprès des Etats Membres pour l'exercice biennal 1988-1989 selon les documents ST/ADM/SER.B/294 et 305 s'établissent comme suit :

Année	Contributions brutes	Moins les recettes provenant des contributions du personnel	Contributions nettes
1988	859 638 000	101 610 574	758 027 426
1989	865 146 500	88 541 931	776 604 569
Total	1 724 784 500	190 152 505	1 534 631 995
	(Note 4)		

Tableau 3.2

FONDS GENERAL DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES - FONDS DE PEREQUATION DES IMPOYS

I. Etat des recettes et des dépenses pour l'exercice biennal 1988-1989 terminé le 31 décembre 1989

(En dollars des Etats-Unis)

	Etats-Unis d'Amérique	Autres Etats Membres	Total	
			1989	1987
Recettes				
Montant effectif des recettes provenant des contributions du personnel pour l'exercice biennal 1988-1989 :				
Inscrites au budget ordinaire de l'Organisation des Nations Unies	65 215 664	195 646 996	260 862 660 a/	251 127 588
Force des Nations Unies chargée d'observer le dégellement	441 700	1 011 022	1 452 722	1 253 155
Force intérieure des Nations Unies au Liban	1 136 357	2 605 239	3 741 596	4 519 362
Groupe d'observateurs militaires des Nations Unies pour l'Iran et l'Iraq	493 878	1 119 589	1 613 467	-
Mission de vérification des Nations Unies en Angola	55 961	125 978	181 939	-
Groupe d'assistance des Nations Unies pour la période de transition	1 484 929	3 342 851	4 827 780	-
Sommes reçues d'Etats Membres (autres que les Etats-Unis d'Amérique) au titre de remboursements d'impôts effectués en 1986-1987	-	34 287	34 287	21 479
Total, recettes	68 828 489	203 885 962	272 714 451	256 921 584
Dépenses				
Sommes remboursées aux fonctionnaires assujettis à l'impôt sur le revenu des Etats-Unis d'Amérique pour les exercices 1987 et 1988 (remboursements effectués pendant l'exercice biennal 1988-1989) :				
Impôt fédéral	38 690 035	-	38 690 035	41 055 003
Impôt d'Etat	12 113 264	-	12 113 264	13 134 835
Impôt municipal	3 655 303	-	3 655 303	3 830 427
Sécurité sociale	5 308 681	-	5 308 681	4 778 497
Sommes remboursées au titre d'exercices antérieurs	246 178	-	246 178	101 525
Excédent des montants effectifs des recettes provenant des contributions du personnel sur les recettes inscrites depuis le début dans le budget de la FINUL et de la FUNU/FNUOD comme provenant des contributions du personnel				
	-	-	-	1 172 000
Sommes remboursées à des fonctionnaires qui sont ressortissants d'autres pays que les Etats-Unis d'Amérique				
	-	58 294 b/	58 294	34 287
Sommes portées au crédit des autres Etats Membres sur la base du montant estimatif de recettes provenant des contributions du personnel pour l'exercice biennal approuvé par les résolutions 42/226 et 43/218 de l'Assemblée générale pour l'exercice biennal 1988-1989				
	-	190 186 790	190 186 790	200 031 081
Sommes portées au crédit des autres Etats Membres pour :				
La Force des Nations Unies chargée d'observer le dégellement	-	1 011 147	1 011 147	1 075 824
La Force intérieure des Nations Unies au Liban	-	2 765 923	2 765 923	3 658 949
Le Groupe d'observateurs militaires des Nations Unies pour l'Iran et l'Iraq	-	1 152 804	1 152 804	-
La Mission de vérification des Nations Unies en Angola	-	159 941	159 941	-
Le Groupe d'assistance des Nations Unies pour la période de transition	-	6 606 354	6 606 354	-
Le Groupe d'observateurs des Nations Unies en Amérique centrale	-	415 622	415 622	-
Total, dépenses	60 013 461	202 356 875	262 370 336	268 872 428
Excédent des recettes sur les dépenses	8 815 028	1 529 087	10 344 115	(11 950 844)

Tableau 3.2 (suite)

II. Etat de l'actif et du passif au 31 décembre 1989

(En dollars des Etats-Unis)

	Etats-Unis d'Amérique	Autres Etats Membres	Total	
			1989	1987
Actif				
Chargen différées :				
Avances faites au titre des impôts pour 1989 (montant estimatif)	26 838 174	20 900	26 859 074	26 872 671
Avances faites au titre des impôts pour les exercices précédents	1 240 907 c/	-	1 240 907	1 578 727
A recevoir du Fonds général de l'Organisation des Nations Unies (état III)	11 513 670	(8 209 444)	3 304 226	-
Total, actif	<u>39 592 751</u>	<u>(8 188 544)</u>	<u>31 404 207</u>	<u>28 451 398</u>
Passif				
Dû au Fonds de roulement de l'Organisation des Nations Unies (état VI)	-	-	-	7 391 306
Total, passif	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>7 391 306</u>
Solde inutilisé				
Solde inutilisé au 1er janvier 1988	30 777 723	(9 717 631)	21 060 092	30 333 073
A ajouter : Excédent des recettes sur les dépenses	8 815 028	1 529 087	10 344 115	(11 950 844)
Ajustement net des montants effectifs par rapport aux montants estimatifs des recettes provenant des contributions du personnel	-	-	-	2 677 063
Solde inutilisé au 31 décembre 1989	<u>39 592 751</u>	<u>(8 188 544)</u>	<u>31 404 207</u>	<u>21 060 092</u>
Total, passif et solde inutilisé	<u>39 592 751</u>	<u>(8 188 544)</u>	<u>31 404 207</u>	<u>28 451 398</u>

a/ Les recettes effectives provenant des contributions du personnel, inscrites au budget ordinaire de l'Organisation des Nations Unies pour l'exercice biennal 1988-1989 terminé le 31 décembre 1989, s'élevaient à 256 482 205 dollars. S'ajoutent à ce montant : des recettes provenant des contributions du personnel résultant d'ajustements de traitement afférents aux exercices antérieurs (84 771 dollars) et des recettes provenant des activités rémunératrices (4 295 684 dollars), ledit montant étant ainsi porté à 260 862 660 dollars.

b/ Le montant de 58 294 dollars sera déduit des sommes à porter au crédit des Etats Membres suivants et se décompose comme suit :

1990 : Turquie, 11 441 dollars;

1991 : Canada, 46 317 dollars; Turquie : 536 dollars.

c/ Ce montant représente les avances non réglées et se décompose comme suit :

1988 : 594 767 dollars; 1987 : 365 002 dollars; 1986 : 280 408 dollars et 1985 : 730 dollars.

Etat IV

FONDS DES IMMOBILISATIONS DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES

Actif et passif au 31 décembre 1989 a/

(En dollars des Etats-Unis)

	1989	1987
<u>Actif</u>		
<u>Immobilisations :</u>		
Terrains et bâtiments (note 12)	262 992 258	231 262 845
<u>A déduire :</u> Coût du bâtiment démoli en 1960	<u>1 650 285</u>	<u>1 650 285</u>
Total, actif	<u><u>261 341 973</u></u>	<u><u>229 612 560</u></u>
<u>Passif</u>		
Dû au Fonds général de l'Organisation des Nations Unies (note 6)	<u>4 410 567</u>	<u>-</u>
Total, passif	<u><u>4 410 567</u></u>	<u><u>-</u></u>
<u>Solde du Fonds des immobilisations</u>		
Dons	20 377 593	20 377 593
Crédits ouverts au budget ordinaire	<u>236 553 813</u>	<u>209 234 967</u>
Total, solde du Fonds	<u><u>256 931 406</u></u>	<u><u>229 612 560</u></u>
Total, passif et solde du Fonds	<u><u>261 341 973</u></u>	<u><u>229 612 560</u></u>

a/ Voir note 1 (1).

Les notes d'accompagnement font partie intégrante des états financiers.

Etat V

PROJETS PLURIANNUELS : FONDS "TRAVAUX DE CONSTRUCTION EN COURS" DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES
ET FONDS DU SYSTEME INTEGRE DE GESTION (SIG)

Etat de l'actif et du passif au 31 décembre 1989 a/

(En dollars des Etats-Unis)

	Travaux de construction en cours				Non répartis	Fonds SIG Siège	Total	
	CEA	CEPALC	CESAP	PNUE			1989	1987
Actif								
Encaisse	-	-	184 138	-	18 675 547	-	18 859 685	24 355 115
Sommes à recevoir	-	-	5 905 781	-	151 320	-	6 057 101	-
A recevoir du Fonds général (note 6)	-	-	-	-	-	5 165 082	5 165 082	-
Sommes dues au/par le Fonds de construction	1 330 445	-	11 714 683	-	(13 045 128)	-	-	-
Fonds "travaux de construction en cours"	1 895 666	-	5 259 196	-	-	-	7 154 862	29 342 899
Dépenses effectuées à ce jour au titre du Système	-	-	-	-	-	246 396	246 396	-
Total, actif	<u>3 226 111</u>	<u>-</u>	<u>23 063 798</u>	<u>-</u>	<u>5 781 739</u>	<u>5 411 478</u>	<u>37 483 126</u>	<u>53 698 014</u>
Passif								
Sommes à payer	-	-	256 654	-	-	-	256 654	11 969
Engagements non réglés	106 111	-	26 930	-	-	5 278	138 319	102 589
Dû au Fonds général	-	-	-	-	2 354 872	-	2 354 872	-
Total, passif	<u>106 111</u>	<u>-</u>	<u>283 584</u>	<u>-</u>	<u>2 354 872</u>	<u>5 278</u>	<u>2 749 845</u>	<u>114 558</u>
Solde								
Solde disponible au 1er janvier 1988	3 120 000	258 800	22 698 000	27 506 656	-	-	53 593 456	35 009 989
A ajouter : Allocations de crédits pour l'exercice biennal	-	-	-	-	-	5 406 200	5 406 200	18 571 900
Recettes accessoires	-	-	82 214	1 534	3 426 867	-	3 510 615	1 567
(montant net)	-	-	-	-	-	-	-	-
Montant net viré au Fonds des immobilisations	-	(258 800)	-	(27 060 059)	-	-	(27 318 859)	-
Montant net viré au Fonds général	-	-	-	(448 131)	-	-	(448 131)	-
Solde du Fonds au 31 décembre 1989	<u>3 120 000</u>	<u>-</u>	<u>22 780 214</u>	<u>-</u>	<u>3 426 867</u>	<u>5 406 200</u>	<u>34 733 281</u>	<u>53 583 456</u>
Total, passif et solde du Fonds	<u>3 226 111</u>	<u>-</u>	<u>23 063 798</u>	<u>-</u>	<u>5 781 739</u>	<u>5 411 478</u>	<u>37 483 126</u>	<u>53 698 014</u>

a/ Voir note 1 b).

Les notes d'accompagnement font partie intégrante des états financiers.

Etat VI

FONDS DE ROULEMENT DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES

Etat de l'actif et du principal du Fonds au 31 décembre 1989

(En dollars des Etats-Unis)

	1989	1987
<hr/>		
Actif		
Disponibilités à court terme		
Encaisse		
Contributions non acquittées a/	280 000	280 000
Avances destinées à couvrir divers		
achats et opérations amortissables (tableau 6.1)	474 956	498 299
	<hr/>	<hr/>
Total, disponibilités à court terme	754 956	778 299
Avances au Fonds de péréquation des		
impôts (tableau 3.2)	-	7 391 306
Avances au Fonds général de		
l'Organisation des Nations Unies (état III)	99 245 044	91 830 395
	<hr/>	<hr/>
Total, actif	100 000 000	100 000 000
	<hr/>	<hr/>
<u>Principal du Fonds</u>	100 000 000	100 000 000
	<hr/>	<hr/>
Total du Fonds	100 000 000	100 000 000
	<hr/>	<hr/>

a/ Ce montant représente le solde à recevoir de l'Afrique du Sud :
280 000 dollars.

Les notes d'accompagnement font partie intégrante des états financiers.

Tableau 6.1

FONDS DE ROULEMENT DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES

Avances destinées à couvrir divers achats et opérations amortissables pour
l'exercice biennal 1988-1989 terminé le 31 décembre 1989

(En dollars des Etats-Unis)

	Crédits alloués	Solde au 1er janv. 1988	Avances	Remboursements	Solde au 31 déc. 1989
<u>Avec l'assentiment préalable</u> <u>du Comité consultatif pour</u> <u>les questions administratives</u> <u>et budgétaires</u>					
Capital d'exploitation :					
Comptoirs d'articles pour cadeaux	180 000	180 000	-	67 392	112 608
Magasin de souvenirs	350 000	350 000	12 348	-	362 348
Total (achats et opérations amortis- amortissables divers)	530 000	530 000	12 348	67 392	474 956 a/

a/ Ce chiffre représente le montant de l'inventaire au prix coûtant au 31 décembre 1989.

Etat VII

COMPTE SPECIAL DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES

Etat de l'actif et du passif au 31 décembre 1989

(En dollars des Etats-Unis)

		1989	1987
<hr/>			
Actif			
Disponibilités à court terme :			
Encaisse	(tableau 7.2)	48 607 978	65 007 185
Intérêts échus		62 416	339 084
		<hr/>	<hr/>
Total, disponibilités à court terme		48 670 394	65 346 269
Sommes à recevoir du Fonds général de l'ONU	(état III)	71 211 645	39 887 935
Avances au Compte spécial de la Force d'urgence des Nations Unies (1956)	(état IX)	2 214 873	2 214 873
Avances au Compte <u>ad hoc</u> pour l'opération des Nations Unies au Congo	(état XIII)	1 396 526	1 396 526
		<hr/>	<hr/>
Total, actif		123 493 438	108 845 603
		<hr/>	<hr/>
Principal du Fonds			
Montant des contributions volontaires reçues des Etats Membres	(tableau 7.1)	48 727 592	52 627 592
<u>A déduire</u> : Montant du crédit ouvert pour les opérations de la Force d'urgence des Nations Unies en application de la partie II de la résolution 2115 (XX) de l'Assemblée générale		3 911 000	3 911 000
		<hr/>	<hr/>
Total, principal du Fonds		44 816 592	48 716 592
		<hr/>	<hr/>
Recettes			
Contributions de sources privées		73 867	73 867
Recettes diverses		811 043	653 155
Intérêts échus des placements : a/ Jusqu'au 31 décembre 1987		59 401 989	47 426 265
Pour l'exercice biennal en cours		18 389 947	11 975 724
		<hr/>	<hr/>
Total, recettes		78 676 846	60 129 011
		<hr/>	<hr/>
Total, principal du Fonds et recettes		123 493 438	108 845 603
		<hr/>	<hr/>

a/ Non compris les intérêts perçus depuis le 1er janvier 1978 sur une contribution du Japon de 10 millions de dollars versés en application de la résolution 3049 A (XXVII) de l'Assemblée générale.

Les notes d'accompagnement font partie intégrante des états financiers.

Tableau 7.1

COMPTE SPECIAL DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES

Contributions volontaires : situation au 31 décembre 1989 a/

(En dollars des Etats-Unis)

Contributions volontaires d'Etats Membres :	1989	1987
Arabie saoudite	250 000	250 000
Bulgarie	150 000	150 000
Canada	3 871 769	3 871 769
Chine	5 000 000	5 000 000
Danemark	987 766	987 766
Egypte	50 000	50 000
Emirats arabes unis	1 000 000	1 000 000
Finlande	507 865	507 865
France	-	3 900 000 b/
Ghana	20 000	20 000
Grèce	50 000	50 000
Islande	80 000	80 000
Italie	1 499 755	1 499 755
Jamaïque	10 000	10 000
Japon	12 500 000 c/	12 500 000 c/
Koweït	250 000	250 000
Libéria	8 000	8 000
Mali	4 990	4 990
Malte	9 000	9 000
Nigéria	20 000	20 000
Norvège	678 136	678 136
Ouganda	19 000	19 000
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	9 527 943	9 527 943
Suède	2 000 000	2 000 000
Togo	14 368	14 368
Tunisie	5 000	5 000
Union des Républiques socialistes soviétiques	10 000 000	10 000 000
Yougoslavie	100 000	100 000
Zaïre	100 000	100 000
Zambie	14 000	14 000
Total, contributions	48 727 592	52 627 592

a/ Montants versés en application des résolutions 2053 A (XX) et 3049 A (XXVII) et en réponse à l'appel lancé par le Secrétaire général en 1986 (voir par. 19 du document A/40/1102). Les contributions indiquées ont été versées en application de la résolution 2053 A (XX) de l'Assemblée générale, à l'exception de celles de l'Arabie saoudite, de la Chine et des Emirats arabes unis, qui ont été versées en application de la résolution 3049 A (XXVII). Le Japon a versé une contribution en application des résolutions 2053 A (XX) et 3049 A (XXVII). La Bulgarie, le Togo et l'Union des Républiques socialistes soviétiques ont versé des contributions en réponse à l'appel lancé par le Secrétaire général en 1986.

b/ Montant appliqué à la contribution au budget ordinaire de l'Organisation des Nations Unies.

c/ Ce montant comprend 10 millions de dollars versés en application de la résolution 3049 A (XXVII) de l'Assemblée générale, avec l'espoir d'amener d'autres Etats Membres à verser des contributions volontaires.

Tableau 7.2

COMPTE SPECIAL DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES

Dépôts bancaires porteurs d'intérêts au 31 décembre 1989

(En dollars des Etats-Unis)

Udruzena Beogradska Banka, New York 9,1250 %, échéance 2 janvier 1990	28 600 000
Bank of Tokyo Trust Co., Nassau 8,6875 %, échéance 4 janvier 1990	10 000 000
Udruzena Beogradska Banka, New York 8,6250 %, échéance 2 janvier 1990	5 000 000
Korea Exchange Bank, New York 8,6250 %, échéance 2 janvier 1990	5 000 000
Bank of Tokyo Trust Co., New York Compte d'épargne	7 978
Total	<u>48 607 978</u>

Etat VIII

COMPTE SPECIAL "PRODUIT DE LA VENTE DES OBLIGATIONS DE L'ONU"

Etat de l'actif et du passif au 31 décembre 1989

(En dollars des Etats-Unis)

	1989	1987
<u>Actif</u>		
Avances au Compte <u>ad hoc</u> pour l'opération des Nations Unies au Congo (état XIII)	35 931 462	35 931 462
Avances au Compte spécial de la Force d'urgence des Nations Unies (1956) (état IX)	8 116 562	8 116 562
Total, actif	<u>44 048 024</u>	<u>44 048 024</u>
<u>Passif</u>		
Total des obligations vendues	169 905 678	169 905 678
<u>A déduire</u> : Principal remboursé au 31 décembre 1989	166 652 996	163 218 347
Gain net au change	3 252 682	3 252 682
Total	<u>169 905 678</u>	<u>166 471 029</u>
Obligations de l'ONU non remboursées	3 434 649	
<u>Solde du Fonds</u>		
Crédits ouverts	166 652 996	163 218 347
Gain net au change	3 252 682	3 252 682
Intérêts échus des placements jusqu'au 31 décembre 1965	3 188 418	3 188 418
	<u>173 094 096</u>	<u>169 659 447</u>
<u>A déduire</u> : Dépenses autorisées pour la période allant du 1er juillet 1962 au 30 juin 1963 pour lesquelles il n'a pas été mis de contributions en recouvrement, Compte <u>ad hoc</u> pour l'opération des Nations Unies au Congo		
Dépenses autorisées	110 725 800	
<u>A déduire</u> : Recettes provenant des contributions du personnel	754 320	109 971 480
Compte spécial de la Force d'urgence des Nations Unies (1956)		
Dépenses autorisées	19 206 880	
<u>A déduire</u> : Recettes provenant des contributions du personnel	132 288	19 074 592
Total	<u>129 046 072</u>	<u>129 046 072</u>
Total, solde du Fonds	<u>44 048 024</u>	<u>40 613 375</u>
Total, passif et solde du Fonds	<u>44 048 024</u>	<u>44 048 024</u>

Les notes d'accompagnement font partie intégrante des états financiers.

Etat IX

COMPTE SPECIAL DE LA FORCE D'URGENCE DES NATIONS UNIES (1956)

I. Etat récapitulatif des recettes et des dépenses pour la période allant du 5 novembre 1956 au 31 décembre 1989

(En dollars des Etats-Unis)

	De 1956 à la fin de 1987	Exercice biennal 1988-1989 terminé le 31 décembre 1989	Total
<u>Recettes a/</u>			
Contributions des Etats Membres			
Contributions acquittées	118 110 035	-	118 110 035
Contributions non acquittées	42 990 814	-	42 990 814
Total	161 100 849	-	161 100 849
Compte spécial pour les contributions non acquittées (résolution 3049 C (XXVII) de l'Assemblée générale)	5 274 570	-	5 274 570
Contributions volontaires	28 086 176	-	28 086 176
Produit de la vente des obligations de l'ONU	19 206 880	-	19 206 880
Avance prélevée sur le Compte spécial de l'ONU	3 911 000	-	3 911 000
Recettes accessoires, économies réalisées lors du règlement d'engagements et ajustements	3 545 672	-	3 545 672
Total, recettes	221 125 147	-	221 125 147
<u>De 1956 à la fin de 1987</u>			
	<u>Montant</u>		
	<u>Décaissements</u>	<u>non réglé</u>	
<u>A déduire : Dépenses :</u>			
Personnel	57 116 064	-	57 116 064
Matériel, approvisionnements et divers	136 661 763	21 238 749	157 900 512
Total, dépenses	193 777 827	21 238 749	215 016 576
<u>Excédent des recettes sur les dépenses a/</u>	6 108 571	767 439	6 876 010

Etat IX (suite)

II. Etat de l'actif et du passif au 31 décembre 1989

(En dollars des Etats-Unis)

		1989	1987
<u>Actif</u>			
Contributions non acquittées a/	(tableau 9.1)	42 990 814	42 990 814
Compte spécial pour les contributions non acquittées (résolution 3049 C (XXVII) de l'Assemblée générale)		5 274 570	5 274 570
Excédent des dépenses autorisées sur les contributions et les contributions volontaires portées en recettes :			
Pour le second semestre de 1963	105 048		
Pour 1964	771 303	876 351	876 351
Sommes à recevoir c/		31 186	31 186
Total, actif		<u>49 172 921</u>	<u>49 172 921</u>
<u>Passif</u>			
Sommes à payer aux Etats Membres		20 471 310	21 238 749
Montants portés au crédit des Etats Membres pour les recettes provenant des contributions du personnel qui ne sont pas jugées nécessaires pour régler le coût des remboursements de l'impôt sur le revenu (Etats autres que les Etats-Unis d'Amérique)		465 138	465 138
Compte spécial des contributions volontaires reçues pour couvrir les dépenses autorisées pour lesquelles il n'a pas été mis de contributions en recouvrement, à rétrocéder aux Etats Membres qui ont versé des contributions volontaires :			
Pour le second semestre de 1963	108 587		
Pour 1964	505 441	614 028	614 028
Sommes mises en recouvrement auprès des pays économiquement développés en vue de constituer une réserve g/		10 415 000	10 415 000
Dû au Compte spécial de l'ONU	(état VII)	2 214 873	2 214 873
Dû au Compte Produit de la vente des obligations de l'ONU	(état VIII)	8 116 562	8 116 562
Total, passif		<u>42 296 911</u>	<u>43 064 350</u>
<u>Solde inutilisé</u>			
Solde disponible au 1er janvier 1988		6 108 571	9 756 378
A ajouter : Excédent des recettes sur les dépenses pour la période du 1er janvier 1988 au 31 décembre 1989 (voir plus haut)		767 439	(3 647 807)
Solde disponible au 31 décembre 1989 a/		<u>6 876 010</u>	<u>6 108 571</u>
Total, passif et solde inutilisé		<u>49 172 921</u>	<u>49 172 921</u>

(Voir notes page suivante)

(Notes de l'état IX)

a/ Y compris les contributions mises en recouvrement non acquittées, qu'elles soient ou non recouvrables.

b/ Ce montant représente un gain au change réalisé du fait de la réévaluation de sommes à payer exprimées en monnaie locale.

c/ Un montant de 2 686 635 dollars représentant le total des dommages et intérêts réclamés par l'Organisation des Nations Unies à certains gouvernements pour des pertes de fourniture et de matériel subies par la Force d'urgence des Nations Unies du fait des hostilités de juin 1967 n'a pas été comptabilisé dans le présent état dans la mesure où il doit être ajusté de manière à tenir compte d'un niveau raisonnable de dépréciation de la valeur de certains éléments.

d/ Pour 1965, 3 550 000 dollars, en application de la partie II de la résolution 2115 (XX) de l'Assemblée générale; pour 1966, 3 550 000 dollars, en application de la partie III de la résolution 2115 (XX) de l'Assemblée générale; pour 1967, 3 315 000 dollars, en application de la résolution 2194 B (XXI) de l'Assemblée générale.

Les notes d'accompagnement font partie intégrante des états financiers.

Tableau 9.1

COMPTE SPECIAL DE LA FORCE D'URGENCE DES NATIONS UNIES (1956)

Contributions mises en recouvrement non acquittées au 31 décembre 1989

(En dollars des Etats-Unis)

Etats Membres	Contributions non acquittées au 1er janvier 1988	Montants recouvrés en 1988-1989	Contributions non acquittées au 31 décembre 1989
<u>A. Arriérés restant à acquitter</u>			
Afghanistan	29 499	-	29 459
Afrique du Sud	15 485	-	15 485
Algérie	8 932	-	8 932
Bénin	5 530	-	5 530
Bolivie	41 905	-	41 905
Cambodge	1 689	-	1 689
Cameroun	1 689	-	1 689
Chili	165 903	-	165 903
Congo	9 249	-	9 249
Côte d'Ivoire	1 689	-	1 689
El Salvador	7 411	-	7 411
Equateur	10 129	-	10 129
Guinée	19 410	-	19 410
Haïti	25 661	-	25 661
Iraq	100 407	-	100 407
Jamahir'ya arabe libyenne	1 689	-	1 689
Liban	19 850	-	19 850
Mali	5 469	-	5 469
Mexique	679 491	-	679 491
Niger	1 906	-	1 906
Ouganda	9 589	-	9 589
Panama	15 648	-	15 648
Paraguay	31 661	-	31 661
Pérou	77 441	-	77 441
Philippines	15 632	-	15 632
République centrafricaine	2 256	-	2 256
République dominicaine	22 898	-	22 898
Sénégal	9 814	-	9 814
Sierra Leone	2 469	-	2 469
Somalie	11 191	-	11 191
Tchad	8 385	-	8 385
Thaïlande	9 026	-	9 026
Uruguay	54 388	-	54 388
Venezuela	32 298	-	32 298
Yougoslavie	7 598	-	7 598
Total partiel	1 463 287	-	1 463 287

Tableau 9.1 (suite)

Etats Membres	Contributions non acquittées au 1er janvier 1988	Montants recouvrés en 1988-1989	Contributions non acquittées au 31 décembre 1989
B. Membres qui n'ont fait aucun versement			
Burkina Faso	19 936	-	19 936
Burundi	11 278	-	11 278
Egypte	351 946	-	351 946
Espagne	1 089 981	-	1 089 981
République arabe syrienne	46 654	-	46 654
Rwanda	11 278	-	11 278
Soudan	89 332	-	89 332
Togo	16 174	-	16 174
Yémen	45 299	-	45 299
Total partiel	1 681 878	-	1 681 878
C. Membres qui n'ont pas acquitté la contribution supplémentaire de 25 % qui leur a été demandée pour constituer une réserve			
Afrique du Sud	65 377	-	65 377
Belgique	144 583	-	144 583
France	765 655	-	765 655
Total partiel	975 615	-	975 615
D. Membres qui n'ont pas acquitté les montants correspondant à la différence entre la contribution mise en recouvrement et la contribution calculée d'après les prévisions de dépenses révisées pour l'exercice 1967 (résolution 2304 (XXVII) de l'Assemblée générale)			
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	283 299	-	283 299
Total partiel	283 299	-	283 299

Tableau 9.1 (suite)

Etats Membres	Contributions non acquittées au 1er janvier 1988	Montants recouvrés en 1988-1989	Contributions non acquittées au 31 décembre 1989
E. Membres qui ont indiqué qu'ils ne verseraient pas de contributions			
Albanie	45 299	-	45 299
Arabie saoudite	74 890	-	74 890
Bulgarie	181 155	-	181 155
Cuba	249 811	-	249 811
Hongrie	898 298	-	898 298
Jordanie	45 299	-	45 299
Mongolie	12 387	-	12 387
Pologne	2 528 364	-	2 528 364
République socialiste soviétique de Biélorussie	911 964	-	911 964
République socialiste soviétique d'Ukraine	3 476 580	-	3 476 580
Roumanie	682 212	-	682 212
Tchécoslovaquie	1 814 845	-	1 814 845
Union des Républiques socialistes soviétiques	27 665 631	-	27 665 631
Total partiel	38 586 735	-	38 586 735
Total général	42 990 814	-	42 990 814

Etat X

FORCE D'URGENCE DES NATIONS UNIES (1973) ET FORCE DES NATIONS UNIES CHARGÉE D'OBSERVER LE DÉGAGEMENT a/

I. Etat récapitulatif des recettes et des dépenses au 31 décembre 1989
pour la période allant du 1er décembre 1987 au 31 mai 1990

(En dollars des Etats-Unis)

	FNUOD			
	Pour la période allant du 1er décembre 1987 au 30 novembre 1988	Pour la période allant du 1er décembre 1988 au 30 novembre 1989	Pour la période allant du 1er décembre 1989 au 31 mai 1990	Total
<u>Recettes b/</u>				
Crédit ouvert par l'Assemblée générale	35 328 000	36 228 000	20 209 000	91 764 000
Revenu des placements	2 011 031	1 758 239	8 600	3 777 870
Recettes accessoires	13 675	23 879	471	38 025
Total, recettes	37 352 706	38 010 118	20 217 071	95 579 895
<u>A déduire</u> : Dépenses (tableaux 10.1, 10.2 et 10.3)	35 235 595	36 228 000	10 474 465	81 938 060
<u>Excédent des recettes sur les dépenses b/</u>	<u>2 117 111</u>	<u>1 782 118</u>	<u>9 742 606</u>	<u>13 641 835</u>

II. Etat récapitulatif de l'actif et du passif au 31 décembre 1989

(En dollars des Etats-Unis)

	1989	1987
<u>Actif</u>		
Encaisse	40 360 590	24 008 417
Contributions non acquittées b/ c/	(tableau 10.4)	33 770 655
Compte spécial pour des contributions mises en recouvrement non acquittées (résolution 36/116 A de l'Assemblée générale)	35 987 110	35 987 110
Comptes débiteurs	788 050	786 957
Charges différées	52 740	-
Sommes à recevoir du Fonds général de l'Organisation des Nations Unies	(note 6)	820 702
Total actif	<u>111 779 847</u>	<u>112 093 481</u>
<u>Passif</u>		
Sommes à payer aux Etats Membres	21 493 109	23 653 280
Comptes créanciers - divers g/	2 175 188	1 272 226
Engagements non réglés pour la période allant du 1er décembre 1987 au 30 novembre 1988 (tableau 10.1)	1 310 618	-
Engagements non réglés pour la période allant du 1er décembre 1988 au 30 novembre 1989 (tableau 10.2)	4 319 893	-
Engagements non réglés pour la période allant du 1er décembre 1989 au 31 mai 1990 (tableau 10.3)	8 179 683	-
Engagements non réglés au titre d'exercices antérieurs	2 130 976	12 66, 356
Total, passif	<u>39 609 467</u>	<u>37 592 862</u>
<u>Solde inutilisé</u>		
Solde disponible au 1er janvier 1988	74 500 619	61 828 668
<u>A déduire</u> : Rétrocession de l'excédent des recettes sur les dépenses de la FNUOD pour la période allant du 1er décembre 1987 au 31 mai 1988; situation au 31 décembre 1987	16 114 959	7 188 164
	58 385 660	54 640 504
<u>A ajouter</u> : Excédent des recettes sur les dépenses de la FNUOD pour la période allant du 1er décembre 1987 au 30 novembre 1988 (situation au 31 décembre 1989), inscrit à un compte d'attente comprenant 2 024 706 dollars en application de la résolution 44/187 de l'Assemblée générale, et 92 405 dollars devant être autorisés par une résolution future de l'Assemblée générale	2 117 111	1 884 707
Montant total inscrit à un compte d'attente g/	60 502 771	56 525 211
<u>A ajouter</u> : Economies dues au règlement d'engagements portant sur des exercices antérieurs	142 885	-
Excédent des recettes sur les dépenses de la FNUOD pour la période allant du 1er décembre 1988 au 31 mai 1990 (situation au 31 décembre 1989)	11 524 724	17 975 408
Solde disponible au 31 décembre 1989 b/	72 170 380	74 500 619
Total, passif et solde inutilisé	<u>111 779 847</u>	<u>112 093 481</u>

(Voir notes page suivante)

(Notes de l'Etat X)

a/ Voir note 1 r).

b/ Y compris les contributions non acquittées, qu'elles soient ou non recouvrables.

c/ Voir les annexes I et II.

d/ Y compris un fonds géré pour le compte de l'Economat du FUNU (1973) (1 333 798 dollars).

e/ Montant inscrit à un compte d'attente en application des résolutions 33/13 E, 34/7 D, 35/45 B, 36/66 B, 37/38 B, 38/35 B, 39/28 B 40/59 B, 41/44 B, 42/70 B, 43/228 et 44/187 de l'Assemblée générale, en attendant que l'Assemblée prenne une nouvelle décision.

Les notes explicatives font partie intégrante des états financiers.

Tableau 10.1

FORCE DES NATIONS UNIES CHARGÉE D'OBSERVER LE DÉGAGEMENT

Dépenses engagées au 31 décembre 1989 pour la période allant du 1er décembre 1987 au 30 novembre 1988

(En dollars des États-Unis)

	Crédits attribués	Décaissements	Engagements non réglés	Total
DÉPENSES LOCALES ET D'APPUI				
Indemnité journalière versée par l'ONU				
· aux membres des contingents	626 900	626 879	-	626 879
Traitements et dépenses connexes de personnel	5 442 600	5 409 037	10 000	5 419 037
Frais de voyage et indemnité de subsistance du personnel militaire	50 500	50 475	-	50 475
Rations	2 227 200	2 210 612	16 603	2 227 215
Location, entretien et construction de locaux	2 068 900	2 040 401	-	2 040 401
Location d'aéronefs	-	-	-	-
Communications	20 500	21 519	-	21 519
MATÉRIEL ET APPROVISIONNEMENT DE L'ENSEMBLE DE LA FORCE				
Achat de matériel de transport	470 600	450 977	-	450 977
Achat d'autre matériel	1 011 400	877 153	98 094	975 247
Entretien et utilisation des véhicules automobiles	2 789 400	2 443 910	328 541	2 772 451
Fournitures et service	1 490 500	1 501 483	32 345	1 533 828
Transport de marchandises, camionnage et messageries	111 400	111 209	-	111 209
Remboursement au titre de l'amortissement du matériel lourd appartenant aux contingents et remboursement de fournitures	485 000	220 517	264 483	485 000
RELEVÉ DES CONTINGENTS				
	1 033 100	802 719	218 552	1 021 271
INDÉMNITÉS EN CAS DE DÉCÈS ET D'INVALIDITÉ				
	342 000	-	342 000	342 000
BIEN-ÊTRE				
	236 000	236 040	-	236 040
REMBOURSEMENT DES DÉPENSES RELATIVES AUX CONTINGENTS				
Soldes et indemnités des membres des contingents	15 804 600	15 804 636	-	15 804 636
Amortissement pour l'habillement, le paquetage et l'équipement individuels	1 117 400	1 117 410	-	1 117 410
Total	35 328 000	33 924 977	1 310 618	35 235 595

Tableau 10.2

FORCE DES NATIONS UNIES CHARGÉE D'OBSERVER LE DÉGAGEMENT

Dépenses engagées au 31 décembre 1989 pour la période allant du 1^{er} décembre 1988 au 30 novembre 1989

(En dollars des États-Unis)

	Crédits attribués	Décaissements	Engagements non réglés	Total
DÉPENSES LOCALES ET D'APPUI				
Indemnité journalière versée par l'ONU aux membres des contingents	608 000	607 575	351	607 926
Traitements et dépenses connexes de personnel	6 142 000	5 592 208	538 326	6 130 534
Frais de voyage et indemnité de subsistance du personnel militaire	42 500	39 057	3 395	42 452
Rations	2 008 000	1 675 347	332 623	2 007 970
Location, entretien et construction de locaux	1 996 000	1 665 570	330 447	1 996 017
Location d'aéronefs	-	-	-	-
Communications	17 200	15 638	4 989	20 627
MATÉRIEL ET APPROVISIONNEMENT DE L'ENSEMBLE DE LA FORCE				
Achat de matériel de transport	906 900	262 228	644 654	906 882
Achat d'autre matériel	831 000	454 027	360 971	814 998
Entretien et utilisation des véhicules automobiles	3 018 000	2 138 742	877 185	3 015 927
Fournitures et services	1 692 200	1 404 702	298 507	1 703 209
Transport de marchandises, camionnage et messageries	160 000	153 595	21 804	175 399
Remboursement au titre de l'amortissement du matériel lourd appartenant aux contingents et remboursement de fournitures	300 000	3 418	296 592	300 000
MISE EN PLACE D'UN SYSTÈME D'INFORMATION	130 000	130 000	-	130 000
RELEVÉ DES CONTINGENTS	1 055 000	670 024	384 954	1 054 978
INDÉMNITÉS EN CAS DE DÉCÈS ET D'INVALIDITÉ	200 000	-	200 000	200 000
BIEN-ÊTRE	215 900	190 740	25 105	215 845
REMBOURSEMENT DES DÉPENSES RELATIVES AUX CONTINGENTS				
Soldes et indemnités des membres des contingents	15 789 000	15 788 946	-	15 788 946
Amortissement pour l'habillement, le paquetage et l'équipement individuels	1 116 300	1 116 290	-	1 116 290
Total	36 228 000	31 908 107	4 319 893	36 228 000

Tableau 10.3

FORCE DES NATIONS UNIES CHARGÉE D'OBSERVER LE DÉGAGEMENT

Dépenses engagées au 31 décembre 1989 pour la période allant du 1^{er} décembre 1989 au 31 mai 1990

(En dollars des États-Unis)

	Crédits attribués	Décaissements	Engagements non réglés	Total
DÉPENSES LOCALES ET D'APPUI				
Indemnité journalière versée par l'ONU aux membres des contingents	311 500	40 121	-	40 121
Traitements et dépenses connexes de personnel	4 228 000	443 236	7 175	450 411
Frais de voyage et indemnité de subsistance du personnel militaire	25 000	1 648	-	1 648
Rations	1 125 000	697	517 900	518 597
Location, entretien et construction de locaux	1 050 500	389 827	15 514	405 341
Location d'aéronefs	-	-	-	-
Communications	12 500	130	-	130
MATÉRIEL ET APPROVISIONNEMENT DE L'ENSEMBLE DE LA FORCE				
Achat de matériel de transport	746 000	-	-	-
Achat d'autre matériel	407 000	-	603	603
Entretien et utilisation des véhicules automobiles	1 671 500	1 090	-	1 090
Fournitures et services	840 000	12 953	719	13 672
Transport de marchandises, camionnage et messageries	70 000	40	-	40
Remboursement au titre de l'amortissement du matériel lourd appartenant aux contingents et remboursement de fournitures	358 000	-	358 000	358 000
RELEVÉ DES CONTINGENTS				
	550 000	-	-	-
INDENNITÉS EN CAS DE DÉCÈS ET D'INVALIDITÉ				
	200 000	-	200 000	200 000
BIEN-ÊTRE				
	120 000	312	-	312
REMBOURSEMENT DES DÉPENSES RELATIVES AUX CONTINGENTS				
Soldes et indemnités des membres des contingents	7 924 000	1 311 978	6 612 022	7 924 000
Amortissement pour l'habillement, le paquetage et l'équipement individuels	560 500	92 750	467 750	560 500
Total	20 199 500	2 294 782	8 179 683	10 474 465

Tableau 10.4

FORCE D'URGENCE DES NATIONS UNIES (1973) ET FORCE DES NATIONS UNIES CHARGÉE D'OBSERVER LE DÉGAGEMENT

Tableau des contributions non acquittées au 31 décembre 1989

(En dollars des États-Unis)

Etats Membres	Contributions dues au 1er janvier 1989	Contributions mises en recouvrement en 1989	Contributions acquittées b/, c/ en 1989	Contributions non acquittées pour la période allant				Total
				Jusqu'au 30 novembre 1987	Du 1er décembre 1987 au 30 novembre 1988	Du 1er décembre 1988 au 30 novembre 1989	Du 1er décembre 1989 au 31 mai 1990	
Afghanistan	5 106	375	-	4 580	348	356	197	5 481
Afrique du Sud	3 685 336	168 777	-	3 452 879	152 752	159 841	88 641	3 854 113
Albanie	24 797	749	-	23 748	694	711	393	25 546
Algérie	94 863	11 253	-	79 869	9 720	10 616	5 911	106 116
Allemagne, République fédérale d'	1 441 795	3 030 485	2 651 643	229 039	-	-	1 591 598	1 820 637
Angola	352	375	-	-	174	356	197	727
Antigua-et-Barbuda	178	375	356	-	-	-	197	197
Arabie saoudite	69 649	76 514	-	-	33 675	72 302	40 186	146 163
Argentine	23 868	49 507	23 868	-	-	23 505	26 002	49 507
Australie	281 781	588 843	561 367	-	-	-	309 257	309 257
Autriche	131 558	277 546	263 338	-	-	-	145 766	145 766
Bahamas	652	1 502	1 365	-	-	-	789	789
Bahrein	712	1 502	1 425	-	-	-	789	789
Bangladesh	1 246	375	1 246	-	-	178	197	375
Barbade	355	749	711	-	-	-	393	393
Belgique	208 298	438 021	416 652	-	-	-	230 467	230 467
Belize	352	375	178	-	-	352	197	549
Bénin	12 209	375	-	11 683	348	356	197	12 584
Bhoutan	178	375	356	-	-	-	197	197
Bolivie	16 829	749	-	15 780	694	711	393	17 578
Bosnie	178	375	178	-	-	178	197	375
Brazil	51 264	108 771	-	-	-	102 907	57 128	160 035
Brunéi Darussalam	2 812	3 003	2 850	-	-	1 388	1 577	2 965
Bulgarie	36 573	11 253	41 915	-	-	-	5 911	5 911
Burkina Faso	4 404	375	178	3 700	348	356	197	4 601
Burundi	12 209	375	-	11 683	348	356	197	12 584
Cambodge	24 797	749	-	23 748	694	711	393	25 546
Cameroon	637	-	993	-	-	-	393	393
Canada	548 450	1 158 937	1 098 708	-	-	10	608 669	608 679
Cap-Vert	1 579	375	1 401	-	-	356	197	553
Chili	2 785	6 001	-	-	-	5 634	3 152	8 786
Chine	172 689	362 511	345 270	-	-	-	189 930	189 930
Chypre	712	1 502	1 425	-	-	-	789	789
Colombie	4 920	10 502	4 920	-	-	4 986	5 516	10 502
Comores	8 808	375	-	8 282	348	356	197	9 183
Congo	24 797	749	-	23 748	694	711	393	25 546
Costa Rica	712	1 502	1 425	-	-	-	789	789
Côte d'Ivoire	1 407	1 502	-	-	695	1 425	789	2 909
Cuba	46 425	6 753	15 960	21 015	6 250	6 406	3 547	37 218
Danemark	123 557	258 793	246 433	-	-	-	135 917	135 917
Djibouti	3 090	375	3 090	-	-	178	197	375
Dominique	178	375	-	-	-	356	197	553
Egypte	5 089	5 251	5 151	-	-	2 431	2 758	5 189
El Salvador	10 130	749	-	9 081	694	711	393	10 879
Emirats arabes unis	55 555	14 254	-	36 363	12 496	13 464	7 486	69 809
Equateur	4 175	2 252	5 244	-	-	-	1 183	1 183
Espagne	69 813	242 701	139 264	-	-	-	173 250	173 250
Etats-Unis d'Amérique	6 209 298	11 768 021	10 880 000	-	-	972 227	6 205 092	7 177 319
Ethiopie	592	375	374	-	-	356	197	553
Fidji	355	749	697	-	-	14	393	407
Finlande	90 371	181 279	181 191	-	-	-	100 459	100 459
France	1 270 572	2 877 956	1 270 572	-	-	1 365 345	1 512 601	2 877 956
Gabon	1 067	2 252	1 067	-	-	1 069	1 183	2 252
Gambie	760	574	-	-	405	711	218	1 334
Ghana	355	749	711	-	-	-	393	393
Grèce	14 462	30 085	28 707	-	-	-	15 760	15 760
Grenade	2 423	375	-	1 897	348	356	197	2 798
Guatemala	8 375	1 502	-	6 273	1 390	1 425	789	9 877
Guinée	697	375	-	171	348	356	197	1 072
Guinée-Bissau	178	375	332	-	-	25	197	221
Guinée équatoriale	18 564	574	171	17 344	694	711	218	18 967
Guyana	702	749	-	-	347	711	393	1 451
Haïti	11 374	375	-	10 848	348	356	197	11 749
Honduras	1 733	749	-	684	694	711	393	2 462
Hongrie	7 526	15 753	7 526	-	-	7 478	8 275	15 753
Iles Salomon	1 056	375	878	-	-	356	197	553
Inde	13 037	27 795	24 215	-	-	-	14 527	14 527
Indonésie	14 922	11 253	20 744	-	-	-	5 911	5 911
Iran (République islamique d')	24 180	91 761	(384 938)	341 195	43 742	48 755	27 186	460 879

Tableau 10.4 (suite)

Etats Membres	Contributions dues au 1er janvier 1989 a/	Contributions mises en recouvrement en 1989 b/, c/	Contributions acquittées en 1989	Contributions non acquittées pour la période allant				Total
				Jusqu'au 30 novembre 1987	Du 1er décembre 1987 au 30 novembre 1988	Du 1er décembre 1988 au 30 novembre 1989	Du 1er décembre 1989 au 31 mai 1990	
Irak	146 321	9 003	-	133 721	8 332	-	4 728	155 324
Irlande	32 000	67 510	64 054	-	-	-	35 456	35 456
Islande	5 333	11 251	10 675	-	-	-	5 909	5 909
Jamaïk	7 526	15 750	7 721	-	-	7 283	0 275	15 558
Italie	703 415	1 496 490	1 413 955	-	-	-	785 950	785 950
Jamahiriya arabe libyenne	306 530	21 005	-	278 640	18 052	19 811	11 032	327 535
Jamaïque	1 110	749	1 466	-	-	-	393	393
Japon	4 515 945	4 268 184	3 841 566	-	-	2 700 930	2 241 633	4 942 563
Jordanie	702	749	702	-	-	356	393	749
Kenya	2 790	749	-	1 741	694	711	393	3 539
Koweït	10 311	21 756	10 313	-	-	10 330	11 426	21 756
Lesotho	178	375	356	-	-	-	197	197
Liban	3 214	749	-	2 165	694	711	393	3 963
Libéria	17 651	749	-	16 602	694	711	393	18 400
Luxembourg	10 370	22 504	21 054	-	-	-	11 820	11 820
Madagascar	2 455	749	-	1 407	694	711	393	3 204
Malaisie	3 853	8 252	7 771	-	-	-	4 334	4 334
Malawi	178	375	356	-	-	-	197	197
Maldives	2 400	375	2 400	-	-	178	197	375
Mali	1 726	375	-	1 200	348	356	197	2 101
Malte	1 743	749	2 099	-	-	-	393	393
Maroc	4 927	3 003	3 599	1 328	-	1 426	1 577	4 331
Maurice	355	749	355	-	-	356	393	749
Mauritanie	15 064	574	-	14 015	694	711	218	15 638
Mexique	33 130	70 513	66 609	-	-	-	37 034	37 034
Monolie	8 796	749	355	7 392	694	711	393	9 190
Mozambique	10 354	375	-	9 828	348	356	197	10 729
Myanmar	702	574	1 058	-	-	-	218	218
Népal	178	375	356	-	-	-	197	197
Nicaragua	4 841	749	-	3 792	694	711	393	5 590
Niger	2 883	375	-	2 357	348	356	197	3 258
Nigéria	68 707	15 004	-	48 463	13 192	14 176	7 880	83 711
Norvège	97 483	206 283	195 427	-	-	-	108 339	108 339
Nouvelle-Zélande	42 668	90 015	85 408	-	-	-	47 275	47 275
Oman	712	1 502	1 425	-	-	-	789	789
Ouganda	526	375	-	-	348	356	197	901
Pakistan	4 353	4 499	6 489	-	-	-	2 363	2 363
Panama	24 004	1 502	-	21 902	1 390	1 425	789	25 506
Papouasie-Nouvelle-Guinée	356	375	352	-	-	182	197	379
Paraguay	27 487	2 252	-	25 089	1 390	2 077	1 183	29 739
Pays-Bas	296 005	618 849	589 837	-	-	-	325 017	325 017
Pérou	53 704	4 499	-	46 650	4 862	4 328	2 363	58 283
Philippines	24 036	6 753	3 286	10 626	6 946	6 466	3 547	27 583
Pologne	101 928	131 484	201 652	-	-	-	31 760	31 760
Portugal	(5 891)	13 502	520	-	-	-	7 091	7 091
Qatar	19 267	3 749	-	14 773	2 776	3 498	1 969	23 016
République arabe syrienne	43 107	3 003	-	38 907	2 776	2 850	1 577	46 110
République centrafricaine	24 274	574	-	23 225	694	711	218	24 848
République démocratique allemande	1 624 210	480 077	686 023	693 388	461 720	11 021	252 135	1 418 264
République démocratique populaire lao	4 057	375	-	3 531	348	356	197	4 432
République dominicaine	21 072	2 252	-	17 923	2 082	2 136	1 183	23 324
République socialiste soviétique de Biélorussie	711 950	123 769	770 716	-	-	-	65 003	65 003
République socialiste soviétique d'Ukraine	2 859 758	468 825	2 882 358	-	-	-	246 225	246 225
République-unie de Tanzanie	352	375	352	-	-	178	197	375
Roumanie	170 250	14 254	-	150 303	13 192	13 523	7 486	184 504
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	2 015 042	2 237 685	1 634 469	-	-	1 442 273	1 175 985	2 618 258
Rwanda	526	375	348	-	-	356	197	553
Sainte-Lucie	1 403	375	1 581	-	-	-	197	197
Saint-Kitts-et-Nevis	1 586	375	-	1 060	348	356	197	1 961
Saint-Vincent-et-Grenadines	178	375	-	-	-	356	197	553
Samoa	1 227	375	1 049	-	-	-	197	553
Sao Tomé-et-Principe	3 339	375	-	2 813	348	356	197	3 714
Sénégal	178	375	356	-	-	-	197	197
Seychelles	4	375	4	-	-	178	197	375
Sierra Leone	15 400	574	-	14 351	694	711	218	15 974

Tableau 10.4 (suite)

Etats Membres	Contributions dues au 1er janvier 1989 <u>a/</u>	Contributions mises en recouvrement en 1989 <u>b/</u> , <u>c/</u>	Contributions acquittées en 1989	Jusqu'au 30 novembre 1987	Contributions non acquittées pour la période allant				Total
					Du 1er décembre 1987 au 30 novembre 1988	Du 1er décembre 1988 au 30 novembre 1989	Du 1er décembre 1989 au 31 mai 1990		
Singapour	3 853	8 252	7 771	-	-	-	4 334	4 334	
Somalie	868	375	-	342	348	355	197	1 243	
Soudan	1 743	375	-	1 217	348	356	197	1 118	
Sri Lanka	355	749	711	-	-	-	393	393	
Suède	216 299	453 821	431 775	-	-	-	238 345	238 345	
Suriname	1 403	375	171	706	348	356	197	1 607	
Swaziland	782	749	1 058	-	-	-	393	393	
Tchad	1 403	375	-	877	348	356	197	1 778	
Tchécoslovaquie	701 955	247 539	819 487	-	-	-	130 007	130 007	
Thaïlande	3 496	7 501	7 058	-	-	-	3 939	3 939	
Togo	4 829	574	4 774	-	-	411	218	629	
Trinité-et-Tobago	1 718	3 749	-	-	-	3 498	1 969	5 467	
Tunisie	3 134	2 252	3 134	-	-	1 069	1 183	2 252	
Turquie	24 475	24 004	35 871	-	-	-	12 608	12 608	
Union des Républiques socialistes soviétiques	23 935 844	4 600 561	26 118 228	-	-	-	2 418 177	2 418 177	
Uruguay	6 644	3 003	2 850	-	2 370	2 850	1 577	6 797	
Vanuatu	2 414	375	2 414	-	-	178	197	375	
Venezuela	20 447	42 758	20 321	-	-	20 425	22 458	42 884	
Viet Nam	22 744	749	-	21 695	694	711	393	23 493	
Yémen	12 209	375	-	11 683	348	356	197	12 584	
Yémen démocratique	6 718	375	6 758	138	-	-	197	335	
Yougoslavie	79 500	34 504	63 144	-	-	32 737	18 123	50 860	
Zaïre	355	749	355	-	-	356	393	749	
Zambie	355	749	355	-	-	356	393	749	
Zimbabwe	1 766	750	2 122	-	-	-	394	394	
Total	53 975 888	37 732 193	57 937 426	5 957 460	819 482	7 141 031	19 852 683	33 770 655	

a/ Voir ST/ADM/SER.B/309 pour la situation au 31 décembre 1988.

b/ Pour la période allant du 1er juin 1989 au 31 mai 1990. Des avis de mise en recouvrement des contributions pour la période allant du 1er décembre 1989 au 31 mai 1990 ont été distribués aux Etats Membres en janvier 1990.

c/ Représente le montant net des contributions mises en recouvrement pour la période indiquée à la note b/ ci-dessus après application des dispositions prévues par la résolution 973 (X) de l'Assemblée générale, en date du 15 décembre 1955.

Etat XI

FORCE INTERIMAIRE DES NATIONS UNIES AU LIBAN a/

I. Etat récapitulatif des recettes et des dépenses pour la période allant du 1er août 1987 au 31 janvier 1990, situation au 31 décembre 1989

(En dollars des Etats-Unis)

	Du 1er août 1987 au 31 janvier 1988	Du 1er février 1988 au 31 janvier 1989	Du 1er février 1989 au 31 janvier 1990	Total
Recettes b/				
Crédits ouverts par l'Assemblée générale	70 848 000	141 180 000	142 842 000	354 870 000
Contributions volontaires c/	-	-	3 186 258	3 186 258
Revenu des placements	2 915 738	6 324 929	6 345 174	15 585 841
Recettes accessoires	163 111	1 083 439	1 583 335	2 829 885
Total, recettes	73 926 849	148 588 368	153 956 767	376 471 984
A déduire : Dépenses (tableaux 11.1, 11.2 et 11.3)	70 282 836	140 621 597	138 270 306	349 174 739
Excédent des recettes sur les dépenses b/	3 644 013	7 966 771	15 686 461	27 297 245

II. Etat de l'actif et du passif au 31 décembre 1989

(En dollars des Etats-Unis)

	1989	1987
Actif		
Encaisse	70 929 909	60 229 089
Contributions non acquittées b/, d/ (tableau 11.4)	317 755 658	311 739 785
Compte spécial pour des contributions non acquittées (résolution 36/116 A de l'Assemblée générale)	19 565 240	19 565 240
Comptes débiteurs	1 089 651	1 388 337
Charges différées	230 993	-
Sommes à recevoir du Fonds général de l'Organisation des Nations Unies (note 6)	-	1 988 061
Total, actif	409 571 451	394 910 512
Passif		
Sommes à payer aux Etats Membres	256 049 876	239 832 036
Comptes créanciers - divers	1 464 564	1 055 970
Contributions volontaires inscrites à un compte d'attente g/	2 916 571	43 716
Engagements non réglés pour la période allant du 1er août 1987 au 31 janvier 1988 (tableau 11.1)	1 570 030	-
Engagements non réglés pour la période allant du 1er février 1988 au 31 janvier 1989 (tableau 11.2)	7 959 562	-
Engagements non réglés pour la période allant du 1er février 1989 au 31 janvier 1990 (tableau 11.3)	28 499 355	-
Engagements non réglés au titre d'exercices antérieurs	18 690 678	96 083 531
DU au Fonds général de l'Organisation des Nations Unies (note 6)	1 338 400	-
Total, passif	318 489 036	337 015 261
Solde inutilisé		
Solde disponible au 1er janvier 1988	57 895 251	56 516 324
A déduire : Excédent des recettes sur les dépenses pour la période allant du 1er août 1987 au 31 janvier 1988 (situation au 31 décembre 1987)	7 475 293	19 255 379
	50 419 958	37 260 945
A ajouter : Excédent des recettes sur les dépenses de la FINUL pour la période allant du 1er août 1987 au 31 janvier 1988 (situation au 31 décembre 1989), inscrit à un compte d'attente d'un montant de 3 078 849 dollars, en application de la résolution 44/188 de l'Assemblée générale, et 565 164 dollars devant être autorisés par une résolution future de l'Assemblée générale	3 644 013	6 845 651
Montant total inscrit à un compte d'attente g/	54 063 971	44 106 596
A ajouter : Economies réalisées lors du règlement d'engagements d'exercices antérieurs	13 365 212	4 120 693
A ajouter : Excédent des recettes sur les dépenses pour la période allant du 1er février 1988 au 31 janvier 1990; situation au 31 décembre 1989	23 653 232	9 667 962
Solde disponible au 31 décembre 1989 b/	91 082 415	57 095 251
Total, passif et solde inutilisé	409 571 451	394 910 512

(Voir notes page suivante)

(Notes de l'état XI)

a/ Voir note 1 r).

b/ Y compris les contributions non acquittées, qu'elles soient ou non recouvrables.

c/ Reçue du Japon.

d/ Voir les annexes I et II.

e/ Reçues de Chypre, du Koweït, du Luxembourg, de l'Oman, des Seychelles et de la Suisse.

f/ Montant inscrit à un compte d'attente en application des résolutions 34/9 E, 35/115 B, 36/138 B, 37/127 B, 38/38 B, 39/71 B, 40/246 B, 41/179 B, 42/223, 43/229 et 44/188, en attendant une nouvelle décision de l'Assemblée générale.

Les notes explicatives font partie intégrante des états financiers.

Tableau 11.1

FORCE INTERIMAIRE DES NATIONS UNIES AU LIBAN

Dépenses engagées au 31 décembre 1989 pour la période allant du 1er août 1987 au 31 janvier 1988

(En dollars des Etats-Unis)

	Crédits attribués	Décaissements	Engagements non réglés	Total
DEPENSES LOCALES ET D'APPUI				
Indemnité journalière versée par l'ONU aux membres des contingents	1 400 800	1 400 031	-	1 400 031
Traitements et dépenses connexes de personnel	7 497 400	7 499 749	3 672	7 503 421
Frais de voyage et indemnité de subsistance du personnel militaire	202 900	202 396	-	202 396
Rations	3 660 000	3 402 309	124 523	3 526 832
Location, entretien et construction de locaux	1 778 500	1 746 991	-	1 746 991
Location d'aéronefs	2 480 400	2 453 437	-	2 453 437
Communications	81 300	96 321	-	96 321
MATERIEL ET APPROVISIONNEMENT DE L'ENSEMBLE DE LA FORCE				
Achat de matériel de transport	956 300	864 618	-	864 618
Achat d'autre matériel	2 682 300	2 378 755	81 625	2 460 380
Entretien et utilisation des véhicules automobiles	4 600 000	3 334 456	1 264 974	4 599 430
Fournitures et services	2 658 400	2 563 025	95 236	2 658 261
Transport de marchandises, camionnage et messageries	288 000	267 805	-	267 805
Remboursement au titre de l'amortissement du matériel lourd appartenant aux contingents et remboursement de fournitures	1 000 000	1 049 998	-	1 049 998
RELEVÉ DES CONTINGENTS	4 360 600	4 256 664	-	4 256 664
INDENNITES EN CAS DE DECES ET D'INVALIDITE	-	-	-	-
BIEN-ETRE	521 300	518 580	-	518 580
REMBOURSEMENT DES DEPENSES RELATIVES AUX CONTINGENTS				
Solde et indemnités des membres des contingents	34 252 000	34 251 960	-	34 251 960
Amortissement pour l'habillement, le paquetage et l'équipement individuels	2 427 800	2 425 710	-	2 425 710
Total	70 848 000	68 712 806	1 570 030	70 282 836

Tableau 11.2

FORCE INTERIMAIRE DES NATIONS UNIES AU LIBAN

Dépenses engagées au 31 décembre 1989 pour la période allant du 1er février 1988 au 31 janvier 1989

(En dollars des Etats-Unis)

	Crédits attribués	Décaissements	Engagements non réglés	Total
DEPENSES LOCALES ET D'APPOI				
Indemnité journalière versée par l'ONU aux membres des contingents	2 677 000	2 665 796	-	2 665 796
Traitements et dépenses connexes de personnel	15 080 400	14 650 460	75 894	14 726 354
Prais de voyage et indemnité de subsistance du Personnel militaire	516 900	514 547	-	514 547
Rations	7 946 200	7 696 924	249 178	7 946 102
Location, entretien et construction de locaux	2 911 000	2 733 766	136 037	2 869 803
Location d'aéronefs	4 500 000	4 595 166	-	4 595 166
Communications	121 000	121 179	-	121 179
MATERIEL ET APPROVISIONNEMENT DE L'ENSEMBLE DE LA FORCE				
Achat de matériel de transport	2 570 000	2 280 523	287 858	2 568 381
Achat d'autre matériel	2 514 000	2 294 473	188 229	2 482 702
Entretien et utilisation des véhicules automobiles	9 153 900	5 894 956	3 025 668	8 920 624
Fournitures et services	4 641 000	4 317 296	322 986	4 640 282
Transport de marchandises, camionnage et messageries	430 000	458 536	68	458 604
Remboursement au titre de l'amortissement du matériel lourd appartenant aux contingents et remboursement de fournitures	1 642 900	901 183	741 717	1 642 900
RELEVÉ DES CONTINGENTS	8 204 400	8 189 486	8 829	8 198 315
INDENNITES EN CAS DE DECES ET D'INVALIDITE	2 960 000	36 902	2 923 098	2 960 000
BIEN-ETRE	993 300	992 872	-	992 872
REMBOURSEMENT DES DEPENSES RELATIVES AUX CONTINGENTS				
Soldes et indemnités des membres des contingents	69 403 000	69 402 990	-	69 402 990
Amortissement pour l'habillement, le paquetage et l'équipement individuels	4 915 000	4 914 980	-	4 914 980
Total	141 180 000	132 662 035	7 959 562	140 621 597

Tableau 11.3

FORCE INTERIMAIRE DES NATIONS UNIES AU LIBAN

Dépenses engagées au 31 décembre 1989 pour la période allant du 1^{er} février 1989 au 31 janvier 1990

(En dollars des Etats-Unis)

	Crédits attribués	Décaissements	Engagements non réglés	Total
DEPENSES LOCALES ET D'APPUI				
Indemnité journalière versée par l'ONU aux membres des contingents	2 747 000	2 412 831	-	2 412 831
Traitements et dépenses connexes de personnel	15 155 000	13 313 639	424 111	13 737 750
Frais de voyage et indemnité de subsistance du personnel militaire	410 000	362 310	7 596	369 906
Rations	7 950 000	6 768 891	1 162 624	7 931 515
Location, entretien et construction de locaux	3 000 000	954 352	953 061	1 907 413
Location d'aéronefs	4 200 000	1 641 436	2 523 992	4 165 428
Communications	182 000	100 591	22 634	123 225
MATERIEL ET APPROVISIONNEMENT DE L'ENSEMBLE DE LA FORCE				
Achat de matériel de transport	4 300 000	185 795	3 927 459	4 113 254
Achat d'autre matériel	2 000 000	956 440	906 963	1 863 403
Entretien et utilisation des véhicules automobiles	9 748 000	3 198 061	5 889 942	9 088 003
Fournitures et services	4 980 000	2 676 461	1 847 329	4 523 790
Transport de marchandises, camionnage et messageries	524 000	483 213	40 781	523 994
Remboursement au titre de l'amortissement du matériel lourd appartenant aux contingents et remboursement de fournitures	1 500 000	-	1 500 000	1 500 000
MISE EN PLACE D'UN SYSTEME D'INFORMATION				
	492 000	492 000	-	492 000
RELIEF DES CONTINGENTS				
	8 270 000	7 162 195	1 077 102	8 239 297
INDEMNITES EN CAS DE DECES ET D'INVALIDITE				
	2 000 000	-	2 000 000	2 000 000
BIEN-ETRE				
	1 000 000	869 702	24 795	894 497
REBOURSEMENT DES DEPENSES RELATIVES AUX CONTINGENTS				
Soldes et indemnités des membres des contingents	69 470 000	63 682 584	5 782 236	69 464 820
Amortissement pour l'habillement, le paquetage et l'équipement individuels	4 914 000	4 510 450	408 730	4 919 180
Total	142 842 000	109 770 951	28 499 355	138 270 306

Tableau 11.4

ETAT DES CONTRIBUTIONS A LA FORCE INTERIMAIRE DES NATIONS UNIES AU LIBAN

Contributions non acquittées au 31 décembre 1989

(En dollars des Etats-Unis)

Etats Membres	Contributions dues au 1er janv. 1989 \$	Contributions mises en recouvrement en 1989 \$	Montants recouvrés en 1989 \$	Contributions non réglées pour la période				Total
				Du 19 mars 1978 au 18 oct. 1985	Du 19 oct. 1985 au 31 janv. 1988	Du 1er févr. 1988 au 31 déc. 1988	Du 1er janv. 1989 au 31 janv. 1990	
Afghanistan	13 960	1 522	-	9 440	3 242	1 278	1 522	15 482
Afrique du Sud	6 481 196	684 865	-	4 501 264	1 417 621	562 311	684 865	7 166 061
Albanie	30 659	3 045	-	21 620	6 482	2 557	3 045	33 704
Algérie	384 674	45 664	10 000	248 703	90 187	35 784	45 664	420 338
Allemagne, République fédérale d'	-	12 297 112	12 297 112	-	-	-	-	-
Angola	1 237	1 522	-	-	656	581	1 522	2 759
Antigua-et-Barbuda	-	1 522	1 522	-	-	-	-	-
Arabie saoudite	247 928	310 515	135 233	-	-	112 695	310 515	423 210
Argentine	396 405	200 921	490	-	237 446	158 469	200 921	596 836
Australie	-	2 389 413	2 389 413	-	-	-	-	-
Autriche	-	1 126 220	1 126 220	-	-	-	-	-
Bahamas	-	6 088	6 088	-	-	-	-	-
Bahreïn	-	6 088	6 088	-	-	-	-	-
Bangladesh	9 371	1 522	8 209	-	-	1 162	1 522	2 684
Barbade	1 162	3 045	2 801	-	-	-	1 406	1 406
Belgique	-	1 780 647	1 780 647	-	-	-	-	-
Belize	581	1 522	-	-	-	581	1 522	2 103
Bénin	14 948	1 522	-	10 428	3 242	1 278	1 522	16 470
Bhoutan	-	1 522	1 522	-	-	-	-	-
Bolivie	30 659	3 045	-	21 620	6 482	2 557	3 045	33 704
Botswana	-	1 522	819	-	-	-	703	703
Brazil	-	441 418	-	-	-	-	441 418	441 418
Brunei Darussalam	-	12 177	12 177	-	-	-	-	-
Bulgarie	447 665	45 664	95 234	206 689	104 847	40 895	45 664	398 095
Burkina Faso	14 253	1 522	9 733	-	3 242	1 278	1 522	15 775
Burundi	14 948	1 522	-	10 428	3 242	1 278	1 522	16 470
Cambodge	30 659	3 045	-	21 620	6 482	2 557	3 045	33 704
Cameroon	1 109	3 045	4 154	-	-	-	-	-
Canada	-	4 702 731	4 702 731	-	-	-	-	-
Cap-Vert	2 873	1 522	2 873	-	-	-	1 522	1 522
Chili	-	24 354	-	-	-	-	24 354	24 354
Chine	-	1 479 232	1 479 232	-	-	-	-	-
Chypre	2 324	6 088	8 412	-	-	-	-	-
Colombie	4 747	42 620	27 684	-	-	-	19 683	19 683
Comores	14 948	1 522	-	10 428	3 242	1 278	1 522	16 470
Congo	30 659	3 045	-	21 620	6 482	2 557	3 045	33 704
Costa Rica	30 333	6 088	7 139	5 117	12 965	5 112	6 088	29 282
Côte d'Ivoire	5 112	6 088	-	-	-	5 112	6 088	11 200
Cuba	302 914	27 398	104 040	117 530	58 341	23 003	27 398	226 272
Danemark	-	1 050 125	1 050 125	-	-	-	-	-
Djibouti	11 715	1 522	-	7 195	3 242	1 278	1 522	13 237
Dominique	581	1 522	-	-	-	581	1 522	2 103
Egypte	17 880	21 310	11 468	-	-	6 412	21 310	27 722
El Salvador	29 632	3 045	-	20 593	6 482	2 557	3 045	32 677
Emirats arabes unis	205 950	57 841	-	44 393	115 551	46 006	57 841	263 791
Equateur	7 739	9 133	13 180	-	-	-	3 692	3 692
Espagne	(1)	593 632	593 631	-	-	-	-	-
Etats-Unis d'Amérique	82 545 524	47 547 299	18 200 000	-	24 690 052	39 655 472	47 547 299	111 892 823
Ethiopie	1 246	1 522	1 246	-	-	-	1 522	1 522
Fidji	-	3 045	3 045	-	-	-	-	-
Finlande	-	776 180	776 180	-	-	-	-	-
France	4 536 081	11 702 788	10 834 158	-	-	-	5 404 711	5 404 711
Gabon	-	9 133	4 915	-	-	-	4 218	4 218
Gambie	30 659	3 045	-	21 620	6 482	2 557	3 045	33 704
Ghana	-	3 045	3 045	-	-	-	-	-
Grèce	(1)	121 770	121 669	-	-	-	-	-
Grenade	9 633	1 522	-	5 113	3 242	1 278	1 522	11 155
Guatemala	30 396	6 088	-	12 319	12 965	5 112	6 088	36 484
Guinée	9 233	1 522	4 713	-	3 242	1 278	1 522	10 755
Guinée-Bissau	-	1 522	1 522	-	-	-	-	-
Guinée équatoriale	30 659	3 045	-	21 620	6 482	2 557	3 045	33 704
Guyana	2 557	3 045	1 395	-	-	1 162	3 045	4 207
Haïti	14 948	1 522	819	9 609	3 242	1 278	1 522	15 651
Honduras	5 007	3 045	2 669	-	-	2 338	3 045	5 383
Hongrie	705 284	63 928	68 808	437 071	143 174	56 231	63 928	700 404
Iles Salomon	14 559	1 522	14 559	-	-	-	1 522	1 522
Inde	(1)	112 638	112 637	-	-	-	-	-
Indonésie	15 880	45 664	36 969	-	-	-	24 575	24 575
Iran (République islamique d')	1 363 144	216 054	(378 100)	1 194 063	405 555	161 023	216 054	1 971 488
Irak	350 202	36 531	-	241 742	77 788	30 672	36 531	386 733

Tableau 11.4 (suite)

Etat Membre	Contributions dues au 1er janv. 1989 g/	Contributions mises en recouvrement en 1988 b, c/	Montants recouvrés en 1988	Contributions non réglées pour la période				Total
				Du 19 mars 1978 au 18 oct. 1985	Du 1 ^{er} oct. 1985 au 31 janv. 1988	Du 1 ^{er} févr. 1988 au 31 déc. 1988	Du 1 ^{er} janv. 1989 au 31 janv. 1990	
Irlande	-	273 946	273 946	-	-	-	-	-
Irlande	-	45 658	45 658	-	-	-	-	-
Israël	44 093	63 920	59 980	-	-	-	48 041	48 041
Italie	-	6 071 459	6 072 459	-	-	-	-	-
Jamaïque	725 631	65 238	-	490 637	160 538	66 456	85 238	610 869
Jamaïque	2 324	3 045	3 963	-	-	-	1 406	1 406
Japon	11 324 521	17 319 449	15 329 142	-	-	-	13 324 825	13 324 825
Jordanie	-	3 045	3 045	-	-	-	-	-
Kenya	16 359	3 045	-	7 320	6 482	2 557	3 045	19 404
Koweït	(1)	80 282	47 511	-	-	-	40 770	40 770
Lesotho	581	1 522	2 103	-	-	-	-	-
Liban	12 374	3 045	-	2 771	7 046	2 557	3 045	15 419
Libéria	30 659	3 045	-	21 620	6 482	2 557	3 045	33 704
Luxembourg	-	91 316	91 316	-	-	-	-	-
Madagascar	13 129	3 045	-	4 090	6 482	2 557	3 045	16 174
Malaisie	(1)	33 488	33 487	-	-	-	-	-
Malawi	5 895	1 522	-	1 375	3 242	1 278	1 522	7 417
Maldives	8 814	1 522	-	4 294	3 242	1 278	1 522	10 336
Malzi	9 016	1 522	-	4 496	3 242	1 278	1 522	10 538
Malte	2 547	3 045	5 592	-	-	-	-	-
Maroc	47 806	12 177	11 553	0	23 474	12 779	12 177	48 430
Maurice	-	3 045	1 639	-	-	-	1 406	1 406
Mauritanie	30 659	3 045	-	21 620	6 482	2 557	3 045	33 704
Mexique	(1)	286 161	286 160	-	-	(1)	-	-
Mongolie	28 102	3 045	1 639	17 424	6 482	2 557	3 045	29 508
Mozambique	17 013	1 522	-	12 493	3 242	1 278	1 522	18 535
Myanmar	-	3 045	3 045	-	-	-	-	-
Népal	-	1 522	1 522	-	-	-	-	-
Nicaragua	19 288	3 045	-	10 249	6 482	2 557	3 045	22 333
Niger	4 520	1 522	-	-	3 242	1 278	1 522	6 042
Nigéria	263 518	60 883	-	91 793	123 161	48 564	60 883	324 401
Norvège	-	837 057	837 057	-	-	-	-	-
Nouvelle-Zélande	-	365 260	365 260	-	-	-	-	-
Oman	-	6 088	6 088	-	-	-	-	-
Ouganda	1 943	1 522	-	-	665	1 278	1 522	3 465
Pakistan	26 125	18 266	24 977	-	-	-	18 266	19 414
Panama	46 623	6 088	-	28 546	12 965	5 112	6 088	52 711
Papouasie-Nouvelle-Guinée	2 061	1 522	2 061	-	-	-	1 522	1 522
Paraguay	39 133	9 133	-	21 620	12 401	5 112	9 133	48 266
Pays-Bas	-	2 512 168	2 512 168	-	-	-	-	-
Pérou	194 685	18 266	-	131 417	45 377	17 891	18 266	212 951
Philippines	119 061	27 398	9 977	19 268	64 257	25 559	27 398	136 482
Pologne	14 545 050	852 277	-	11 630 215	2 896 888	817 907	852 277	15 397 287
Portugal	-	54 795	-	-	-	-	-	-
Qatar	36 020	15 222	-	434	25 364	10 222	15 222	51 242
République arabe syrienne	96 024	12 177	-	60 438	25 364	10 222	12 177	108 201
République centrafricaine	26 946	3 045	-	17 907	6 482	2 557	3 045	29 991
République démocratique allemande	15 854 003	1 948 059	1 948 059	7 878 611	4 327 620	1 699 713	1 948 059	15 854 003
République démocratique populaire lao	14 948	1 522	-	10 228	3 242	1 278	1 522	16 470
République dominicaine	79 679	9 133	-	52 568	19 445	7 666	9 133	88 812
République socialiste soviétique de Biélorussie	3 749 171	502 234	1 057 148	1 149 885	1 107 625	434 513	502 234	3 194 257
République socialiste soviétique d'Ukraine	13 925 926	1 902 400	4 541 755	3 588 439	4 159 918	1 635 814	1 902 400	11 286 571
République-Unie de Tanzanie	581	1 522	2 400	(116)	-	-	819	703
Roumanie	596 994	57 841	-	425 229	123 161	48 564	57 841	654 795
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	3 959 990	9 100 088	7 780 043	-	-	-	5 280 035	5 280 035
Rwanda	581	1 522	-	-	-	581	1 522	2 103
Saint-Pierre-et-Miquelon	7 177	1 522	-	2 457	3 242	1 278	1 522	8 699
Saint-Vincent-et-les Grenadines	3 814	1 522	-	-	2 536	1 278	1 522	5 336
Sainte-Lucie	12 814	1 522	13 633	-	-	-	703	703
Samoa	4 520	1 522	-	-	3 242	1 278	1 522	6 042
Sao Tomé-et-Principe	13 481	1 522	-	8 961	3 242	1 278	1 522	15 003
Sénégal	2 873	1 522	3 692	-	-	-	703	703
Seychelles	581	1 522	1 400	-	-	-	703	703
Sierra Leone	29 051	3 045	-	20 012	6 482	2 557	3 045	32 096
Singapour	(1)	33 488	33 487	-	-	-	-	-
Somalie	3 994	1 522	-	-	2 716	1 278	1 522	5 614
Soudan	7 992	1 522	-	3 472	3 242	1 278	1 522	9 514
Sri Lanka	-	3 045	3 045	-	-	-	-	-
Soudan	-	1 841 524	1 841 524	-	-	-	-	-
Suriname	5 215	1 522	-	555	2 247	1 278	1 522	6 737

Tableau 11.4 (suite)

Etats Membres	Contributions dues au 1er janv. 1989 <i>b/</i>	Contributions mises en recouvrement en 1989 <i>b/, g/</i>	Montants recouvrés en 1989	Contributions non réglées pour la période				Total
				Du 29 mars 1978 au 18 oct. 1985	Du 19 oct. 1985 au 31 janv. 1988	Du 1er févr. 1988 au 31 déc. 1988	Du 1er janv. 1989 au 31 janv. 1990	
Swaziland	1 162	3 045	4 207	-	-	-	-	-
Tchad	5 200	1 522	-	680	3 242	1 270	1 522	6 722
Tchécoslovaquie	9 224 415	1 004 468	2 154 128	3 889 983	2 285 718	894 586	1 004 468	8 074 755
Thaïlande	(1)	30 442	30 441	-	-	(1)	1	-
Togo	11 005	3 045	12 291	-	-	-	1 759	1 759
Trinité-et-Tobago	11 714	15 222	-	-	1 492	10 222	15 222	26 936
Tunisie	16 056	9 133	9 133	-	-	6 923	9 133	16 056
Turquie	91 558	97 416	188 974	-	-	-	-	-
Union des Républiques socialistes soviétiques	129 624 454	18 705 736	37 677 377	35 351 132	40 616 405	15 979 540	18 705 736	110 652 813
Uruguay	26 022	12 177	10 222	-	5 578	10 222	12 177	27 977
Vanuatu	10 522	1 522	-	6 002	3 242	1 270	1 522	12 044
Venezuela	(1)	173 523	92 671	-	-	(1)	80 852	80 851
Viet Nam	66 345	3 045	-	56 742	7 046	2 557	3 045	69 390
Yémen, République du	14 948	1 522	-	10 428	3 242	1 270	1 522	16 470
Yougoslavie	392 733	140 035	-	-	275 161	117 572	140 035	532 768
Zaire	-	3 045	1 639	-	-	-	1 406	1 406
Zambie	-	3 045	3 089	-	-	-	(44)	(44)
Zimbabwe	11 125	3 044	14 169	-	-	-	-	-
Total	304 020 066	152 928 144	139 192 552	72 303 354	83 082 120	62 855 574	99 514 610	317 755 658

b/ Voir ST/ADM/SER.D/309 pour la situation au 31 décembre 1988.

b/ Pour la période allant du 1er janvier 1989 au 31 janvier 1990.

g/ Représente le montant net des contributions mises en recouvrement pour la période indiquée à la note *b/* ci-dessus après application des dispositions prévues par la résolution 973 (X) de l'Assemblée générale, en date du 15 décembre 1955.

Etat XII

GRUPE D'OBSERVATEURS MILITAIRES DES NATIONS UNIES POUR L'IRAN ET L'IRAQ a/

I. Etat récapitulatif des recettes et des dépenses pour la période allant du 9 août 1988 au 31 mars 1990, situation au 31 décembre 1989

(En dollars des Etats-Unis)

	Du 9 août 1988 au 30 sept. 1989	Du 1er oct. 1989 au 31 mars 1990	Total
<hr/>			
Recettes b/			
Crédits ouverts par			
l'Assemblée générale	115 678 175	34 153 825	149 832 000
Contributions volontaires c/	14 460 850	-	14 460 850
Revenu des placements	2 223 945	1 531 900	3 755 845
Recettes accessoires	44 987	-	44 987
	<hr/>	<hr/>	<hr/>
Total, recettes	132 407 957	35 685 725	168 093 682
A déduire : Dépenses			
(tableaux 12.1 et 12.2)	100 684 977	13 790 269	114 475 246
	<hr/>	<hr/>	<hr/>
Excédent des recettes sur les dépenses b/	31 722 980	21 895 456	53 618 436
	<hr/>	<hr/>	<hr/>

II. Etat de l'actif et du passif au 31 décembre 1989

(En dollars des Etats-Unis)

	1989
<hr/>	
Actif	
Encaisse	53 889 336
Contributions non acquittées b/, d/ (tableau 12.3)	22 387 712
Comptes débiteurs	770 072
Charges différées	130 229
	<hr/>
Total, actif	77 177 349
	<hr/>

Etat XII (suite)

1989

Passif

Sommes à payer aux Etats Membres		6 021 580
Comptes créanciers - divers		608 325
Engagements non réglés pour la période allant du 9 août 1988 au 30 septembre 1989	(tableau 12.1)	13 510 220
Engagements non réglés pour la période allant du 1er octobre 1989 au 31 mars 1990	(tableau 12.2)	2 275 840
Dû au Fonds général de l'Organisation des Nations Unies	(note 6)	1 142 948
Total, passif		23 558 913

Solde inutilisé

Solde disponible au 9 août 1988	-
A ajouter : Excédent des recettes sur les dépenses pour la période allant du 9 août 1988 au 30 septembre 1989 (situation au 31 décembre 1989)	31 722 980
A ajouter : Excédent des recettes sur les dépenses pour la période allant du 1er octobre 1989 au 31 mars 1990 (situation au 31 décembre 1989)	21 895 456
Solde disponible au 31 décembre 1989 b/, g/	53 618 436
Total, passif et solde inutilisé	77 177 349

a/ Voir note 1 s).

b/ Y compris les contributions non acquittées, qu'elles soient ou non recouvrables.

c/ Y compris les contributions volontaires en espèces (11 millions de dollars) et en nature (3 460 850 dollars) dont il a été tenu compte dans le budget. Le Japon, le Koweït, la Nouvelle-Zélande, la République de Corée, la Suisse et l'Union des Républiques socialistes soviétiques ont fait des contributions volontaires.

d/ Voir l'annexe II.

e/ Y compris les contributions volontaires à prendre en considération pour calculer le montant total à répartir entre les Etats Membres pour les futurs mandats conformément à la résolution 43/230 de l'Assemblée générale.

Les notes explicatives font partie intégrante des états financiers.

Tableau 12.1

GROUPE D'OBSERVATEURS MILITAIRES DES NATIONS UNIES POUR L'IRAN ET L'IRAQ

Dépenses engagées au 31 décembre 1989 pour la période allant du 9 août 1988 au 30 septembre 1989

(En dollars des Etats-Unis)

	Crédits attribués	Décaissements	Engagements non réglés	Total
DÉPENSES LOCALES ET D'APPUI				
Indemnité journalière versée par l'ONU aux membres des contingents	35 442 165	35 410 007	17 998	35 428 005
Traitements et dépenses connexes de personnel	16 305 540	16 219 107	85 586	16 304 693
Frais de voyage et indemnité de subsistance du personnel militaire	2 669 793	1 463 830	1 206 267	2 670 097
Location, entretien et construction de locaux	4 417 599	402 510	4 013 090	4 415 600
Location d'aéronefs	8 005 084	4 666 522	3 338 497	8 005 019
Communications	2 595 850	653 555	1 941 634	2 595 189
MATÉRIEL ET APPROVISIONNEMENT DE L'ENSEMBLE DE LA FORCE				
Achat de matériel de transport	5 995 467	5 996 958	-	5 996 958
Achat d'autre matériel	8 446 548	8 277 501	165 336	8 442 837
Entretien et utilisation des véhicules automobiles	1 757 853	572 780	1 182 515	1 755 295
Fournitures et services	2 784 846	2 078 835	679 354	2 758 189
Transport de marchandises, camionnage et messageries	411 172	400 602	10 537	411 139
RELEVÉ DES CONTINGENTS				
	8 971 720	8 947 796	23 924	8 971 720
INDENNITÉS EN CAS DE DÉCÈS ET D'INVALIDITÉ				
	914 890	70 628	844 262	914 890
REMBOURSEMENT DES DÉPENSES RELATIVES AUX CONTINGENTS				
Soldes et indemnités des membres des contingents	1 893 885	1 893 120	1 220	1 894 340
Amortissement pour l'habillement, le paquetage et l'équipement individuels	121 800	121 006	-	121 006
Total	100 734 212	87 174 757	13 510 220	100 684 977

Tableau 12.2

GROUPE D'OBSERVATEURS MILITAIRES DES NATIONS UNIES POUR L'IRAN ET L'IRAQ

Dépenses engagées au 31 décembre 1989 pour la période allant du 1er octobre 1989 au 31 mars 1990

(En dollars des Etats-Unis)

	Crédits attribués	Décaissements	Engagements non réglés	Total
DEPENSES LOCALES ET D'APPUI				
Indemnité journalière versée par l'ONU aux membres des contingents	10 911 300	6 475 523	-	6 475 523
Traitements et dépenses connexes de personnel	7 391 840	4 134 595	73 156	4 207 751
Frais de voyage et indemnité de subsistance du personnel militaire	1 766 100	239 736	229 107	468 843
Location, entretien et construction de locaux	266 700	56 988	25 970	82 958
Location d'aéronefs	9 089 185	-	961 000	961 000
Communications	450 000	14 728	-	14 728
MATERIEL ET APPROVISIONNEMENT DE L'ENSEMBLE DE LA FORCE				
Achat de matériel de transport	-	-	-	-
Achat d'autre matériel	144 200	18 237	36 873	55 110
Entretien et utilisation des véhicules automobiles	997 700	146 769	140 430	287 199
Fournitures et services	360 900	243 341	190 320	433 661
Transport de marchandises, camionnage et messageries	144 200	23 932	43 564	67 496
RELEVÉ DES CONTINGENTS	1 211 000	-	390 000	390 000
INDENNITES EN CAS DE DECES ET D'INVALIDITE	288 300	-	-	-
REMBOURSEMENT DES DEPENSES RELATIVES AUX CONTINGENTS				
Soldes et indemnités des membres des contingents	1 109 400	150 960	174 040	325 000
Amortissement pour l'habillement, le paquetage et l'équipement individuels	24 000	9 620	11 380	21 000
Total	34 153 825	11 514 429	2 275 840	13 790 269

Tableau 12.3

STAT DES CONTRIBUTIONS AU GROUPE D'OBSERVATEURS MILITAIRES DES NATIONS UNIES POUR L'IRAN ET L'IRAQ

Contributions non acquittées au 31 décembre 1989

(En dollars des Etats-Unis)

Etats Membres	Contributions dues au 1er janv. 1989 a/	Contributions mises en recouvrement en 1989 b/, c/	Montants recouvrés en 1989	Contributions non réglées pour la période			Total
				Du 9 août 1988 au 8 févr. 1989	Du 9 févr. 1989 au 30 sept. 1989	Du 1er oct. 1989 au 31 mars 1990	
Afghanistan	534	946	-	534	609	337	1 480
Afrique du Sud	236 545	426 006	-	236 545	274 181	151 825	662 551
Albanie	1 070	1 894	370	700	1 219	675	2 594
Algérie	15 209	28 400	-	15 209	18 278	10 122	43 609
Allemagne, République fédérale d'	1 507 498	7 649 174	9 156 672	-	-	-	-
Angola	534	946	-	534	609	337	1 480
Antigua-et-Barbuda	184	946	793	-	-	337	337
Arabie saoudite	37 034	193 123	161 329	-	-	68 828	68 828
Argentine	23 856	124 960	23 856	-	80 426	44 534	124 960
Australie	296 798	1 486 287	1 253 383	-	-	529 702	529 702
Autriche	136 900	700 543	837 443	-	-	-	-
Bahamas	599	3 786	3 036	-	-	1 349	1 349
Bahrein	740	3 786	3 177	-	-	1 349	1 349
Bangladesh	953	946	1 562	-	-	337	337
Barbade	1 070	1 894	2 289	-	-	675	675
Belgique	217 156	1 107 616	1 324 772	-	-	-	-
Belize	184	946	184	-	609	337	946
Bénin	534	946	-	534	609	337	1 480
Bhoutan	184	946	1 130	-	-	-	-
Bolivie	1 070	1 894	-	1 070	1 219	675	2 964
Botswana	184	946	793	-	-	337	337
Bresil	52 945	274 537	-	52 945	176 694	97 843	327 482
Brunéi Darussalam	1 480	7 573	7 834	-	-	1 219	1 219
Bulgarie	5 691	28 400	23 969	-	-	10 122	10 122
Burkina Faso	184	946	-	184	609	337	1 130
Burundi	534	946	534	-	609	337	946
Cameroon	1 070	1 894	-	1 070	1 219	675	2 964
Canada	-	2 925 241	1 882 136	-	-	1 042 535	1 042 535
Cap-Vert	534	946	534	-	609	337	946
Chili	2 809	15 148	-	2 809	9 749	5 399	17 957
Chine	179 564	920 134	771 769	-	-	327 929	327 929
Chypre	2 140	3 786	-	2 140	2 437	1 349	5 926
Colombie	14 139	26 507	40 646	-	-	-	-
Comores	534	946	-	534	609	337	1 480
Congo	1 070	1 894	-	1 070	1 219	675	2 964
Costa Rica	2 140	3 786	-	2 140	2 437	1 349	5 926
Côte d'Ivoire	2 140	3 786	2 140	-	2 437	1 349	3 786
Cuba	3 330	17 040	14 297	-	-	6 073	6 073
Danemark	129 766	653 210	782 976	-	-	-	-
Djibouti	534	946	534	-	609	337	946
Dominique	534	946	-	534	609	337	1 480
Egypte	2 590	13 254	11 120	-	-	4 724	4 724
El Salvador	1 070	1 894	-	1 070	1 219	675	2 964
Emirats arabes unis	19 489	35 973	-	19 489	23 153	12 820	55 462
Equateur	3 210	5 680	3 210	-	3 656	2 024	5 680
Espagne	215 378	369 205	453 001	-	-	131 582	131 582
Etats-Unis d'Amérique	16 561 837	29 476 166	41 160 020	-	-	4 877 983	4 877 983
Ethiopie	534	946	350	184	609	337	1 130
Fidji	370	1 894	2 264	-	-	-	-
Finlande	93 645	482 807	576 452	-	-	-	-
France	1 430 979	7 279 537	6 116 141	-	-	2 594 375	2 594 375
Gabon	3 210	5 680	6 866	-	-	2 024	2 024
Gambie	1 070	1 894	-	1 070	1 219	675	2 964
Ghana	370	1 894	2 264	-	-	-	-
Grèce	15 365	75 734	64 108	-	-	26 991	26 991

Tableau 12.3 (suite)

Etats Membres	Contributions dues au 1er janv. 1989 g/	Contributions mises en recouvrement en 1989 b/, c/	Montants recouvrés en 1989	Contributions non réglées pour la période			Total
				Du 9 août 1988 au 8 févr. 1989	Du 9 févr. 1989 au 30 sept. 1989	Du 1er oct. 1989 au 31 mars 1990	
Grenade	534	946	-	534	609	337	1 480
Guatemala	1 140	3 766	-	2 140	2 437	1 349	5 926
Guinée	534	946	-	534	609	337	1 480
Guinée-Bissau	184	946	793	-	-	337	337
Guinée équatoriale	1 070	1 894	-	1 070	1 219	675	2 964
Guyana	1 070	1 894	-	1 070	1 219	675	2 964
Haïti	534	946	350	184	609	337	1 130
Honduras	1 070	1 894	-	1 070	1 219	675	2 964
Hongrie	7 911	39 760	47 671	-	-	-	-
Iles Salomon	534	946	350	184	609	337	1 130
Inde	13 408	70 054	58 495	-	-	24 967	24 967
Indonésie	5 409	28 400	23 526	-	161	10 122	10 283
Iran (République islamique d')	68 783	130 642	44 100	24 683	84 082	46 560	155 325
Iraq	4 440	22 720	27 160	-	-	-	-
Irlande	33 300	170 403	203 703	-	-	-	-
Islande	5 550	28 400	33 950	-	-	-	-
Israël	7 911	39 760	33 500	-	-	14 171	14 171
Italie	724 041	3 777 253	3 155 108	-	-	1 346 186	1 346 186
Jamahiriya arabe libyenne	28 278	53 014	-	28 278	34 120	18 894	81 292
Jamaïque	511	1 894	2 405	-	-	-	-
Japon	5 861 206	10 773 217	7 372 402	-	5 422 525	3 839 496	9 262 021
Jordanie	370	1 894	2 264	-	-	-	-
Kampuchea démocratique	1 070	1 894	-	1 070	1 219	675	2 964
Kenya	1 070	1 894	-	1 070	1 219	675	2 964
Koweït	10 730	54 905	65 635	-	-	-	-
Lesotho	184	946	793	-	-	337	337
Liban	1 070	1 894	-	1 070	1 219	675	2 964
Libéria	1 070	1 894	-	1 070	1 219	675	2 964
Luxembourg	10 394	56 801	67 195	-	-	-	-
Madagascar	1 070	1 894	-	1 070	1 219	675	2 964
Malaisie	3 929	20 827	24 756	-	-	-	-
Malawi	534	946	350	184	609	337	1 130
Maldives	184	946	793	-	-	337	337
Mali	534	946	-	534	609	337	1 480
Malte	1 070	1 894	2 964	-	-	-	-
Maroc	5 121	7 573	9 995	-	-	2 699	2 699
Maurice	370	1 894	700	-	889	675	1 564
Mauritanie	1 070	1 894	-	1 070	1 219	675	2 964
Mexique	34 075	177 976	148 622	-	-	63 429	63 429
Mongolie	370	1 894	1 589	-	-	675	675
Mozambique	534	946	-	534	609	337	1 480
Myanmar	370	1 894	1 589	-	-	675	675
Népal	184	946	793	-	-	337	337
Nicaragua	370	1 894	-	370	1 219	675	2 264
Niger	199	946	-	199	509	337	1 145
Nigéria	7 259	37 867	-	7 259	24 371	13 496	45 126
Norvège	101 044	520 674	621 718	-	-	-	-
Nouvelle-Zélande	44 400	227 203	271 603	-	-	-	-
Oman	740	3 786	4 526	-	-	-	-
Ouganda	534	946	-	534	609	337	1 480
Pakistan	6 070	11 359	9 032	-	4 349	4 048	8 397
Panama	2 140	3 786	-	2 140	2 437	1 349	5 926
Papouasie-Nouvelle-Guinée	534	946	350	184	609	337	1 130
Paraguay	2 369	5 680	-	2 369	3 656	2 024	8 049
Pays-Bas	311 599	1 562 021	1 873 620	-	-	-	-
Pérou	7 261	11 359	-	7 261	7 311	4 048	18 620
Philippines	10 471	17 040	-	10 471	10 967	6 073	27 511
Pologne	333 244	530 141	863 385	-	-	-	-
Portugal	6 660	34 080	28 594	-	-	12 146	12 146
Qatar	4 509	9 467	8 893	-	1 709	3 374	5 083

Tableau 12.3 (suite)

Etats Membres	Contributions dues au 1er janv. 1989 a/	Contributions mises en recouvrement en 1989 b/ c/	Montants recouvrés en 1989	Contributions non réglées pour la période			Total
				Du 9 août 1988 au 8 févr. 1989	Du 9 févr. 1989 au 30 sept. 1989	Du 1er oct. 1989 au 31 mars 1990	
République arabe syrienne	4 280	7 573	-	4 280	4 874	2 699	11 853
République centrafricaine	1 070	1 894	-	1 070	1 219	675	2 964
République démocratique allemande	240 327	1 211 751	1 452 078	-	-	-	-
République démocratique populaire lao	534	946	-	534	609	337	1 480
République dominicaine	3 210	5 680	-	3 210	3 656	2 024	8 890
République socialiste soviétique de Biélorussie	-	312 405	312 405	-	-	-	-
République socialiste soviétique d'Ukraine	-	1 183 352	1 183 352	-	-	-	-
République-Unie de Tanzanie	534	946	1 143	-	-	337	337
Roumanie	20 330	35 973	-	20 330	23 153	12 820	56 303
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	1 104 659	5 660 568	6 765 227	-	-	-	-
Rwanda	534	946	-	534	609	337	1 480
Saint-Kitts-et-Nevis	534	946	-	534	609	337	1 480
Saint-Vincent-et-Grenadines	184	946	-	184	609	337	1 130
Sainte-Lucie	534	946	1 143	-	-	337	337
Samoa	534	946	-	534	609	337	1 480
Sao Tomé-et-Principe	184	946	-	184	609	337	1 130
Sénégal	534	946	1 143	-	-	337	337
Seychelles	534	946	-	534	609	337	1 480
Sierra Leone	1 070	1 894	-	1 070	1 219	675	2 964
Singapour	3 929	20 827	24 756	-	-	-	-
Somalie	534	946	-	534	609	337	1 480
Soudan	534	946	-	534	609	337	1 480
Sri Lanka	370	1 894	-	370	1 219	675	2 264
Suède	226 672	1 145 482	1 372 154	-	-	-	-
Suriname	534	946	-	534	609	337	1 480
Swasiland	370	1 894	1 589	-	-	675	675
Tohad	534	946	1 096	-	47	337	384
Tchécoslovaquie	124 922	624 809	749 731	-	-	-	-
Thaïlande	9 859	18 934	22 045	-	-	6 748	6 748
Togo 1 070	1 894	679	391	1 219	675	2 285	-
Trinité-et-Tobago	4 509	9 467	-	4 509	6 093	3 374	13 976
Tunisie	3 210	5 680	-	3 210	3 656	2 024	8 890
Turquie	12 527	9 329	264	-	-	21 592	21 592
Union des Républiques socialistes soviétiques	1	11 635 613	11 635 614	-	-	-	-
Uruguay	4 280	7 573	2 800	1 480	4 874	2 699	9 053
Vanuatu	534	946	-	534	609	337	1 480
Venezuela	63 513	107 920	42 000	21 513	69 458	38 462	129 433
Viet Nam	1 070	1 894	-	1 070	1 219	675	2 964
Yémen	534	946	350	184	609	337	1 130
Yémen démocratique	184	946	184	-	609	337	946
Yougoslavie	17 020	87 094	73 074	-	-	31 040	31 040
Zaire	1 070	1 894	2 289	-	-	675	675
Zambie	370	1 894	2 264	-	-	-	-
Zimbabwe	1 068	1 892	2 960	-	-	-	-
Total	30 771 089	94 974 759	103 358 136	506 432	6 354 578	15 526 702	22 387 712

a/ Voir ST/ADM/SER.B/288 pour la situation au 31 décembre 1988.

b/ Pour la période allant du 9 février 1989 au 31 mars 1990.

c/ Ce montant représente les contributions nettes pour la période allant du 9 février 1989 au 31 mars 1990, déduction faite des contributions du personnel conformément à la résolution 973 (X) de l'Assemblée générale en date du 15 décembre 1955.

Etat XIII

COMPTE AD HOC POUR L'OPERATION DES NATIONS UNIES AU CONGO

I. Etat récapitulatif des recettes et des dépenses pour la période allant du 14 juillet 1960 au 31 décembre 1969

(En dollars des Etats-Unis)

	De 1960 à la fin de 1987	Exercice biennal 1988-1989 terminé le 31 décembre 1989	Total
<u>Recettes a/</u>			
Contributions des Etats Membres :			
Contributions acquittées	159 465 986	-	159 465 986
Contributions non acquittées	75 395 797	-	75 395 797
Total	234 861 783	-	234 861 783
Compte spécial pour des contributions non acquittées [résolution 3049 C (XXVII) de l'Assemblée générale]	6 687 207	-	6 687 207
Contributions volontaires	36 192 702	-	36 192 702
Produit de la vente des obligations de l'ONU	110 725 800	-	110 725 800
Recettes accessoires, économie réalisée lors du réglement d'engagements et ajustements	45 263 728	-	45 263 728
Total, recettes	433 731 220	-	433 731 220
 <u>A déduire : Dépenses</u>			
Personnel	116 990 641	-	116 990 641
Matériel, approvisionnements et dépenses diverses	272 520 322	8 897 534	281 417 856
Total, dépenses	389 510 963	8 897 534	398 408 497
Excédent des recettes sur les dépenses a/			
	35 322 723	354 109	35 676 832

Etat XIII (suite)

II. Etat de l'actif et du passif au 31 décembre 1989

(En dollars des Etats-Unis)

	1989	1987
<u>Actif</u>		
Contributions non acquittées a/ Compte spécial pour des contributions non acquittées (résolution 3049 C (XVIII) de l'Assemblée générale)	75 395 797	75 395 797
	6 687 207	6 687 207
Excédent des dépenses autorisées sur les quotes-parts et les contributions volontaires portées en recettes :		
Pour 1961	268 455	
Pour le second semestre de 1963	1 118 712	
Pour le premier semestre de 1964	585 899	
	1 973 066	1 973 066
Total, actif	84 056 070	84 056 070
<u>Passif</u>		
Sommes à payer aux Etats Membres	8 543 425	8 897 534
Engagements non réglés	92 348	92 348
Montants portés au crédit des Etats Membres au titre des recettes provenant des contri- butions du personnel dont on estime qu'elles ne seront pas nécessaires pour faire face au remboursement des impôts sur le revenu (Etats autres que les Etats-Unis d'Amérique)	855 163	855 163
Compte spécial des contributions volontaires reçues pour couvrir les dépenses autorisées pour lesquelles il n'a pas été mis de contributions en recouvrement, à retrocéder aux Etats Membres qui ont versé des contributions volontaires :		
Pour le second semestre de 1963	1 017 844	
Pour le premier semestre de 1964	542 470	
	1 560 314	1 560 314
Dû au compte "Produit de la vente des obligations de l'ONU"		
Dû au Compte spécial de l'ONU	35 931 462	35 931 462
	1 396 526	1 396 526
Total, passif	48 379 238	48 733 347
<u>Solde inutilisé</u>		
Solde disponible au 1er janvier 1988	35 322 723	35 519 427
A ajouter : Excédent des recettes sur les dépenses pour la période allant du 1er janvier 1988 au 31 décembre 1989 (voir ci-dessus)	354 109	(196 704)
	35 676 832	35 322 723
Solde disponible au 31 décembre 1989 a/ Total, passif et solde inutilisé	84 056 070	84 056 070

a/ Y compris les contributions non acquittées, qu'elles soient ou non recouvrables.

b/ Ce montant représente un gain au change sur la réévaluation des sommes à payer, exprimées en monnaie locale.

Les notes explicatives font partie intégrante des états financiers.

Tableau 13.1

COMPTE AD HOC POUR L'OPERATION DES NATIONS UNIES AU CONGO

Contributions mises en recouvrement non acquittées au 31 décembre 1989

(En dollars des Etats-Unis)

Etats Membres	Contributions non acquittées au 1er janvier 1988	Montants recouvrés en 1988-1989	Contributions non acquittées au 31 décembre 1989
A. <u>Arriérés restant à acquitter</u>			
Afghanistan	37 603	-	37 603
Bénin	6 994	-	6 994
Bolivie	34 833	-	34 833
Brésil	248 838	-	248 838
Burkina Faso	14 145	-	14 145
Congo	9 938	-	9 938
Egypte	48 387	-	48 387
Equateur	4 120	-	4 120
Guatemala	38 209	-	38 209
Guinée	9 938	-	9 938
Iraq	22 362	-	22 362
Liban	12 108	-	12 108
Mali	24 259	-	24 259
Paraguay	24 229	-	24 229
République centrafricaine	6 589	-	6 589
Sénégal	20 418	-	20 418
Somalie	17 445	-	17 445
Soudan	5 860	-	5 860
Tchad	9 832	-	9 832
Yougoslavie	333 269	-	333 269
Total partiel	929 376	-	929 376
B. <u>Membres qui n'ont fait aucun versement</u>			
Afrique du Sud	1 503 337	-	1 503 337
Arabie saoudite	69 487	-	69 487
Burundi	10 471	-	10 471
Chili	224 847	-	224 847
Espagne	985 159	-	985 159
Haïti	33 916	-	33 916
Mauritanie	17 215	-	17 215
Mexique	786 193	-	786 193
Nicaragua	33 916	-	33 916

Tableau 13.1 (suite)

Etats Membres	Contributions non acquittées au 1er janvier 1988	Montants recouvrés en 1988-1989	Contributions non acquittées au 31 décembre 1989
B. Membres qui n'ont fait aucun versement (suite)			
Ouganda	10 471	-	10 471
Panama	33 916	-	33 916
Pérou	89 183	-	89 183
Portugal	201 673	-	201 673
République arabe syrienne	20 379	-	20 379
République dominicaine	54 503	-	54 503
Rwanda	10 471	-	10 471
Togo	25 324	-	25 324
Uruguay	97 662	-	97 662
Yémen	43 602	-	43 602
Total partiel	4 251 725	-	4 251 725
C. Membres qui ont indiqué qu'ils ne verseraient pas de contributions			
Albanie	43 602	-	43 602
Bulgarie	190 746	-	190 746
Cuba	260 259	-	260 259
France	17 031 152	-	17 031 152
Hongrie	995 024	-	995 024
Jordanie	43 602	-	43 602
Mongolie	17 215	-	17 215
Pologne	2 466 010	-	2 466 010
République socialiste soviétique de Biélorussie	1 357 881	-	1 357 881
République socialiste soviétique d'Ukraine	5 185 697	-	5 185 697
Roumanie	641 015	-	641 015
Tchécoslovaquie	2 759 408	-	2 759 408
Union des Républiques socialistes soviétiques	39 223 085	-	39 223 085
Total partiel	70 214 696	-	70 214 696
Total général	75 395 797	-	75 395 797

Etat XIV

MISSION DE VERIFICATION DES NATIONS UNIES EN ANGOLA a/

I. Etat récapitulatif des recettes et des dépenses pour la période allant du 3 janvier 1989 au 2 janvier 1990, situation au 31 décembre 1989

(En dollars des Etats-Unis)

Du 3 janvier 1989
au 2 janvier 1990

Recettes b/

Crédits ouverts par l'Assemblée générale	9 193 000
Revenu des placements	118 986
Recettes accessoires	745
Total, recettes	9 312 731
<u>A déduire : Dépenses</u>	(tableau 14.1) 8 312 343
<u>Excédent des recettes sur les dépenses b/</u>	<u>1 000 388</u>

II. Etat de l'actif et du passif au 31 décembre 1989

(En dollars des Etats-Unis)

1989

Actif

Encaisse	1 029 077
Contributions non acquittées b/, c/	(tableau 14.2) 1 556 266
Comptes débiteurs	94 162
Charges différées	15 963
Sommes à recevoir du Fonds général de l'Organisation des Nations Unies	(note 6) 153 899
Total, actif	<u>2 849 367</u>

1989

Passif

Sommes à payer aux Etats Membres	835 042
Comptes créanciers - divers	121 485
Engagements non réglés pour la période allant du 3 janvier 1989 au 2 janvier 1990	(tableau 14.1) 892 452
Total, passif	1 848 979

Solde inutilisé

Solde disponible au 3 janvier 1989	-
A ajouter : Excédent des recettes sur les dépenses pour la période allant du 3 janvier 1989 au 2 janvier 1990 (situation au 31 décembre 1989)	1 000 388
Solde disponible au 31 décembre 1989, b/	1 000 388
Total, passif et solde inutilisé	2 849 367

a/ Voir note 1 s).

b/ Y compris les contributions non acquittées, qu'elles soient ou non recouvrables.

c/ Voir l'annexe II.

Les notes explicatives font partie intégrante des états financiers.

Tableau 14.1

MISSION DE VERIFICATION DES NATIONS UNIES EN ANGOLA

Dépenses engagées au 31 décembre 1989 pour la période allant du 3 janvier 1989 au 2 janvier 1990

(En dollars des Etats-Unis)

	Crédits attribués	Décaissements	Engagements non réglés	Total
DEPENSES LOCALES ET D'APPUI				
Indemnité journalière versée par l'ONU aux observateurs militaires	2 747 000	2 746 402	-	2 746 402
Traitements et dépenses connexes de personnel	2 303 000	2 203 821	99 102	2 302 923
Prais de voyage et indemnité de subsistance des observateurs militaires	274 000	101 297	167 365	268 662
Location, entretien et construction de locaux	50 000	41 503	8 500	50 003
Communications	119 000	98 552	20 446	118 998
MATERIEL ET APPROVISIONNEMENT DE L'ENSEMBLE DE LA FORCE				
Achat de matériel de transport	664 000	368 397	294 951	663 348
Achat d'autre matériel	1 150 400	1 033 366	116 559	1 149 925
Entretien et utilisation des véhicules automobiles	217 900	178 865	46 823	217 688
Fournitures et services	158 000	127 827	18 048	145 875
Transport de marchandises, camionnage et messageries	532 600	527 861	4 658	532 519
INDENNITES EN CAS DE DECES ET D'INVALIDITE	116 000	-	116 000	116 000
Total	8 331 900	7 419 891	892 452	8 312 343

Tableau 14.2

**ETAT DES CONTRIBUTIONS A LA MISSION DE VERIFICATION DES
NATIONS UNIES EN ANGOLA**

Contributions non acquittées au 31 décembre 1989

(En dollars des Etats-Unis)

Etats Membres	Contributions mises en recouvrement en 1989 a/, b/	Montants recouvrés en 1989	Contributions non réglées pour la période du 3 janvier 1989 au 2 janvier 1990	Total
Afghanistan	90	-	90	90
Afrique du Sud	40 329	-	40 329	40 329
Albanie	179	179	-	-
Algérie	2 689	2 689	-	-
Allemagne, République fédérale d'	724 130	724 130	-	-
Angola	90	-	90	90
Antigua-et-Barbuda	90	90	-	-
Arabie saoudite	18 284	-	18 284	18 284
Argentine	11 830	-	11 830	11 830
Australie	140 703	140 703	-	-
Autriche	66 319	66 319	-	-
Bahamas	359	359	-	-
Bahreïn	359	359	-	-
Bangladesh	90	-	90	90
Barbade	179	179	-	-
Belgique	104 855	104 855	-	-
Belize	90	-	90	90
Bénin	90	-	90	90
Bhoutan	90	90	-	-
Bolivie	179	-	179	179
Botswana	90	90	-	-
Brésil	25 991	25 991	-	-
Brunéi Darussalam	717	-	717	717
Bulgarie	2 689	2 689	-	-
Burkina Faso	90	90	-	-
Burundi	90	-	90	90
Cameroun	179	-	179	179
Canada	276 927	276 927	-	-
Cap-Vert	90	90	-	-
Chili	1 434	-	1 434	1 434

Tableau 14.2 (suite)

Etats Membres	Contributions mises en recouvrement en 1989 a/, b/	Montants recouvrés en 1989	Contributions non réglées pour la période du 3 janvier 1989 au 2 janvier 1990	Total
Chine	87 107	87 107	-	-
Chypre	359	-	359	359
Colombie	2 509	2 509	-	-
Comores	90	-	90	90
Congo	179	-	179	179
Costa Rica	359	-	359	359
Côte d'Ivoire	359	-	359	359
Cuba	1 613	1 613	-	-
Danemark	61 838	61 838	-	-
Djibouti	90	-	90	90
Dominique	90	-	90	90
Egypte	1 255	1 255	-	-
El Salvador	179	-	179	179
Emirats arabes unis	3 405	-	3 405	3 405
Equateur	538	-	538	538
Espagne	34 953	34 953	-	-
Etats-Unis d'Amérique	2 827 595	1 400 000	1 427 595	1 427 595
Ethiopie	90	90	-	-
Fidji	179	179	-	-
Finlande	45 706	45 706	-	-
France	689 134	689 134	-	-
Gabon	538	231	307	307
Gambie	179	-	179	179
Ghana	179	179	-	-
Grèce	7 169	-	7 169	7 169
Grenade	90	90	-	-
Guatemala	359	-	359	359
Guinée	90	-	90	90
Guinée-Bissau	90	90	-	-
Guinée équatoriale	179	-	179	179
Guyana	179	-	179	179
Haïti	90	-	90	90
Honduras	179	-	179	179
Hongrie	3 764	3 764	-	-
Iles Salomon	90	-	90	90

Tableau 14.2 (suite)

Etats Membres	Contributions mises en recouvrement en 1989 a/, b/	Montants recouvrés en 1989	Contributions non réglées pour la période du 3 janvier 1989 au 2 janvier 1990	Total
Inde	6 632	6 632	-	-
Indonésie	2 689	2 673	16	16
Iran (République islamique d')	12 367	-	12 367	12 367
Iraq	2 151	-	2 151	2 151
Irlande	16 131	16 131	-	-
Islande	2 689	2 689	-	-
Israël	3 764	3 764	-	-
Italie	357 585	357 585	-	-
Kampuchea démocratique	179	-	179	179
Jamahiriya arabe libyenne	5 019	5 019	-	-
Jamaïque	179	179	-	-
Japon	1 019 876	1 019 876	-	-
Jordanie	179	179	-	-
Kenya	179	-	179	179
Koweït	5 198	5 198	-	-
Lesotho	90	90	-	-
Liban	179	-	179	179
Libéria	179	-	179	179
Luxembourg	5 377	5 377	-	-
Madagascar	179	179	-	-
Malaisie	1 971	1 971	-	-
Malawi	90	-	90	90
Maldives	90	90	-	-
Mali	90	-	90	90
Malte	179	179	-	-
Maroc	717	-	717	717
Maurice	179	-	179	179
Mauritanie	179	-	179	179
Mexique	16 849	16 849	-	-
Mongolie	179	179	-	-
Mozambique	90	-	90	90
Myanmar	179	179	-	-
Népal	90	90	-	-
Nicaragua	179	-	179	179
Niger	90	-	90	90

Tableau 14.2 (suite)

Etats Membres	Contributions mises en recouvrement en 1989 a/ b/	Montants recouvrés en 1989	Contributions non réglées pour la période du 3 janvier 1989 au 2 janvier 1990	Total
Nigéria	3 585	3 585	-	-
Norvège	49 290	49 290	-	-
Nouvelle-Zélande	21 509	21 509	-	-
Oman	359	359	-	-
Ouganda	90	-	90	90
Pakistan	1 075	-	1 075	1 075
Panama	359	-	359	359
Papouasie- Nouvelle-Guinée	90	-	90	90
Paraguay	538	-	538	538
Pays-Bas	147 873	147 873	-	-
Pérou	1 075	-	1 075	1 075
Philippines	1 613	-	1 613	1 613
Pologne	50 187	50 187	-	-
Portugal	3 226	3 226	-	-
Qatar	896	896	-	-
République arabe syrienne	717	-	717	717
République centrafricaine	179	-	179	179
République démocratique allemande	114 713	114 713	-	-
République démocratique populaire lao	90	-	90	90
République dominicaine	538	-	538	538
République socialiste soviétique de Biélorussie	29 575	29 575	-	-
République socialiste soviétique d'Ukraine	112 024	112 024	-	-
République-Unie de Tanzanie	90	90	-	-
Roumanie	3 405	-	3 405	3 405
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	535 871	535 871	-	-
Rwanda	90	90	-	-
Sainte-Lucie	90	90	-	-
Saint-Kitts-et-Nevis	90	-	90	90
Saint-Vincent-et-Grenadines	90	90	-	-
Samoa	90	-	90	90
Sao Tomé-et-Principe	90	-	90	90

Tableau 14.2 (suite)

Etats Membres	Contributions mises en recouvrement en 1989 a/, b/	Montants recouvrés en 1989	Contributions non réglées pour la période du 3 janvier 1989 au 2 janvier 1990	Total
Sénégal	90	90	-	-
Seychelles	90	-	90	90
Sierra Leone	179	-	179	179
Singapour	1 971	1 971	-	-
Somalie	90	-	90	90
Soudan	90	-	90	90
Sri Lanka	179	-	179	179
Suède	108 440	108 440	-	-
Suriname	90	-	90	90
Swaziland	179	179	-	-
Tchad	90	-	90	90
Tchécoslovaquie	59 149	59 149	-	-
Thaïlande	1 793	1 793	-	-
Togo	179	-	179	179
Trinité-et-Tobago	896	-	896	896
Tunisie	538	-	538	538
Turquie	5 736	5 736	-	-
Union des Républiques socialistes soviétiques	1 101 512	1 101 512	-	-
Uruguay	717	-	717	717
Vanuatu	90	-	90	90
Venezuela	10 217	-	10 217	10 217
Viet Nam	179	-	179	179
Yémen	90	-	90	90
Yémen démocratique	90	-	90	90
Yougoslavie	8 245	8 245	-	-
Zaire	179	179	-	-
Zambie	179	176	3	3
Zimbabwe	180	180	-	-
Total	9 033 059	7 476 793	1 556 266	1 556 266

a/ Pour la période allant du 3 janvier 1989 au 2 janvier 1990.

b/ Ce montant représente les contributions nettes pour la période allant du 3 janvier 1989 au 2 janvier 1990, déduction faite des contributions du personnel conformément à la résolution 973 (X) de l'Assemblée générale, en date du 15 décembre 1955.

ETAT XV

GROUPE D'ASSISTANCE DES NATIONS UNIES POUR LA PERIODE DE TRANSITION

I. Etat au 31 décembre 1989 des recettes et des dépenses pour la période allant du 1er avril 1989 au 31 mars 1990

(En dollars des Etats-Unis)

	Du 1er avril 1989 au 31 mars 1990
Recettes b/	
Crédits ouverts par l'Assemblée générale	416 162 000
Contributions volontaires c/, d/	20 284 343
Revenu des placements	11 603 455
Recettes accessoires	217 714
Total, recettes	448 267 512
A déduire : Dépenses	(tableau 15.1) 315 148 851
Excédent des recettes sur les dépenses b/	133 118 661

II. Etat de l'actif et du passif au 31 décembre 1989

(En dollars des Etats-Unis)

	1989
Actif	
Encaisse f/	166 967 633
Contributions non acquittées h/ g/	79 088 058
Comptes débiteurs	3 527 720
Charges payées d'avance	206 138
Total, actif	249 789 549
Passif	
Sommes à payer aux Etats Membres	15 557 669
Comptes créditeurs - divers	26 408
Engagements non réglés pour la période allant du 1er avril 1989 au 31 mars 1990	(tableau 15.1) 95 349 817
Dû au Fonds général de l'Organisation des Nations Unies	(note 6) 5 736 994
Total, passif	116 670 888

1989

Solde inutilisé

Solde disponible au 1er avril 1989	-
A ajouter : Excédent des recettes sur les dépenses pour la période allant du 1er avril 1989 au 31 mars 1990 (situation au 31 décembre 1989)	133 118 661
Solde disponible au 31 décembre 1989 b/	133 118 661
Total, passif et solde inutilisé	249 789 549

a/ Voir note 1 s).

b/ Y compris les contributions non acquittées, qu'elles soient ou non recouvrables.

c/ Y compris les contributions volontaires en espèces (13 050 000 dollars) et les contributions volontaire en nature (7 234 343 dollars) qui ont été prévues au budget. Des contributions volontaires ont été reçues des Etats-Unis d'Amérique, de la Grèce, du Japon, du Maroc et de la République fédérale d'Allemagne.

d/ A l'exclusion des contributions volontaires en nature (4 079 947 dollars) non prévues au budget. Des contributions volontaires non budgétées ont été reçues de la République fédérale d'Allemagne et de la Suisse.

e/ Voir annexe II.

f/ Non compris les gains de change non réalisés (81 009 dollars) ayant trait aux montants en espèces libellés en devises autres que le dollar des Etats-Unis.

Les notes explicatives font partie intégrante des états financiers.

Tableau 15.1

GROUPE D'ASSISTANCE DES NATIONS UNIES POUR LA PERIODE DE TRANSITION

Dépenses engagées au 31 décembre 1989 pour la période allant du 1er août 1989 au 31 mars 1990

(En dollars des Etats-Unis)

	Crédits attribués	Décaissements	Engagements non réglés	Total
DEPENSES LOCALES ET DEPENSES D'APPOI				
Indemnité journalière versée par l'ONU aux membres des contingents	8 192 000	6 379 277	-	6 379 277
Traitements et dépenses connexes de personnel	90 198 000	57 216 127	2 083 278	59 299 405
Frais de voyage et indemnité de subsistance du personnel militaire	2 170 000	1 178 461	155 421	1 333 882
Rations	13 410 000	7 508 069	4 113 806	11 621 875
Location, entretien et construction de locaux	15 851 000	8 770 922	6 062 924	14 833 846
Location d'avions	26 389 000	4 138 597	20 209 057	24 347 654
Communications	2 631 000	1 553 817	1 077 177	2 630 994
MATERIEL ET APPROVISIONNEMENT DE L'ENSEMBLE DE LA FORCE				
Achat de matériel de transport	29 806 300	29 523 011	283 289	29 806 300
Achat d'autre matériel	22 663 000	22 024 460	638 506	22 662 966
Entretien et utilisation des véhicules automobiles	19 328 000	8 826 465	7 173 737	16 000 202
Pouritures et services	12 503 000	6 350 056	2 054 631	8 404 687
Transport de marchandises, camionnage et messageries	14 235 000	3 340 977	1 000 320	4 341 297
Remboursement au titre de l'amortissement du matériel lourd appartenant aux contingents et remboursement de fournitures	24 775 000	-	24 775 000	24 775 000
RELEVÉ DES CONTINGENTS	17 026 100	16 138 858	887 242	17 026 100
INDENNITES EN CAS DE DECES ET D'INVALIDITE	8 000 000	20 000	7 980 000	8 000 000
BEN-ETRE	617 000	371 595	13 821	385 416
REMBOURSEMENT DES DEPENSES RELATIVES AUX CONTINGENTS				
Solde et indemnités des membres des contingents	60 685 000	43 415 442	15 739 508	59 154 950
Amortissement de l'équipement, du paquetage et de l'équipement individuels	4 145 000	3 042 900	1 102 100	4 145 000
Total	372 624 400	219 799 034	95 349 817	315 148 851

Tableau 5.2

ETAT DES CONTRIBUTIONS AU GROUPE D'ASSISTANCE DES NATIONS UNIES POUR LA PERIODE DE TRANSITION

Contributions non acquittées au 31 décembre 1989

(En dollars des Etats-Unis)

Etats Membres	Contributions mises en recouvrement en 1989 a/ b/	Montants recouvrés en 1989	Contributions non réglées	
			Pour la période allant du 1er avril 1989 au 31 mars 1990	Total
Afghanistan	4 067	-	4 067	4 067
Afrique du Sud	1 829 794	-	1 829 794	1 829 794
Albanie	8 132	8 132	-	-
Algérie	121 987	121 987	-	-
Allemagne, République fédérale d'	32 854 977	32 854 977	-	-
Angola	4 067	-	4 067	4 067
Antigua-et-Barbuda	4 067	4 067	-	-
Arabie saoudite	829 507	-	829 507	829 507
Argentine	536 741	-	536 741	536 741
Australie	6 383 949	6 383 949	-	-
Autriche	3 008 996	3 008 996	-	-
Bahamas	16 264	16 264	-	-
Bahrein	16 264	16 264	-	-
Bangladesh	4 067	-	4 067	4 067
Barbade	8 132	8 132	-	-
Belgique	4 757 465	4 757 465	-	-
Belize	4 067	-	4 067	4 067
Bénin	4 067	-	4 067	4 067
Bhoutan	4 067	-	4 067	4 067
Bolivie	8 132	-	8 132	8 132
Botswana	4 067	4 067	-	-
Brésil	1 179 202	-	1 179 202	1 179 202
Brunéi Darussalam	32 530	32 530	-	-
Bulgarie	121 987	121 987	-	-
Burkina Faso	4 067	-	4 067	4 067
Burundi	4 067	-	4 067	4 067
Cambodge	8 132	-	8 132	8 132
Cameroon	8 132	7 827	305	305
Canada	12 564 589	12 564 589	-	-
Cap-Vert	4 067	-	4 067	4 067
Chili	65 059	-	65 059	65 059
Chine	3 952 184	3 952 184	-	-
Chypre	16 264	16 264	-	-
Colombie	113 854	113 854	-	-
Comores	4 067	-	4 067	4 067
Congo	8 132	-	8 132	8 132
Costa Rica	16 264	-	6 264	16 264
Côte d'Ivoire	16 264	-	16 264	16 264
Cuba	73 192	73 192	20	20
Danemark	2 805 685	2 805 685	-	-
Djibouti	4 067	-	4 067	4 067
Dominique	4 067	-	4 067	4 067
Egypte	56 927	56 927	-	-
El Salvador	8 132	-	8 132	8 132
Emirats arabes unis	154 516	-	154 516	154 516
Equateur	24 398	-	24 398	24 398
Espagne	1 585 823	1 585 823	-	-
Etats-Unis d'Amérique	120 003 753	103 931 080	24 072 665	24 072 665
Ethiopie	4 067	4 067	-	-
Fidji	8 132	8 132	-	-
Finlande	2 073 767	2 073 767	-	-
France	31 267 277	31 267 277	-	-
Gabon	24 398	-	24 398	24 398
Gambie	8 132	-	8 132	8 132
Ghana	8 132	8 132	-	-

Tableau 15.2 (suite)

Etats Membres	Contributions mises en recouvrement en 1989 a/ b/	Montants recouvrés en 1989	Contributions non réglées	
			Pour la période allant du 1er avril 1989 au 31 mars 1990	Total
Grèce	325 298	-	325 298	325 298
Grenade	4 067	-	4 067	4 067
Guatemala	16 264	-	16 264	16 264
Guinée	4 067	-	4 067	4 067
Guinée-Bissau	4 067	4 067	-	-
Guinée équatoriale	8 132	-	8 132	8 132
Guyana	8 132	-	8 132	8 132
Haïti	4 067	-	4 067	4 067
Honduras	8 132	-	8 132	8 132
Hongrie	170 781	170 781	-	-
Iles Salomon	4 067	-	4 067	4 067
Inde	300 901	300 901	-	-
Indonésie	121 987	-	121 987	121 987
Iran (République islamique d')	561 138	-	561 138	561 138
Iraq	97 589	-	97 589	97 589
Irlande	731 918	731 918	-	-
Islande	121 987	121 987	-	-
Israël	170 781	-	170 781	170 781
Italie	16 224 178	16 224 178	-	-
Jamahiriya arabe libyenne	227 708	-	227 708	227 708
Jamaïque	8 132	-	8 132	8 132
Japon	46 273 471	-	46 273 471	46 273 471
Jordanie	8 132	8 132	-	-
Kenya	8 132	-	8 132	8 132
Koweït	235 841	235 841	-	-
Lesotho	4 067	4 067	-	-
Liban	8 132	-	8 132	8 132
Libéria	8 132	-	8 132	8 132
Luxembourg	243 972	243 972	-	-
Madagascar	8 132	-	8 132	8 132
Malaisie	89 457	89 457	-	-
Malawi	4 067	-	4 067	4 067
Maldives	4 067	4 067	-	-
Mali	4 067	-	4 067	4 067
Malte	8 132	8 132	-	-
Maroc	32 530	-	32 530	32 530
Maurice	8 132	-	8 132	8 132
Mauritanie	8 132	-	8 132	8 132
Mexique	764 449	382 225	382 224	382 224
Mongolie	8 132	-	8 132	8 132
Mozambique	4 067	4 067	-	-
Myanmar	8 132	8 132	-	-
Népal	4 067	4 067	-	-
Nicaragua	8 132	-	8 132	8 132
Niger	4 067	-	4 067	4 067
Nigéria	162 649	-	162 649	162 649
Norvège	2 236 415	2 236 415	-	-
Nouvelle-Zélande	975 891	975 891	-	-
Oman	16 264	16 264	-	-
Ouganda	4 067	4 067	-	-
Pakistan	48 794	48 794	-	-
Panama	16 264	-	16 264	16 264
Papouasie-Nouvelle-Guinée	4 067	-	4 067	4 067
Paraguay	24 398	-	24 398	24 398
Pays-Bas	6 709 246	6 709 246	-	-
Pérou	48 794	-	48 794	48 794
Philippines	73 192	-	73 192	73 192
Pologne	2 277 077	1 950 000	327 077	327 077
Portugal	146 383	146 383	-	-
Qatar	40 662	-	40 662	40 662

Tableau 15.2 (suite)

Etats Membres	Contributions mises en recouvrement en 1989 a/, b/	Montants recouvrés en 1989	Contributions non réglées	
			Pour la période allant du 1er avril 1989 au 31 mars 1990	Total
République arabe syrienne	32 530	-	32 530	32 530
République centrafricaine	8 132	-	8 132	8 132
République démocratique allemande	5 204 749	5 204 749	-	-
République démocratique populaire lao	4 067	-	4 067	4 067
République dominicaine	24 398	-	24 398	24 398
République socialiste soviétique de Biélorussie	1 341 850	1 341 850	-	-
République socialiste soviétique d'Ukraine	5 082 762	5 082 762	-	-
République-Unie de Tanzanie	4 067	305	3 762	3 762
Roumanie	154 516	-	154 516	154 516
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	24 313 435	24 313 435	-	-
Rwanda	4 067	4 067	-	-
Saint-Kitts-et-Nevis	4 067	-	4 067	4 067
Saint-Vincent-et-Grenadines	4 067	-	4 067	4 067
Sainte-Lucie	4 067	4 067	-	-
Samoa	4 067	-	4 067	4 067
Sao Tomé-et-Principe	4 067	1 000	3 067	3 067
Sénégal	4 067	4 067	-	-
Seychelles	4 067	-	4 067	4 067
Sierra Leone	8 132	-	8 132	8 132
Singapour	89 457	89 457	-	-
Somalie	4 067	-	4 067	4 067
Soudan	4 067	-	4 067	4 067
Sri Lanka	8 132	8 132	-	-
Suède	4 920 114	4 920 114	-	-
Suriname	4 067	-	4 067	4 067
Swaziland	8 132	-	8 132	8 132
Tchad	4 067	3 986	81	81
Tchécoslovaquie	2 683 698	2 683 698	-	-
Thaïlande	81 324	81 324	-	-
Togo	8 132	-	8 132	8 132
Trinité-et-Tobago	40 662	-	40 662	40 662
Tunisie	24 398	24 398	-	-
Turquie	260 239	260 239	-	-
Union des Républiques socialistes soviétiques	49 977 615	49 977 615	-	-
Uruguay	32 530	-	32 530	32 530
Vanuatu	4 067	-	4 067	4 067
Venezuela	463 549	-	463 549	463 549
Viet Nam	8 132	-	8 132	8 132
Yémen	4 067	-	4 067	4 067
Yémen démocratique	4 067	-	4 067	4 067
Yougoslavie	374 092	-	374 092	374 092
Zaïre	8 132	5 398	2 734	2 734
Zambie	8 132	8 135	(3)	(3)
Zimbabwe	8 134	8 134	-	-
Total	409 555 646	330 467 588	79 088 058	79 088 058

a/ Pour le mandat allant du 1er avril 1989 au 31 mars 1990.

b/ Représente les contributions mises en recouvrement (montant net) pour la période spécifiée à la note a/, après prise en compte des contributions de personnel conformément à la résolution 973 (X) de l'Assemblée générale en date du 15 novembre 1955.

Etat XVI

GROUPE D'OBSERVATEURS DES NATIONS UNIES EN AMERIQUE CENTRALE a/

I. Etat récapitulatif au 31 décembre 1989 des recettes et des dépenses pour la période allant du 7 novembre 1989 au 6 mai 1990

(En dollars des Etats-Unis)

		Du 7 novembre 1989 au 6 mai 1990
<u>Recettes b/</u>		
Crédits ouverts par l'Assemblée générale		40 800 000
Revenu des placements		-
Recettes accessoires		-
Total, recettes		<u>40 800 000</u>
<u>A déduire : Dépenses</u>	(tableau 16.1)	7 538 789
<u>Excédent des recettes sur les dépenses b/</u>		<u>33 261 211</u>

II. Etat de l'actif et du passif au 31 décembre 1989

(En dollars des Etats-Unis)

		1989
<u>Actif</u>		
Encaisse		159 841
Contributions non acquittées b/, c/	(tableau 16.2)	40 384 378
Comptes débiteurs		88 328
Charges payées d'avance		70 700
Total, actif		<u>40 703 247</u>
<u>Passif</u>		
Sommes à payer aux Etats Membres		-
Comptes créditeurs - divers		51 436
Engagements non réglés pour la période allant du 7 novembre 1989 au 6 mai 1990	(tableau 16.1)	6 717 882
Dû au Fonds général de l'Organisation des Nations Unies	(note 6)	672 718
Total, passif		<u>7 442 036</u>
<u>Solde inutilisé</u>		
Solde disponible au 7 novembre 1989		-
<u>A ajouter : Excédent des recettes sur les dépenses pour la période allant du 7 novembre 1989 au 6 mai 1990 (situation au 31 décembre 1989)</u>		<u>33 261 211</u>
Solde disponible au 31 décembre 1989 b/		<u>33 261 211</u>
Total, passif et solde inutilisé		<u>40 703 247</u>

a/ Voir note 1 a).

b/ Y compris les contributions non acquittées, qu'elles soient ou non recouvrables.

c/ Voir annexe II.

Les notes explicatives font partie intégrante des états financiers.

Tableau 16.1

GROUPE D'OBSERVATEURS DES NATIONS UNIES EN AMERIQUE CENTRALE

Dépenses engagées au 31 décembre 1989 pour la période allant du 7 novembre 1989 au 6 mai 1990

(En dollars des Etats-Unis)

	Crédits attribués	Décaissements	Engagements non réglés	Total
DEPENSES LOCALES ET DEPENSES D'APPUI				
Indemnité journalière versée par l'ONU aux membres des contingents	3 888 400	109 469	-	109 469
Traitements et dépenses connexes de personnel	6 233 600	255 042	127 659	382 701
Frais de voyage et indemnité de subsistance du personnel militaire	1 984 500	8 101	27 641	35 742
Rations	-	-	-	-
Location, entretien et construction de locaux	4 247 000	3 442	-	3 442
Location d'avions	8 519 200	10 019	2 214 960	2 224 979
Utilisation et entretien de navires	713 000	-	-	-
Communications	218 000	7 210	2 259	9 469
MATERIEL ET APPROVISIONNEMENT DE L'ENSEMBLE DE LA FORCE				
Achat de matériel de transport	3 643 300	-	2 557 455	2 557 455
Achat d'autre matériel	6 569 500	396 543	399 726	796 269
Entretien et utilisation des véhicules automobiles	795 500	662	-	662
Fournitures et services	1 842 500	30 172	75 682	105 854
Transport de marchandises, camionnage et messageries	375 000	247	-	247
Remboursement au titre de l'amortissement du matériel lourd appartenant aux contingents et remboursement de fournitures	-	-	-	-
RELIEF DES CONTINGENTS				
INDENNITES EN CAS DE DECES ET D'INVALIDITE	500 000	-	500 000	500 000
BIEN-ETRE				
REMBOURSEMENT DES DEPENSES RELATIVES AUX CONTINGENTS	-	-	-	-
Soldes et indemnités des membres des contingents	763 500	-	763 500	763 500
Amortissement de l'équipement, du paquetage et de l'équipement individuels	49 000	-	49 000	49 000
Total	40 402 000	820 907	6 717 882	7 538 789

Tableau 16.2

ETAT DES CONTRIBUTIONS AU GROUPE D'OBSERVATEURS DES NATIONS UNIES EN AMERIQUE CENTRALE

Contributions non acquittées au 31 décembre 1989

(En dollars des Etats-Unis)

Etats Membres	Contributions mises en recouvrement en 1989 a/, b/	Montants recouvrés en 1989	Contributions non réglées pour la période allant du	
			7 novembre 1989 au 6 mai 1990	Total
Afghanistan	402	-	402	402
Afrique du Sud	180 900	-	180 900	180 900
Albanie	804	-	804	804
Algérie	12 060	-	12 060	12 060
Allemagne, République fédérale d'	3 248 160	-	3 248 160	3 248 160
Angola	402	-	402	402
Antigua-et-Barbuda	402	-	402	402
Arabie saoudite	82 008	-	82 008	82 008
Argentine	53 065	-	53 065	53 065
Australie	631 140	-	631 140	631 140
Autriche	297 480	-	297 480	297 480
Bahamas	1 608	-	1 608	1 608
Bahreïn	1 608	-	1 608	1 608
Bangladesh	402	-	402	402
Barbade	804	-	804	804
Belgique	470 340	-	470 340	470 340
Belize	402	-	402	402
Bénin	402	-	402	402
Bhoutan	402	-	402	402
Bolivie	804	-	804	804
Botswana	402	-	402	402
Brésil	116 580	-	116 580	116 580
Brunei Darussalam	3 216	-	3 216	3 216
Bulgarie	12 060	-	12 060	12 060
Burkina Faso	402	-	402	402
Burundi	402	-	402	402
Cameroun	804	-	804	804
Canada	1 242 180	-	1 242 180	1 242 180
Cap-Vert	402	-	402	402
Chili	6 432	-	6 432	6 432

Tableau 16.2 (suite)

Etats Membres	Contributions mises en recouvrement en 1989 a/, b/	Montants recouvrés en 1989	Contributions non réglées pour la période allant du	Total
			7 novembre 1989 au 6 mai 1990	
Chine	388 144	-	388 144	388 144
Chypre	1 608	-	1 608	1 608
Colombie	11 256	-	11 256	11 256
Comores	402	-	402	402
Congo	804	-	804	804
Costa Rica	1 608	-	1 608	1 608
Côte d'Ivoire	1 608	-	1 608	1 608
Cuba	7 235	-	7 235	7 235
Danemark	277 379	-	277 379	277 379
Djibouti	402	-	402	402
Dominique	402	-	402	402
Egypte	5 629	-	5 629	5 629
El Salvador	804	-	804	804
Emirats arabes unis	15 276	-	15 276	15 276
Equateur	2 412	-	2 412	2 412
Espagne	321 889	-	321 889	321 889
Etats-Unis d'Amérique	12 535 896	-	12 535 896	12 535 896
Ethiopie	402	-	402	402
Fidji	804	-	804	804
Finlande	205 020	-	205 020	205 020
France	3 087 880	-	3 087 880	3 087 880
Gabon	2 412	-	2 412	2 412
Gambie	499	-	499	499
Ghana	804	-	804	804
Grèce	32 161	-	32 161	32 161
Grenade	402	-	402	402
Guatemala	1 608	-	1 608	1 608
Guinée	402	-	402	402
Guinée-Bissau	402	-	402	402
Guinée équatoriale	499	-	499	499
Guyana	804	-	804	804
Haïti	402	-	402	402
Honduras	804	-	804	804
Hongrie	16 884	-	16 884	16 884
Iles Salomon	402	-	402	402

Tableau 16.2 (suite)

Etats Membres	Contributions mises en recouvrement en 1989 a/, b/	Montants recouvrés en 1989	Contributions non réglées pour la période allant du	
			7 novembre 1989 au 6 mai 1990	Total
Inde	29 749	-	29 749	29 749
Indonésie	12 060	-	12 060	12 060
Iran (République islamique d')	55 477	-	55 477	55 477
Iraq	9 649	-	9 649	9 649
Irlande	72 359	-	72 359	72 359
Islande	12 061	-	12 061	12 061
Israël	16 884	-	16 884	16 884
Italie	1 603 980	-	1 603 980	1 603 980
Jamahiriya arabe libyenne	22 513	-	22 513	22 513
Jamaïque	804	-	804	804
Japon	4 574 761	-	4 574 761	4 574 761
Jordanie	804	-	804	804
Kampuchea démocratique	804	-	804	804
Kenya	804	-	804	804
Koweït	23 316	-	23 316	23 316
Lesotho	402	-	402	402
Liban	804	-	804	804
Libéria	804	-	804	804
Luxembourg	24 119	-	24 119	24 119
Madagascar	804	-	804	804
Malaisie	8 844	-	8 844	8 844
Malawi	402	-	402	402
Maldives	402	-	402	402
Mali	402	-	402	402
Malte	804	-	804	804
Maroc	3 216	-	3 216	3 216
Maurice	804	-	804	804
Mauritanie	499	-	499	499
Mexique	75 576	-	75 576	75 576
Mongolie	804	-	804	804
Mozambique	402	-	402	402
Myanmar	499	-	499	499
Népal	402	-	402	402
Nicaragua	804	-	804	804
Niger	402	-	402	402

Tableau 16.2 (suite)

Etats Membres	Contributions mises en recouvrement en 1989 a/, b/	Montants recouvrés en 1989	Contributions non réglées pour la période allant du	
			7 novembre 1989 au 6 mai 1990	Total
Nigéria	16 080	-	16 080	16 080
Norvège	221 100	-	221 100	221 100
Nouvelle-Zélande	96 480	-	96 480	96 480
Oman	1 608	-	1 608	1 608
Ouganda	402	-	402	402
Pakistan	4 825	-	4 825	4 825
Panama	1 608	-	1 608	1 608
Papouasie-Nouvelle-Guinée	402	-	402	402
Paraguay	2 412	-	2 412	2 412
Pays-Bas	663 299	-	663 299	663 299
Pérou	4 825	-	4 825	4 825
Philippines	7 235	-	7 235	7 235
Pologne	88 803	-	88 803	88 803
Portugal	14 471	-	14 471	14 471
Qatar	4 019	-	4 019	4 019
République arabe syrienne	3 216	-	3 216	3 216
République centrafricaine	499	-	499	499
République démocratique allemande	514 560	-	514 560	514 560
République démocratique populaire lao	402	-	402	402
République dominicaine	2 412	-	2 412	2 412
République socialiste soviétique de Biélorussie	132 661	-	132 661	132 661
République socialiste soviétique d'Ukraine	502 500	-	502 500	502 500
République-Unie de Tanzanie	402	-	402	402
Roumanie	15 276	-	15 276	15 276
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	2 400 768	-	2 400 768	2 400 768
Rwanda	402	-	402	402
Saint-Kitts-et-Nevis	402	-	402	402
Saint-Vincent-et- Grenadines	402	-	402	402
Sainte-Lucie	402	-	402	402
Samoa	402	-	402	402

Tableau 16.2 (suite)

Etats Membres	Contributions mises en recouvrement en 1989 a/, b/	Montants recouvrés en 1989	Contributions non réglées pour la période allant du	Total
			7 novembre 1989 au 6 mai 1990	
Sao Tomé-et-Principe	402	-	402	402
Sénégal	402	-	402	402
Seychelles	402	-	402	402
Sierra Leone	499	-	499	499
Singapour	8 844	-	8 844	8 844
Somalie	402	-	402	402
Soudan	402	-	402	402
Sri Lanka	804	-	804	804
Suède	486 421	-	486 421	486 421
Suriname	402	-	402	402
Swaziland	804	-	804	804
Tchad	402	-	402	402
Tchécoslovaquie	265 320	-	265 320	265 320
Thaïlande	8 039	-	8 039	8 039
Togo	499	-	499	499
Trinité-et-Tobago	4 019	-	4 019	4 019
Tunisie	2 412	-	2 412	2 412
Turquie	25 728	-	25 728	25 728
Union des Républiques socialistes soviétiques	4 936 410	-	4 936 410	4 936 410
Uruguay	3 216	-	3 216	3 216
Vanuatu	402	-	402	402
Venezuela	45 828	-	45 828	45 828
Viet Nam	804	-	804	804
Yémen	402	-	402	402
Yémen démocratique	402	-	402	402
Yougoslavie	36 984	-	36 984	36 984
Zaire	804	-	804	804
Zambie	804	-	804	804
Zimbabwe	804	-	804	804
Total	40 384 378	-	40 384 378	40 384 378

a/ Pour le mandat allant du 7 novembre 1989 au 6 mai 1990.

b/ Représente les contributions mises en recouvrement (montant net) pour la période spécifiée à la note a/, après prise en compte des contributions du personnel conformément à la résolution 973 (x) de l'Assemblée générale en date du 15 décembre 1955.

Etat XVII

FORCE DES NATIONS UNIES CHARGÉE DU MAINTIEN DE LA PAIX À CHYPRE a/

I. Etat récapitulatif des recettes et des dépenses pour la période allant du 27 mars 1964 au 31 décembre 1989

(En dollars des Etats-Unis)

	De 1964 au 31 décembre 1987	Exercice biennal 1988-1989 terminé le 31 décembre 1989	Total
<hr/>			
<u>Recettes b/</u>			
Contributions annoncées	382 957 241	36 230 467	419 187 708
Dons de sources privées	18 419	-	18 419
Revenu des placements	7 823 740	1 541 197	9 364 937
Recettes accessoires	6 613 744	20 146	6 633 890
	<hr/>	<hr/>	<hr/>
Total, recettes	397 413 144	37 791 810	435 204 954
<hr/>			
<u>Dépenses</u>			
Personnel	57 972 771	10 911 981	68 884 752
Matériel et approvisionnements	82 193 916	8 716 637	90 910 553
Divers	31 377 436	3 947 805	35 325 241
Dépenses supplémentaires et extraordinaires des gouvernements fournissant des contingents	<hr/>	<hr/>	<hr/>
	217 197 680	15 101 797	232 299 477
	<hr/>	<hr/>	<hr/>
Total, dépenses (tableau 17.1)	388 741 803	38 678 220	427 420 023
<hr/>			
Excédent des recettes sur les dépenses	8 671 341	(886 410)	7 784 931
 <u>A déduire : Ajustement afférent à l'exercice antérieur</u>			
	(50 000) \$/	(16 885) \$/	(66 885) \$/
<hr/>			
<u>Excédent net des recettes sur les dépenses b/</u>	<hr/>	<hr/>	<hr/>
	8 621 341	(903 295)	7 718 046
	<hr/>	<hr/>	<hr/>

Etat XVII (suite)

II. Etat de l'actif et du passif au 31 décembre 1989

(En dollars des Etats-Unis)

	1989	1987
Actif		
Encaisse	8 805 238	5 912 352
Contributions annoncées non versées h/ (tableau 17.2)	6 990 819	6 779 987
Comptes débiteurs	603 344	756 940
Charges payées d'avance	43 815	-
Dû par le Fonds général de l'ONU (note 6)	144 067	-
Total, actif	16 587 283	13 449 279
Passif		
Comptes créditeurs	6 015 926	888 973
Engagements non réglés - exercice en cours (tableau 17.1)	2 853 311	-
Engagements non réglés - exercice antérieur	-	3 833 977
Dû au Fonds général de l'ONU (note 6)	-	104 988
Total, passif	8 869 237	4 827 938
Solde inutilisé		
Solde disponible au 1er janvier 1988	8 621 341	5 749 217
A ajouter : Excédent net des recettes sur les dépenses	(903 295)	2 872 124
Solde disponible au 31 décembre 1989 h/	7 718 046	8 621 341
Total, passif et solde inutilisé	16 587 283	13 449 279

a/ Voir Note 1 t).

b/ Y compris les contributions annoncées, non acquittées, qu'elles soient ou non recouvrables.

c/ Représente l'annulation de contributions annoncées, non acquittées.

Les notes explicatives font partie intégrante des états financiers.

Tableau 17.1

FORCE DES NATIONS UNIES CHARGÉE DU MAINTIEN DE LA PAIX À CHYPRE

Etat récapitulatif des dépenses pour la période allant du 27 mars 1964 au 31 décembre 1989

(En dollars des Etats-Unis)

	Dépenses engagées pendant l'exercice biennal 1988-1989 terminé le 31 décembre 1989			Total	Exercices antérieurs	Total depuis la constitution de la Force
	Crédits attribués	Décaissements	Engagements non réglés			
Dépenses de personnel						
Traitements et salaires	2 803 000	2 793 614	-	2 793 614	17 356 038	20 149 652
Traitements du personnel local	5 659 700	4 880 488	729 902	5 610 390	25 926 238	31 536 628
Dépenses communes de personnel	2 320 200	2 283 320	86 174	2 369 494	9 973 803	12 343 297
Frais de voyage et indemnité de subsistance du personnel	139 000	131 677	6 806	138 483	4 716 692	4 855 175
Total, dépenses de personnel	10 921 900	10 089 099	822 882	10 911 981	57 972 771	68 884 752
Matériel et approvisionnement						
Rations	2 714 300	2 536 107	178 221	2 714 328	32 541 637	35 255 965
Entretien et utilisation du matériel de transport	368 300	2 446 050	900 364	3 346 414	25 518 253	28 864 667
Transport de marchandises et camionnage	57 300	60 225	-	60 225	738 757	798 982
Fouritures et fournitures divers	2 148 900	1 862 085	286 793	2 148 878	21 606 860	23 755 738
Papeterie et fournitures de bureau	68 900	53 902	13 406	67 308	470 129	537 437
Achat de véhicules de transport et de matériel mobile	-	-	-	-	137 557	137 557
Achat de matériel opérationnel divers	397 000	164 404	215 080	379 484	1 180 723	1 560 207
Total, matériel et approvisionnements	8 754 700	7 122 773	1 593 864	8 716 637	82 193 916	90 910 553
Divers						
Location de locaux	2 703 600	2 330 437	363 670	2 694 107	17 457 361	20 151 468
Communications	215 000	217 694	29 358	247 052	3 290 161	3 537 213
Relève des contingents	1 041 600	961 378	43 457	1 004 835	10 520 246	11 525 081
Affranchissement du courrier personnel et autre	1 900	1 731	80	1 811	109 668	111 479
Dépenses supplémentaires et extraordinaires des gouvernements fournissant des contingents - exercice biennal 1988-1989	-	-	-	-	-	-
Total, divers	3 962 100	3 511 240	436 565	3 947 805	31 377 436	35 325 241
Total partiel	23 638 700	20 723 112	2 853 311	23 576 423	171 544 123	195 120 546
A ajouter : Dépenses supplémentaires et extraordinaires des gouvernements fournissant des contingents - exercices antérieurs	15 101 800	15 101 797	-	15 101 797	217 197 680	232 299 477
Total, engagements (état XVII) a/	38 740 500	35 824 909	2 853 311	38 678 220	388 741 803	427 420 023

a/ Les engagements comptabilisés au Compte spécial de la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre se limitent aux fonds dont le Secrétaire général dispose grâce aux contributions volontaires annoncées ou versées audit compte pour faire face aux dépenses de la Force qui sont à la charge de l'Organisation. Au 31 décembre 1989, les engagements non comptabilisés depuis la constitution de la Force s'élevaient à 170 millions de dollars, contre 156,9 millions au 31 décembre 1987.

Tableau 17.2

FORCE DES NATIONS UNIES CHARGÉE DU MAINTIEN DE LA PAIX À CHYPRE

Contributions annoncées non versées au 31 décembre 1989

(En dollars des États-Unis)

Etats Membres	Contributions annoncées non versées au 1er janvier 1988	Ajustement au titre d'exercices antérieurs	Contributions annoncées en 1988-1989	Montants recouvrés en 1988-1989	Gains/ pertes de change	Contributions annoncées non versées au 31 décembre 1989
Allemagne, République fédérale d'	-	-	3 172 718	3 172 718	-	-
Antigua-et-Barbuda	-	-	500	500	-	-
Australie	-	-	200 000	200 000	-	-
Autriche	2 125 000	-	500 000	250 000	-	2 375 000 a/
Bahamas	-	-	2 000	2 000	-	-
Barbade	-	-	2 000	2 000	-	-
Belgique	-	-	526 313	526 313	-	-
Brunéi Darussalam	-	-	3 000	3 000	-	-
Cameroon	4 355	-	772	5 127	-	-
Chypre	-	-	2 212 175	2 190 411	21 764	-
Danemark	1 859 162	-	459 920	230 847	-	2 088 235 a/
Espagne	-	-	387 647	219 580	-	168 067
Etats-Unis d'Amérique	11 385	(11 385) b/	17 436 000	17 436 000	-	-
Grèce	-	-	2 000 000	2 000 000	-	-
Inde	-	-	10 000	10 000	-	-
Islande	-	-	17 827	17 827	-	-
Italie	34 517	-	915 385	915 385	-	34 517
Jamaïque	-	-	2 000	2 000	-	-
Japon	-	-	400 000	400 000	-	-
Libéria	1 500	(1 500) b/	-	-	-	-
Luxembourg	-	-	16 725	16 725	-	-
Malaisie	-	-	5 000	5 000	-	-
Nigéria	-	-	2 500	2 500	-	-
Norvège	-	-	1 220 000	1 220 000	-	-
Pakistan	-	-	6 000	6 000	-	-
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	-	-	4 218 724	4 218 724	-	-
Sénégal	4 000	(4 000) b/	-	-	-	-
Suède	2 725 000	-	-	400 000	-	2 325 000 a/
Suisse	-	-	2 498 153	2 522 653	(24 500)	-
Thaïlande	-	-	1 000	1 000	-	-
Togo	-	-	1 572	1 572	-	-
Uruguay	-	-	4 500	4 500	-	-
Venezuela	-	-	5 000	5 000	-	-
Zaire	-	-	2 000	2 000	-	-
Zambie	-	-	1 036	1 036	-	-
Zimbabwe	15 068	-	-	15 068	-	-
Total	6 779 987	(16 885)	36 230 467	36 005 486	(2 736)	6 990 819

a/ Pour ce qui est des modalités de paiement, le montant de cette contribution sera déduit, en tout ou en partie, des sommes que le gouvernement demandera en remboursement des dépenses faites par lui pour la Force.

b/ Représente l'annulation de contributions annoncées, non acquittées.

Etat XVIII

ACTIVITES DE COOPERATION TECHNIQUE a/

1. Etat des recettes et des dépenses pour l'exercice biennal 1988-1989 terminé le 31 décembre 1989

(En dollars des Etats-Unis)

	Commissions régionales								Total
	ONU	CHURCD	CHUEH	Afrique	Asie et Pacifique	Europe	Amérique latine et Caraïbes	Asie occidentale	
Recettes									
Fonds alloués	307 984 510	30 035 885	38 777 199	27 252 664	25 887 049	1 753 215	11 326 005	5 167 606	448 104 913
Contributions	38 370 999	6 953 179	2 261 874	1 302 601	16 154 217	-	9 887 733	80 831	75 011 434 b/
Revenu des placements	5 997 985	313 941	118 481	1 458 457	848 423	-	681 575	28 279	7 047 341
Recettes accessoires	1 015 709	497 704	-	65 606	-	-	9 723	17 469	1 606 211
Total, recettes	350 769 203	37 800 669	41 157 554	30 279 328	42 089 689	1 753 215	21 905 036	5 294 185	531 849 699
Dépenses									
Traitement et dépenses connexes de personnel	139 858 063	18 723 562	16 163 673	14 674 411	18 261 606	929 408	12 717 589	3 637 954	224 946 266
Frais de voyage	17 495 820	5 177 959	1 136 916	3 924 679	2 440 992	218 933	1 475 663	576 383	32 437 345
Services contractuels	13 009 970	195 829	8 732 030	604 332	5 029 091	-	762 933	142 000	28 562 404
Dépenses de fonctionnement	15 012 928	1 136 644	1 505 228	1 313 946	2 168 826	56 833	1 200 453	175 638	22 570 496
Achats	70 073 444	1 607 149	6 419 550	2 177 363	1 329 393	56 522	838 414	152 647	82 454 682
Houras	60 138 592	4 654 196	2 479 607	5 000 114	8 975 908	240 301	2 436 103	362 346	84 287 559
Total, dépenses au titre des projets	315 589 417	31 495 339	36 436 994	27 694 845	38 205 808	1 589 228	19 431 153	5 046 960	475 488 752
Dépenses d'appui aux programmes	36 034 853	3 620 914	4 294 192	3 155 334	4 846 402	164 987	2 269 521	350 900	54 537 103 c/
Total, dépenses	351 624 270	35 116 253	40 731 186	30 850 179	42 852 210	1 753 215	21 700 674	5 397 868	530 025 855
Excédent des recettes sur les dépenses	(855 067)	2 684 436	426 368	(570 851)	37 479	-	205 162	(103 683)	1 823 844

II. Etat de l'actif et du passif au 31 décembre 1989

Actif									
Encas	21 003 663	50 906 522	1 251 078	8 260 575	24 702 787	-	4 461 254	165 159	110 251 048
Contributions annoncées non versées	819 481	-	155 056	3 730 093	-	-	433 408	-	5 136 038
Comptes débiteurs	3 370 731	3 224 545	210 554	1 512 329	615 725	10 671	1 316 291	347 580	10 608 426
Sommes à recevoir du PNUD, du PNUAP et du PNUF pour couvrir l'excédent des dépenses sur les fonds reçus	49 803 565	1 877 813	7 991 179	1 762 917	5 398 041	325 970	424 891	692 902	68 277 278
Solde inutilisé des allocations	240 252 138	37 069 961	5 729 522	9 369 813	19 585 212	2 265 305	7 831 641	482 890	322 506 883 d/
Solides à recevoir (versements interfonds)	2 054 515	899 374	-	-	314 273	245 498	-	-	3 513 660
A recevoir du Fonds général l'ONU (note 6)	4 313 885	-	280 314	312 485	-	175 476	604 244	-	5 886 404
Charges comptabilisées d'avance et autres éléments d'actif	23 889 724	-	25 792	1 024 625	436 699	-	29 638	-	25 406 478
Total, actif	345 507 702	93 978 225	15 643 896	25 972 837	51 052 737	3 022 920	14 701 367	1 608 531	551 488 215
Passif									
Comptes créanciers	14 069 049	47 752 822	1 412 696	1 495 707	10 606 882	3 294	222 318	231 915	75 794 683
Engagements non réglés	47 461 835	3 167 568	5 733 847	3 851 655	6 369 940	48 389	1 316 784	467 782	68 395 800
Engagements non réglés - exercices futurs	21 317 464	-	-	-	436 699	-	-	-	21 754 163
Solides à payer (versements interfonds)	2 054 515	899 374	-	-	314 273	245 498	-	-	3 513 660
Dû aux comptes spéciaux pour les dépenses d'appui aux programmes (état XX)	-	876 411	1 414 652	-	1 902 887	227 214	-	-	4 423 145
Dû au Fonds général de l'ONU (note 6)	-	97 883	595 302	-	425 552	-	1 096 469	271 639	2 486 465
Compte de charges d'exploitation	-	-	-	80 834	6 840	233 220	-	151 527	472 421
Recettes comptabilisées d'avance	253 787 072	37 069 961	5 815 096	9 456 613	29 893 304	2 265 305	9 080 787	402 890	347 691 020
Total, passif	318 689 935	89 864 019	14 972 394	16 864 809	69 958 377	3 022 920	11 634 358	1 525 752	526 520 565
Solde inutilisé									
Solde disponible au 1er janvier 1988	7 672 834	1 429 770	245 134	11 678 879	1 058 881	-	2 861 847	186 461	25 133 006 a/
A ajouter : Excédent des recettes sur les dépenses	(855 067)	2 684 436	426 368	(570 851)	37 479	-	205 162	(103 683)	1 823 844
Solde disponible au 31 décembre 1989 (tableau 10.2)	6 817 767	4 114 206	671 502	11 108 028	1 096 360	-	3 067 009	82 778	26 957 850
Total, passif et solde inutilisé	345 507 702	93 978 225	15 643 896	25 972 837	51 052 737	3 022 920	14 701 367	1 608 531	551 488 215

Etat XVIII (suite)

**III. Etat comparatif des recettes et des dépenses pour
les exercices biennaux 1988-1989 et 1986-1987**

(En dollars des Etats-Unis)

		1989	1987 \$/
<hr/>			
<u>Recettes</u>			
Fonds alloués		448 184 913	392 228 322
Contributions		75 011 434 c/	57 985 659
Revenu des placements		7 047 141	4 590 540
Recettes accessoires		1 606 211	1 558 921
		<hr/>	<hr/>
Total, recettes	(tableau 18.1)	531 849 699	456 363 442
		<hr/>	<hr/>
<u>Dépenses</u>			
Traitements et dépenses connexes de personnel		224 966 266	197 550 498
Frais de voyage		32 447 345	17 559 292
Services contractuels		28 562 404	28 656 292
Dépenses de fonctionnement		22 570 496	18 800 683
Achats		82 654 682	87 816 392
Bourses		84 287 559	60 209 741
		<hr/>	<hr/>
Total des dépenses au titre des projets		475 488 752	410 592 898
		<hr/>	<hr/>
Dépenses d'appui aux programmes		54 537 103	46 487 000
		<hr/>	<hr/>
Total, dépenses	(tableau 18.1)	530 025 855	457 079 898
		<hr/>	<hr/>
<u>Excédent des recettes sur les dépenses</u>		1 823 844	(716 456)
		<hr/>	<hr/>

Etat XVIII (suite)

**IV. Etat comparatif de l'actif et du passif au
31 décembre 1989 et au 31 décembre 1987**

	1989	1987
Actif		
Encaisse	110 351 048	73 014 129
Contributions annoncées non versées	5 138 038	6 377 831
Comptes débiteurs	10 608 426	5 727 265
Sommes à recevoir du PNUD, du FNUAP et du PNUC pour couvrir l'excédent des dépenses sur les fonds alloués	68 277 278	44 834 695
Allocations inutilisées	322 506 883	268 311 346
Soldes à recevoir (virements interfonds)	3 513 660	2 925 506
A recevoir du Fonds général de l'ONU (note 6)	5 686 404	2 694 767
Charges comptabilisées d'avance et autres éléments d'actif	25 406 478	21 109 227
Total, actif	551 488 215	424 994 766
Passif		
Comptes créanciers	75 794 683	15 365 354
Engagements non réglés	68 395 800	64 855 266
Engagements non réglés - exercices futurs	21 754 163	18 912 552
Soldes à payer (virements interfonds)	3 513 660	2 925 506
Dû aux comptes spéciaux pour les dépenses: d'appui aux programmes (Etat XX)	4 421 165	1 485 001
Dû au Fonds général de l'ONU (note 6)	2 486 845	5 898 699
Compte de charges d'exploitation	472 421	376 987
Recettes comptabilisées d'avance	347 691 828	291 178 145
Total, passif	524 530 565	400 997 510
Solde inutilisé		
Solde disponible au 1er janvier 1988	25 133 806 g/	24 713 712
A ajouter : Excédent des recettes sur les dépenses	1 823 844	(716 456)
Solde disponible au 31 décembre 1989 (tableau 18.2)	26 957 650	23 997 256
Total, passif et solde inutilisé	551 488 215	424 994 766

(Voir notes page suivante)

(Notes de l'état XVIII)

a/ Voir note 1 u).

b/ Y compris une contribution en nature d'un montant de 62 146 dollars du Gouvernement canadien.

c/ Voir note 1 x) i) et ii).

d/ Y compris les allocations inutilisées versées par le PNUD et le FNUAP (voir note 13, tableaux 1, 2 et 3 ainsi que celles provenant des fonds d'affectation spéciale gérés par le PNUE, le PNUD et le FNUAP.

e/ Y compris un montant de 1 136 550 dollars, représentant le solde au 31 décembre 1987 des crédits alloués aux activités de coopération technique du Fonds d'affectation spéciale du Bureau du Coordonnateur des Nations Unies pour les secours en cas de catastrophe, géré à Genève.

f/ En raison du changement de présentation, les chiffres ont été ajustés pour permettre la comparaison.

Les notes explicatives font partie intégrante des états financiers.

Tableau 16.1

ACTIVITES DE COOPERATION TECHNIQUE

Tableau par année des recettes et des dépenses pour l'exercice biennal 1988-1989 terminé le 31 décembre 1989

(En dollars des Etats-Unis)

		Recettes			Dépenses		
		1988	1989	Total	1988	1989	Total
I. Organisation des Nations Unies							
Budget ordinaire	(tableau 18.3)	7 259 036	10 766 590	18 025 626	7 259 036	10 766 590	18 025 626
Fonds d'affectation spéciale	(tableau 18.2)	20 287 900	24 277 969	52 565 869	20 173 072	25 247 864	53 420 936
FMUAP		22 909 459	30 406 018	53 315 477	22 909 459	30 406 018	53 315 477
FMUD		109 459 577	117 402 654	226 862 231	109 459 577	117 402 654	226 862 231
Total		167 915 972	182 853 231	350 769 203	167 801 144	183 823 126	351 624 270
II. ONUCED							
Budget ordinaire	(tableau 18.3)	621 237	593 341	1 214 578	621 237	593 341	1 214 578
Fonds d'affectation spéciale	(tableau 18.2)	3 351 372	6 552 724	9 904 096	3 465 508	3 754 152	7 219 660
FMUD		10 041 723	16 640 292	26 682 015	10 041 723	16 640 292	26 682 015
Total		14 014 332	23 786 357	37 800 689	14 128 468	20 987 785	35 116 253
III. ONUH (Habitat)							
Budget ordinaire	(tableau 18.3)	781 436	915 750	1 697 186	781 436	915 750	1 697 186
Fonds d'affectation spéciale	(tableau 18.2)	1 407 137	3 756 123	5 163 260	1 463 442	3 273 450	4 736 892
FMUD		18 156 169	16 140 939	34 297 108	18 156 169	16 140 939	34 297 108
Total		20 344 742	20 812 812	41 157 554	20 401 047	20 330 139	40 731 186
IV. Commission économique pour l'Afrique							
Budget ordinaire	(tableau 18.3)	1 157 943	2 156 758	3 314 701	1 157 943	2 156 758	3 314 701
Fonds d'affectation spéciale	(tableau 18.2)	1 710 003	2 292 150	4 002 153	2 194 623	2 378 381	4 573 004
FMUAP		3 824 450	3 925 969	7 750 419	3 824 450	3 925 969	7 750 419
FMUD		7 334 008	7 878 047	15 212 055	7 334 008	7 878 047	15 212 055
Total		14 026 404	16 252 924	30 279 328	14 511 024	16 339 155	30 850 179
V. Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique							
Budget ordinaire	(tableau 18.3)	1 129 083	1 255 474	2 384 557	1 129 083	1 255 474	2 384 557
Fonds d'affectation spéciale	(tableau 18.2)	8 523 778	9 042 254	17 566 032	8 478 600	9 049 953	17 528 553
FMUAP		1 597 838	2 567 843	4 165 681	1 597 838	2 567 843	4 165 681
FMUD		7 560 325	11 213 094	18 773 419	7 560 325	11 213 094	18 773 419
Total		18 811 024	24 078 665	42 889 689	18 765 846	24 086 364	42 852 210
VI. Commission économique pour l'Europe							
Budget ordinaire	(tableau 18.2)	116 822	200 583	317 505	116 822	200 583	317 505
FMUAP		334 210	328 141	662 351	334 210	328 141	662 351
FMUD		348 660	424 699	773 359	348 660	424 699	773 359
Total		799 792	953 423	1 753 215	799 792	953 423	1 753 215
VII. Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes							
Budget ordinaire	(tableau 18.3)	681 000	1 286 911	1 967 911	681 000	1 286 911	1 967 911
Fonds d'affectation spéciale	(tableau 18.2)	5 383 646	5 195 385	10 579 031	5 420 266	4 945 603	10 373 869
FMUAP		2 053 965	2 325 760	4 379 725	2 053 965	2 325 760	4 379 725
FMUD		2 156 760	2 822 401	4 979 169	2 156 760	2 822 401	4 979 169
Total		10 275 379	11 630 457	21 905 836	10 319 999	11 380 675	21 700 674
VIII. Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale							
Budget ordinaire	(tableau 18.3)	1 104 314	1 243 421	2 347 735	1 104 314	1 243 421	2 347 735
Fonds d'affectation spéciale	(tableau 18.2)	105 829	669 816	775 645	99 767	779 661	879 428
FMUAP		687 810	1 043 414	1 731 224	687 810	1 043 414	1 731 224
FMUD		227 159	212 322	439 481	227 159	212 322	439 481
Total		2 125 212	3 168 973	5 294 185	2 119 050	3 278 818	5 397 868
IX. Total							
Budget ordinaire		12 850 971	18 418 828	31 269 799	12 850 971	18 418 828	31 269 799
Fonds d'affectation spéciale		48 769 765	51 786 421	100 556 186	49 303 278	49 429 064	98 732 342
FMUAP		31 407 732	40 597 145	72 004 877	31 407 732	40 557 145	72 004 877
FMUD		155 284 389	172 734 448	328 018 837	155 284 389	172 734 448	328 018 837
Total général		248 312 857	283 536 842	531 849 699	248 846 370	281 179 485	530 025 855
				(Etat XVII)			(Etat XVII)

(Etat XVIII)

(Etat XVIII)

Tableau 18.2

ACTIVITES DE COOPERATION TECHNIQUE FINANCIERES PAR DES FOND D'AFFECTATION SPECIALE

Etat des recettes et des dépenses et solde inutilisé pour l'exercice biennal 1988-1989 terminé le 31 décembre 1989

	Solde inutilisé au 1er janvier 1988	Crédits ouverts, contributions reçues, revenu des placements et recettes accessoiries	Recettes		Total, recettes	Dépenses	Solde inutilisé au 31 décembre 1989
			A ajouter : contributions annoncées	A déduire : recettes comptabilisées d'avance			
I. PROJETS GERES PAR L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES							
<u>Projets financés par les gouvernements bénéficiaires</u>							
Arabie saoudite	-	720	-	-	720	-	720
Émirats arabes unis	10 031	1 925	-	1 455	470	9 725	8 776
Inde	21 379	1 106 679	-	102 440	1 004 231	933 360	92 250
Iraq	43 141	291 463	-	49 327	242 136	(4 696)	289 973
Jamahiriya arabe libyenne	75	1 094	-	-	1 094	-	1 169
Malaisie	70 865	20 407	-	10 748	1 659	-	80 524
Malte	122 721	36 050	-	-	36 050	17 552	141 227
Niger	24 749	(29 369)	-	-	(29 369)	(4 620)	-
Ouganda	189 422	4 611 465	-	593 930	4 017 535	3 943 201	263 676
Pakistan	111 903	(111 903)	-	-	(111 903)	-	-
République-Unie de Tanzanie	48 439	236 739	-	109 185	127 554	157 104	10 809
Total partiel	658 725	6 165 278	-	875 093	5 290 185	5 051 786	897 124
<u>Experts associés</u>							
Allemagne, République fédérale d'	111 727	2 090 699	-	753 204	1 337 415	1 367 134	82 008
Autriche	7 239	1 373	-	-	1 373	-	8 612
Belgique	176 077	3 299 447	-	2 131 505	1 167 942	1 195 923	140 896
Danemark	70 404	1 021 300	-	708 701	312 599	323 095	59 908
Finlande	18 485	215 504	-	153 335	62 169	52 910	27 744
France	76 443	1 065 523	-	565 375	500 140	545 740	30 851
Italie	(16 391)	2 706 210	-	896 857	1 809 361	1 724 201	68 769
Japon	56 397	239 245	-	26 839	212 406	234 260	34 543
Norvège	55 805	(1 871)	-	19 816	(21 607)	24 390	9 720
Pays-Bas	52 679	4 030 144	-	650 600	3 379 544	3 358 469	73 754
Suède	17 663	372 472	-	230 354	142 110	122 060	37 721
Suisse	20 870	265 343	-	69 873	195 470	190 023	10 317
Total partiel	648 198	15 305 397	-	6 206 539	9 098 858	9 146 213	600 843
<u>Projets financés par les gouvernements donateurs</u>							
Australie	104 510	20 396	-	14 187	6 209	109 289	1 430
Canada/ACDI	10 792	3 330	-	5 689	(2 359)	1 552	6 801
Danemark	9 356	83 240	-	4 800	78 432	85 235	2 553
Finlande	8 340	47 973	-	-	47 973	-	56 313
Japon	1 351 406	16 649 941	-	5 500 676	11 149 065	12 459 756	40 715
Norvège	101 567	360 967	-	156 306	204 661	190 620	115 600
Suède	148 182	538 466	-	115 065	423 401	351 910	219 673
Total partiel	1 734 153	17 704 313	-	5 796 931	11 907 382	13 198 362	443 173
<u>Fonds d'affectation spéciale gérés par le PNUD</u>							
<u>Fonds d'affectation spéciale pour la formation en URSS de spécialistes de pays en développement</u>							
	-	(11 705)	-	-	(11 705)	(11 705)	-
<u>Fonds d'affectation spéciale PNUD/ACDI pour le programme pakistanais de mise en place de dispositifs d'enquête sur les ménages</u>							
	-	1 369 867	-	-	1 369 867	1 369 867	-
<u>Fonds d'affectation spéciale du PNUD pour les pays en développement victimes de la famine et de la malnutrition</u>							
	-	36 675	-	-	36 675	36 675	-
<u>Projet de fonds d'affectation spéciale PNUD/United Support of Artists for Africa</u>							
	-	(41 830)	-	-	(41 830)	(41 830)	-
<u>Fonds d'équipement des Nations Unies</u>							
	-	4 805 960	-	-	4 805 960	4 805 960	-
<u>Fonds de développement des Nations Unies pour la femme</u>							
	-	295 435	-	-	295 435	295 435	-
<u>Fonds des Nations Unies pour la science et la technique au service du développement</u>							
	-	53 766	-	-	53 766	53 766	-

Tableau 18.2 (suite)

	Solde inutilisé au 1er janvier 1988	Crédits ouverts, contributions reçues, revenu des placements et recettes accessoires	Recettes		Total, recettes	Dépenses	Solde inutilisé au 31 décembre 1989
			A ajouter : contributions annoncées	A déduire : recettes comptabilisées d'avance			
<u>Fonds d'affectation spéciale</u> <u>gérés par le PNUD (suite)</u>							
Programme d'édification de la nation namibienne du Fonds des Nations Unies pour la Namibie	-	793 071	-	-	793 071	793 071	-
Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour les programmes opérationnels au Lesotho	-	8 534	-	-	8 534	8 534	-
Fonds d'affectation spéciale pour l'assistance aux projets de développement concernant les réfugiés en Afrique	-	42 011	-	-	42 011	42 011	-
Fonds d'affectation spéciale pour l'administration publique et les finances en Afrique	-	775 750	-	-	775 750	775 750	-
Total partiel	-	8 127 534	-	-	8 127 534	8 127 534	-
<u>Autres fonds d'affectation spéciale</u>							
Fondation Ishida	98	-	-	-	-	-	98
Fondation de la Banque Tokai	2 072	220	-	-	220	1 489	603
Fonds d'affectation spéciale pour les intérêts perçus sur la contribution au Compte spécial de l'ONU	134 025	(94 815)	-	1 661	(96 476)	37 286	263
Fonds d'affectation spéciale pour la coopération internationale pour le développement	(814)	-	-	-	-	(814)	-
Fonds d'affectation spéciale pour le Programme de coopération technique du Centre des Nations Unies sur les sociétés transnationales	1 211 290	1 756 670	581 187	581 187	1 756 678	2 569 714	398 254
Fonds d'affectation spéciale en vue de fournir des services consultatifs aux pays en développement dans le domaine des politiques, législations, réglementations et contrats concernant les sociétés transnationales	84 644	760 715	-	-	760 715	120 744	724 615
Bureau du Coordonnateur des Nations Unies pour les secours en cas de catastrophe	1 136 550	3 835 156	10 000	10 000	3 835 156	2 961 326	2 010 380
PNUAP	-	1 636 602	-	-	1 636 602	1 636 602	-
UNICEF	28 085	67 151	-	4 031	63 120	43 839	47 366
Programme d'enseignement et de formation des Nations Unies pour l'Afrique australe	1 670 352	9 028 421	-	58 716	8 969 705	9 050 745	1 589 312
Fonds des Nations Unies pour la lutte contre l'abus des drogues	(1 518)	1 546 626	-	-	1 546 626	1 450 733	94 375
Fonds des Nations Unies pour la Namibie	712	31 105	-	-	31 105	14 972	16 845
Fonds de contributions volontaires pour la Décennie des Nations Unies pour la femme	366 262	(361 541)	-	-	(361 541)	-	4 721
Décennie des Nations Unies pour les personnes handicapées	-	-	-	-	-	10 405	(10 405)
Total partiel	4 431 758	18 206 318	591 187	655 595	18 141 910	17 897 041	4 876 627
Total, projets gérés par l'ONU (Tableau 18.4)	7 672 834	65 508 840	591 187	13 534 158	52 565 869	53 420 936	6 817 767

(Site XVIIII)

(Etat XVII)

Tableau 18.2 (suite)

	Solde inutilisé au 1er janvier 1988	Crédits ouverts, contributions reçues, revenu des placements et recettes accessoiries	Recettes		Total, recettes	Dépenses	solde inutilisé au 31 décembre 1989
			A ajouter : contributions annoncées	A déduire : recettes comptabilisées d'avance			
11. PROJETS CIBES PAR LA CNUCED							
<u>Projets financés par des gouvernements donateurs</u>							
Afrique	501	-	-	-	-	501	-
Algérie/Argentine/Cameroun/Chili/ Chypre/Colombie/Costa Rica/ Côte d'Ivoire/Indonésie/ Jordanie/Oman/Panama/République de Corée/Thaïlande/Uruguay	9 603	79 743	-	-	79 743	65 434	23 912
Allemagne, République fédérale d'/ Arabie saoudite/Autriche/ Etats-Unis d'Amérique/Japon/ Norvège/Pays-Bas/Suède/Suisse	123 711	628 703	-	-	628 703	635 805	116 609
Allemagne, République fédérale d'/ Belgique	80 225	532 769	-	-	532 769	413 266	199 728
Arabie saoudite/Norvège	329 612	(178 356)	-	-	(178 356)	103 316	47 940
Belgique	129 689	448 651	-	-	448 651	464 596	113 744
Brésil/Egypt./Mexique/Nigéria/ Pakistan	16 819	2 990	-	-	2 990	-	19 809
Canada	-	131 652	-	-	131 652	37 931	93 721
Finlande/Ghana/Norvège/Suède	86 195	46 693	-	-	46 693	108 431	24 457
Finlande/Pays-Bas/Italie/Suède/ Suisse	112 147	2 538 678	-	-	2 538 678	1 631 819	1 019 006
Italie	30 282	1 422 134	-	-	1 422 134	327 851	1 124 565
Japon	26 353	73 109	-	-	73 109	77 688	21 774
Norvège/Suède	584	553 027	-	-	553 027	295 642	257 969
Pays-Bas	132 209	101 283	-	-	101 283	189 184	44 308
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	-	56 270	-	-	56 270	47 915	8 363
Suède	119 139	552 855	-	-	552 855	271 011	400 983
Suisse/Thaïlande	34 416	647 392	-	-	647 392	433 383	248 425
Trinité-et-Tobago/Allemagne, République fédérale d'/ Pays-Bas/Indonésie/Italie	3 040	5 488	-	-	5 488	6 651	1 077
Tunisie	194 020	34 398	-	-	34 398	430	227 988
Union des Républiques socialistes soviétiques	583	4 085	-	-	4 085	(30 466)	35 134
Union des Républiques socialistes soviétiques	583	4 085	-	-	4 085	(30 466)	35 134
Total partiel	1 429 128	7 681 572	-	-	7 681 572	5 080 388	4 030 312
<u>Autres fonds d'affectation spéciale</u>							
Dons de sources publiques	642	83 252	-	-	83 252	-	83 894
<u>Fonds d'affectation spéciale gérés par le FNUU</u>							
Fonds d'affectation spéciale pour les conseillers sectoriels	-	748 594	-	-	748 594	748 594	-
Fonds des Nations Unies pour la science et la technique au service du développement	-	37 993	-	-	37 993	37 993	-
Fonds d'affectation spéciale pour la coopération économique et technique entre pays en développement	-	410 677	-	-	410 677	410 677	-
Fonds d'affectation spéciale pour le service de liaison avec les organi- sations non gouvernementales (Genève)	-	141 250	-	-	141 250	141 250	-
Fonds d'affectation spéciale pour la formation en URSS de spécia)istes de pays en développement	-	800 758	-	-	800 758	800 758	-
Total partiel	-	2 139 272	-	-	2 139 272	2 139 272	-
Total, projets de la CNUCED (tableau 18.5)	1 429 770	9 904 096	-	-	9 904 096	7 219 660	4 114 206
(Etat XVIII)							

Tableau 18.2 (suite)

		Crédits ouverts, contributions reçues, revenu des placements et recettes accessoires	Recettes				
	Solde inutilisé au 1er janvier 1988		A ajouter : contributions annoncées	A déduire : recettes comptabilisées d'avance	Total, recettes	Dépenses	Solde inutilisé au 31 décembre 1989
III. PROJETS GERES PAR LE CENTRE DES NATIONS UNIES POUR LES ETABLISSEMENTS HUMAINS (HABITAT)							
<u>Exporta associée</u>							
Allemagne, République fédérale d'	-	535 147	-	-	535 147	68 518	466 629
Autriche	16 010	(4 913)	-	-	(4 913)	-	11 097
Belgique	2 201	191 088	61 471	36 374	216 185	218 386	-
Danemark	18 196	442 848	-	69 103	373 745	334 418	57 523
Finlande	-	76 952	-	49 599	27 353	24 588	2 765
Italie	-	391 528	-	139 429	252 099	175 456	76 643
Japon	-	58	-	-	58	(1 037)	1 095
Norvège	763	80	-	-	80	(676)	1 519
Pays-Bas	85	127 041	33 179	-	160 220	160 305	-
Suède	32 662	(9 448)	-	-	(9 448)	-	23 214
Suisse	814	(814)	-	-	(814)	-	-
Total partiel	70 731	1 749 567	94 650	294 505	1 549 712	979 958	640 485
<u>Projets financés par des gouvernements donateurs</u>							
Burkina Faso	940	-	4 197	-	4 197	5 138	-
Jamahiriya arabe libyenne	110 529	498 132	265 565	-	763 697	874 225	-
Mali	31 556	(3 420)	-	-	(3 420)	-	28 136
Somalie	31 378	13 780	-	-	13 780	42 277	2 881
Total partiel	174 403	508 492	269 762	-	778 254	921 640	31 017
PNUE	-	(51 815)	-	-	(51 815)	(51 815)	-
<u>Fonds d'affectation spéciale gérés par le PNUE</u>							
Fonds d'équipement des Nations Unies	-	2 721 562	-	-	2 721 562	2 721 562	-
Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour les programmes opérationnels au Lesotho et l'appui sectoriel	-	165 547	-	-	165 547	165 547	-
Total partiel	-	2 887 109	-	-	2 887 109	2 887 109	-
Total des projets du CNUEH (Tableau 18.6)	245 134	5 093 353	364 412	294 505	5 163 260	4 736 892	671 502
(Etat XVIII)							
IV. PROJETS GERES PAR LA COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE (CEA)							
<u>Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour le développement de l'Afrique</u>							
Agence suédoise de coopération scientifique avec les pays en développement							
Allemagne, République fédérale d'	341 073	500 460	-	-	4 814	-	4 814
Banque africaine de développement	6 933	1 103	-	-	500 460	718 716	122 817
Belgique	481 700	90 751	-	-	1 103	-	8 036
Chine	55 140	4 734	-	-	90 752	325 645	246 807
Colombie	-	3 048	-	1 000	4 734	54 772	5 102
Etats membres d'Afrique	5 037 545	813 967	253 448	5 000	2 048	2 048	-
Etats-Unis d'Amérique	424 785	112 840	-	-	1 062 415	767 574	5 332 386
Finlande	26 757	11 263	-	-	112 840	455	537 170
France	-	62 500	62 500	62 500	11 263	21 310	16 710
Grèce	12 043	(12 043)	-	-	62 500	-	62 500
Inde	275 433	269 991	-	-	(12 043)	-	-
Norvège	26 794	4 162	-	-	269 991	101 510	442 914
Pays-Bas	1 084 137	339 986	-	-	4 162	19 567	11 389
Suède	832 796	157 164	-	-	339 986	298 475	1 123 648
Suisse	-	23 654	-	-	157 164	483 161	506 799
Turquie	10 206	1 625	-	-	23 654	-	23 654
					1 625	-	11 831

Tableau 10.2 (suite)

	Solde inutilisé au 1er janvier 1988	Crédits ouverts, contributions reçues, revenu des placements et recettes accessoiries	Recettes		Total, recettes	Dépenses	Solde inutilisé au 31 décembre 1989
			A ajouter : contributions annoncées	A déduire : recettes comptabilisées d'avance			
1. PROJETS GERES PAR LA COMMISSION ECONOMIQUE ET SOCIALE POUR L'ASIE ET LE PACIFIQUE (CESAP)							
<u>Projets financés par des gouvernements donateurs</u>							
Allemagne, République fédérale d'	52 010	1 509 069	-	438 022	1 071 047	970 391	152 666
Australie	-	1 640 534	-	664 640	975 886	975 886	-
Australie/Chine/Inde/Népal/ Pakistan/Philippines/République de Corée/Sri Lanka/Thaïlande	31 136	484 886	-	98 887	385 999	413 018	4 117
Australie/Japon/Pays-Bas	207 878	711 821	-	338 014	373 807	312 276	269 409
Australie/Malaisie/Philippines	149 207	872 878	-	183 440	689 438	735 228	103 417
Australie/Nouvelle-Zélande	14 708	(14 708)	-	-	(14 708)	-	-
Bangladesh/Brunéi Darussalam/Chine/ Inde/Indonésie/Iran (République islamique d')/Malaisie/Népal/ Pakistan/Philippines/République de Corée/Thaïlande	6 937	144 720	-	44 770	99 950	81 443	25 444
Canada	6 772	63 858	-	46 538	17 320	6 854	17 238
Chine	9 543	394 925	-	155 012	239 913	231 436	16 018
Danemark	21 869	38 142	-	39 527	(1 385)	1 962	18 522
Etats-Unis d'Amérique	2 335	56 165	-	39 265	16 900	13 328	5 907
Finlande	4 302	15 396	-	6 498	8 898	6 780	6 420
France	4 363	393 876	-	128 214	265 662	244 502	25 523
France/Japon	-	40 880	-	7 300	33 580	32 700	880
Inde	3 650	127 532	-	40 000	87 532	90 137	1 045
Indonésie	465	1 905	-	374	1 531	1 318	678
Indonésie/République de Corée/Thaïlande	-	96 555	-	56 462	40 093	35 425	4 668
Japon	-	6 615 114	-	2 631 352	3 983 762	3 983 762	-
Japon/République de Corée	-	53 042	-	49 694	3 348	306	3 042
Japon/Pays-Bas	6 697	3 415	-	-	3 415	10 412	-
Norvège	118 835	4 200 992	-	1 570 289	2 730 703	2 849 538	-
Pays-Bas	387 105	5 123 919	-	2 253 502	2 870 417	3 257 522	-
République populaire démocratique de Corée	11 037	656 771	-	272 381	384 390	395 427	-
Royaume-Uni	1 765	21 176	-	10 352	10 824	9 249	3 340
Sri Lanka	143	17 592	-	4 856	12 736	11 396	1 483
Suède	6 186	210 875	-	66 415	144 460	135 610	15 036
Tchécoslovaquie	-	609	-	600	9	-	9
Thaïlande	-	65 794	-	18 167	47 627	44 070	3 557
Total partiel	1 047 243	23 647 733	-	9 164 579	14 483 154	14 849 978	680 419
<u>Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour le développement de l'Afrique</u>							
Agence canadienne de développement international	-	231 402	-	-	231 402	222 052	9 350
Centre de recherche pour le développement international	50 004	177 464	-	-	177 404	205 883	21 525
Centre des Nations Unies sur les sociétés transnationales	11 487	(11 487)	-	-	(11 487)	-	-
Comité inter-Etats de lutte contre la sécheresse dans le Sahel	6 537	705	-	-	705	-	7 242
Comité intergouvernemental pour les migrations	92 100	50 409	-	-	50 409	103 477	39 032
Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest	155 162	24 697	-	-	24 697	-	179 059
Fondation Carnegie	24 682	46 908	-	-	46 908	-	71 590
Fondation Ford	86 146	99 537	-	-	99 537	164 527	21 156
Fondation internationale pour le planning familial	31 416	4 884	-	-	4 884	-	36 300
Fondation Rockefeller	9 013	1 436	-	-	1 436	-	10 449
Total partiel	9 081 889	3 015 914	315 948	68 500	3 263 363	3 489 172	8 856 080
<u>Décennie des transports et des communications en Afrique</u>							
Barbade	2 602	292	-	-	292	-	2 894
Chypre	1 602	207	-	-	207	-	1 809
Etats Membres d'Afrique	581 724	92 151	3 017	18 300	76 868	-	658 592
Philippines	9 613	929	-	-	929	-	10 542
Yémen	2 000	-	-	-	-	-	2 000
Total partiel	597 541	96 579	3 017	18 300	78 296	-	675 817

Tableau 18.2 (suite)

		Crédits ouverts, contributions requises, revenu des placements et recettes accessoires	Recettes				
	Solde initialement au 1er janvier 1988		A ajouter : contributions annoncées	A déduire : recettes comptabilisées d'avance	Total, recettes	Dépenses	Solde initialement au 31 décembre 1989
Institut africain de développement économique et de planification							
Etats Membres d'Afrique	1 651 670	32 715	-	-	32 715	108 274	1 576 111
Suède	783	(783)	-	-	(783)	-	-
PNUE	3 459	(3 459)	-	-	(3 459)	-	-
Total partiel	1 655 912	28 473	-	-	28 473	108 274	1 576 111
Autres fonds d'affectation spéciale							
Alllemagne, République fédérale d'	11 071	(11 071)	-	-	(11 071)	-	-
Belgique	2 480	(2 480)	-	-	(2 480)	-	-
Canada	(69)	138	-	-	138	69	-
Canada/Centre de recherche pour le développement international	7 062	(7 062)	-	-	(7 062)	-	-
Etats-Unis d'Amérique	25 310	(25 310)	-	-	(25 310)	-	-
Finlande	4 658	(4 658)	-	-	(4 658)	-	-
Nigéria	46 837	(46 837)	-	-	(46 837)	-	-
Pays-Bas	162 141	(162 141)	-	-	(162 141)	-	-
Suède	44 302	(44 302)	-	-	(44 302)	-	-
Suisse	19 568	(19 568)	-	-	(19 568)	-	-
Centre des Nations Unies sur les sociétés transnationales	3 476	(3 476)	-	-	(3 476)	-	-
PNUE	16 701	(16 701)	-	-	(16 701)	-	-
Total partiel	343 537	(343 468)	-	-	(343 468)	69	-
Fonds d'affectation spéciale géré par le PNUE							
Total partiel	-	975 489	-	-	975 489	975 489	-
Total, projets gérés par la CEA (tableau 18.7)	11 678 879	3 769 987	318 965	86 800	4 002 153	4 573 004	11 108 028
							(Etat XVIII)
Autres fonds d'affectation spéciale							
Commission des Communautés européennes	145	41	-	-	41	186	-
Groupe consultatif régional du Commonwealth sur le commerce	-	1 030	-	-	1 030	1 000	30
Fondation Ford	-	81 073	-	3 422	47 651	46 576	1 075
Fonds d'affectation spéciale de la CESAP pour le développement industriel	6 960	1 471	-	387	1 084	4 524	3 520
Séminaire régional GATT/CESAP sur le GATT	-	18 220	-	5 534	12 686	12 466	220
Contributions directes des gouver- nements aux instituts régionaux	-	2 413 165	-	1 052 316	2 360 849	1 956 067	404 782
Conseil oecuménique des Eglises	3 979	52 294	-	34 769	17 525	20 386	1 118
Atelier commun Banque asiatique de développement-CESAP sur le projet de coopération internationale	554	103 355	-	42 810	60 545	57 751	3 348
SELAVIP	-	4 289	-	5	4 284	3 995	289
OMUDI	-	18 060	-	4 269	13 791	12 232	1 559
Total partiel	11 638	3 662 998	-	1 143 512	2 519 486	2 115 183	415 941
Fonds d'affectation spéciale géré par le PNUE							
Bureau australien d'aide au développement	-	67 463	-	-	67 463	67 463	-
Fonds d'affectation spéciale pour la formation en URSS de spécialistes de pays en développement	-	290 350	-	-	290 350	290 350	-
Fonds de développement des Nations Unies pour la femme	-	40 785	-	-	40 785	40 785	-
Fonds d'affectation spéciale du PNUE	-	164 794	-	-	164 794	164 194	-
Total partiel	-	563 392	-	-	563 392	563 392	-
Total, projets gérés par la CESAP (tableau 18.8)	1 058 881	27 874 123	-	10 308 091	17 566 032	17 528 553	1 096 360
							(Etat XVIII)

Tableau 18.2 (suite)

	Solde inutilisé au 1er janvier 1988	Crédits ouverts, contributions requies, revenu des placements et recettes accessoiries	Recettes		Total, recettes	Dépenses	Solde inutilisé au 31 décembre 1988
			A ajouter : contributions annoncées	A déduire : recettes comptabilisées d'avance			
VI. PROJETS GERES PAR LA COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AMERIQUE LATINE ET LES CARAIRES (CEPALC)							
<u>Projets financés par des gouvernements donateurs</u>							
Allemagne, République fédérale d'	27 121	1 143 799	-	-	1 143 799	898 856	272 064
Argentine	217 444	764 110	2 250	-	766 360	932 634	51 170
Brsil	44 673	286 248	-	21 160	265 088	230 256	79 535
Brsil/Costa Rica/Equateur	21 902	1 474	-	-	1 474	23 576	-
Canada	446 922	1 344 320	-	-	1 344 320	1 440 085	351 157
Colombie/Costa Rica/Cuba/Honduras/ Mexique/Panama/Venezuela	412 355	2 425 581	-	-	2 425 581	2 390 711	447 225
Costa Rica	17 070	233 920	72 250	-	306 170	157 895	165 345
Equateur	23 865	58 681	-	-	58 681	82 546	-
France	105 260	288 187	-	-	288 187	297 818	95 629
Guatemala/BID	282 813	195 602	70 715	-	266 317	549 130	-
Honduras/BID	6 506	57 513	-	-	57 512	40 694	23 324
Italie	650 587	1 810 965	189 860	900 742	1 100 083	1 013 900	736 770
Paraguay/BID	44 124	89 789	11 000	-	100 789	143 973	940
Pays-Bas	473 089	1 436 985	1 233	247 244	1 190 972	1 178 114	484 957
République dominicaine/BID	11 218	58 921	-	-	58 921	45 305	24 834
Suede	-	78 654	77 860	-	156 514	48 669	107 845
Uruguay	-	36 000	-	-	36 000	21 476	14 524
Total partiel	2 784 959	10 352 782	425 168	1 169 146	9 608 804	9 503 841	2 889 922
<u>Autres fonds d'affectation spéciale</u>							
Agence espagnole de coopération internationale	-	5 301	-	-	5 301	-	5 301
ALADI/Uruguay	-	49 500	-	-	49 500	32 969	16 531
CDG/Allemagne, République fédérale d'	-	8 000	-	-	8 000	-	8 000
Coentreprises du Costa Rica, d'El Salvador, du Guatemala, du Nicaragua et du Panama	-	40 480	8 240	-	48 720	40 960	7 760
Etat de Bahia (Brsil)	10 348	60 661	-	-	60 661	70 198	811
Institut pour la coopération ibéro- américaine (Espagne-ICI)	99	39	-	-	39	138	-
Procaplan/PAO	-	47 793	-	-	47 793	47 793	-
Total partiel	10 447	211 774	8 240	-	220 014	192 058	38 403
<u>Fonds d'affectation spéciale gérés par le PMUD</u>							
Fonds de développement des Nations Unies pour la femme	-	61 247	-	-	61 247	61 247	-
Total partiel	-	61 247	-	-	61 247	61 247	-
<u>CEPALC, Mexique</u>							
CADESCA	-	45 199	-	-	45 199	26 432	18 767
Nicaragua	313	-	-	-	-	-	313
Secretaría de Agricultura y Recursos Hidráulicos	49 486	642 118	-	-	642 118	572 214	119 390
Sistema Alimentario Mexicano (PRSTTE-BAL)	16 642	1 649	-	-	1 649	18 077	214
Total partiel	66 441	688 966	-	-	688 966	616 723	138 684
Total, projets gérés par la CEPALC (tableau 18.10)	2 861 847	11 314 769	433 408	1 169 146	10 579 031	10 373 869	3 067 009
(Etat XVIII)							
VII. PROJETS GERES PAR LA COMMISSION ECONOMIQUE ET SOCIALE POUR L'ASIE OCCIDENTALE (CESAO)							
<u>Projets financés par des gouvernements donateurs</u>							
France	114 433	100 449	-	-	100 449	135 915	78 967
Pays-Bas	72 028	26 130	-	-	26 130	94 347	3 811
Total partiel	186 461	126 579	-	-	126 579	230 262	82 778

Tableau 18.2 (suite)

	Solde inutilisé au 1er janvier 1988	Crédits ouverts, contributions reçues, revenu des placements et recettes accessoire	Recettes		Total, recettes	Dépenses	Solde inutilisé au 31 décembre 1989
			A ajouter : contributions annoncées	A déduire : recettes comptabilisées d'avance			
Fonds d'affectation spéciale gérés par le PNUD							
Fonds de développement des Nations Unies pour la femme	-	-	649 166	-	649 166	649 166	-
Fonds des Nations Unies pour la science et la technique au service du développement	-	-	-	-	-	-	-
Total partiel	-	-	-	-	649 166	649 166	-
Total, projets gérés par la CESAO (tableau 18.11)	186 461	126 579	-	-	775 745	879 428	82 778 (Etat XVIII)
TOTAL GENERAL (état XVIII)	25 133 806	122 591 747	1 707 972	25 392 700	100 556 186	98 732 342	26 957 650

a/ Pour la récapitulation des soldes déficitaires des fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique, voir parmi les notes relatives aux états financiers celle qui concerne les activités de la coopération technique.

b/ Y compris le solde dû au 31 décembre 1987 de 1 136 550 dollars pour les activités de coopération technique du Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour le Bureau du Coordonnateur des Nations Unies pour les secours en cas de catastrophe, géré à Genève.

Tableau 18.3

ACTIVITES DE COOPERATION TECHNIQUE FINANCEES PAR LE BUDGET ORDINAIRE
DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES a/

Dépenses engagées pour l'exercice biennal 1988-1989,
terminé le 31 décembre 1989

(En dollars des Etats-Unis)

	ONU	CNUCED	CNUER	Afrique	Commissions régionales			Asie et Pacifique	Europe	Amérique latine et Caraïbes	Asie occidentale	Total
Total, tableau 18.1												
Projets nationaux												
Bahreïn	-	-	10 676	-	-	-	-	-	-	-	-	10 676
Bresil	15 470	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	15 470
Bulgarie	131 776	-	118 109	-	-	-	-	-	-	-	-	249 885
Chine	237 443	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	237 443
Cuba	-	-	26 803	-	-	-	-	-	-	-	-	26 803
Honduras	-	-	18 795	-	-	-	-	-	-	-	-	18 795
Hongrie	-	-	120 178	-	-	-	-	-	-	-	-	120 178
Mali	37 568	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	37 568
République démocratique allemande	-	-	328 352	-	-	-	-	-	-	-	-	328 352
République-Unie de Tanzanie	-	-	45 840	-	-	-	-	-	-	-	-	45 840
Union des Républiques socialistes soviétiques	-	-	77 612	-	-	-	-	-	-	-	-	77 612
Vanuatu	35 024	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	35 024
Yambole	28 487	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	28 487
Total partiel	485 768	-	746 365	-	-	-	-	-	-	-	-	1 232 133
Projets régionaux												
Afrique	465 562	-	-	3 314 701	-	-	-	-	-	-	-	3 780 263
Amérique latine	419	-	-	-	-	-	-	1 967 911	-	-	-	1 968 330
Asie et Pacifique	96 384	-	-	-	-	-	2 384 557	-	-	-	-	2 480 941
Etats arabes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2 347 735	2 347 735
Europe	1 084 953	-	-	-	-	-	-	-	317 505	-	-	1 402 458
Total partiel	1 647 318	-	-	3 314 701	-	-	2 384 557	1 967 911	317 505	2 347 735	11 979 727	11 979 727
Projets interrégionaux	15 892 540	1 214 578	-	-	-	-	-	-	-	-	-	17 107 118
Projets mondiaux	-	-	950 821	-	-	-	-	-	-	-	-	950 821
Total, tableau 18.1	18 025 626	1 214 578	1 697 186	3 314 701	-	-	2 384 557	1 967 911	317 505	2 347 735	31 269 799	31 269 799
(Etat I)												

a/ X compris le chapitre 24 : Programme ordinaire de coopération technique. Ces dépenses figurent également dans l'état I et au tableau 1.1 au titre des dépenses du budget ordinaire.

État XIX

ORGANISATION DES NATIONS UNIES : FONDUS GÉNÉRAUX D'AFFECTATION SPÉCIALE

I. État récapitulatif des recettes et des dépenses pour l'exercice biennal 1988-1989
terminé le 31 décembre 1989 a/

(En dollars des États-Unis)

	Secours d'urgence	Affaires politiques et affaires du Conseil de sécurité	Affaires poli- tiques, tutelle et déco- lisation	Acti- vités écono- miques et sociales	Activités humanitaires	Justice internationale et droit inter- national	Informa- tion	Services communs d'appui et divers	Total	
									1989	1987 b/
Recettes										
Contributions annoncées	209 754 191	5 313 536	34 028 501	103 716 280	43 313 860	353 974	452 995	4 481 830	401 415 167	154 265 492
Allocations	-	-	-	1 865 290	-	-	-	-	1 865 290	1 866 466
Dons de sources publiques	482 034	532 404	253 439	1 760 377	314 953	2 542	235 940	91 159	3 680 848	5 176 225
Subventions	1 758 503	842 028	3 948 588	1 543 229	3 046 372	-	1 029 434	22 281	12 190 435	10 606 002
Revenu des placements	6 570 971	801 913	3 590 715	10 419 655	2 760 501	78 290	494 350	3 662 517	28 378 912	14 737 606
Recettes accessoires	829 064	107 312	754 798	1 738 885	545 876	117	2 305 760	243 607	6 525 419	15 340 331
Total, recettes (tableau 19.1)	219 394 763	7 597 193	42 576 041	121 051 716	49 981 562	434 923	4 518 479	8 501 394	454 056 071	201 992 122
Dépenses										
Traitements et dépenses connexes de personnel	4 544 723	1 588 796	8 517 387	28 147 722	4 096 496	8 973	2 173 387	2 958 724	52 036 208	35 427 569
Frais de voyage	5 070 933	2 895 047	648 909	3 691 559	526 009	164 060	244 827	235 745	13 477 089	5 187 385
Services contractuels	221 122	148 414	1 089 168	5 495 361	18 593	-	1 141 899	599 297	8 713 854	6 067 355
Dépenses de fonctionnement	26 038 820	257 123	1 761 652	8 798 617	12 470 462	7 181	665 104	561 828	50 560 787	27 816 117
Achats	1 520 179	42 315	1 090 685	35 659 333	155 463	-	14 583	82 311	38 564 869	22 501 038
Bourses de perfectionnement, subventions, divers	99 952 936	206 709	29 167 574	8 486 138	22 432 787	108 413	243 600	30 869	160 629 026	75 083 944
Total partiel	137 348 713	5 138 404	42 275 375	90 278 730	29 699 810	288 627	4 483 400	4 468 774	323 981 833	172 083 408
Dépenses d'appui aux programmes	212 533	491 269	256 497	4 896 688	1 489 133	23 226	76 492	254 547	7 700 384 b/	5 110 187
Total, dépenses (tableau 19.1)	137 561 246	5 629 673	42 531 872	95 175 418	41 188 943	311 853	4 559 891	4 723 321	331 682 217	177 193 595
Excédent des recettes sur les dépenses pour l'exercice biennal 1988-1989	81 833 517	1 967 520	44 169	25 876 298	8 792 619	123 070	(41 412)	3 778 073	122 373 854	24 798 527
A ajouter : Ajustement au titre de l'exercice antérieur	-	11 126	-	(4 395)	-	-	-	-	6 731	(61 352)
Excédent net des recettes sur les dépenses	81 833 517	1 978 646	44 169	25 871 903	8 792 619	123 070	(41 412)	3 778 073	122 380 585	24 737 175

Etat XIX (suite)

II. Etat récapitulatif de l'actif et du passif au 31 décembre 1989

(En dollars des Etats-Unis)

	Secours d'urgence	Affaires politiques et affaires du Conseil de sécurité	Affaires poli- tiques, et déco- lisation	Acti- vités écono- miques et sociales	Activités humanitaires	Justice internationale et droit inter- national	Infoc- mation	Services communs d'appui et divers	Total	
									1989	1987 b/
Actif										
Encaisse	63 529 472	7 493 057	16 531 201	79 835 070	22 719 473	441 061	2 726 384	12 634 893	205 912 211	103 096 746
Lettres de crédit	1 643 235	-	-	-	-	-	-	-	1 643 235	-
Placements	-	-	-	-	-	-	-	933 276	933 276	785 943
Contributions annoncées non versées	5 114 279	2 385 322	1 149 533	115 344 070	010 007	51 061	-	3 664	124 059 616	103 263 343
Comptes débiteurs	696 031	339 544	789 470	597 353	2 218 807	4 075	132 587	265 861	5 044 528	2 886 431
Fonds versés aux agences d'exécution (activités opérationnelles)	26 626 985	-	3 039 509	6 222 236	86 023	-	-	746 170	36 720 923	12 580 850
Allocations inutilisées	-	-	-	3 207 527	-	-	-	-	3 207 527	714 337
A recevoir du Fonds général de l'ONU	-	31 111	-	4 290 755	264 298	31 944	1 697	53 290	4 673 095	6 264 536
Charges comptabilisées d'avance et autres éléments d'actif	-	51 400	1 067 523	11 193	-	5 622	5 343	19 198	1 160 279	891 095
Total, actif	97 610 802	10 300 434	22 577 236	209 589 804	26 098 688	535 363	2 866 011	14 656 352	384 234 690	230 484 081
Passif										
Comptes créanciers	21	69 119	982 086	187 331	232 346	5 622	3 339	-	1 479 864	1 006 211
Engagements non réglés	900 631	1 416 015	2 928 406	7 619 640	2 561 713	16 953	406 323	149 480	15 989 169	22 861 575
Réserve opérationnelle	-	-	-	200 000	-	-	100 000	-	300 000	300 000
Réserve pour allocations	26 000 643	-	5 380 893	220 200	-	-	-	675 920	32 277 656	3 109 376
Dû au Fonds général de l'ONU	216 992	263 152	-	1 396 568	74 871	-	29 707	-	1 981 290	1 064 402
Recettes comptabilisées d'avance	1 179 600	2 358 865	81 346	124 372 826	15 000	-	-	-	128 007 637	84 444 920
Total, passif	28 297 087	4 107 151	9 372 731	133 996 573	2 883 930	22 575	539 369	825 400	180 045 616	112 786 484
Solde inutilisé										
Solde disponible au 1er janvier 1988 (tableau 19.1)	19 526 444	4 214 637	16 152 582	49 726 668	14 649 601 d/	389 718	2 368 054	10 669 892	117 697 596 d/	95 234 785
A ajouter : Prélèvements sur la réserve pour allocations	121 509	-	619 499	244 300	-	-	-	-	985 388	46 171
Excédent net des recettes sur les dépenses	81 833 517	1 978 646	44 169	25 871 903	8 792 619	123 070	(41 412)	3 778 073	122 380 585	24 737 175
Total partiel	101 481 470	6 193 283	16 816 250	75 842 951	23 442 220	512 788	2 326 642	14 447 965	241 063 569	120 018 131
A déduire : Virements à la réserve pour allocations	25 768 359	-	3 611 745	156 551	-	-	-	617 013	30 153 668	1 743 703
Fonds alloués aux agences d'exécution	6 400 196	-	-	-	-	-	-	-	6 400 196	303 057
Remboursements à des donateurs	-	-	-	93 169	227 462	-	-	-	320 631	273 774
Total partiel	22 168 555	-	3 611 745	249 720	227 462	-	-	617 013	36 874 495	2 320 534
Solde disponible au 31 décembre 1989 (tableau 19.1)	69 312 915	6 193 283	13 204 505	75 593 231	23 214 758	512 788	2 326 642	13 830 952	204 189 074	117 697 597
Total, passif et solde inutilisé	97 610 802	10 300 434	22 577 236	209 589 804	26 098 688	535 363	2 866 011	14 656 352	384 234 690	230 484 081

a/ Voir note 1 w).

b/ En raison du changement de présentation, les chiffres ont été ajustés pour permettre la comparaison.

c/ Y compris un montant de 4 462 645 dollars viré comme recettes aux comptes spéciaux pour les dépenses d'appui aux programmes (état XI) et un montant de 3 236 611 dollars viré directement aux agences d'exécution à titre de remboursement des dépenses d'appui aux programmes.

d/ Y compris un montant de 1 136 550 dollars viré au Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique du fait de la restructuration des activités financées par le Fonds d'affectation spéciale pour le Bureau de Coordonneurs des Nations Unies pour les secours en cas de catastrophe.

Les notes explicatives font partie intégrante des états financiers.

Tableau 19.1

ORGANISATION DES NATIONS UNIES : FONDS GENERAUX D'AFFECTATION SPECIALE

Etat récapitulatif des recettes et des dépenses et solde
inutilisé pour l'exercice biennal 1988-1989 terminé le
31 décembre 1989

(En dollars des Etats-Unis)

	Solde inutilisé au 1er janvier 1988	Recettes	Dépenses a/	Solde inutilisé au 31 décembre 1989
SECOURS D'URGENCE				
Fonds d'affectation spéciale pour la Conférence internationale sur la question de Palestine	46 736	8 224	177	54 783
Bureau spécial de secours des Nations Unies au Bangladesh	6 654 724	591 982	6 400 000	846 706
Fonds d'affectation spéciale d'urgence pour l'Afrique	1 345 530	736 951	210 369	1 872 112
Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour l'Indochine	51 235	9 059	190	60 104
Fonds d'affectation spéciale pour l'assistance au Liban	176	939 388	846 156	93 408
Compte spécial pour l'assistance au Mozambique	437 986	71 732	1 450	508 268
Compte spécial pour l'assistance au Botswana	12 837	2 181	46	14 972
Fonds d'affectation spéciale pour les programmes spéciaux d'assistance économique	500	201	196	505
Fonds pour le Représentant spécial du Secrétaire général chargé de la coordination des programmes humanitaires de l'ONU au Kampuchea	6 304	7 896	2 299	11 901
Fonds d'affectation spéciale d'urgence pour le Kampuchea a/	10 969 477	45 647 249	48 182 785	8 433 941
Fonds spécial pour la République des Seychelles	939	165	-	1 104
Fonds d'affectation spéciale d'urgence pour l'Afghanistan a/	-	171 379 735	113 964 624	57 415 111
Total partie I	19 526 444	219 394 763	169 608 292	69 312 915

Tableau 19.1 (suite)

	Solde inutilisé au 1er janvier 1988	Recettes	Dépenses a/	Solde inutilisé au 31 décembre 1989
AFFAIRES POLITIQUES ET AFFAIRES DU CONSEIL DE SECURITE				
Fonds d'affectation spéciale pour la Campagne mondiale pour le désarmement	2 383 576	349 238	2 204 464	528 350
Fonds d'affectation spéciale du Centre des Nations Unies pour le désarmement	24 162	7 639	690	31 111
Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour les projets relatifs au désarmement	(11 126)	-	(11 126)	-
Institut des Nations Unies pour la recherche sur le désarmement	318 719	1 813 561	1 512 120	620 160
Fonds d'affectation spéciale pour le Programme des Nations Unies pour les applications des techniques spatiales	109 921	200 739	99 667	210 993
Fonds d'affectation spéciale pour la promotion de la paix	109 695	800 304	60 355	849 644
Centre régional des Nations Unies pour la paix et le désarmement en Afrique	173 498	519 880	618 896	74 482
Fonds d'affectation spéciale pour le Centre régional des Nations Unies pour la paix, le désarmement et le développement en Amérique latine	10 060	93 762	35 397	67 425
Fonds d'affectation spéciale pour les activités spéciales de désarmement	1 096 132	195 877	115 200	1 176 809
Fonds d'affectation spéciale pour les activités de désarmement à l'échelle mondiale et régionale	-	2 288 342	771 756	1 516 586
Fonds d'affectation spéciale pour le Centre régional des Nations Unies pour la paix et le désarmement en Asie	-	202 417	1 341	201 076
Compte spécial pour la Commission préparatoire de l'Autorité internationale des fonds marins et du Tribunal international du droit de la mer relatif aux droits d'enregistrement des investisseurs pionniers	-	1 125 434	208 787	916 647
Total partiel	4 214 637	7 597 193	5 618 547	6 193 263

Tableau 19.1 (suite)

	Solde inutilisé au 1er janvier 1988	Recettes	Dépenses a/	Solde inutilisé au 31 décembre 1989
AFFAIRES POLITIQUES, TUTELLE ET DECLONISATION				
Fonds d'affectation spéciale pour la diffusion d'informations contre l' <u>apartheid</u>	490 312	238 846	466 367	262 791
Programme d'enseignement et de formation des Nations Unies pour l'Afrique australe g/	7 041 568	11 013 908	12 846 807	5 208 669
Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour l'Afrique du Sud	765 925	8 581 990	8 782 597	565 318
Fonds des Nations Unies pour la Namibie	3 050 078	6 780 276	7 662 809	2 167 545
Fonds d'affectation spéciale de l'Institut pour la Namibie g/	3 333 790	10 988 812	11 733 413	2 589 189
Programme d'édification de la nation namibienne du Fonds des Nations Unies pour la Namibie	1 460 344	4 970 341	4 032 086	2 398 599
Fonds d'affectation spéciale pour les projets spéciaux du Comité spécial contre l' <u>apartheid</u>	10 565	1 868	39	12 394
Total partiel	16 152 582	42 576 041	45 524 118	13 204 505
ACTIVITES ECONOMIQUES ET SOCIALES				
Fonds d'affectation spéciale pour la planification et les projections relatives au développement	1 865 681	977 405	602 586	2 240 500
Fonds des Nations Unies pour la lutte contre l'abus des drogues g/	37 828 295	94 946 737	74 696 620	58 078 412
Institut de recherche des Nations Unies pour le développement social	1 151 330	3 853 983	3 264 715	1 740 598
Fonds d'affectation spéciale pour le développement social	125 522	21 927	9 488	137 961
Fonds d'affectation spéciale pour les activités préparatoires à Habitat	44 148	7 806	164	51 790
Fonds d'affectation spéciale concernant le vieillissement	311 392	302 696	410 442	203 646
Fonds des Nations Unies pour la population - programme de travail de l'ONU	-	1 865 290	1 865 290	-
Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour l'Année internationale de la jeunesse	101 245	77 017	109 581	68 681

Tableau 19.1 (suite)

	Solde inutilisé au 1er janvier 1988	Recettes	Dépenses a/	Solde inutilisé au 31 décembre 1989
ACTIVITES ECONOMIQUES ET SOCIALES (suite)				
Fonds d'affectation spéciale pour le le financement de l'application de la Convention sur la pollution atmosphérique transfrontière à longue distance	644 431	1 773 292	1 595 125	822 598
Fonds d'affectation spéciale pour le programme de travail concernant les relations réciproques entre les ressources, l'environnement, la population et le développement	175 956	29 996	75 122	130 830
Fonds d'affectation spéciale pour faciliter les activités liées à l'exécution du Programme d'action de Nairobi pour la mise en valeur et l'utilisation de sources d'énergie nouvelles et renouvelables	331 290	870 639	418 142	783 787
Fonds d'affectation spéciale pour l'étude de la Commission économique pour l'Europe sur les tendances et perspectives à long terme du bois de construction en Europe	5 261	64 936	57 057	13 140
Fonds d'affectation spéciale pour les activités régionales de la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale	269 998	53 503	109 920	213 581
Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour la défense sociale	1 760 632	3 787 797	2 821 034	2 727 395
Fonds d'affectation spéciale pour la Campagne internationale contre l'abus et le trafic illicite des drogues	49 596	882 744	296 996	635 344
Médaille de l'Assemblée mondiale de la jeunesse	6 122	209	6 331	-
Fonds de contributions volontaires pour la Décennie des Nations Unies pour les personnes handicapées	710 911	2 020 518	1 245 752	1 485 677
Fonds d'affectation spéciale pour le projet de comparaison internationale Institut international de recherche et de formation pour la promotion de la femme	33 293	5 102	12 384	26 011
	744 189	3 919 237	3 139 436	1 523 990
Fonds d'affectation spéciale pour la promotion d'un programme inter- national des Nations Unies sur le vieillessement	18 061	7 287	7 623	17 725

Tableau 19.1

	Solde inutilisé au 1er janvier 1988	Recettes	Dépenses a/	Solde inutilisé au 31 décembre 1989
ACTIVITES ECONOMIQUES ET SOCIALES (suite)				
Fonds d'affectation spéciale pour le développement social en Europe	2 554	449	-	3 003
Fonds d'affectation spéciale ONU/CEE sur les établissements humains	325 795	112 860	59 119	379 536
Fonds d'affectation spéciale pour le projet relatif aux statistiques des transports maritimes	262 847	31 168	181 466	112 549
Programme de mobilisation de l'épargne des ménages dans les pays en développement	109 931	17 459	33 714	93 676
Fonds d'affectation spéciale pour le Groupe de travail intergouvernemental d'experts des normes internationales de comptabilité et de publication	2 245	14 549	14 297	2 497
Fonds d'affectation spéciale pour la recherche sur la coopération régionale en Asie et sur les sources d'énergie nouvelles et renouvelables	154 030	27 753	5 964	175 819
Fonds d'affectation spéciale pour la contribution du Gouvernement norvégien à l'Année internationale des personnes handicapées	84 467	14 875	8 497	90 845
Fonds d'affectation spéciale pour le Conseil mondial de l'alimentation	154 080	102 692	225 522	31 250
Fonds d'affectation spéciale pour le projet de gestion du Macrothesaurus	4 405	2 189	14	6 580
Fonds d'affectation spéciale pour la coopération internationale au service du développement	1 548 489	1 973 044	1 013 857	2 507 676
Fonds d'affectation spéciale pour la Conférence mondiale de la Décennie des Nations Unies pour la femme, 1980	138 021	4 713	142 734	-
Fonds d'affectation spéciale pour le suivi, l'examen et l'évaluation de l'application des Stratégies prospectives d'action de Nairobi pour la promotion de la femme	696 748	473 966	633 047	537 667
Fonds d'affectation spéciale pour les études de cas sur le fonctionnement des activités opérationnelles des Nations Unies pour le développement	65 198	242 491	207 787	99 902
Analyse des politiques concernant les sociétés transnationales	505	1 534 967	1 480 837	54 635

Tableau 19.1 (suite)

	Solde inutilisé au 1er janvier 1988	Recettes	Dépenses a/	Solde inutilisé au 31 décembre 1989
ACTIVITES ECONOMIQUES ET SOCIALES (suite)				
Fonds d'affectation spéciale pour les colloques sur les conséquences de la croissance démographique rapide et sur les droits de l'homme et la population	-	131 527	75 577	55 950
Fonds d'affectation spéciale pour la contribution du Gouvernement suédois à la Décennie des Nations Unies pour les personnes handicapées	-	522 505	194 846	327 659
Fonds d'affectation spéciale pour un arrangement provisoire relatif à la collecte et la diffusion d'informations statistiques sur le marché mondial de l'étain	-	292 537	134 613	158 024
Fonds d'affectation spéciale pour un arrangement provisoire relatif à la collecte et la diffusion d'informations statistiques sur le marché mondial du minerai de fer	-	83 751	29 454	54 297
Total partiel	49 726 668	121 051 716	95 185 153	75 593 231
ACTIVITES HUMANITAIRES				
Fonds d'affectation spéciale pour le renforcement du Bureau du Coordonnateur des Nations Unies pour les secours en cas de catastrophe	1 134 801 b/	2 348 575	1 588 739	1 894 637
Comité pour l'élimination de la discrimination raciale	144 184	234 978	149 213	229 949
Programme de la Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale	25 724	52 709	27 652	50 781
Fonds de contributions volontaires des Nations Unies pour les victimes de la torture	1 989 729	2 379 669	1 493 683	2 875 715
Fonds d'affectation spéciale pour la deuxième Conférence internationale sur l'assistance aux réfugiés en Afrique	67 690	146 888	388	214 190
Fonds d'affectation spéciale pour la Conférence internationale sur l'assistance aux réfugiés en Afrique	32 057	5 668	119	37 606

Tableau 19.1 (suite)

	Solde inutilisé au 1er janvier 1988	Recettes	Dépenses a/	Solde inutilisé au 31 décembre 1989
ACTIVITES HUMANITAIRES (suite)				
Fonds de contributions volontaires des Nations Unies pour les populations autochtones	79 410	198 373	185 344	92 439
Fonds de contributions volontaires pour les services consultatifs et l'assistance technique dans le domaine des droits de l'homme	116 288	1 667 441	1 014 549	769 180
Fonds d'affectation spéciale d'urgence pour l'Afghanistan	-	51 266	42 016	9 250
Fonds d'affectation spéciale pour les secours en cas de catastrophe g/	10 022 796 b/	42 501 031	36 629 238	15 894 589
Fonds d'affectation spéciale pour les préparatifs de la Décennie internationale de la prévention des catastrophes naturelles	-	212 428	144 822	67 606
Fonds de dotation du Prix Prévention des catastrophes du Bureau du Coordonnateur des Nations Unies pour les secours en cas de catastrophes	1 036 922 b/	182 536	140 642	1 078 816 g/
Total partiel	14 649 601 b/	49 981 562	41 416 405	23 214 758
JUSTICE INTERNATIONALE ET DROIT INTERNATIONAL				
Fonds d'affectation spéciale pour le Programme d'assistance des Nations Unies aux fins de l'enseignement, de l'étude, de la diffusion et d'une compréhension plus large du droit international	334 813	86 077	50 921	369 969
Colloques de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international	26 534	229 863	202 421	53 976
Séminaire sur le droit international	28 371	62 084	58 511	31 944
Fonds d'affectation spéciale destiné à aider les Etats à régler leurs différends en faisant appel à la Cour internationale de Justice	-	56 899	-	56 899
Total partiel	389 718	434 923	311 853	512 788

Tableau 19.1 (suite)

	Solde inutilisé au 1er janvier 1988	Recettes	Dépenses a/	Solde inutilisé au 31 décembre 1989
INFORMATION				
Fonds d'affectation spéciale pour l'information économique et sociale	290 388 d/	83 268	317 702	55 954
Fonds d'affectation spéciale pour le projet "Histoire orale" de l'Organisation des Nations Unies	101 525	17 774	92 386	26 913
Fonds d'affectation spéciale pour les activités particulières en matière d'information	46 610	7 171	20 612	33 169
Fonds d'affectation spéciale pour la sensibilisation du public aux questions de désarmement	1 334 483	402 724	178 301	1 558 906 e/
Fonds d'affectation spéciale pour les activités scientifiques et techniques spéciales au service du développement	65 204	128 638	149 013	44 829
Fonds d'affectation spéciale en faveur du Forum du développement	383 959	3 115 884	3 112 840	387 003
Fonds d'affectation spéciale pour l'expansion des activités d'information au Japon	85 334	208 058	238 969	54 423
Fonds d'affectation spéciale pour l'information au service du redressement et du développement économiques de l'Afrique	60 551 d/	514 553	450 045	125 059
Fonds pour le magazine d'information <u>World Statesman</u>	-	40 409	23	40 386
Total partiel	<u>2 368 054</u>	<u>4 518 479</u>	<u>4 559 891</u>	<u>2 326 642</u>
SERVICES COMMUNS D'APPUI ET DIVERS				
Fonds d'affectation spéciale pour une aide à la formation de fonctionnaires des Nations Unies en français	137 948	23 741	45 120	116 569
Dons destinés à la salle de méditation faits par la ville de New York	4 080	721	15	4 786
Sculpture à la mémoire d'Hamarskjöld, don de la Fondation Blaustein	6 150	1 087	23	7 214
Fonds d'affectation spéciale pour le Groupe allemand de traduction	(13 710)	1 442 814	1 362 441	66 663
Fonds de dotation de la Bibliothèque	1 263 830	240 094	68 063	1 435 861
Biens personnels et biens immobiliers légués à l'Organisation des Nations Unies	2 529 886	669 978	57 540	3 142 324
Fonds pour la bourse Hamish Brown	17 221	6 041	83	23 179

Tableau 19.1 (suite)

	Solde inutilisé au 1er janvier 1988	Recettes	Dépenses a/	Solde inutilisé au 31 décembre 1989
SERVICES COMMUNS D'APPUI ET DIVERS (suite)				
Compte spécial Ralph Bunche pour le Secrétaire général à des fins liées à la paix et à la sécurité	390 370	67 246	23 878	433 738
Musée philatélique des Nations Unies	811 910	68 728	291 804	588 834
Fonds de l'Ecole internationale	51 774	3 197	7 787	47 184
Conférence à la mémoire de Gilberto Amado	7 154	1 421	4 923	3 652
Fonds d'affectation spéciale pour les intérêts perçus sur la contribution au Compte spécial de l'ONU	5 226 413	2 897 084	2 823 020	5 300 477
Fonds d'affectation spéciale pour la restauration et l'entretien de la "Cloche de la paix"	8 517	1 506	32	9 991
Fonds d'affectation spéciale pour la promotion de la santé du personnel	2 290	4 816	34	7 072
Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour l'amélioration de la gestion et la mise au point de systèmes	223 130	14 882	211 574	26 438
Fonds d'affectation spéciale pour les conférences Myrdal	2 929	520	11	3 438
Fonds d'affectation spéciale pour l'appui aux opérations de rétablissement et de maintien de la paix des Nations Unies	-	2 557 518	1 486	2 556 032
Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour la formation du personnel du GANUPT	-	500 000	442 500	57 500
Total partiel	10 669 892	8 501 394	5 340 334	13 830 952
Total (état XIX)	117 697 596	454 056 071	367 564 593	204 189 074

(Voir notes page suivante)

(Notes du tableau 19.1)

a/ Y compris : Dépenses	331 682 217
Virements à la réserve pour allocations/ prélèvements sur la réserve pour allocations	29 168 280
Fonds alloués aux agences d'exécution	6 400 196
Sommes remboursées au donateurs	320 631
Ajustements au titre de l'exercice antérieur	(6 731)
	<hr/>
Total	367 564 593
	<hr/>

b/ Le fonds d'affectation spéciale du Bureau du Coordonnateur des Nations Unies pour les secours en cas de catastrophe se subdivise en trois fonds généraux d'affectation spéciale distincts et un fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique d'un montant de 1 136 550 dollars, par suite de la restructuration des activités financées à l'aide du fonds d'affectation spéciale du Bureau.

c/ Y compris une dotation d'un million de dollars qui doit rester intacte et dont seuls les intérêts peuvent servir à financer des dépenses.

d/ Le fonds d'affectation spéciale pour l'information économique et sociale se subdivise en deux fonds généraux d'affectation spéciale distincts.

e/ Pour plus de détails, voir tableaux 19.1.1 et 19.1.2.

Tableau 19.1.1.1

ORGANISATION DES NATIONS UNIES : FONDS GENERAUX D'AFFECTATION SPECIALE

1. Tableau récapitulatif des recettes et des dépenses de certains fonds d'affectation spéciale pour l'exercice biennal 1988-1989 terminé le 31 décembre 1989

(En dollars des Etats-Unis)

	Fonds d'affectation spéciale d'urgence pour le Kampuchea	Fonds d'affectation spéciale d'urgence pour l'Afghanistan	Programme d'enseignement et de formation des Nations Unies pour l'Afrique australe	Fonds d'affectation spéciale pour l'Institut des Nations Unies pour la Namibie a/	Fonds des Nations Unies pour la lutte contre l'abus des drogues	Fonds d'affectation spéciale pour les secours en cas de catastrophe
Recettes						
Contributions annoncées (tableau 19.1.1.2)	43 439 823	165 392 519	9 739 624 b/	8 736 541	84 614 549	37 029 730
Dons de sources publiques	8 257	301 549	100	252 109	660 744	267 460
Subventions	539 553	1 218 950	-	948 588	1 144 852	2 934 272
Revenu des placements	1 197 915	4 466 589	1 239 333	507 331	7 685 167	1 803 065
Recettes accessoires	461 701	128	34 851	544 243	841 425	466 495
Total, recettes	45 647 249	171 379 735	11 013 908	10 988 812	94 946 737	42 501 031
Dépenses						
Traitements et dépenses connexes de personnel	796 286	3 624 147	33 380	7 281 731	15 569 776	2 298 295
Frais de voyage	4 326 883	689 172	-	415 387	1 981 036	182 542
Services contractuels	-	215 500	-	104 745	4 917 078	1 061
Dépenses de fonctionnement	24 968 363 c/	1 033 006	124 955	1 023 027	7 799 840	12 406 645
Achats	1 006 968	446 576	-	750 936	35 322 206	139 329
Bourses de perfectionnement, subventions, divers	17 084 285	82 005 622	9 016 727	2 157 587	5 637 584	20 313 658
Total partiel	48 182 785	88 014 023	9 175 062	11 733 413	71 227 520	35 341 530
Dépenses d'appui aux programmes	-	182 242	60 000	-	3 433 827	1 060 246
Total, dépenses	48 182 785	88 196 265	9 235 062	11 733 413	74 661 347	36 401 776
Excédent des recettes sur les dépenses	(2 535 536)	83 183 470	1 778 846	(744 601)	20 285 390	6 99 255

II. Tableau récapitulatif de l'actif et du passif au 31 décembre 1989

(En dollars des Etats-Unis)

	Fonds d'affectation spéciale d'urgence pour le Kampuchea	Fonds d'affectation spéciale d'urgence pour l'Afghanistan	Programme d'enseignement et de formation des Nations Unies pour l'Afrique australe	Fonds d'affectation spéciale pour l'Institut des Nations Unies pour la Namibie a/	Fonds des Nations Unies pour la lutte contre l'abus des drogues	Fonds d'affectation spéciale pour les secours en cas de catastrophe
Actif						
Encaisse	4 011 465	56 476 003	7 064 001	1 415 045	60 102 482	16 122 537
Lettres de crédit	1 643 235	-	-	-	-	-
Contributions annoncées non versées (tableau 19.1.2)	1 143 943	3 913 836	32 943	867 313	113 134 896	-
Comptes débiteurs	60 564	612 645	49 054	561 208	264 031	2 139 006
Fonds versés aux agences d'exécution (activités opérationnelles)	3 172 776	22 880 188	2 727 132	-	5 950 436	86 023
A recevoir du Fonds général de l'ONU	-	-	-	-	4 167 335	136 100
Charges comptabilisées d'avance et autres éléments d'actif	-	-	-	295 801	2 969	-
Total, actif	10 031 983	83 882 672	9 873 130	3 139 367	183 622 149	18 483 666
Passif						
Comptes créanciers	21	-	-	211 078	44 930	232 346
Engagements non réglés	418 421	482 210	1 052 716	333 600	6 321 540	2 356 731
Réserve opérationnelle	-	-	-	-	-	-
Réserve pour allocations	-	25 768 359	3 611 745	-	-	-
Dû au Fonds général de l'ONU	-	216 992	-	-	-	-
Recettes comptabilisées d'avance (tableau 19.1.2)	1 179 600	-	-	5 500	119 177 267	-
Total, passif	1 598 042	26 467 561	4 664 461	950 178	125 543 737	2 589 077
Solde inutilisé						
Solde disponible au 1er janvier 1988	10 969 477	-	7 041 568	3 333 790	37 828 295	10 022 796
Excédent net des recettes sur les dépenses	(2 535 536)	83 183 470	1 778 846	(744 601)	20 285 390	6 099 255
Total partiel	8 433 941	83 183 470	8 820 414	2 589 189	58 113 685	16 122 051

Tableau 19.1.1.1 (suite)

	Fonds d'affectation spéciale d'urgence pour le Kampuchea	Fonds d'affectation spéciale pour l'Afghanistan	Programme d'enseignement et de formation des Nations Unies pour l'Afrique australe	Fonds d'affectation spéciale pour l'Institut des Nations Unies pour la Namibie a/	Fonds des Nations Unies pour la lutte contre l'abus des drogues	Fonds d'affectation spéciale pour les secours en cas de catastrophe
A déduire : Virements à la réserve pour allocations	-	25 768 359	3 611 745	-	-	-
Remboursements à des donateurs	-	-	-	-	32 273	227 462
Total partiel	-	25 768 359	3 611 745	-	32 273	227 462
Solde disponible au 31 décembre 1989	8 433 941	57 415 111	5 208 669	2 589 189	58 078 412	15 894 589
Total, passif et solde inutilisé	<u>10 031 983</u>	<u>83 882 672</u>	<u>9 873 130</u>	<u>3 139 367</u>	<u>183 622 149</u>	<u>18 483 666</u>

a/ Ne comprend pas les états financiers de la Caisse des pensions de l'Institut des Nations Unies pour la Namibie, qui doivent être présentés séparément au Collège par le Directeur de l'Institut, le Secrétaire général n'étant pas responsable de l'administration de la Caisse. La Caisse des pensions est soumise à des règles particulières - et gérée conformément à celles-ci - qui sont énoncées à l'annexe 17 du Statut du personnel de l'Institut des Nations Unies pour la Namibie.

b/ Voir aussi le paragraphe 7 du document A/ 3/681 pour les bourses d'étude offertes par les gouvernements.

c/ Les dépenses de fonctionnement des camps de réfugiés gérés au titre de ce programme comprennent le coût des denrées alimentaires, les dépenses de santé et d'assainissement et le coût du matériel d'enseignement.

Les notes explicatives font partie intégrante des états financiers.

Tableau 19.1.2

FONDS GENERAUX D'AFFECTATION SPECIALE DES NATIONS UNIES - ASSISTANCE D'URGENCE

ETAT RECAPITULATIF DES CONTRIBUTIONS ANNONCEES NON VERSEES AU 31 DECEMBRE 1989

(En dollars des Etats-Unis)

Pays/Fonds d'affectation spéciale	Contributions annoncées non versées au 1er janvier 1988	A ajouter : contributions annoncées pour 1988 et 1989 et ajustements au titre de contributions annoncées antérieurement		A ajouter : contributions annoncées pour des exercices futurs	A déduire : montants recouvrés en 1988 et 1989	A déduire : pertes ou gains au change	Contributions non annoncées versées au 31 décembre 1989
<u>Fonds d'affectation spéciale d'urgence</u> <u>pour le Kampuchea</u>							
Allemagne, République fédérale d'	-	1 821 134	-	-	1 698 810	122 324	-
Australie	-	1 284 423	-	-	1 270 839	13 584	-
Autriche	-	21 459	-	-	21 459	-	-
Brunéi Darussalam	-	20 000	-	-	20 000	-	-
Canada	381 679	1 220 144	426 032	-	2 083 516	(55 661)	-
Chine	-	100 000	-	-	100 000	-	-
Danemark	-	729 072	-	-	716 577	12 495	-
Etats-Unis d'Amérique	3 800 000	20 243 235	-	-	24 043 235	-	-
Finlande	365 854	659 656	-	-	1 037 245	(11 735)	-
France	-	135 000	132 450	-	-	-	267 450
Grèce	-	20 000	-	-	20 000	-	-
Indonésie	-	10 000	-	-	10 000	-	-
Italie	-	1 528 534	-	-	1 528 534	-	-
Japon	-	11 341 141	-	-	11 438 543	(97 402)	-
Malaisie	-	20 000	-	-	20 000	-	-
Norvège	-	323 143	-	-	319 274	3 869	-
Nouvelle-Zélande	-	89 505	-	-	89 505	-	-
Pakistan	30 000	-	-	-	10 000	-	20 000
Pays-Bas	-	487 694	-	-	487 694	-	-
Philippines	-	2 000	-	-	1 000	-	1 000
République de Corée	-	60 000	-	-	60 000	-	-
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	-	1 000 675	-	-	1 000 675	-	-
Singapour	-	20 000	-	-	20 000	-	-
Suède	-	471 519	-	-	237 114	-	234 375
Suisse	-	1 831 489	621 118	-	1 831 489	-	621 118
Total	4 577 533	43 439 823	1 179 600	48 065 539	(12 526)	1 143 943	
<u>Fonds d'affectation spéciale d'urgence</u> <u>pour l'Afghanistan</u>							
Allemagne, République fédérale d'	-	5 921 347	-	-	5 921 347	-	-
Australie	-	2 259 459	-	-	2 259 459	-	-
Bangladesh	-	5 000	-	-	5 000	-	-
Belgique	-	296 556	-	-	296 556	-	-
Cameroun	-	3 506	-	-	3 506	-	-
Canada	-	3 787 400	-	-	3 787 400	-	-
Danemark	-	1 109 837	-	-	1 109 837	-	-
Espagne	-	878 025	-	-	878 025	-	-
Etats-Unis d'Amérique	-	12 500 000	-	-	12 500 000	-	-
Finlande	-	6 378 661	-	-	6 378 661	-	-
France	-	5 611 020	-	-	2 435 188	11 996	3 163 836
Indonésie	-	10 000	-	-	10 000	-	-
Irlande	-	105 560	-	-	105 560	-	-
Islande	-	3 000	-	-	3 000	-	-
Italie	-	1 000 000	-	-	1 000 000	-	-
Japon	-	104 773 009	-	-	104 773 009	-	-
Luxembourg	-	239 982	-	-	239 982	-	-
Norvège	-	3 437 791	-	-	3 437 791	-	-
Pays-Bas	-	2 261 272	-	-	1 511 272	-	750 000
Saint-Siège	-	10 000	-	-	10 000	-	-
Suède	-	12 211 020	-	-	12 211 020	-	-
Suisse	-	2 590 074	-	-	2 590 326	(252)	-
Total	-	165 392 519	-	161 466 939	11 744	3 913 836	

Tableau 19.1.2 (suite)

Pays/Fonds d'affectation spéciale	Contributions annoncées non versées au 1er janvier 1988		A ajouter : contributions annoncées pour 1988 et 1989 et ajustements au titre de contributions annoncées antérieurement		A ajouter : contributions annoncées pour des exercices futurs		A déduire : montants recouvrés en 1988 et 1989		A déduire : pertes ou gains au change		Contributions non annoncées versées au 31 décembre 1989	
Programme d'enseignement et de formation pour l'Afrique australe												
Allemagne, République fédérale d'	-	206 357	-	-	-	206 357	-	-	-	-	-	-
Antigua-et-Barbuda	-	1 000	-	-	-	1 000	-	-	-	-	-	-
Arabie saoudite	-	10 000	-	-	-	10 000	-	-	-	-	-	-
Argentine	-	10 000	-	-	-	10 000	-	-	-	-	-	-
Australie	-	147 062	-	-	-	147 062	-	-	-	-	-	-
Autriche	-	74 400	-	-	-	74 400	-	-	-	-	-	-
Bahamas	-	1 000	-	-	-	1 000	-	-	-	-	-	-
Bangladesh	-	1 000	-	-	-	1 000	-	-	-	-	-	-
Barbade	-	1 000	-	-	-	1 000	-	-	-	-	-	-
Brésil	5 000	10 000	-	-	-	10 000	-	-	-	-	5 000	-
Brunéi Darussalam	-	8 000	-	-	-	8 000	-	-	-	-	-	-
Canada	-	534 552	-	-	-	534 552	-	-	-	-	-	-
Chypre	-	221	-	-	-	221	-	-	-	-	-	-
Danemark	-	1 330 075	-	-	-	1 281 128	48 947	-	-	-	-	-
Egypte	633	609	-	-	-	1 234	8	-	-	-	-	-
Espagne	-	70 283	-	-	-	70 502	(219)	-	-	-	-	-
Etats-Unis d'Amérique	-	1 584 000	-	-	-	1 584 000	-	-	-	-	-	-
Finlande	-	850 364	-	-	-	850 364	-	-	-	-	-	-
France	-	252 158	-	-	-	237 158	15 000	-	-	-	-	-
Grèce	-	18 000	-	-	-	18 000	-	-	-	-	-	-
Inde	-	4 000	-	-	-	4 000	-	-	-	-	-	-
Indonésie	-	6 000	-	-	-	6 000	-	-	-	-	-	-
Irlande	-	20 426	-	-	-	20 426	-	-	-	-	-	-
Italie	163 265	618 876	-	-	-	764 124	18 017	-	-	-	-	-
Japon	300 000	700 000	-	-	-	1 000 000	-	-	-	-	-	-
Koweït	-	6 000	-	-	-	6 000	-	-	-	-	-	-
Luxembourg	-	27 151	-	-	-	12 950	868	-	-	-	13 333	-
Malaisie	-	2 000	-	-	-	2 000	-	-	-	-	-	-
Malï	1 767	-	-	-	-	-	133	-	-	-	1 634	-
Moroc	2 500	4 865	-	-	-	4 678	293	-	-	-	2 394	-
Myanmar	-	2 000	-	-	-	2 000	-	-	-	-	-	-
Norvège	-	1 843 086	-	-	-	1 821 946	21 140	-	-	-	-	-
Nouvelle-Zélande	-	51 360	-	-	-	50 412	948	-	-	-	-	-
Pays-Bas	-	201 417	-	-	-	198 470	2 947	-	-	-	-	-
Pérou	1 000	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1 000	-
Philippines	5 000	500	-	-	-	5 500	-	-	-	-	-	-
Portugal	-	10 000	-	-	-	10 000	-	-	-	-	-	-
République de Corée	-	10 000	-	-	-	10 000	-	-	-	-	-	-
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	-	220 389	-	-	-	205 153	15 236	-	-	-	-	-
Sénégal	2 500	2 500	-	-	-	-	-	-	-	-	5 000	-
Suède	-	650 793	-	-	-	653 998	(3 205)	-	-	-	-	-
Suisse	-	235 835	-	-	-	235 835	-	-	-	-	-	-
Thaïlande	-	2 000	-	-	-	2 000	-	-	-	-	-	-
Togo	-	591	-	-	-	-	46	-	-	-	545	-
Trinité-et-Tobago	-	1 254	-	-	-	-	-	-	-	-	1 254	-
Turquie	3 000	1 500	-	-	-	2 752	-	-	-	-	1 748	-
Venezuela	-	5 000	-	-	-	5 000	-	-	-	-	-	-
Yugoslavie	-	2 000	-	-	-	2 000	-	-	-	-	-	-
Zambie	2 545	-	-	-	-	-	1 510	-	-	-	1 035	-
Tota!	487 210	9 739 624	-	-	-	10 072 222	121 669	-	-	-	32 943	-
Fonds d'affectation spéciale de l'Institut pour la Namibie												
Allemagne, République fédérale d'	-	263 554	-	-	-	263 554	-	-	-	-	-	-
Brésil	10 000	20 000	-	-	-	20 000	-	-	-	-	10 000	-
Cameroon	1 511	3 506	-	-	-	4 762	235	-	-	-	-	-
Canada	-	287 602	-	-	-	287 602	-	-	-	-	-	-
Chypre	-	221	-	-	-	221	-	-	-	-	-	-
Danemark	-	2 329 695	-	-	-	2 248 423	81 272	-	-	-	-	-
Egypte	1 086	1 043	-	-	-	2 114	15	-	-	-	-	-
Etats-Unis d'Amérique	620 000	220 000	-	-	-	-	-	-	-	-	840 000	-
Finlande	-	1 786 652	-	-	-	1 786 652	-	-	-	-	-	-
France	-	270 649	-	-	-	254 550	16 099	-	-	-	-	-
Grèce	-	11 000	5 500	-	-	11 000	-	-	-	-	5 500	-
Inde	-	3 000	-	-	-	3 000	-	-	-	-	-	-

Tableau 19.1.2 (suite)

	Contributions annoncées non versées au 1er janvier 1988	A ajouter : contributions annoncées pour 1988 et 1989 et ajustements au titre de contributions annoncées antérieurement	A ajouter : contributions annoncées pour des exercices futurs	A déduire : montants recouvrés en 1988 et 1989	A déduire : pertes ou gains au change	Contributions non annoncées versées au 31 décembre 1989
Fonds d'affectation spéciale de l'Institut pour la Namibie (suite)						
Italie	163 265	423 835	-	575 086	12 014	-
Japon	210 000	520 000	-	730 000	-	-
Koweït	-	1 000	-	1 000	-	-
Luxembourg	-	14 164	-	12 950	1 214	-
Mali	3 534	-	-	-	266	3 268
Norvège	-	860 107	-	854 941	5 166	-
Pays-Bas	-	402 834	-	396 939	5 895	-
Philippines	2 000	500	-	2 500	-	-
République de Corée	-	10 000	-	10 000	-	-
Sénégal	2 500	2 500	-	-	-	5 000
Suède	-	1 301 588	-	1 307 996	(6 408)	-
Togo	-	591	-	-	46	545
Turquie	3 000	1 500	-	1 500	-	3 000
Venezuela	-	1 000	-	1 000	-	-
Total	1 016 896	8 736 541	5 500	8 775 810	115 814	867 313
Fonds des Nations Unies pour la lutte contre l'abus des drogues						
Afrique du Sud	-	3 725	-	3 725	-	-
Allemagne, République fédérale d'	-	7 801 527	6 877 095	6 700 773	404 110	7 573 739
Arabie saoudite	100 000	220 000	-	150 000	-	170 000
Argentine	-	35 248	-	35 248	-	-
Australie	-	641 079	519 685	648 242	(7 163)	519 685
Autriche	(1 434)	252 102	119 048	235 537	15 131	119 048
Bahamas	-	4 200	-	4 200	-	-
Bangladesh	-	1 000	1 000	1 000	-	1 000
Barbade	-	1 500	-	1 500	-	-
Belgique	-	52 280	24 667	48 900	3 380	24 667
Bolivie	4 000	10 000	-	-	-	14 000
Brésil	5 000	19 995	-	24 995	-	-
Brunéi Darussalam	-	10 000	-	10 000	-	-
Cameroun	14 134	-	-	-	1 062	13 072
Canada	419 847	1 318 542	-	1 699 071	(25 337)	64 655
Chili	3 000	4 000	-	5 000	-	2 000
Chine	-	50 000	30 000	50 000	-	30 000
Chypre	1 000	2 000	1 000	2 000	-	2 000
Colombie	2 135	35 007	-	20 000	5 265	11 877
Danemark	17 792	338 051	1 304 711	181 802	(1 362)	1 480 114
Egypte	2 000	4 000	2 000	6 000	-	2 000
Equateur	2 613	5 112	2 500	7 725	-	2 500
Espagne	-	355 168	347 826	350 417	4 751	347 826
Etats-Unis d'Amérique	5 049 500	5 070 000	6 450 000	7 847 800	-	8 721 700
Finlande	(6 663)	1 202 049	329 412	1 173 368	(2 982)	354 412
France	-	1 413 802	1 047 463	1 346 515	67 287	1 047 463
Grèce	-	10 000	-	10 000	-	-
Grenade	-	500	-	-	-	500
Territoire de Hong-kong	-	30 904	-	30 904	-	-
Hongrie	-	20 232	11 290	10 493	1 191	19 838
Inde	-	40 000	20 000	40 000	-	20 000
Indonésie	2 000	5 994	2 000	5 994	-	4 000
Iran, République islamique d'	2 000	-	-	-	-	2 000
Irlande	-	4 000	2 100	2 000	-	4 100
Italie	6 846 826	36 681 795	90 288 330	59 125 292	221 037	74 470 622
Jamaïque	183	1 000	-	1 182	1	-
Japon	-	1 438 517	-	1 438 517	-	-
Kenya	3 247	6 526	3 070	-	1 848	10 995
Koweït	5 000	10 000	5 000	10 000	-	10 000
Liechtenstein	-	2 146	-	2 146	-	-
Luxembourg	2 885	5 652	13 333	8 445	92	13 333
Madagascar	4 652	2 600	1 200	162	-	8 390
Malaisie	-	28 500	20 000	8 500	-	40 000
Malawi	679	-	-	-	-	679
Malte	-	589	-	589	-	-
Maroc	15 000	6 000	3 000	21 000	-	3 000
Mexique	-	11 000	-	11 000	-	-
Norvège	57 621	4 819 444	3 464 912	2 884 472	(29 358)	5 497 875

Tableau 19.1.2 (suite)

		A ajouter : contributions annoncées pour 1988 et 1989 et ajustements au titre de contributions annoncées antérieurement	A ajouter : contributions annoncées pour des exercices futurs	A déduire : montant recouvré en 1988 et 1989	A déduire : pertes ou gains au change	Contributions non annoncées versées au 31 décembre 1989
Pays/Fonds d'affectation spéciale	Contributions annoncées non versées au 1er janvier 1988					
Fonds des Nations Unies pour la lutte contre l'abus des drogues (suite)						
Nouvelle-Zélande	-	31 508	-	31 508	-	-
Pakistan	-	1 122	-	515	131	476
Panama	(2 470)	4 940	-	-	-	2 470
Pays-Bas	25 833	1 235 157	1 683 169	1 148 094	112 896	1 683 169
Philippines	2 000	3 000	1 000	4 000	-	2 000
Pologne	-	38 958	-	38 958	-	-
Portugal	-	20 000	-	20 000	-	-
République de Corée	-	4 000	2 000	4 000	-	2 000
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	1 744 280	6 801 043	4 078 126	6 432 056	550 766	5 640 627
Sénégal	5 000	5 000	-	-	-	10 000
Singapour	-	5 000	-	5 000	-	-
Sri Lanka	-	10 000	-	10 000	-	-
Suède	(3 299 798)	13 705 325	-	7 527 340	534 437	2 343 750
Suisse	-	672 525	2 484 472	344 793	17 173	2 795 031
Suriname	2 825	-	-	-	-	2 825
Swaziland	-	-	758	-	-	758
Thaïlande	-	10 000	5 000	5 000	-	10 000
Tunisie	-	7 384	-	7 384	-	-
Turquie	-	60 091	30 000	60 091	-	30 000
Venezuela	-	10 000	-	10 000	-	-
Yougoslavie	2 000	12 000	-	12 000	-	2 000
Zaire	1 500	1 500	2 000	1 500	-	3 500
Total	11 034 187	84 614 549	119 177 267	99 826 751	1 864 356	113 134 896
Fonds d'affectation spéciale pour les secours en cas de catastrophe						
Allemagne, République fédérale d'	-	1 137 124	-	1 137 124	-	-
Arabie saoudite	-	230 000	-	230 000	-	-
Australie	-	744 125	-	744 125	-	-
Autriche	-	376 232	-	376 232	-	-
Barbade	-	15 000	-	15 000	-	-
Canada	-	5 709 266	-	5 709 266	-	-
Chili	-	10 000	-	10 000	-	-
Chypre	-	22 000	-	22 000	-	-
Danemark	-	312 134	-	312 134	-	-
Etats-Unis d'Amérique	-	194 952	-	194 952	-	-
Finlande	-	920 934	-	920 934	-	-
France	-	131 579	-	131 579	-	-
Indonésie	-	10 000	-	10 000	-	-
Irlande	-	164 811	-	164 811	-	-
Italie	-	18 196 506	-	18 196 506	-	-
Japon	-	89 360	-	89 360	-	-
Malaisie	-	15 000	-	15 000	-	-
Maurice	-	5 000	-	5 000	-	-
Norvège	-	324 428	-	324 428	-	-
Pays-Bas	-	200 249	-	200 249	-	-
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	-	5 677 500	-	5 677 500	-	-
Seychelles	-	300	-	300	-	-
Suède	-	1 895 423	-	1 895 423	-	-
Suisse	-	647 807	-	647 807	-	-
Total	-	37 029 730 a/	-	37 029 730	-	-

g/ Certaines contributions ont été affectées à des secours pour un cas précis.

Etat XX

COMPTES SPECIAUX POUR LES DEPENSES D'APPUI AUX PROGRAMMES

1. Etat des recettes et des dépenses pour l'exercice biennal 1988-1989 terminé le 31 décembre 1989 a/

(En dollars des Etats-Unis)

	ONU, CNUCED, CNUEN et Commissions régionales		ONU		ONU		Total	1987
	Fonds extrabudgétaires provenant de remboursements au titre de la coopération technique	Fonds extrabudgétaires administratives New York	Appui aux structures extrabudgétaires Genève	Appui aux activités financées au moyen de fonds extra- budgétaires	Appui aux activités financées au moyen de fonds extra- budgétaires	Appui aux activités financées au moyen de fonds extra- budgétaires		
Recettes								
PNUD	37 156 478	5 456 055	-	-	-	42 612 533	38 012 559	
FNUAP	8 277 892	-	-	-	-	8 277 892	5 630 767	
Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique	8 804 759	-	331 396	-	-	9 136 155	7 667 066	
Fonds de développement industriel des Nations Unies	129 598	-	-	-	-	129 598	27 841	
Fondation des Nations Unies pour l'habitat et les établissements humains	432 361	-	-	-	-	432 361	67 229	
Projets des organisations associées	1 180 029	130 000	1 573 595	-	2 344 912	1 180 029	677 813	
Fonds généraux d'affectation spéciale	414 138	-	-	-	-	4 462 645	3 044 290	
CCI	-	-	787 208	-	-	787 208	711 576	
CNUCED	-	-	291 551	-	-	291 551	270 980	
PNUS	-	123 525	367 906	-	-	491 431	512 616	
HCN	-	1 898 460	-	-	-	1 898 460	1 702 166	
UNICEF	-	2 509 629	440 113	-	-	2 949 742	2 668 676	
PAM	-	949 125	-	-	-	949 125	1 494 882	
Service commun du logement	-	-	210 940	-	-	187 816	187 816	
Institutions spécialisées	-	317 889	89 852	-	-	407 741	453 085	
Société d'assurance mutuelle du personnel	-	-	393 006	-	-	393 006	375 632	
Revenu des placements	3 056 512	1 085 972	410 581	-	304 . . 2	4 857 217	2 507 806	
Recettes accessoires	1 381 738	137 905	930 638	-	48 953	2 439 234	2 273 219	
Total, recettes	60 833 505	10 710 100	7 725 246	-	2 698 017	81 966 868	68 286 119	
Dépenses								
Traitements et dépenses connexes de personnel	41 706 377	10 001 857	5 577 109	-	2 140 455	59 425 798	51 244 753	
Frais de voyage	2 262 911	100 100	39 761	-	35 544	1 438 316	995 407	
Services contractuels	333 109	498 825	-	-	436 100	1 268 034	802 910	
Dépenses de fonctionnement	3 266 788	249 213	319 211	-	207 947	4 043 159	2 407 074	
Achats	929 552	98 800	227 357	-	98 296	1 354 005	939 219	
Bourses de perfectionnement, subventions, divers	1 650 654	896 470	-	-	360 400	2 907 524	1 413 424	
Total, dépenses	49 149 391	11 845 265	6 163 438	-	3 278 742	70 436 836	57 802 787	
Excédent des recettes sur les dépenses pour l'exercice 1988-1989	11 684 114	(1 135 165)	1 561 808	-	(580 725)	11 530 032	10 483 332	
A déduire : Ajustement au titre de l'exercice antérieur	-	83 400	-	-	(11 126)	72 274	-	
Excédent net des recettes sur les dépenses	11 684 114	(1 051 765)	1 561 808	-	(591 851)	11 602 306	10 483 332	

II. Etat récapitulatif de l'actif et du passif au 31 décembre 1989

(en dollars des Etats-Unis)

	ONU, CNUCED, CNUH et commissions régionales	ONU		ONU		Total	
	Fonds extrabudgétaires provenant de remboursements au titre de la coopération technique	Appui aux structures administratives extrabudgétaires New York	Appui aux structures administratives extrabudgétaires Genève	Appui aux activités financées au moyen de fonds extra-budgétaires	1989	1987	
Actif							
Encaisse	21 303 490	5 717 370	2 999 500	1 366 668	31 387 028	21 904 401	
Comptes débiteurs	2 081 053	1 835 650	27 852	90 740	4 035 295	2 296 511	
A recevoir des activités de coopération technique (état XVIII)	4 421 165	-	-	-	4 421 165	1 485 001	
A recevoir du Fonds général de l'ONU (note 6)	688 135	-	822 047	-	1 510 182	3 419 898	
Charges comptabilisées d'avance et autres éléments d'actif	848 661	13 335	-	2 606	864 602	848 568	
Total, actif	29 342 504	7 566 355	3 849 399	1 460 014	42 218 272	29 954 379	
Passif							
Comptes créanciers	1 001 908	-	-	15 991	1 017 899	1 027 120	
Engagements non réglés	921 693	177 812	60 588	110 742	1 270 835	1 608 644	
Réserve opérationnelle	5 935 609	2 000 000	577 275	312 000	8 824 884	7 740 714	
Dû au Fonds général de l'ONU (note 6)	239 426	865 891	86 451	363 114	1 554 882	546 266	
Total, passif	8 098 636	3 043 703	724 314	801 847	12 668 500	10 922 744	
Solde inutilisé							
Solde disponible au 1er janvier 1988	10 500 588	5 574 417	1 594 612	1 362 018	19 031 635	13 184 649	
A ajouter : Excédent net des recettes sur les dépenses	11 684 114	(1 051 765)	1 561 808	(591 851)	11 602 306	10 483 332	
Total partiel	22 184 702	4 522 652	3 156 420	770 167	30 633 941	23 667 981	
A déduire : Virements à la réserve opérationnelle	(940 834)	-	(31 335)	(112 000)	(1 084 169)	(4 636 346)	
Solde disponible au 31 décembre 1989	21 243 868	4 522 652	3 125 085	658 167	29 549 772	19 031 635	
Total, passif et solde inutilisé	29 342 504	7 566 355	3 849 399	1 460 014	42 218 272	29 954 379	

(Tableau 20.1)

(Tableau 20.1)

A/ Voir note 1 a).

Les notes explicatives font partie intégrante des états financiers.

Tableau 20.1

COMPTES SPECIAUX POUR LES DEPENSES D'APPUI AUX PROGRAMMES

RESSOURCES POUR LE REMBOURSEMENT DES DEPENSES DE COOPERATION TECHNIQUE
VENTILEES PAR ORGANISME1. Etat des recettes et des dépenses pour l'exercice biennal 1988-1989
terminé le 31 décembre 1989

(En dollars des Etats-Unis)

	ONU	CNUEC	CNTUEH	Commissions régionales	Total
Recettes					
FNCD	25 338 982	3 249 478	3 935 968	4 632 050	37 156 478
FNUP	6 127 783	-	-	2 150 109	8 277 892
Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique	4 236 141	537 845	222 788	3 807 985	8 804 759
Fonds des Nations Unies pour le développement industriel	-	-	129 598	-	129 598
Fonds des Nations Unies pour l'habitat et les établissements humains	-	-	432 361	-	432 361
Projets des organisations associées	525 789	167 217	158 395	328 628	1 180 029
Fonds généraux d'affectation spéciale	411 824	-	-	2 314	414 138
Revenu des placements	1 800 237	143 274	172 753	940 248	3 056 512
Recettes accessoires	423 484	30 591	119 151	808 512	1 381 738
Total, recettes	38 864 240	4 128 405	5 171 014	12 669 846	60 833 505
Dépenses					
Traitements et dépenses connexes de personnel	25 673 468	2 881 092	3 448 412	9 703 405	41 706 377
Frais de voyage	227 411	14 788	168 239	852 473	1 262 911
Services contractuels	169 140	25 000	44 925	94 044	333 109
Dépenses de fonctionnement	2 096 535	-	861 808	308 445	3 266 788
Achats	638 758	-	140 566	150 228	929 552
Bourses de perfectionnement, subventions, divers	1 504 609	104 820	41 225	-	1 650 654
Total, dépenses	30 309 921	3 025 700	4 705 175	11 108 595	49 149 391
Excédent net des recettes sur les dépenses	8 554 319	1 102 705	465 839	1 561 251	11 684 114

Tableau 20.1 (suite)

II. Etat des recettes et des dépenses au 31 décembre 1989

(En dollars des Etats-Unis)

	ONU	CNUCED	CNUCEH	Commissions régionales	Total
Actif					
Encaisse	15 433 819	1 081 914	899 256	3 888 501	21 303 490
Comptes débiteurs	1 457 066	18 463	445 788	159 736	2 081 053
A recevoir des activités de coopération technique (état XVII)	-	876 411	1 414 653	2 130 101	4 421 165
A recevoir du Fonds général de l'ONU (note 6)	-	-	-	688 135	688 135
Charges comptabilisées d'avance et autres éléments d'actif	832 846	-	15 815	-	848 661
Total, actif	17 723 731	1 976 788	2 775 512	6 866 473	29 342 504
Passif					
Comptes créanciers	779 748	-	55 802	166 358	1 001 908
Engagements non réglés	319 745	74 090	141 900	385 958	921 693
Réserve opérationnelle	3 503 000	432 229	403 164	1 597 216	5 935 609
Dû au Fonds général de l'ONU (note 6)	131 350	-	108 076	-	239 426
Total, passif	4 733 843	506 319	708 942	2 149 532	8 098 636
Solde inutilisé					
Solde disponible au 1er janvier 1988	4 660 569	516 419	1 600 731	3 722 869	10 500 588
A ajouter : Excédent des recettes sur les dépenses	8 554 319	1 102 705	465 839	1 561 251	11 684 114
Total partiel	13 214 888	1 619 124	2 066 570	5 284 120	22 184 702
A déduire : Virements à la réserve opérationnelle	(225 000)	(148 655)	-	(567 179)	(940 834)
Solde disponible au 31 décembre 1989	12 989 888	1 470 469	2 066 570	4 716 941	21 243 868
Total, passif et solde inutilisé	17 723 731	1 976 788	2 775 512	6 866 473	29 342 504

(Tableau 20.1.1) (Etat XX)

Tableau 20.1.1.1

COMPTES SPECIAUX POUR LES DEPENSES D'APPUI AUX PROGRAMMES

RESSOURCES POUR LE REMBOURSEMENT DES DEPENSES DE COOPERATION TECHNIQUE - COMMISSIONS REGIONALES

1. Etat des recettes et des dépenses pour l'exercice biennal 1988-1989
terminé le 31 décembre 1989

(En dollars des Etats-Unis)

	Commissions régionales					Total
	Afrique	Asie et Pacifique	Europe	Amérique latine et Caraïbes	Asie occidentale	
<u>Recettes</u>						
FNUD	1 750 059	2 159 774	91 787	579 871	50 559	4 632 050
FNUAP	891 641	479 238	76 200	503 862	199 168	2 150 109
Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique						
Projets des organisations associées	513 634	2 007 390	-	1 185 788	101 173	3 807 985
Fonds généraux d'affectation spéciale	58 987	-	2 450	234 866	32 325	328 628
Revenu des placements	-	-	-	-	2 314	2 314
Recettes accessoires	308 239	370 995	-	183 101	77 913	940 248
	265 351	422 434	2 111	114 658	3 958	808 512
Total, recettes	3 787 911	5 439 231	172 548	2 802 146	467 410	12 669 846
<u>Dépenses</u>						
Traitements et dépenses connexes de personnel	2 763 587	4 272 614	28 328	2 426 581	212 295	9 703 405
Frais de voyage	551 657	66 507	-	100 896	133 413	852 473
Services contractuels	-	91 184	-	2 860	-	94 044
Dépenses de fonctionnement	115 102	40 741	10 206	129 476	12 920	308 445
Achats	66 063	-	32 367	48 264	3 534	150 228
Total, dépenses	3 496 409	4 471 046	70 901	2 708 077	362 162	11 108 595
Excédent des recettes sur les dépenses	291 502	968 785	101 647	94 069	105 248	1 561 251

Tableau 20.1.1 (suite)

II. Etat de l'actif et du passif au 31 décembre 1989

(En dollars des Etats-Unis)

	Commissions régionales					Total
	Afrique	Asie et Pacifique	Europe	Amérique latine et Caraïbes	Asie occidentale	
Actif						
Encaisse	2 198 501	-	-	1 160 000	530 000	3 888 501
Comptes débiteurs	159 736	-	-	-	-	159 736
A recevoir des activités de coopération technique (état XVII)	-	1 902 887	227 214	-	-	2 130 101
A recevoir du Fonds général de l'ONU (note 6)	-	-	-	401 386	286 749	688 135
Total, actif	2 358 237	1 902 887	227 214	1 561 386	816 749	6 866 473
Passif						
Comptes créanciers	11 061	-	1 965	153 332	-	166 358
Engagements non réglés	231 533	37 449	695	48 618	67 663	385 958
Réserve opérationnelle	378 791	593 000	17 251	556 940	51 234	1 597 216
Total, passif	621 385	630 449	19 911	759 890	118 897	2 149 532
Solde inutilisé						
Solde disponible au 1er janvier 1988	1 495 456	483 653	106 555	1 039 367	597 838	3 722 869
A ajouter : Excédent des recettes sur les dépenses	291 502	968 785	101 647	94 069	105 248	1 561 251
Total partiel	1 786 958	1 452 438	208 202	1 133 436	703 086	5 284 120
A déduire : Virements à la réserve opérationnelle	(50 106)	(180 000)	(899)	(330 940)	(5 234)	(567 179)
Solde disponible au 31 décembre 1989	1 736 852	1 272 438	207 303	802 496	697 852	4 716 941
Total, passif et solde inutilisé	2 358 237	1 902 887	227 214	1 561 386	816 749	6 866 473

(tableau 20.1)

ETAT XXI

ORGANISATION DES NATIONS UNIES : FONDS FIDUCIAIRES

1. Etat des recettes et des dépenses pour l'exercice biennal 1988-1989 terminé le 31 décembre 1989 a/

(En dollars des Etats-Unis)

	<u>Total</u>	
	1989 b/	1987 c/
<u>Recettes</u>		
Cotisations du personnel ou de l'Organisation	41 019 278	24 814 765
Remboursement de primes d'assurance	2 670 563	3 292 117
Revenu des placements	5 516 504	3 611 182
Subventions d'organismes des Nations Unies	53 270	60 228
Autres recettes	-	1 633 408
Total, recettes	<u>49 259 615</u>	<u>33 411 700</u>
<u>Dépenses</u>		
Traitements et dépenses de personnel	424 264	481 857
Dépenses de fonctionnement et autres dépenses	30 125 549	24 580 416
Paieement d'indemnités	206 381	340 041
Primes d'assurance	7 541 486	2 692 965
Total, dépenses	<u>38 297 680</u>	<u>28 095 279</u>
<u>Excédent des recettes sur les dépenses</u>	<u>10 961 935</u>	<u>5 316 421</u>

ETAT XXI (suite)

II. Etat de l'actif et du passif au 31 décembre 1989

(En dollars des Etats-Unis)

		Total	
		1989 b/	1987 c/
Actif			
Encaisse		39 861 139	28 181 508
Placements		2 390 244	4 532 123
Comptes débiteurs		488 144	316 588
A recevoir du Fonds général	(note 6)	1 198 633	472 775
Total, actif		43 938 160	33 502 994
Passif			
Comptes créanciers		1 582 994	1 797 757
Recettes comptabilisées d'avance		22 342	-
Dû au Fonds général	(note 6)	68 938	1 038 110
Autres éléments de passif		-	26 377
Total, passif		1 674 274	2 862 244
Solde inutilisé			
Solde disponible au 1er janvier 1988		30 903 647	25 324 329
A ajouter : Excédent net des recettes sur les dépenses		10 961 935	5 316 421
Virements nets aux réserves		398 304	-
Solde disponible au 31 décembre 1989		42 263 886	30 640 750
Total, passif et solde inutilisé		43 938 160	33 502 994

a/ Voir note 1 y).

b/ Voir tableau 20.1 pour les états des différents fonds.

c/ En raison du changement de présentation, les chiffres ont été ajustés pour permettre la comparaison.

Les notes explicatives font partie intégrante des états financiers.

Tableau 21.1

ORGANISATION DES NATIONS UNIES : FONDUS FIDUCIAIRES

1. Etat des recettes et des dépenses pour l'exercice biennal 1988-1989 terminé le 31 décembre 1989

(En dollars des Etats-Unis)

	Compte spécial de l'Organi- sation des Nations Unies	Réserve pour le paiement d'indemnités et l'assurance maladie après la cessation de service	Réserve générale pour le paiement d'indemnités	Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies	Réserve au titre de l'assurance maladie du personnel des Nations Unies	Régime d'assurance maladie du personnel local	Fonds de réserve pour l'auto- financement l'Organisation des Nations Unies (New York)	Recettes de l'assurance maladie du personnel des Nations Unies (DPOG)	Caisse de prévoyance du Corps commun d'inspection (DPOG)	Total
Recettes										
Cotisations du personnel ou de l'Organisation	-	1 765 445	-	-	1 485 482	4 850 073	-	30 122 645	-	41 018 278
Revenu des primes d'assurance	-	1 184 881	-	-	-	-	-	483 605	5 470	5 516 504
Revenu des placements	177 350	1 066 849	2 407 666	3 339	1 095 541	199 009	77 166	53 270	-	53 270
Subventions d'organismes des Nations Unies	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total, recettes	177 350	2 832 294	7 875 652	3 339	2 581 223	5 049 082	77 166	30 559 520	5 470	40 260 414
Dépenses										
Traitements et dépenses de personnel	-	-	-	-	-	-	-	395 447	28 817	424 264
Dépenses de fonctionnement et autres dépenses	-	203 198	-	3 183	-	2 365 270	-	27 760 279	-	30 124 449
Paiement d'indemnités	147 898	-	6 605 150	-	749 113	-	39 324	-	-	7 561 484
Primes d'assurance	147 898	203 396	6 605 150	3 183	749 113	2 365 270	39 324	28 155 726	28 817	38 267 400
Total, dépenses	29 452	2 629 094	1 268 502	156	1 822 110	2 683 812	37 841	2 503 804	(22 838)	10 961 934
Excédent des recettes sur les dépenses	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Actif										
Encaisse	1 002 486	7 524 912	16 288 509	19 000	7 886 631	2 773 724	704 971	3 466 285	194 621	39 861 170
Virements	-	-	-	-	-	-	-	2 390 244	-	2 390 244
Comptoir débiteurs	16 983	59 927	124 025	50	32 848	24 001	1 488	226 117	2 705	488 144
A recevoir du fonds général (note 4)	370 884	370 884	546 433	613	-	149 473	-	126 133	2 997	1 198 621
Total, actif	1 019 469	7 955 823	16 960 967	19 663	7 919 479	2 947 198	706 459	6 208 779	200 323	43 938 160
Passif										
Comptes créanciers	11 836	-	268 304	-	19 905	491	-	1 161 614	120 844	1 562 904
Recettes comptabilisées d'avance du au fonds général (note 4)	-	-	28 811	-	661	-	39 526	22 342	-	72 342
Total, passif	11 836	-	297 115	-	20 566	491	39 526	1 183 956	120 844	1 674 274
Solde inutilisé										
Solde disponible au 1er janvier 1988	978 181	5 326 727	15 395 350	19 507	6 056 863	262 895	229 092	2 321 014	104 014	30 603 447
Excédent des recettes sur les dépenses	29 452	2 629 094	1 268 502	156	1 822 110	2 683 812	37 841	2 503 804	(22 838)	10 961 934
Virement net aux réserves	-	-	-	-	-	-	400 000	(1 686)	-	198 104
Solde disponible au 31 décembre 1989	1 007 633	7 955 823	16 663 852	19 663	7 886 973	2 946 707	666 933	5 024 873	78 479	42 263 886
Total, passif et solde inutilisé	1 019 469	7 955 823	16 960 967	19 663	7 919 479	2 947 198	706 459	6 208 779	200 323	43 938 160

II. Etat de l'actif et du passif au 31 décembre 1989

ANNEXE I

Notes relatives aux états financiers

Note 1. Récapitulation des principes comptables essentiels

Les principes comptables essentiels de l'Organisation des Nations Unies sont exposés ci-après :

a) Les comptes de l'Organisation des Nations Unies sont tenus conformément au règlement financier de l'Organisation adopté par l'Assemblée générale, aux règles de gestion financière que le Secrétaire général a formulées en application dudit règlement, aux instructions administratives publiées par le Secrétaire général adjoint à l'administration et à la gestion, ou par le Contrôleur, et conformément aux principes généralement acceptés en matière de comptabilité nationale. L'Organisation des Nations Unies applique la norme comptable internationale 1 relative à la divulgation des principes comptables, qui a été modifiée et adoptée par le Comité consultatif pour les questions administratives à sa cinquante-quatrième session et s'énonce comme suit :

- i) La continuité de l'exploitation, la permanence des méthodes et le rattachement à l'exercice sont les notions comptables fondamentales. Lorsque lesdites notions sont appliquées dans les états financiers, il n'est pas nécessaire de les énoncer. Si une notion comptable fondamentale n'est pas appliquée, il faut le préciser en indiquant pourquoi.
- ii) La prudence, la prépondérance du fond par rapport à la forme et l'importance relative des renseignements déterminent le choix et l'application des principes comptables.
- iii) Les états financiers comprennent l'indication claire et concise de tous les principes comptables essentiels qui ont été utilisés.
- iv) L'indication des principes comptables essentiels utilisés fait partie intégrante des états financiers. Les principes comptables sont normalement indiqués en un seul endroit.
- v) Les états financiers indiquent les chiffres correspondants pour l'exercice précédent.
- vi) Toute modification d'un principe comptable qui a un effet important sur l'exercice en cours ou peut avoir un effet important sur des exercices ultérieurs doit être indiquée et dûment motivée. L'effet de la modification doit, s'il est important, être indiqué et quantifié.

b) Les états financiers de l'Organisation des Nations Unies sont établis selon la méthode du coût historique et les chiffres ne sont pas réajustés pour tenir compte de l'évolution des prix des biens et des services.

c) Comptabilisation par fonds. Les comptes de l'Organisation des Nations Unies sont tenus sur la base de la "comptabilisation par fonds". Des fonds distincts à des fins générales ou déterminées peuvent être établis par l'Assemblée générale, le Conseil de sécurité ou le Secrétaire général. Les comptes de chaque

fonds sont tenus comme ceux d'une entité comptable et financière distincte, ayant une comptabilité propre à partie double dont les comptes s'équilibrent. Des états financiers distincts sont établis pour chaque fonds ou groupe de fonds de même nature.

d) L'exercice est un exercice biennal qui comprend deux années civiles consécutives.

e) Les éléments de l'actif et du passif ainsi que les recettes et les dépenses sont comptabilisés selon la méthode de la comptabilité d'engagements.

f) Conversion des monnaies. Les comptes sont libellés en dollars des Etats-Unis. Si des comptes sont libellés en d'autres monnaies, les montants correspondants sont convertis en dollars des Etats-Unis à la date de l'opération au taux de change fixé par le Contrôleur. En ce qui concerne ces monnaies, les états financiers établis aux intervalles que le Contrôleur peut prescrire en vertu des pouvoirs que lui délègue le Secrétaire général adjoint à l'administration et à la gestion indiquent les disponibilités, les placements, les contributions annoncées non versées et les comptes débiteurs et créanciers dans des monnaies autres que le dollar des Etats-Unis, convertis en dollars au taux de change applicable pour les opérations de l'ONU à la date de l'établissement des états, à l'exception des activités de maintien de la paix pour lesquelles les comptes créanciers ne sont réévalués qu'à la fin de l'année. Si le montant obtenu par application du taux pratiqué pour les opérations de l'ONU pour le dernier mois de l'exercice est sensiblement différent de celui qui résulterait de l'application du taux du marché à la date de l'établissement des états, le montant de la différence est indiqué dans une note de bas de page.

g) Contributions. Conformément à l'article 5.6 du règlement financier, les versements faits par un Etat Membre sont d'abord portés à son compte au Fonds de roulement, l'excédent venant en déduction des contributions dues, dans l'ordre de leur mise en recouvrement.

h) Contributions annoncées. Les contributions annoncées sont comptabilisées comme recettes lorsque le donateur potentiel s'engage par écrit à verser une contribution monétaire à une date ou à des dates spécifiées. Les contributions annoncées pour des années à venir sont inscrites comme recettes comptabilisées d'avance.

i) Placements. Les placements comprennent les valeurs, actions et obligations achetées par l'Organisation pour obtenir des recettes. Les fonds déposés à des comptes bancaires porteurs d'intérêts, les certificats de dépôt, les dépôts à terme et les dépôts à vue sont comptabilisés dans les états de l'actif et du passif comme disponibilités. A l'exception des modifications de leur valeur découlant de la reconversion des monnaies prévue à l'alinéa f) ci-dessus, tous les placements sont comptabilisés au prix coûtant. Il n'y a pas de provision pour l'amortissement des primes ou des déports, qui sont comptabilisés comme des gains ou des pertes au moment de la vente des valeurs.

j) Charges comptabilisées d'avance :

i) Les charges comptabilisées d'avance comprennent les dépenses qui ne peuvent constituer une charge pendant l'exercice en cours et qui seront comptabilisées comme dépenses pendant l'exercice suivant. Ces dépenses comprennent les engagements prévisionnels approuvés par le Contrôleur pour des exercices à venir lorsque l'intérêt de l'Organisation l'exige,

conformément à la règle de gestion financière 110.6; en règle générale, ces engagements provisionnels sont limités aux besoins administratifs de caractère continu et aux contrats et obligations dont l'exécution exige un délai plus long que l'exercice en cours.

- ii) Aux fins de l'établissement du bilan, seule la part de l'avance versée aux fonctionnaires au titre de l'indemnité pour frais d'études qui est considérée comme se rapportant à l'année scolaire terminée à la date de l'établissement de l'état financier est inscrite comme charge comptabilisée d'avance. Le montant total de l'avance est comptabilisé comme somme à recevoir des fonctionnaires jusqu'à ce que ceux-ci aient produit les pièces requises prouvant qu'ils ont bien droit à cette indemnité, date à laquelle le montant total est imputé sur le compte budgétaire approprié et l'avance est recouvrée.

k) Capital fixe. Le mobilier, le matériel, les autres biens non consommables et les améliorations apportées aux propriétés mises à bail ne sont pas inclus dans l'actif de l'Organisation. Les achats sont imputés sur le compte budgétaire de l'année où ils sont effectués.

l) Immobilisations. Le coût des terrains et bâtiments est comptabilisé au prix d'achat. Il n'y a pas de provision pour amortissement dans le cas des bâtiments. Le coût des gros travaux d'aménagement et d'agrandissement des bâtiments est indiqué dans le compte "Travaux de construction en cours", et le total est inclus dans les immobilisations lorsque les projets sont terminés. Le coût de l'entretien et des réparations est imputé sur les comptes budgétaires appropriés.

m) Projets pluriannuels. Les crédits ouverts pour de nouveaux travaux de construction ou d'aménagement, et les dépenses qui en découlent, sont comptabilisés séparément dans des comptes "Travaux de construction". Les montants des fonds inutilisés sont reportés, sous réserve de l'approbation de l'Assemblée générale, sur les exercices biennaux suivants jusqu'à l'achèvement des projets. Les intérêts perçus sur les comptes "Travaux de construction" sont portés au crédit des comptes "Travaux de construction". Avec l'accord du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires, la comptabilité du Système intégré de gestion (SIG) suit les mêmes principes.

n) Le Fonds général ne comprend pas de provision pour les paiements à effectuer au titre de la prime de rapatriement ni pour faire face aux dépenses imprévues visées à l'appendice D du Règlement du personnel de l'Organisation des Nations Unies, des crédits étant ouverts à ces fins au budget. Toutefois, la provision destinée à faire face aux dépenses imprévues au titre des indemnités à verser, en vertu de l'appendice D, au personnel rémunéré par des fonds d'affectation spéciale de coopération technique et des fonds généraux d'affectation spéciale représente 1 % du traitement de base net.

o) Compte d'excédents budgétaires. Le compte d'excédents budgétaires du Fonds général de l'Organisation des Nations Unies comprend les fonds à porter au crédit des Etats Membres correspondant aux soldes non engagés des allocations, aux économies réalisées lors du règlement d'engagements d'exercices antérieurs, aux contributions versées par de nouveaux Etats Membres et à des recettes accessoires. Conformément aux dispositions de l'alinéa d) de l'article 5.2 du règlement financier, le solde du compte d'excédents budgétaires vient en déduction des contributions mises en recouvrement pour les exercices suivants, à moins que l'Assemblée générale n'en décide autrement.

p) Recettes accessoires :

- i) Les recettes nettes provenant des activités productrices sont comptabilisées comme recettes accessoires.
- ii) Les sommes représentant le remboursement de dépenses d'exercices antérieurs sont comptabilisées comme recettes accessoires.
- iii) Les sommes acceptées à des fins non spécifiées sont comptabilisées comme recettes accessoires.
- iv) Lors de la clôture des comptes de l'exercice, le solde du compte "pertes ou gains au change" est porté au débit du compte budgétaire, s'il est débiteur, ou au crédit des recettes accessoires, s'il est créditeur.
- v) Le produit des ventes de biens excédentaires est porté au crédit du compte des recettes accessoires du fonds correspondant.

q) Activités productrices de recettes :

- i) Les recettes provenant de ventes à crédit dans le cadre des ventes de publications et des activités de la Division de la production écrite et audio-visuelle sont comptabilisées selon la méthode de la comptabilité d'exercice, conformément aux dispositions de la règle de gestion financière 111.8.
- ii) En ce qui concerne les activités confiées à des concessionnaires, telles que le magasin de souvenirs, le comptoir d'articles pour cadeaux et les restaurants et services annexes, seuls les éléments d'actif dont l'Organisation a la propriété, c'est-à-dire les bénéfices à recevoir des concessionnaires et les avances qui leur sont consenties par prélèvement sur le Fonds de roulement, sont inscrits au bilan du Fonds général.
- iii) Les gains ou pertes au change sont portés au débit ou au crédit de l'activité au titre de laquelle le gain ou la perte a été enregistré.
- iv) Les recettes effectives (recettes nettes diminuées des frais de supervision et d'exploitation) provenant de l'ensemble des activités productrices de recettes sont comptabilisées comme recettes accessoires du Fonds général.
- v) Les économies réalisées lors du règlement d'engagements d'exercices antérieurs sont portées directement au crédit du compte d'excédents du budget ordinaire.

r) Comptes de la FUNU, de la FNUOD et de la FINUL. Les comptes relatifs aux opérations de la FUNU, de la FNUOD et de la FINUL ont été tenus conformément au règlement financier et aux règles de gestion financière de l'Organisation des Nations Unies, compte dûment tenu des dispositions ci-après :

i) Article 2.1 du règlement financier :

L'Assemblée générale a adopté pour la FNUOD un "exercice spécial" allant du 1^{er} décembre au 30 novembre (inclus) de l'année suivante et pour la FINUL un "exercice spécial" allant du 1^{er} février au 31 janvier (inclus) de l'année suivante. Cet exercice est utilisé tant pour la présentation des données que pour la comptabilité.

ii) Article IV du règlement financier :

Des arrangements spéciaux ont été approuvés par l'Assemblée générale en ce qui concerne les engagements non réglés ayant trait à la FUNU, à la FNUOD et à la FINUL. Le 14 décembre 1978, l'Assemblée générale a adopté la résolution 33/13 F, dont le paragraphe 2 du dispositif se lit comme suit :

"2. Approuve pour la Force d'urgence des Nations Unies et la Force des Nations Unies chargée d'observer le dégagement, en ce qui concerne l'application de l'article IV du règlement financier de l'Organisation des Nations Unies, les arrangements spéciaux suivants en vertu desquels les crédits nécessaires pour régler les engagements contractés envers les gouvernements qui fournissent des contingents et/ou un appui logistique aux Forces resteront utilisables au-delà de la période prévue par les articles 4.3 et 4.4 du règlement financier :

a) A l'expiration de la période de douze mois prévue à l'article 4.3 du règlement financier, tout engagement non liquidé de l'exercice considéré concernant des marchandises livrées et des services fournis par des gouvernements pour lesquels une demande de remboursement a été présentée ou un taux de remboursement a été établi est comptabilisé comme somme à payer; ces sommes à payer demeurent comptabilisées comme telles au Compte spécial jusqu'à ce que le paiement ait été effectué;

b) Tous autres engagements non liquidés de l'exercice en question qui concernent des marchandises livrées et des services fournis et qui ont été contractés envers des gouvernements, ainsi que tous autres engagements contractés envers des gouvernements, qui n'ont pas encore donné lieu à la présentation des demandes de remboursement requises demeurent valables pour une période supplémentaire de quatre ans à la fin de la période de douze mois prévue à l'article 4.3 du règlement financier; les montants correspondants aux demandes de remboursement reçues pendant cette période de quatre ans sont comptabilisés, selon qu'il convient, comme prévu à l'alinéa a) ci-dessus; à l'expiration de la période supplémentaire de quatre ans, tout engagement non liquidé est annulé et le solde de tous crédits reportés est en conséquence annulé."

Le 17 décembre 1979, l'Assemblée générale a adopté la résolution 34/9 C contenant des dispositions analogues en ce qui concerne la FINUL.

iii) Articles 11.1 et 11.4 du règlement financier :

Les comptes de la FUNU, de la FNUOD et de la FINUL sont tenus par exercices financiers spéciaux comme mentionné ci-dessus; ils sont officiellement présentés et vérifiés selon un cycle biennal, conformément aux articles 11.1 et 11.4 du règlement financier.

s) Autres opérations de maintien de la paix financées à l'aide des quotes-parts des Etats Membres. Les comptes relatifs aux opérations du GOMNUII, du GANUPT, de la Mission de vérification des Nations Unies en Angola, et de l'ONUCA ont été tenus conformément aux dispositions du règlement financier et des règles de gestion financière de l'Organisation des Nations Unies, compte dûment tenu des dispositions ci-après :

i) Article 2.1 du règlement financier :

Tant pour la présentation des données que pour la comptabilité, les comptes des opérations ci-dessus mentionnées sont tenus par périodes correspondant à leurs mandats successifs.

ii) Articles 11.1 et 11.4 du règlement financier :

Les comptes du GOMNUII, du GANUPT, de la Mission de vérification des Nations Unies en Angola et de l'ONUCA sont tenus par périodes correspondant à leurs mandats successifs, comme il a été mentionné plus haut, et sont officiellement publiés et vérifiés selon un cycle biennal conformément aux articles 11.1 et 11.4 du règlement financier.

iii) Contributions volontaires :

Conformément aux résolutions 43/230, 43/231 et 43/232 de l'Assemblée générale, en date, respectivement, des 21 décembre 1988, 16 février 1989 et 1er mars 1989, les contributions volontaires versées à titre de don pur et simple, tant en espèces que sous forme de fournitures et de services agréés par le Secrétaire général, seront considérées comme des recettes à créditer au compte spécial du GOMNUII, du GANUPT ou de la Mission de vérification des Nations Unies en Angola, selon qu'il convient. Les contributions volontaires en espèces mises à la disposition du Secrétaire général à titre d'avances ne seront pas considérées comme des recettes lors du calcul du montant total des quotes-parts des Etats Membres; sauf stipulation contraire du donateur, ces contributions seront versées à un compte d'attente.

Dans sa résolution 44/192 du 21 décembre 1989, l'Assemblée générale a pris note de certaines propositions concernant les directives techniques régissant le traitement et l'évaluation des contributions volontaires sous forme de fournitures et de services. Ces directives stipulent qu'une contribution volontaire en nature faite à titre de don portant sur des biens ou services pour lesquels aucun crédit n'a été prévu au budget ne sera pas comptabilisée, mais que son montant sera indiqué dans une note aux états financiers. Si cette contribution a trait à des biens et services pour lesquels des crédits ont été prévus au budget, elle sera portée en recettes sous la rubrique "contributions volontaires" pour le montant budgétisé; elle ne sera comptabilisée que lorsque les biens ou services considérés commenceront à être fournis.

t) Comptes de la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre. Le Secrétaire général n'est pas habilité à utiliser d'autres fonds que les contributions volontaires annoncées par les gouvernements pour le financement de la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre. Aux termes de la règle de gestion financière 106.1, il ne peut être contracté d'engagements prévisionnels ni engagé ou effectué de dépenses imputables sur quelque fonds que ce soit sans l'autorisation écrite du contrôleur ou de son représentant autorisé. Cette autorisation se présente sous forme d'attribution de crédits à laquelle il n'est procédé qu'une fois que des contributions suffisantes pour faire face aux engagements financiers prévus ont été reçues. Par conséquent, les crédits attribués à la Force et les engagements comptabilisés ne peuvent à aucun moment dépasser le montant total des contributions annoncées. Ainsi, le montant global des engagements à régler au titre de la Force n'a pas été comptabilisé, en particulier les sommes correspondant au remboursement des dépenses supplémentaires au titre de la solde et des indemnités versées aux contingents et du matériel appartenant aux contingents. Ce montant global est indiqué dans une note au bas des états financiers correspondants.

u) Comptes relatifs à la coopération technique :

- i) Les états financiers relatifs à la coopération technique rendent compte des activités financées par le PNUD, le FNUAP et les fonds d'affectation spéciale. En outre, le montant total des dépenses relatives aux projets exécutés au titre du chapitre 24 du budget ordinaire de l'Organisation des Nations Unies ainsi que les montants correspondants des recettes figurent également dans les états financiers relatifs à la coopération technique à titre d'information.
- ii) Les crédits ouverts au budget ordinaire pour les programmes de coopération technique sont gérés conformément au règlement financier de l'ONU, si ce n'est que, pour la définition des engagements et leur période de validité, il y a lieu d'appliquer les procédures indiquées dans la résolution de la session en cours de l'Assemblée générale concernant le budget-programme de l'exercice biennal en question. Les engagements au titre du programme ordinaire de coopération technique qui ne sont pas réglés à la fin d'un exercice sont transférés des comptes du Fonds général de l'ONU aux comptes relatifs à la coopération technique pour l'exercice suivant.
- iii) Recettes provenant des allocations - PNUD, FNUAP et PNUE. Les chiffres correspondant aux recettes provenant des allocations du PNUD, du FNUAP et du PNUE sont les mêmes que ceux qui sont indiqués pour le montant total des dépenses, conformément aux procédures adoptées par le PNUD, le FNUAP et le PNUE qui exigent que le montant des allocations soit ajusté de façon à correspondre à celui des dépenses engagées.
- iv) Recettes provenant des contributions - fonds d'affectation spéciale. Les contributions des gouvernements ou d'autres donateurs sont comptabilisées à la date où la contribution est soit reçue, soit annoncée par écrit.
- v) Intérêts et recettes accessoires. Les intérêts et recettes accessoires provenant des activités inscrites au budget ordinaire sont comptabilisés comme recettes accessoires du Fonds général. Les intérêts et recettes accessoires provenant des activités du PNUD, du FNUAP et du PNUE sont portés au crédit des comptes des fonds d'exploitation établis avec ces

organismes. Les intérêts et recettes accessoires au titre des fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique sont portés au crédit du fonds d'affectation spéciale correspondant.

- vi) Allocations non utilisées - recettes comptabilisées d'avance : PNUD, FNUAP, PNUE. Le solde non utilisé des allocations versées pour l'exercice en cours ainsi que pour des exercices à venir est comptabilisé comme élément d'actif et comme recettes comptabilisées d'avance. Le montant des allocations non utilisées au titre des projets financés par le PNUD et des fonds d'affectation spéciale gérés par le PNUD est calculé sur la base des budgets des projets. Le montant des allocations non utilisées au titre des projets financés par le FNUAP et le PNUE est calculé sur la base des avis d'allocation délivrés par ces organisations.
- vii) Les recettes comptabilisées d'avance provenant d'autres fonds d'affectation spéciale comprennent les contributions reçues au titre des budgets des projets pour une période plus longue que l'exercice en cours, ainsi que les recettes au titre de l'appui aux programmes correspondant auxdits budgets.
- viii) Les engagements non réglés de l'exercice en cours pour toutes les activités de coopération technique qui ne sont pas inscrites au budget ordinaire demeurent valides pendant les 12 mois suivant la fin de l'année à laquelle ils se rapportent et non la fin de l'exercice biennal. Toutefois, conformément aux normes fixées par le PNUD et le FNUAP en matière de publication de l'information financière, les agents d'exécution peuvent garder en écriture les engagements non réglés au-delà de 12 mois lorsqu'il existe encore un engagement ferme de payer; ces exigibilités sont comptabilisées dans les états financiers comme sommes à payer. Les économies réalisées lors du règlement d'engagements d'exercices antérieurs sont portées au crédit des divers projets et viennent en déduction des dépenses de l'exercice en cours, conformément aux normes fixées par le PNUD et le FNUAP.
- ix) Conformément aux normes fixées par le PNUD et le FNUAP en matière de publication de l'information financière, les engagements non réglés sont comptabilisés en fin d'exercice, mais n'apparaissent pas dans les dépenses pour les périodes intérimaires. Ce n'est qu'à la fin de l'année qu'ils sont comptabilisés en tant que dépenses. Pour les périodes intérimaires, les engagements non réglés de l'année en cours au titre de projets financés par le PNUD, le FNUAP ou des fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique sont comptabilisés comme charges différées et comme élément du passif.
- x) Les engagements non réglés pour des années à venir sont comptabilisés comme charges différées et comme élément distinct du passif.
- xi) La méthode du coût moyen est utilisée pour les projets du PNUD et du FNUAP. De la sorte, les éléments du coût effectif des services d'experts qui sont propres à un expert donné sont imputés aux budgets des projets du PNUD et du FNUAP sur la base des coûts moyens, par répartition des coûts entre tous les projets du PNUD ou du FNUAP pour lesquels des services d'experts ont été assurés pendant l'exercice en cours.

- xii) La provision pour prime de rapatriement est calculée à raison de 8 % du traitement de base net pour tous les agents engagés au titre de projets, à l'exception du personnel pour lequel les dépenses sont calculées selon la méthode des coûts moyens.

v) **Fonds d'affectation spéciale.** La circulaire ST/SGB/188 du Secrétaire général, datée du 1er mars 1982, énonce les principes révisés applicables à la constitution et à la gestion des fonds d'affectation spéciale. Selon ces principes, les fonds d'affectation spéciale sont classés en deux grandes catégories : les fonds généraux d'affectation spéciale et les fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique. Les dispositions de la circulaire ST/SGB/188 ne s'appliquent pas aux fonds extrabudgétaires versés à l'Organisation à titre de remboursement pour l'utilisation de ses installations. Le solde non utilisé de ces fonds est comptabilisé comme somme à recevoir dans l'état III du Fonds général.

w) **Comptes relatifs aux fonds généraux d'affectation spéciale.**

- i) Les états relatifs aux fonds d'affectation spéciale sont établis selon la formule du bénéfice net global, les ajustements étant opérés dans les comptes des recettes et des dépenses courantes. Les ajustements pour des exercices antérieurs sont toutefois indiqués dans les états financiers en dessous des résultats de l'exercice en cours de manière à ne pas les fausser.
- ii) Une provision pour prime de rapatriement est constituée par le Contrôleur chaque fois qu'il le juge nécessaire.
- iii) Les engagements non réglés imputés sur des fonds généraux d'affectation spéciale sont comptabilisés de la même façon que les engagements non réglés imputés sur le budget-programme, à une exception près : pour les dépenses de coopération technique imputées sur des fonds généraux d'affectation spéciale et pour le fonds d'affectation spéciale intitulé "Fonds des Nations Unies pour la population - programme de travail de l'Organisation des Nations Unies", les engagements non réglés sont comptabilisés de la même façon que ceux imputés sur les fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique.
- iv) Dans le cas du "Fonds des Nations Unies pour la population - programme de travail de l'Organisation des Nations Unies", les procédures comptables appliquées aux recettes provenant des allocations, aux allocations non utilisées et aux recettes comptabilisées d'avance sont les mêmes que celles qui sont exposées ci-dessus pour les activités de coopération technique.
- x) **Comptes spéciaux pour les dépenses d'appui aux programmes :**
- i) Le remboursement des dépenses d'appui aux programmes est prévu pour les activités de coopération technique, les activités administratives et les activités d'appui fonctionnel financées par des fonds extrabudgétaires. Le remboursement est calculé de façon à représenter un certain pourcentage des ressources dépensées pour les programmes.

- ii) Dans les états financiers intérimaires et biennaux de l'Organisation, les comptes spéciaux pour les dépenses d'appui aux programmes (état XX) sont présentés séparément des fonds extrabudgétaires (états XVIII et XIX) d'où proviennent leurs recettes.
- iii) Les engagements non réglés imputés sur des comptes spéciaux pour les dépenses d'appui aux programmes sont comptabilisés de la même façon que les engagements non réglés imputés sur le budget-programme.
- y) Fonds fiduciaires :
 - i) L'état XXI est consacré aux fonds rendant compte des ressources gardées en réserve et des décaissements au titre du paiement des indemnités prévues à l'Appendice D du Règlement du personnel, des paiements de péréquation pour les primes d'assurance maladie, d'assurance soins dentaires et d'assurance-vie des fonctionnaires en activité et en retraite ainsi que du paiement d'indemnités et autres dépenses découlant de la responsabilité générale de l'Organisation. Il couvre aussi certains régimes d'auto-assurance, tels que la Mutuelle d'assurance maladie-accidents du personnel des Nations Unies à Genève.

Fonds général

Note 2. Traitements et dépenses communes de personnel (tableau 1.1)

On trouvera ci-après le détail des traitements et des dépenses communes de personnel imputés sur le budget ordinaire (en millions de dollars des Etats-Unis) pour l'exercice biennal 1988-1989 terminé le 31 décembre 1989. Le tableau 1.1 des états financiers indique le montant total des traitements et des dépenses communes de personnel, ventilé par chapitre du budget et par programme. Les traitements et les dépenses communes de personnel représentent 79,3 % du montant total des dépenses imputées sur le Fonds général de l'Organisation des Nations Unies.

	1988-1989				1986-1987	
	Traitements (montants nets)	Contri- butions du personnel	Traitements (montants bruts)	Pourcentage	Traitements (montants bruts)	Pourcentage
Postes permanents	713,2	227,8	941,0	67,9	888,1	70,1
Personnel supplémentaire, personnel temporaire et consultants	115,5	18,8	134,3	9,7	104,1	8,2
Heures supplémentaires et sursalaire de nuit	12,1	3,7	15,8	1,1	12,8	1,0
Total, traitements	840,8	250,3	1 091,1	78,7	1 005,0	79,3
Dépenses communes de personnel	288,9	6,2	295,1	21,3	261,4	20,7
Total, traitements et dépenses communes de personnel	1 129,7	256,5	1 386,2	100,0	1 266,4	100,0
Pourcentage	81,5	18,5	100,0			

Note 3. Activités productrices de recettes (tableau 2.2)

Le tableau 2.2 offre un état récapitulatif des recettes et des dépenses relatives aux activités productrices de recettes. On y trouvera des états financiers détaillés relatifs aux activités productrices de recettes et aux recettes et dépenses liées à ces activités. D'autre part, l'annexe IV contient des états financiers se rapportant aux activités commerciales amortissables dans les bureaux hors Siège.

Note 4. Contributions (état III et tableau 3.1)

Conformément aux résolutions 42/226 et 43/218 de l'Assemblée générale, les crédits ouverts au budget pour l'exercice biennal 1988-1989 sont financés de la façon suivante :

	<u>1988</u>	<u>1989</u>	<u>Total</u> <u>1988-1989</u>
	(En dollars des Etats-Unis)		
Crédits ouverts au budget (résolution 42/226)	884 793 150	884 793 150	1 769 586 300
<u>A ajouter</u> : Crédits majorés pour l'exercice 1988-1989, (résolutions 43/218 et 44/193)	- -	19 160 000 (16 432 600)	19 160 000 (16 432 600)
Total	<u>884 793 150</u>	<u>887 520 550</u>	<u>1 772 313 700</u>
<u>A déduire</u> : Prévisions de recettes autres que les contri- butions du personnel pour l'exercice biennal (résolution 42/226)	33 155 150	33 155 150	66 310 300
Prévisions révisées de recettes autres que les contributions du personnel pour l'exercice biennal (résolutions 43/218 et 44/193)	- -	10 551 500 (11 825 300)	10 551 500 (11 825 300)
Total partiel	<u>33 155 150</u>	<u>31 881 350</u>	<u>65 036 500</u>
Montant révisé des crédits ouverts moins les prévisions révisées de recettes autres que les contributions du personnel	851 638 000	855 639 200	1 707 277 200

	1988	1989	Total 1988-1989
--	------	------	--------------------

(En dollars des Etats-Unis)

A ajouter : Montant relatif à un prêt
à l'ONUDI non crédité aux
Etats Membres conformément
aux résolutions 42/226 et
43/218

8 000 000	(8 000 000)	-
-----------	-------------	---

Montant relatif aux
prévisions révisées des
crédits ouverts au budget
pour 1988-1989 et recettes
accessoires

-	20 607 300	20 607 300
---	------------	------------

A déduire : Transfert de l'excédent, soit
les économies réalisées par
le règlement d'engagements
pour l'exercice biennal
1984-1985 conformément à
la résolution 40/239 A

-	3 100 000	3 100 000
---	-----------	-----------

Montant brut des quotes-
parts des Etats Membres
pour l'exercice biennal
1988-1989

859 638 000	865 146 500	1 724 784 500
-------------	-------------	---------------

On se référera à l'annexe I du document ST/ADM/SER.B/325 (intitulé "Etat des contributions au 31 décembre 1989") du 4 janvier 1990 qui reflète l'état des contributions au budget ordinaire de l'Organisation au 31 décembre 1989. La différence entre les 461 063 337 dollars indiqués à l'état III et le solde total non acquitté de 461 237 742 dollars figurant dans le document mentionné ci-dessus représente les contributions reçues du Gouvernement de la Barbade (74 708 dollars), de l'Afghanistan (74 708 dollars) et de la Zambie (24 991 dollars), qui ne figuraient pas dans le document ST/ADM/SER.B/325 et une différence de 2 dollars due au fait que les montants ont été arrondis par ordinateur.

Note 5. Comptes débiteurs (état III)

On trouvera ci-après le détail des sommes à recevoir (en millions de dollars des Etats-Unis) figurant dans l'état III, selon qu'elles sont dues depuis plus ou moins d'un an, au 31 décembre 1989 et au 31 décembre 1987.

	<u>Depuis moins</u> <u>d'un an</u>	<u>Depuis plus</u> <u>d'un an</u>	<u>Total</u>	
			<u>1989</u>	<u>1987</u>

A recevoir :

De gouvernements	1,5	0,4	1,9	3,5
De fonctionnaires	10,4	1,2	11,6	9,8
D'institutions spécialisées	4,6	0,5	5,1	9,0
Facturation interservices	1,8	-	1,8	1,9
A recevoir de l'UNITAR	0,9	2,7	3,6	2,3
A recevoir d'autres entités des Nations Unies	8,6	-	8,6	14,3
Divers	7,8	1,4	9,2	8,6
	<u>35,6</u>	<u>6,2</u>	<u>41,8</u>	<u>49,4</u>
Total des sommes à recevoir	<u>35,6</u>	<u>6,2</u>	<u>41,8</u>	<u>49,4</u>

Note 6. Virements interfonds (état III)

On trouvera ci-après le détail des virements interfonds (en millions de dollars des Etats-Unis) figurant à l'état III, au 31 décembre 1989 et au 31 décembre 1987. Ces virements interfonds correspondent à des transactions entre le fonds général de l'Organisation des Nations Unies et d'autres fonds des Nations Unies qui se règlent normalement dans le mois qui suit.

1989 1987

A recevoir d'autres fonds des Nations Unies :

Fonds des immobilisations des Nations Unies (état IV)	4,4	-
Projets devant durer plus d'une année (état V)	2,4	-
Force intérimaire des Nations Unies au Liban (FINUL) (état XI)	1,3	-
Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre (état XVII)	-	0,1
Groupe d'observateurs militaires des Nations Unies pour l'Iran et l'Iraq (GOMNUII) (état XII)	1,1	-
Groupe d'assistance des Nations Unies pour la période de transition (GANUPT) (état XV)	5,7	-
Groupe d'observateurs des Nations Unies en Amérique centrale (ONUCA) (état XVI)	0,7	-
Activités de coopération technique de l'Organisation des Nations Unies (état XVIII)	2,5	5,9
Fonds généraux d'affectation spéciale (état XIX)	2,0	0,7
Comptes spéciaux pour les dépenses d'appui aux programmes (état XX)	1,6	0,5
Fonds fiduciaires (état XXI)	0,1	1,1
Total	<u>21,8</u>	<u>8,3</u>

	<u>1989</u>	<u>1987</u>
Dû à d'autres fonds des Nations Unies :		
Projets devant durer plus d'une année (état V)	5,2	-
FUNU et FNUOD (état X)	0,8	0,5
Force intérimaire des Nations Unies au Liban (FINUL) (état XI)	-	2,0
Mission de vérification des Nations Unies en Angola (UNAVEM) (état XIV)	0,2	-
Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre (état XVII)	0,1	-
Activités de coopération technique de l'Organisation des Nations Unies (état XVIII)	5,7	2,7
Fonds généraux d'affectation spéciale des Nations Unies (état XIX)	4,7	6,0
Comptes spéciaux pour les dépenses d'appui aux programmes (état XX)	1,5	3,4
Fonds fiduciaires (état XXI)	1,2	0,5
Total	<u>19,4</u>	<u>15,1</u>

Note 7. Charges comptabilisées d'avance (état III)

On trouvera ci-après le détail du montant (en millions de dollars des Etats-Unis) figurant à l'état III à la rubrique "Charges comptabilisées d'avance", au 31 décembre 1989 et au 31 décembre 1987 :

	<u>1989</u>	<u>1987</u>
Avances au titre de l'indemnité pour frais d'études	3,5	3,0
Dépenses de bureaux extérieurs non encore imputées (bordereaux interservices)	5,3	1,6
Engagements imputables sur les crédits d'exercices à venir	16,3	3,2
Divers	2,0	1,8
Total	<u>27,1</u>	<u>9,6</u>

Note 8. Comptes créanciers (état III)

On trouvera ci-après le détail des sommes à payer (en millions de dollars des Etats-Unis) figurant à l'état III, au 31 décembre 1989 et au 31 décembre 1987 :

	<u>1989</u>	<u>1987</u>
Dues à des gouvernements	1,9	1,2
Dues à des fonctionnaires	7,4	5,6
Dues à des fournisseurs	0,5	1,3
Dues à des institutions spécialisées	3,1	2,9
Dues à d'autres entités du système des Nations Unies	2,6	0,1
Provision pour primes de rapatriement	-	0,8
Autres provisions	0,2	0,2
Divers	13,3	9,2
Total des sommes à payer	<u>29,0</u>	<u>21,3</u>

Note 9. Engagements imputables sur les crédits d'exercices à venir

Le solde de 16,3 millions de dollars représente des engagements pour lesquels les décaissements devraient être effectués en 1990. Sur ce montant, 13,1 millions de dollars sont engagés au titre de la location de locaux de 500 000 dollars au titre de paiements compensatoires ou forfaitaires.

Note 10. Recettes comptabilisées d'avance (état III)

On trouvera ci-après le détail du montant (en millions de dollars des Etats-Unis) figurant à l'état III à la rubrique "Recettes comptabilisées d'avance", au 31 décembre 1989 et au 31 décembre 1987 :

	<u>1989</u>	<u>1987</u>
Contributions des Etats Membres pour 1988 reçues en 1987	-	13,4
Dépôts correspondant aux abonnements des clients de l'Administration postale de l'Organisation des Nations Unies	2,3	2,3
Divers a/	<u>0,8</u>	<u>0,9</u>
Total	<u>3,1</u>	<u>16,6</u>

a/ Y compris le solde autorisé de 0,7 million de dollars du montant prêté à l'UNITAR en application de la résolution 38/177 de l'Assemblée générale.

Note 11. Solde inutilisé du Fonds général (état III)

Le solde de 261,6 millions de dollars comprend un montant de 3,9 millions inscrit à un compte d'attente en application des résolutions 2947 A et B (XXVII) de l'Assemblée générale, 210,9 millions de dollars conservés conformément aux résolutions 36/116 B, 40/241 B et 42/216 A, et 26,2 millions de dollars d'excédent de recettes sur les dépenses et 20,6 millions à utiliser en 1990 (16,4 millions de dollars au titre de la baisse des crédits ouverts en 1988-1989 et 4,2 millions d'augmentation de recettes accessoires en 1988-1989).

Le montant de 210,9 millions de dollars conservé en application des résolutions 36/116 B, 40/241 B et 42/216 A de l'Assemblée générale se répartit comme suit :

Economies réalisées lors du règlement
d'engagements d'exercices antérieurs :

1980-1981	14,7	
1982-1983	19,7	
1984-1985	7,6	
1986-1987	<u>15,8</u>	57,8

Solde non engagé des crédits ouverts :

1980-1981	5,4	
1982-1983	5,7	
1984-1985	3,0	
1986-1987	139,0	153,1
Total		210,9

Fond. des immobilisations

Note 12. Terrains et bâtiments (état IV)

Les immobilisations de l'Organisation (en millions de dollars des Etats-Unis) comprennent des terrains et des bâtiments, comptabilisés au prix coûtant, dont on trouvera le détail ci-après :

Bâtiments du Siège, New York (coût initial)	67,1	
<u>A déduire</u> : Coût du bâtiment de la bibliothèque démoli en 1960	1,7	65,4
Bâtiment de la Bibliothèque Dag Hammarskjöld, New York		6,7
Terrain du Siège permanent, New York		9,6
Agrandissement des salles de réunion de la pelouse nord, du restaurant des délégués et de la cafétéria du personnel, New York		56,2
Terrain - bâtiment de l'UNITAR, New York		4,4
Total partiel		142,3
Bâtiment du Secrétariat et salle des assemblées, bâtiment de la bibliothèque et villas, Genève	12,3	
Modernisation du Palais des Nations, Genève	2,1	
Gros travaux d'entretien, Genève	6,7	
Agrandissement des salles et installations de conférence, Genève	47,7	68,8
Bâtiments occupés par l'ONU à Nairobi		27,1
Terrains et bâtiments à Addis-Abeba, Modagiscio et Pusan		0,3
Siège de la Commission régionale, Addis-Abeba		7,5
Bâtiment de l'ONU, Santiago		5,6
Centre de documentation et de recherche, Santiago		1,0
Nouveau bâtiment offert par les Pays-Bas, Bangkok		0,2
Siège de la Commission régionale, Bangkok		8,5
Total		261,3

Note 13. Matériel non consommable

On trouvera au tableau ci-après une liste, établie d'après la comptabilité "matières" de l'Organisation des Nations Unies au 31 décembre 1989, indiquant la valeur, au prix coûtant (en millions de dollars des Etats-Unis), du matériel non consommable utilisé au Siège et ailleurs. Conformément aux principes comptables de l'ONU, le matériel non consommable n'est pas inclus dans le capital fixe de l'Organisation, mais sa valeur est imputée sur les crédits ouverts au moment de l'achat.

	<u>1989</u>
Siège, New York	23,9 a/
CEA	3,9
CEPALC, Santiago	2,8
CEPALC, Mexico	0,2
CESAP	5,5
CESAO	1,2
Cour internationale de Justice	1,1
Office des Nations Unies à Genève	22,3
CNUEH	0,7
Bureaux des centres d'information des Nations Unies	2,8
Office des Nations Unies à Vienne	2,8
Groupe d'observateurs militaires des Nations Unies dans l'Inde et le Pakistan	2,2
Dépôt de l'ONU à Pise	2,1
ONUST	6,9
PNUE	3,3
HCR	28,2
Conseil mondial de l'alimentation	0,1
	<u>110,0</u>

a/ Représente la valeur d'inventaire au 30 juin 1988.

Note 14. Activités de coopération technique (état XVIII)

a) Le montant de 68,3 millions de dollars indiqué dans l'état XVIII en tant que somme due par le PNUD, le FNUAP et le PNUE au titre de l'excédent des dépenses sur les fonds fournis représente des engagements non réglés pour lesquels des fonds ne seront demandés, conformément aux accords avec ces institutions, que lorsque les paiements destinés à régler les engagements non réglés arriveront à échéance.

b) Le solde du Fonds d'affectation spéciale pour les activités de coopération technique, au 1er janvier 1988, a été révisé de manière à inclure le montant de 1 136 550 dollars, qui représente le solde du Fonds d'affectation spéciale pour les activités de coopération technique du Bureau du Coordonnateur des Nations Unies pour les secours en cas de catastrophe, administré à Genève.

c) Le mode de présentation des recettes et des dépenses au titre de la coopération technique a été modifié avec effet au 1er janvier 1988. Avant cette date, les dépenses relatives à la coopération technique financées par les fonds généraux d'affectation spéciale étaient indiqués comme dépenses de ces fonds, et comme dépenses de coopération technique. Cela donnait une vue d'ensemble des

dépenses de coopération technique, mais entraînait une double comptabilisation. A la suite de la modification apportée, les dépenses relevant des fonds généraux d'affectation spéciale figurent seulement dans cette dernière catégorie. Les chiffres comparatifs ont été ajustés de manière à refléter le nouveau mode de présentation.

d) L'état des allocations non utilisées versées par le PNUD et le FNUAP pour l'exercice terminé le 31 décembre 1989 est indiqué dans les tableaux 1, 2 et 3.

Tableau 1

Etat des allocations non utilisées par l'Organisation des Nations Unies, la CNUCED et le CNUEH, versées par le PNUD pour l'exercice terminé le 31 décembre 1989

(En dollars des Etats-Unis)

	Organisation des Nations Unies	CNUCED	CNUEH
Allocations non utilisées au 1er janvier 1989	183 055 861	27 532 489	13 363 740
<u>A ajouter</u> : Montant net des allocations versées en 1989 :			
Dépenses des projets	111 989 992	23 843 891	5 203 897
Dépenses d'appui aux programmes	13 082 555	1 912 776	1 854 648
Total partiel	308 128 408	53 289 156	20 422 285
<u>A déduire</u> : Allocations versées pour des exercices à venir	156 440 172	-	-
Allocations versées pour l'exercice en cours	151 688 236	53 289 156	20 422 285
<u>A déduire</u> : Allocations utilisées en 1989 :			
Dépenses des projets	104 320 099	14 727 516	14 286 291
Dépenses d'appui aux programmes	13 082 555	1 912 776	1 854 648
Total	117 402 654	16 640 292	16 140 939
Allocations versées pour l'exercice en cours et non utilisées	34 285 582	36 648 864	4 281 346
<u>A ajouter</u> : Allocations versées pour des exercices à venir	156 440 172	-	-
Allocations non utilisées au 31 décembre 1989	190 725 754	36 648 864	4 281 346

Tableau C

Etat des allocations non utilisées par les commissions régionales, versées par le PNUD pour l'exercice terminé le 31 décembre 1989

(En dollars des Etats-Unis)

	Afrique	Asie et Pacifique	Europe	Amérique latine et Caraïbes	Asie occidentale
Allocations non utilisées au 1er janvier 1989	6 256 958	22 248 224	1 178 146	4 579 426	415 597
<u>A ajouter</u> : Montant net des allocations versées en 1989 :					
Dépenses des projets	4 984 012	3 178 662	644 501	911 487	(23 665)
Dépenses d'appui aux programmes	906 324	1 290 002	48 505	324 701	24 426
Total partiel	12 147 294	26 716 888	1 871 152	5 815 614	416 358
<u>A déduire</u> : Allocations versées pour des exercices à venir	-	-	-	-	-
Allocations versées pour l'exercice en cours	12 147 294	26 716 888	1 871 152	5 815 614	416 358
<u>A déduire</u> : Allocations utilisées en 1989 :					
Dépenses des projets	6 971 723	9 923 092	376 194	2 497 700	187 896
Dépenses d'appui aux programmes	843 735	1 290 002	48 505	324 701	24 426
Total	7 815 458	11 213 094	424 699	2 822 401	212 322
Allocations versées pour l'exercice en cours et non utilisées	4 331 836	15 503 794	1 446 453	2 993 213	204 036
<u>A ajouter</u> : Allocations versées pour des exercices à venir	-	-	-	-	-
Allocations non utilisées au 31 décembre 1989	4 331 836	15 503 794	1 446 453	2 993 213	204 036

Tableau 3

Etat des allocations non utilisées versées par le FNUP
pour l'exercice terminé le 31 décembre 1989

(En dollars des Etats-Unis)

	Organisation des Nations Unies	Commissions régionales				
		Afrique	Asie et Pacifique	Europe	Amérique latine et Caraïbes	Asie occidentale
Allocations non utilisées au 1er janvier 1989	33 945 263	5 770 039	3 216 676	444 672	1 881 077	950 757
<u>A ajouter</u> : Montants nets des allocations versées en 1989 :						
Dépenses des projets	34 512 274	2 685 077	2 805 114	664 570	5 015 546	8 903
Dépenses d'appui aux programmes	3 500 475	451 660	295 416	37 751	267 565	120 039
Total partiel	71 958 012	8 906 776	6 317 206	1 146 993	7 164 188	1 079 699
<u>A déduire</u> : Allocations versées pour des exercices à venir						
Allocations versées pour l'exercice en cours	37 988 992	(4 523 153)	3 680 762	-	4 822 573	-
<u>Allocations versées pour l'exercice en cours</u>						
Allocations versées pour l'exercice en cours	33 969 020	13 429 929	2 636 444	1 146 993	2 341 615	1 079 699
<u>A déduire</u> : Allocations utilisées en 1989 :						
Dépenses des projets	26 905 543	3 474 309	2 272 427	290 390	2 058 195	923 375
Dépenses d'appui aux programmes	3 500 475	451 660	295 416	37 751	267 565	120 039
Total	30 406 018	3 925 969	2 567 843	328 141	2 325 760	1 043 414
<u>Allocations versées pour l'exercice en cours et non utilisées</u>						
Allocations versées pour l'exercice en cours et non utilisées	3 563 002	9 503 960	68 601	818 852	15 855	36 285
<u>A ajouter</u> : Allocations versées pour des exercices à venir						
Allocations versées pour des exercices à venir	37 988 992	(4 523 153)	3 680 762	-	4 822 573	-
<u>Allocations non utilisées au 31 décembre 1989</u>						
Allocations non utilisées au 31 décembre 1989	41 551 994	4 980 807	3 749 363	818 852	4 838 428	36 285

Note 15. Fonds généraux d'affectation spéciale (état XIX)

Les 18 nouveaux fonds d'affectation spéciale suivants ont été créés au cours de l'exercice biennal 1988-1989 terminé le 31 décembre 1989 :

Compte spécial pour la Commission préparatoire de l'Autorité internationale des fonds marins et du Tribunal international du droit de la mer au titre des droits relatifs aux demandes d'approbation de plan de travail des investisseurs pionniers

Fonds d'affectation spéciale pour les colloques sur les conséquences de la croissance démographique rapide et sur les droits de l'homme et la population

Fonds d'affectation spéciale pour la contribution du Gouvernement suédois à la Décennie des Nations Unies pour les personnes handicapées

Fonds d'affectation spéciale relatif au règlement de la situation en Afghanistan

Fonds d'affectation spéciale d'urgence pour l'Afghanistan

Fonds d'affectation spéciale pour les arrangements intérimaires visant à maintenir la collecte et la diffusion d'informations statistiques sur le marché international de l'étain

Fonds d'affectation spéciale du Centre régional des Nations Unies pour la paix et le désarmement en Asie

Fonds d'affectation spéciale pour l'assistance au Bangladesh en matière de prévision de catastrophe et de planification préalable (créé à la suite des inondations de 1988)

Fonds d'affectation spéciale pour les préparatifs de la Décennie internationale de la prévention des catastrophes naturelles

Fonds d'affectation spéciale relatif au Prix de prévention des catastrophes du Bureau du Coordonnateur des Nations Unies pour les secours en cas de catastrophe

Fonds d'affectation spéciale pour l'assistance en cas de catastrophe

Fonds d'affectation spéciale pour les activités de désarmement mondial et régional

Fonds d'affectation spéciale pour l'information au service du redressement économique et du développement de l'Afrique

Fonds d'affectation spéciale pour les arrangements intérimaires concernant la collecte et la diffusion d'informations statistiques sur le marché international du minerai de fer

Fonds d'affectation spéciale pour aider les Etats à régler leurs différends par des moyens judiciaires par l'intermédiaire de la Cour internationale de Justice

Fonds relatif à l'information pour la revue "World Statesman Magazine"

Compte d'appui aux opérations de rétablissement et de maintien de la paix des Nations Unies

Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour la formation du personnel du GANUPT

Les trois fonds suivants ont été supprimés au cours de la même période :

Fonds d'affectation spéciale pour les projets relatifs au désarmement

Médaille de l'Assemblée mondiale de la jeunesse

Fonds d'affectation spéciale pour la Conférence mondiale de la Décennie des Nations Unies pour la femme, 1980

Au 31 décembre 1989, il y avait 113 fonds généraux d'affectation spéciale, dont 112 étaient actifs, le suivant étant inactif :

Fonds d'affectation spéciale pour l'assistance au Bangladesh en matière de prévention de catastrophe et de planification préalable (créé à la suite des inondations de 1988)

ANNEXE II

Analyse comparative du déficit à court terme de l'Organisation des Nations Unies au 31 décembre 1989 et au 31 décembre 1987

(En millions de dollars des Etats-Unis)

	<u>1989</u>	<u>1987</u>
1. <u>Budget ordinaire et Fonds de roulement</u>		
a) Montants retenus par les Etats Membres qui, en raison de leurs positions de principe, ne participent pas au financement de certaines dépenses inscrites au budget ordinaire	60,8	67,6
b) Compte spécial pour des contributions non acquittées [résolution 3049 C (XXVII) de l'Assemblée générale] (voir état III)	<u>16,6</u>	<u>16,6</u>
	<u>77,4</u>	<u>84,2</u>
2. <u>FINU (1973) et FNUOD</u>		
a) Montants retenus par les Etats Membres qui, en raison de leurs positions de principe, ne participent pas au financement	7,6 a/	31,3
b) Compte spécial pour des contributions non acquittées [résolution 36/116 A de l'Assemblée générale] (voir état X)	<u>36,0</u>	<u>36,0</u>
	<u>43,6</u>	<u>67,3</u>
3. <u>FINUL</u>		
a) Montants retenus par les Etats Membres qui, en raison de leurs positions de principe, ne participent pas au financement	176,1 b/	226,8
b) Compte spécial pour des contributions non acquittées [résolution 36/116 A de l'Assemblée générale] (voir état XI)	<u>19,6</u>	<u>19,6</u>
	<u>195,7</u>	<u>246,4</u>

	1989	1987
4. <u>FUNU (1956)</u>		
Contributions volontaires conditionnelles reçues, remboursables aux gouvernements (voir état IX)	0,6	0,6
Dépenses engagées en sus du montant des quotes-parts des contributions volontaires et des recettes accessoires disponibles	34,6 c/ d/	35,4
<u>A déduire</u> : Dépenses couvertes à l'aide des obligations émises par l'ONU (voir état VIII)	(8,1)	(8,1)
Dépenses couvertes par prélèvement sur le Compte spécial de l'ONU [résolution 2115 (XX) de l'Assemblée générale] (voir état VII)	(3,9)	(3,9)
Montant net des dépenses engagées en sus des fonds disponibles	23,2	24,0
5. <u>ONUC</u>		
Contributions volontaires conditionnelles reçues, remboursables aux gouvernements (voir état XIII)	1,6	1,6
Dépenses engagées en sus du montant des quotes-parts, des contributions volontaires et des recettes accessoires disponibles	45,9 c/ d/	46,3
<u>A déduire</u> : Dépenses couvertes à l'aide des obligations émises par l'ONU (voir état VIII)	(35,9)	(35,9)
Montant net des dépenses engagées en sus des fonds disponibles	11,6	12,0
6. <u>Total brut du déficit</u>	351,5	433,9
7. <u>A déduire</u> : Contributions volontaires (reçues ou annoncées) au Compte spécial de l'Organisation des Nations Unies (voir état VII)	(113,5) f/	(98,8)
8. <u>Montant net du déficit "A"</u>	238,0	335,1
9. <u>A ajouter</u> : Montants à rembourser aux Etats Membres ou à porter à leur crédit, par prélèvement sur les excédents, pour leurs contributions :		
A la FUNU (1956)	4,9	4,3
A l'ONUC	16,8	16,6
10. <u>Montant net du déficit "B"</u>	259,7	356,0
(Voir notes page suivante)		

(Notes de l'annexe II)

a/ Total estimatif des montants retenus depuis la création de la FUNU (1973) jusqu'à la fin de l'opération de liquidation et depuis la constitution de la FNUOD (1974) jusqu'au 31 mai 1990.

b/ Total estimatif des montants retenus depuis la création de la FINUL le 19 mars 1978 jusqu'au 31 janvier 1990.

c/ Les montants indiqués comprennent un abattement de 3,8 millions de dollars résultant des opérations de change.

d/ Les montants indiqués pour la FUNU (1956) ont été calculés compte tenu des demandes de remboursement présentées par les gouvernements mais non encore acceptées par l'ONU, ainsi que du montant estimatif à prévoir au titre des dépenses remboursables pour lesquelles les gouvernements n'ont pas encore présenté de demandes de remboursement.

e/ Il a été tenu compte dans le présent tableau des dépenses remboursables pour lesquelles les demandes de remboursement ont été reçues mais non encore acceptées par l'ONU, ainsi que du montant estimatif des demandes de remboursement à recevoir pour des services fournis par des gouvernements à l'ONUC.

f/ Non compris une somme de 10 millions de dollars reçue aux fins de la résolution 3049 A (XXVII) de l'Assemblée générale et qui représente une contribution versée dans l'espoir d'inciter d'autres Etats Membres à verser des contributions volontaires d'un montant suffisant pour permettre de résoudre complètement les problèmes financiers de l'Organisation.

Notes explicatives sur les contributions qui demeurent à recevoir

1. Les contributions qui demeurent à recevoir, et qui sont indiquées dans les comptes de l'exercice biennal 1988-1989, ont été comptabilisées conformément au règlement financier et aux règles de gestion financière de l'Organisation des Nations Unies et aux résolutions pertinentes de l'Assemblée générale. En ce qui concerne les montants indiqués comme non acquittés, certains Etats Membres ont fait savoir qu'ils avaient l'intention de retenir une partie de leurs contributions, ou de ne les verser qu'à certaines conditions. A ce propos, un certain nombre d'Etats Membres ont demandé que soit signalée la position qu'ils ont adoptée (et qui a été exposée par leurs délégations lors de sessions successives de l'Assemblée générale), en particulier ce qui suit :

a) Dans la mesure où les montants en question ont trait à des dépenses imputées sur le Compte spécial de la Force d'urgence des Nations Unies (1956) ou sur le compte ad hoc pour l'Opération des Nations Unies au Congo, dépenses qu'ils considéraient comme illégales, ils ne s'estiment pas tenus d'y contribuer en vertu des dispositions de l'Article 17 de la Charte des Nations Unies;

b) Certains Etats ont adopté une position analogue pour les années 1963 à 1987 en ce qui concerne leur part estimative de certaines dépenses inscrites au budget ordinaire de l'Organisation des Nations Unies telles que les dépenses relatives aux obligations émises par l'ONU; les montants retenus concernaient, pour la période antérieure à 1975, les dépenses relatives à la Commission des Nations Unies pour l'unification et le relèvement de la Corée et au Cimetière où sont ensevelis les morts des Nations Unies en Corée, et, pour la période antérieure à 1968, les dépenses relatives à l'Organisme des Nations Unies chargé de la surveillance de la trêve en Palestine et au Service mobile de l'ONU;

c) Certains Etats Membres ont déclaré qu'ils n'avaient pas l'intention de participer au financement de la Force d'urgence des Nations Unies (FONU) (1973), de la Force des Nations Unies chargée d'observer le dégagement (FNUOD) et de la Force intérimaire des Nations Unies au Liban (FINUL); d'autres Etats ont déclaré qu'ils avaient déduit de leurs contributions à la FONU leur part des dépenses qu'ils attribuent aux fonctions supplémentaires résultant de l'accord conclu entre l'Egypte et Israël le 4 septembre 1975;

d) Certains Etats Membres ont également déclaré qu'ils ne se considéraient pas tenus de financer certains postes de dépenses inscrits au budget ordinaire de l'Organisation des Nations Unies, tels que le Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien et le Groupe spécial des droits des Palestiniens, la Conférence internationale sur la question de Palestine, la Conférence sur l'alliance entre Israël et l'Afrique du Sud, la Commission préparatoire de l'Autorité internationale des fonds marins et du Tribunal international du droit de la mer, l'Ecole internationale des Nations Unies, les subventions destinées à couvrir le déficit de l'UNITAR, la Conférence sur la situation au Kampuchea et les dépenses afférentes à l'inscription au budget ordinaire de postes précédemment financés par des fonds extrabudgétaires;

e) Dans la mesure où les montants mis en recouvrement au titre du budget ordinaire ont trait à leur part en dollars des crédits ouverts pour le programme ordinaire de coopération technique (au titre V du budget pour les années 1963 à 1973, au chapitre 19 du budget de 1974-1975, au chapitre 15 du budget de 1976-1979 et au chapitre 24 par la suite), quatre Etats Membres ont expressément offert d'en verser l'équivalent dans leur propre monnaie, de la manière indiquée ci-après :

Pays	Soldes bancaires (en équivalents- dollars)	Montant accepté jusqu'au 31 décembre 1989 (en équivalents- dollars)
Bulgarie	134 673 a/	36 988
République socialiste soviétique de)		
Biélorussie)		481 056
République socialiste soviétique)		
d'Ukraine)	14 219 357 b/	2 846 474
Union des Républiques socialistes)		
soviétiques)		26 309 170
Total	14 354 030	29 673 688

a/ Equivalent en dollars d'un solde de 288 200,40 leva à la fin de janvier 1989.

b/ Equivalent en dollars d'un solde de 9 000 853 roubles au 31 décembre 1989 inscrit sur un compte commun créé par les Gouvernements de l'Union des Républiques socialistes soviétiques, de la République socialiste soviétique de Biélorussie et de la République socialiste soviétique d'Ukraine.

2. Du fait de la position adoptée par certains Etats Membres, exposée plus haut, on estime à un total cumulatif de 60,8 millions de dollars les sommes que 11 Etats Membres avaient retenues sur leurs contributions au 31 décembre 1989. Le montant estimatif de 60,8 millions de dollars est inclus dans le montant total de 461,2 millions de dollars des contributions au budget ordinaire non acquittées au 31 décembre 1989.

3. De même, certains Etats Membres n'ont pas acquitté leur part des dépenses relatives au financement de la FUNU (1973), jusqu'à sa dissolution en 1979, et de la FNUOD, jusqu'au 31 mai 1990, soit un montant estimatif de 7,6 millions de dollars. Ce montant ne tient pas compte d'une somme de 36 millions de dollars correspondant aux contributions de la Chine non acquittées pour la période allant du 25 octobre 1971 au 31 décembre 1981, montant qui a été inscrit à un compte spécial en application de la résolution 36/116 de l'Assemblée générale, en date du 10 décembre 1981.

4. La part des montants retenus par certains Etats Membres au titre du financement de la FINUL représente un montant estimatif de 176,1 millions de dollars. Ce montant estimatif a été calculé sur la base de la part revenant à chacun des Etats Membres en question depuis la création de la FINUL le 19 mars 1978 jusqu'au 31 janvier 1990. Ce montant ne tient pas compte d'une somme de 19,6 millions de dollars correspondant aux contributions de la Chine non acquittées pour la période allant du 25 octobre 1971 au 31 décembre 1981, montant qui a été inscrit à un compte spécial en application de la résolution 36/116 A de l'Assemblée générale, en date du 10 décembre 1981.

5. Les contributions non acquittées indiquées dans l'état ne comprennent pas un montant de 16,6 millions de dollars correspondant aux contributions de la Chine au budget ordinaire pour la période précédant le 24 octobre 1971. A la suite de l'adoption par l'Assemblée générale de la résolution 2758 (XXVI) relative au rétablissement des droits légitimes de la République populaire de Chine à l'Organisation des Nations Unies, en date du 25 octobre 1971, ce montant a été inscrit à un compte spécial en application de la résolution 3049 C (XXVII) de l'Assemblée générale, en date du 19 décembre 1972.

6. En ce qui concerne le Groupe d'observateurs militaires des Nations Unies pour l'Iran et l'Iraq (GOMNUII), la Mission de vérification des Nations Unies en Angola (UNAVEM), le Groupe d'assistance des Nations Unies pour la période de transition (GANUPT) et le Groupe d'observateurs des Nations Unies en Amérique centrale (ONUCA), on ne s'attend pas à ce que l'Afrique du Sud paie ses contributions mises en recouvrement dans un avenir prévisible, étant donné son statut actuel au sein de l'Organisation. Les contributions non payées qui se sont accumulées depuis le début de ces opérations se montent à 662 551 dollars pour le GOMNUII, 40 329 dollars pour l'UNAVEM, 1 329 794 dollars pour le GANUPT et 189 900 dollars pour l'ONUCA.

ANNEXE IV

FONDS GENERAL, FONDS DE ROULEMENT ET COMPTES SPECIAUX DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES

Changements intervenus dans la situation financière pendant l'exercice biennal 1988-1989 terminé le 31 décembre 1989

(En millions de dollars des Etats-Unis)

	1989	1987
Origine des fonds :		
Solde inutilisé des crédits ouverts (voir état I)	23,6	129,1
Excédent des recettes sur les montants estimatifs révisés (voir état II)	2,5	9,9
Economies réalisées lors du règlement d'engagements d'exercices antérieurs (voir état II)	15,9	10,7
Sommes à porter au crédit des Etats Membres pour 1990 (voir état III)	20,6	-
Sommes portées au crédit des Etats Membres pour 1989 (voir état II)	(3,1)	-
Financement de budgets révisés d'exercices biennaux antérieurs (voir état III)	-	4,4
Augmentation du compte spécial :		
Contributions volontaires (voir état VII)	(3,9) a/	10,0
Revenu des placements (voir état VIII)	18,4	12,0
Total, fonds reçus	74,0	176,1
Utilisation des fonds :		
Augmentation des contributions non acquittées (état III)	107,9	110,9
Dépenses de 1984-1985 non comptabilisées (voir état III)	-	2,5
Total, fonds utilisés	107,9	113,4
Total partiel	(33,9)	62,7
Augmentation (diminution) nette des autres éléments d'actif ou de passif :		
(Augmentation) diminution des comptes débiteurs	(18,3)	12,2
Augmentation (diminution) des recettes comptabilisées d'avance	(13,5)	13,2
Augmentation (diminution) des autres éléments de passif	46,6	(30,5)
Augmentation de l'encaisse et des placements	(19,1)	57,6
Encaisse et placements en début d'exercice (1er janvier 1988)	66,3	8,7
Encaisse et placements en fin d'exercice (31 décembre 1988)	47,2	66,3

a/ La contribution de la France a été portée au compte des contributions au budget ordinaire de l'ONU.

ANNEXE V

ECONOMATS ET AUTRES ACTIVITES COMMERCIALES AMORTISSABLES

I. Etat récapitulatif des recettes et des dépenses pour l'exercice biennal 1988-1989 terminé le 31 décembre 1989

(En dollars des Etats-Unis)

	<u>Genève</u> Fonds d'amortissement de la cafétéria	<u>ONUST</u> Economat
<u>Recettes</u>		
Chiffre d'affaires brut	-	3 665 923
A déduire : Coût des marchandises vendues	-	3 276 575
Chiffre d'affaires net	-	389 348
Recettes diverses	195 080	96 462
Total, recettes	195 080	485 810
<u>Dépenses</u>		
Personnel	-	321 219
Divers	325 030	88 173
Total, dépenses	325 030	409 392
<u>Excédent des recettes sur les dépenses</u>	<u>(129 950)</u>	<u>76 418</u>

II. Etat récapitulatif de l'actif et du passif au 31 décembre 1989

(En dollars des Etats-Unis)

Actif

Encaisse	435 985	342 157
Comptes débiteurs	-	35 977
Intérêts à recevoir	1 361	-
Stocks	-	310 339
Matériel	-	38 688
A recevoir du Fonds général de l'ONU	16 615	81 435
Total, actif	453 961	808 596

	Genève Fonds d'amortissement de la cafétéria	ONUST Economat
Passif		
Comptes créanciers	-	148 581
Engagements non réglés	20 355	8 393
Réserve (pour le bien-être du personnel et les imprévus)	-	430 938
Réserve opérationnelle	207 969	152 896
Total, passif	228 324	740 808
Solde des fonds inutilisés :		
Solde au 1er janvier 1988	355 587	7 740
A ajouter : Excédent des recettes sur les dépenses	(129 950)	76 418
Total partiel	225 637	84 158
A déduire : Virement des bénéfices non distribués à la réserve pour le bien-être du personnel et les imprévus	-	16 370
Solde au 31 décembre 1989	225 637	67 788
Total, passif et solde des fonds inutilisés	453 961	808 596

كيفية الحصول على منشورات الأمم المتحدة

يمكن الحصول على منشورات الأمم المتحدة من المكتبات ودور التوزيع في جميع أنحاء العالم. استلم منها من المكتبة التي تتعامل معها أو اكتب إلى : الأمم المتحدة ، قسم البيع في نيويورك أو في جنيف .

如何获取联合国出版物

联合国出版物在世界各地的书店和经售处均有发售。请向书店询问或写信到纽约或日内瓦的联合国销售组。

HOW TO OBTAIN UNITED NATIONS PUBLICATIONS

United Nations publications may be obtained from bookstores and distributors throughout the world. Consult your bookstore or write to: United Nations, Sales Section, New York or Geneva.

COMMENT SE PROCURER LES PUBLICATIONS DES NATIONS UNIES

Les publications des Nations Unies sont en vente dans les librairies et les agences dépositaires du monde entier. Informez-vous auprès de votre libraire ou adressez-vous à : Nations Unies, Section des ventes, New York ou Genève.

КАК ПОЛУЧИТЬ ИЗДАНИЯ ОРГАНИЗАЦИИ ОБЪЕДИНЕННЫХ НАЦИЙ

Издания Организации Объединенных Наций можно купить в книжных магазинах и агентствах во всех районах мира. Наведите справки об изданиях в вашем книжном магазине или пишите по адресу: Организация Объединенных Наций, Секция по продаже изданий, Нью-Йорк или Женева.

COMO CONSEGUIR PUBLICACIONES DE LAS NACIONES UNIDAS

Las publicaciones de las Naciones Unidas están en venta en librerías y casas distribuidoras en todas partes del mundo. Consulte a su librero o diríjase a: Naciones Unidas, Sección de Ventas, Nueva York o Ginebra.
